



mONTPELLIER 2020

La lettre de Sursaut

Les éditoriaux de Joseph MORNET

2013

Mars 2013, n°1 : Pourquoi la « Lettre de Sursaut » ?

« SURSAUT est désormais dans tous les kiosques et librairies de la ville. L'ouvrage que nous avons rédigé à partir de notre réflexion commune connaît un succès certain puisqu'en un mois, 2000 exemplaires sont déjà vendus. Rappelons qu'il a été financé uniquement à partir des dons des adhérents.

Nos propositions suscitent évidemment beaucoup de réactions. Nous n'avons jamais voulu, rappelons-le, faire un recueil dogmatique, pas plus qu'un programme municipal : « SURSAUT » est un livre de réflexions sur une politique possible de la ville, sur sa gouvernance et sur son devenir. Il est le fait de citoyens d'origines professionnelles et sociales diverses qui se sont permis de « rêver » une métropole de demain à la fois ambitieuse et soucieuse du bien être de ses habitants.

Ce livre ne constitue qu'une étape et notre travail est vivant et évolue : du dialogue établi avec nos lecteurs et de nos rencontres « Controverses » à Pétrarque de nouvelles propositions surgissent et d'autres formulations sont nécessaires.

Cette « lettre » est une manière de continuer le travail, d'approfondir nos propositions, d'en élaborer de nouvelles et de creuser la réflexion que nous avons ouverte.

Nous y partagerons avec vous l'état de nos travaux, nous vous informerons du calendrier de nos rencontres et commenterons l'actualité de la vie politique.

Nous continuons ainsi, avec vous, notre fonction de laboratoire d'idées.

**Avril 2013, n°2 : « Slow-ville », « ville douce » ...
un autre modèle du vivre ensemble**

Chaque mois nous allons essayer de décliner une des propositions maîtresses de « Sursaut ». Pourquoi commencer par celle-là ? Sans doute parce qu'elle constitue une des principales ruptures que nous aimerions amener dans la conception d'une métropole pour demain. Elle constitue, en même temps, l'arrière-fond donnant sens au reste des propositions.

Qu'est-ce qu'une « slow-ville » et pourquoi une « slow-ville » ?

Petit rappel : les « slow villes » sont nées en Italie en 1999 (Citta slow) suite à une première initiative de slow food. Le mouvement regroupe aujourd'hui 168 villes de 25 pays obéissant à une charte concernant les villes de moins de 60 000 habitants. Mais cela n'empêche pas de grandes métropoles comme Turin de s'en inspirer. Rien ne contredit, bien au contraire, son application aux métropoles à « taille humaine » loin des mégalo-poles mondiales. La « Slow Ville » n'est pas une ville mais un concept qui permet de qualifier l'art de vivre, les rapports de la ville à son contexte environnemental et social. L'Académie d'urbanisme de Londres a attribué son prix européen d'excellence environnementale (la « slow city » de l'année) à Anvers avec Hamburg et Lyon sur le podium.

Montpellier pourrait être une des premières grandes métropoles françaises à choisir ce modèle de développement urbain. Pendant longtemps l'image de Montpellier s'est construite autour du titre de la « surdouée ». Ce temps de développement nécessaire n'est plus : ses réalisations sont là. Elles nous permettent d'exercer désormais nos « dons » sur d'autres objectifs.

La « slow-ville » repose d'abord sur un autre rapport au temps : la « conscience du temps » y remplace le « vivre à toute allure » et permet un autre rapport à l'autre, relation devenue impossible lorsqu'on ne prend pas le temps.

La « slow-ville » s'appuie sur les racines, l'histoire, le patrimoine et la culture sans pour autant les fossiliser dans une dimension passéiste et muséale. Elle sait conjuguer la richesse historique avec la compétence d'architectes et d'urbanistes contemporains. Le beau est nécessaire au bien vivre.

Cet autre art du temps de vivre ensemble implique la multiplication d'espaces verts, d'espaces de loisirs et de rencontres, d'espaces publics ouverts et accueillants. La priorité y est donnée aux technologies écologiques, aux transports en commun, aux infrastructures collectives, aux zones piétonnes, aux commerces de proximité et aux équipements adaptés aux handicapés.

La politique municipale y privilégie des espaces à taille humaine, permettant de vrais liens intergénérationnels et inter sociaux, où chacun peut trouver à portée de chez soi des lieux de culture, de rencontre, d'activités physiques et sportives, de commerce..., tout ce qui permet l'épanouissement de l'individu, son rapport aux autres (c'est la définition de l'urbanité), un bien vivre ensemble. C'est sur cette base que peut se développer une véritable démocratie participative bâtie sur le respect des diversités culturelles, ethniques, générationnelles et individuelles.

Nos métropoles ont trop tendance à se ressembler tant elles sont conçues sur le principe du modèle économique dominant et sur une banalisation des formes urbaines : mêmes zones commerciales, mêmes architectures urbaines, mêmes équipements collectifs. En même temps elles contribuent à la « ghettoïsation » de l'habitat en zones étanches. La ville en marge, les « lisières » y deviennent la forme d'expression commune. A l'opposé, la « slow-ville » correspond à la volonté politique de garantir la singularité de chaque cité, sa richesse fruit de sa diversité et de la trajectoire qu'elle imprime à son devenir. Elle préserve, en même temps, les identités de ses quartiers tout en les reliant dans un tissu vivant.

Il faut, enfin, cesser les manichéismes entre les villes verticales supposées froides et les villes horizontales supposées plus humaines. Le Corbusier a montré depuis longtemps que les immeubles pouvaient être des « cités radieuses ». A l'inverse, nous constatons tous les jours que les proliférations pavillonnaires ne sont des garanties ni de convivialité ni de la qualité des habitats urbains. Ne nous éloignent-elles pas de notre culture citadine en éradiquant l'idée même de ville de nos représentations ? Par le choix de la « slow ville », passé, présent et futur sont étroitement associés dans une conscience du temps de vie, de l'échange, du respect et de la participation sociale, ce que les Anglo-saxons nomment la « real life ».

Mai 2013, n°3 : L'économie sociale et solidaire, qu'est-ce que c'est ?

La soirée « controverses » avec Christian SAUTTER a remis en lumière une des propositions importantes de Montpellier 2020, malheureusement réduite pour des impératifs d'édition dans notre

ouvrage « Sursaut » : « *utiliser les potentiels de l'économie sociale et solidaire* ». Cette question est intimement liée à la notion de « slow ville » développée dans notre précédent numéro. L'économie sociale et solidaire est un des enjeux majeurs du développement économique et de la construction sociale des villes et nations de demain : elle essaie de donner des réponses à l'exigence et à la qualité du « vivre ensemble ».

Mais qu'est-ce au juste l'économie sociale et solidaire ?

L'ESS c'est une économie de la diversité, de l'innovation et de la solidarité sociale.

Née au milieu du XIXème siècle en Angleterre, elle connaît son vrai développement à partir du début du XXème avec deux dates en France : la liberté d'association en 1901, et la définition du statut de coopération en 1947. En 2012, l'ESS sort vraiment de sa « *clandestinité un peu clanique* » comme le soulignait Christian Sautter, en se voyant attribuer un ministère de plein droit confié à Benoit Hamon. L'ESS représente environ 10% de l'emploi en France aujourd'hui, 12 % pour notre territoire montpelliérain.

Concrètement, l'ESS regroupe un ensemble de coopératives, associations, syndicats et fondations fonctionnant sur des principes d'égalité des personnes (une personne = une voix), de solidarité entre les membres et d'indépendance économique. Elles ont, en général, un ancrage local et une proximité de gestion pour les salariés, les sociétaires, les consommateurs ou les utilisateurs. Financièrement, les parts sociales ne sont pas rémunérées et les structures non opérables : elles sont ainsi à l'abri des débordements financiers.

Dans le grand Montpellier, l'ESS est implantée surtout dans le secteur social et financier (banques et mutuelles). Par contre, son existence est faible dans le commerce, l'hébergement et le service aux entreprises. Une pépinière d'entreprises coopératives est, par ailleurs, en cours de réalisation à Montpellier. Au niveau du Languedoc Roussillon, la Chambre régionale de l'économie sociale est un exemple de dynamisme : la création de Coventis, par exemple, qui lie les entreprises régionales d'ESS est un véritable modèle national.

Le groupe de travail de Montpellier 2020 consacré à l'ESS a élaboré quelques propositions qui sont consultables sur le site. Elles concernent, notamment, le développement de dynamiques mutualistes concernant la gestion de secteurs de services sociaux ou sanitaires comme les crèches, les maisons de retraite, les ensembles médicaux, les centres sociaux ou les services destinés aux divers handicaps.

Il faut considérer l'ESS comme un acteur fort du développement de l'économie locale et du soutien à l'emploi notamment par son modèle particulier de relation qu'elle instaure entre l'entreprise et ses salariés.

Concrètement, nous pensons que la procédure du droit de préférence (ancien « quart réservataire ») devrait être systématiquement utilisée et qu'il est important de soutenir le « micro crédit professionnel » à visée économique qui permet à un porteur de projet, jeune ou en difficultés, de création de son propre emploi d'accéder à un crédit et de bénéficier de suivi et de conseil.

La dynamique associative, enfin, constitue un dernier volet des compétences de l'ESS et ouvre certaines activités à d'autres approches financières et sociales que celles du marché ou des gestions des collectivités locales : la soirée « controverses » du 22 mai avec Alain Béréziat, président de la Banque alimentaire, en apportera un témoignage direct.

Juin 2013, n°4 : La culture

Avec ce mois de juin, nous rentrons dans la période des festivals d'été, l'occasion de replonger dans ce vaste champ désigné par le mot « culture ».

La culture, écrivions-nous dans « SURSAUT, est une « *exigence qui nourrit tout à la fois la démocratie et le lien social* ». Elle est ce qui fait de l'homme un être social c'est-à-dire l'artisan d'une construction collective d'un mode d'être ensemble dans le monde. Elle le sort des seules exigences de ses besoins et de ses pulsions. C'est ce dont témoignent depuis l'aube de l'humanité les dessins des grottes de Lascaux ou Chauvet. A quoi servent-ils ? A rien si on les considère du simple point de vue utilitaire ...

pas plus que la Joconde ou « La petite musique de nuit » de Mozart. Et pourtant, toutes ces œuvres ont traversé le temps et témoignent de l'homme, au même titre que le Mahābhārata indien ou les statues de l'Île de Pâques.

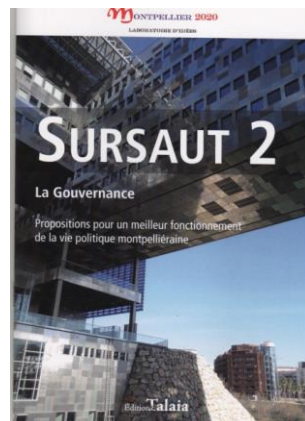
La culture varie avec le temps et avec les lieux. Lorsque le promeneur flâne dans Montpellier, il parcourt les sept siècles qui ont contribué à son identité actuelle tout en côtoyant les bases de ses projets urbanistiques en cours ouvrant notre cité sur les décennies à venir. C'est ce qu'inscrit le projet des « folies architecturales du XXI^e siècle ».

La culture d'une ville ne se limite pas à ces traces visibles : elle est constituée, plus profondément, de tout un ensemble de valeurs et de manières de vivre ensemble qui constitue son identité et son être singulier. Cette vie particulière se construit au quotidien aussi bien par de grands événements et de grandes œuvres que dans la discrétion et la richesse de multiples actions de la vie de tous les jours. Elle est l'œuvre de quelques grands créateurs mais aussi de la foule plus anonyme des citoyens de la Cité et des regroupements associatifs qui y œuvrent.

Toute ambition de politique culturelle doit savoir tenir ensemble et conjuguer deux exigences qui peuvent sembler contraire : l'élitisme de lieux et d'événements et l'effervescence d'initiatives et de créations de tous. Deux impératifs doivent alors guider l'action politique : celui de la qualité et celui de l'accès du plus grand nombre.

Nous pensons que la richesse de Montpellier vient de sa dynamique « mosaïque ». Ce n'est pas vrai seulement du côté de son histoire passée ou de ses grands événements annuels : ce doit l'être tout autant du côté de ses acteurs et de leurs créations.

Juillet-août 2013, n°5 : *La gouvernance*



Tout le monde le constate, le fil de la confiance s'est rompu entre les élus et les citoyens : effet de la crise ? peut-être. A moins que ce soit la crise elle-même qui révèle l'écart grandissant entre le peuple et ses représentants et accélère le processus de la prise de conscience de la nécessité de redonner vie à notre démocratie en reconsidérant ses cadres et règles d'exercice.

Nous ne pouvons à la fois dénoncer les montées des populismes, les tentations de replis frileux et l'imposition de nouveaux modèles économiques devant lesquels nous mesurons notre impuissance et continuer de refuser de voir ce qui, dans le cadre de notre fonctionnement démocratique, a subi l'usure du temps et contamine de son effet délétère ceux qui sont en charge du politique.

Le gouvernement s'y attèle à la fois par ses réformes sur les statuts des élus et ses projets de réforme des communautés territoriales : il faut l'encourager à plus de force et de témérité plutôt que d'en blâmer passivement la timidité (ou, à l'inverse, d'en dénoncer phobiquement les innovations). C'est ce à quoi se s'est consacrée notre association Montpellier 2020, fidèle à son ambition de constituer un laboratoire d'idées.

Le résultat a pris la forme d'un second ouvrage, « SURSAUT 2 », plus modeste que le premier, mais plus précis également puisqu'il est composé essentiellement d'une suite de propositions et d'exigences.

Il s'adresse, bien sûr, d'abord à notre Ville, mais il s'étend nécessairement à l'Agglomération, au Département et à la Région : comment, en effet, proposer un mode de gouvernance qui serait constitué de petites entités politiques hermétiquement fermées les unes aux autres ? Une réelle ambition ne peut s'appuyer que sur une vision plus large faite de liens de collaboration, de définitions de compétences et de mutualisations entre les diverses communautés territoriales dans le cadre de la métropole que dessinent les projets gouvernementaux.

« SURSAUT 2 » est en vente chez tous les distributeurs de presse, ainsi qu'à la librairie Sauramps pour la modique somme de 2 euros. Rappelons que ce sont les membres de Montpellier 2020 qui le financent entièrement.

Achetez-le, offrez-le ... et faites-le connaître.

Septembre 2013, n°6 : *Unissez-vous ...*

Avec l'automne, l'enjeu des municipales pour la ville de Montpellier entre dans une phase déterminante, celle de la désignation de la personne qui dirigera la liste de gauche socialiste.

La situation politique et économique nécessite une extrême vigilance. Chacun sait que les élections locales suivant les présidentielles sont rarement en faveur du parti majoritaire : rééquilibrage inconscient ? Désenchantement inévitable entre l'espoir né et la réalité de la gestion politique ? Le risque est grand pour notre ville de voir un effritement et une dispersion des acquis électoraux précédents.

Ce risque est accentué, comme nous le soulignons en conclusion de « SURSAUT 2 », par la montée actuelle d'un climat d'insécurité et de méfiance politique malheureusement exploité par certains leaders nationaux n'hésitant pas à jouer sur les outrances langagières et entretenir ainsi des réflexes de replis frileux ou des climats haineux. A cela peut s'ajouter l'exaspération de certains citoyens devant les tergiversations liées à la désignation du candidat socialiste.

Plus que jamais, il nous faut repartir des règles assurant la base de nos fonctionnements démocratiques et protégeant nos idéaux de justice et de fraternité.

Montpellier, son agglomération, le Département de l'Hérault et la Région Languedoc Roussillon sont dirigés par le même parti politique. Cette communauté doit constituer une force et non une fragilisation. Après une période légitime d'ambitions individuelles, il serait incompréhensible de ne pas retrouver une unité.

Le bureau de Montpellier 2020 s'est réuni à la fin du mois de Juillet et a rédigé un appel solennel à tous les candidats se réclamant du parti socialiste. Envoyé à la presse, il sera présent également sur le stand que nous tiendrons à la foire aux associations du dimanche 8 septembre.

Vous pourrez alors le signer.

Octobre 2013, n°7 : *L'Antigone des Associations*

Montpellier 2020 est né de la préoccupation partagée de nombreux concitoyens concernant l'avenir de notre ville. Nous avons élaboré et ouverts au débat public un certain nombre de propositions à travers nos deux publications et les débats ouverts dans nos soirées « Controverses ». L'approche de l'échéance électorale et la désignation en cours des candidats redonne une nouvelle actualité à nos travaux et à notre volonté de les faire peser dans le débat public. Notre participation à l'Antigone des associations nous a permis, une fois de plus, de « prendre le pouls » de nos concitoyens et confortés de la nécessité de l'existence de groupes de réflexion qui se situent en dehors des logiques de stratégies de candidature tout en s'engageant dans des réponses très précises sur ce qui peut constituer une réelle vie démocratique municipale ambitieuse.

Comme l'an dernier, nous avons pu mesurer, à l'occasion de cet « Antigone » l'intérêt que notre association suscitait auprès de la population. Simple curiosité sur notre organisation, envie de débattre sur la chose politique ou encore lieu de dépôt d'insatisfactions ou de propositions sur le concret de la

vie montpelliéraine, notre simple présence a ouvert cette possibilité à une foule de « visiteurs » de cet important rendez-vous annuel de notre ville.



Nous avons retenu, parmi les multiples interrogations que nous ont adressées nos concitoyens, deux principales que nous allons développer dans ce numéro 6 de notre « Lettre ». N'hésitez-pas à y réagir par des courriels que nous publierons, si vous le voulez, dans notre prochain numéro.

La première nous concerne directement, « *qu'est-ce qu'un laboratoire d'idées ?* ».

La seconde est adressée aux élus, actuels et futurs, et permet de réfléchir sur notre fonctionnement démocratique : c'est le « *c'est pas nous* ».

Novembre 2013, n°8 : Une soirée avec Roland Cayrol



Ce numéro est exceptionnellement consacré à la seule soirée « Controverses » qui a reçu Roland CAYROL. Nous avons tenu à en donner un large compte-rendu pour permettre à ceux qui n'ont pu y venir de prendre connaissance du contenu de l'intervention du politologue, et pour rappeler à ceux qui y participaient les grands axes de ses réflexions et de ses analyses. L'ensemble constitue une bonne toile de fond pour les débats qui traversent notre nation et notre cité.

Décembre 2013, n°9 : Sans unité, défaite programmée ...

Le parti socialiste a désigné son candidat pour les municipales de Mars prochain. Rappelons-nous les termes de notre texte de juillet dernier : « *l'enjeu des prochaines élections est de garder Montpellier à gauche. C'est pourquoi nous lançons un appel solennel à tous les candidats et candidates socialistes pour qu'ils s'engagent publiquement à se ranger derrière celui ou celle qui sera désigné(e)* ».

Jean Pierre MOURE a obtenu 60% des voix, Michaël DELAFOSSE 38%. C'est autour de leur alliance que peuvent se dessiner les réelles chances d'un succès aux municipales et les termes d'un projet ambitieux pour notre ville et juste pour ses citoyens. Il serait incompréhensible et lourd de conséquences que cette entente ne puisse se conclure. Elle suppose le respect mutuel de la part de ces deux hommes l'un envers l'autre et envers les personnes qui les ont soutenus. Ce respect passe nécessairement par la représentation juste de ce que chacun a amené dans les primaires.

Hélène MANDROUX et Philippe SAUREL ont préféré ne pas se présenter devant les militants de leur parti. Ils ne peuvent pas rester dehors, pas plus que l'on ne peut les laisser dehors.

Une campagne municipale n'est jamais le fait d'un homme seul surtout en ces temps politiques difficiles et incertains.

Tous avec Jean Pierre MOURE !

A lui la lourde responsabilité de réunir pour réussir.

Montpellier 2020



Eugène DELACROIX, *La liberté guidant le peuple*

Montpellier 2020, dans son premier ouvrage « SURSAUT, avait clairement affirmé sa posture d'« observation constructive par volonté et critique par nécessité ». Elle ajoutait : « notre association ne s'interdit pas, pour autant, de prendre une posture d'intervention directe ». La situation politique aussi bien nationale que locale ne nous permet pas de rester dans le tranquille confort d'observateurs. Il y va de l'avenir d'un certain nombre de valeurs humaines et sociales fondamentales à nos yeux. Contrairement à ce que veut faire croire la droite, la réaction des siens aux attaques raciales adressées frontalement à la Ministre de la Justice a plutôt tardé à se faire entendre. Nous assistons aux attaques bruyantes, incessantes et multiples contre tout ce qu'essaie de mettre en place le gouvernement à qui l'on reproche son manque d'ambition politique tout en mitraillant systématiquement ce qu'il essaie de mettre en place. Les récentes annonces du premier Ministre sur une grande réforme fiscale en sont un dernier exemple.

Malheureusement, les hommes politiques de gauche se montrent d'une extrême et dangereuse friabilité devant ces assauts répétés. Au lieu de resserrer leurs rangs et de montrer face à une opinion déboussolée et inquiète la « force tranquille » de leurs aînés, ils s'éparpillent dans des réactions de démarquages individuels comme s'il s'agissait de seuls enjeux personnels : on est en droit d'exiger plus de grandeur chez des hommes qui prétendent représenter une honorabilité politique dans l'exercice d'un mandat que leur a confié le peuple. Leurs agissements confinent parfois à des comportements d'échec. Que signifient ces « frondes locales » contre les réformes, contre celle des rythmes scolaires notamment, y compris dans des collectivités sous gestion socialiste. Qu'elles soient améliorables c'est sûr mais arrêtons de mêler nos critiques de façon aveugle au discrédit qu'entend jeter la droite.

Le gouvernement et le chef de l'Etat manquent probablement de pédagogie pour donner clarté et visibilité à leur action : ce n'est pas pour autant qu'il faut s'en dédouaner sur eux. Que faisons-nous à nos propres niveaux ?

C'est dans ce lourd contexte que vont se dérouler les élections municipales de Mars puis les européennes trois mois après.

Notre association s'est donnée comme principe d'œuvrer à gauche sous la forme d'une critique constructive certes, mais en affirmant une nécessaire solidarité et une ligne de conduite clairement affichée à gauche, reposant sur l'union de toutes les forces politiques. Le temps des choix ne peut se prolonger dans la confusion des genres. L'illusion d'un territoire montpelliérain acquis à la gauche est très dangereuse. Nos responsables politiques doivent se projeter dans l'union qui seule ouvre des perspectives de victoire.

C'est le sens du deuxième appel que nous lançons.

2014

Janvier 2014, n°10 : BONNE ANNEE 2014 !

2014 sera l'année de deux échéances électorales majeures concernant notre ville et l'Europe. Elle sera une année politique charnière majeure.

La première échéance engage l'avenir de Montpellier et de sa communauté urbaine, agglomération aujourd'hui, métropole demain. Une grande équipe municipale est celle qui sait à la fois veiller sur le quotidien de la vie des citoyens tout en sachant se projeter dans les décennies à venir. Le Montpellier de 2040 se prépare aujourd'hui.

« *Je ne prédis pas l'avenir, je le travaille* » Ainsi s'exprimait Lucien Bonnafé, un des grands psychiatres du siècle dernier, également résistant, militant communiste et poète surréaliste. Contre tous les prophètes de malheurs ou les marchands d'illusions, conservons en mémoire cette mise en garde et œuvrons, nous aussi, à travailler l'avenir.

Notre association s'est attelée depuis bientôt 3 ans à cette ambition d'être acteur sur la scène locale et de mener à bien un travail de réflexion sur notre avenir. Nous avons choisi de nous appeler « Montpellier 2020 » : le chiffre désigne un horizon premier et non un terme ou une échéance. « 2020 » ne constitue pas une fin en soi, pas plus que « Montpellier » les remparts de notre réflexion. La France, l'Europe doivent également mobiliser nos esprits et nos actes. Sacrifier la deuxième échéance électorale, européenne, serait une faute. C'est pour cela que Montpellier 2020 ouvrira, en 2014, ses soirées « Controverses » à l'Europe en espérant accueillir, notamment, Daniel Cohn-Bendit.

Il est impossible, avant de terminer, de ne pas évoquer le troisième élément du triptyque qui borde et fabrique la vie de notre pays : la Région. Elle constituera, à coup sûr, un des piliers du réaménagement en cours de notre territoire national où vont se dessiner d'autres contours à partir de nos habituels repères communaux, départementaux et régionaux. Toute dynamique métropolitaine ne peut que s'inscrire dans le mouvement plus global de réforme de la gouvernance des territoires.

Là encore sachons être acteurs et force de propositions. Dans « Sursaut 2 » nous avons déjà insisté sur la nécessaire complémentarité qui doit lier l'action des responsables des diverses collectivités territoriales. La mise en place de la réforme des rythmes scolaires en est un exemple direct comme le témoigne la « Lettre » que nous reproduisons ci-dessous. Ce sera également à coup sûr un des éléments clefs de notre controverse lors de la soirée avec Patrice Canayer.

Bonne année 2014 à tous Montpelliérains et Montpelliéraines et aux fidèles amis de « Montpellier 2020 » !

Bonne chance à l'équipe qu'a su regrouper Jean Pierre Moure pour prolonger les trajectoires qui donneront sens au Montpellier de demain, à son projet de ville et à ses territoires de vie !

Quant à nous, nous espérons vous rencontrer toujours plus nombreux dans nos soirées « Controverses » et vous compter parmi nos membres actifs : nous avons besoin de vous tous. Ci-après vous pourrez prendre connaissance de notre calendrier d'activités pour ce mois de Janvier

Février 2014, n°11 : « Réveillons-nous bonnes gens ! »

Dans deux mois, nous sommes appelés à voter pour désigner la prochaine équipe municipale. Pour le moment, aucun candidat n'a développé de façon détaillée son projet pour la ville pour Montpellier. Il serait dommage que leur attention soit uniquement mobilisée par la confection de leurs listes et la négociation de leurs alliances. La presse, si l'on en juge leurs « unes » semble, en tous cas, uniquement friande de ces infos. La démocratie a d'autres exigences.

Donner aux montpelliérains des occasions de débat, de réflexion et d'élaboration de propositions concrètes sur notre vie politique locale en saisissant l'occasion de cette échéance est une marque de maturité républicaine. Comment ne pas craindre, dans le cas contraire, un risque croissant d'abstentionnisme ? Si les gens ne se sentent pas concernés, comment espérer les voir se mobiliser en masse pour des enjeux auxquels on ne les convie pas ?

Sachons « les » réveiller ! sachons « nous » réveiller ! car c'est à nous tous que ce devoir incombe.

Sachons nous mobiliser pour les rendez-vous publics qui nous seront proposés : Jean Pierre MOURE doit organiser un premier grand meeting le vendredi 7 février au Parc des Expositions.

Montpellier 2020, de son côté, continue d'assurer sa fonction d'éveil citoyen en tenant le cap qu'elle s'est fixée depuis bientôt 3 ans, celui d'un laboratoire d'idées, source de débats et de propositions. En janvier, nous avons organisé une première soirée « Controverses » 2014 avec Patrice CANAYER et participé à un débat public avec MONTPELLIER VILLE 30. Vous en trouverez les grandes lignes dans ce numéro.

Ces rencontres sont en prise directe avec les grands enjeux de société actuels et apportent des propositions concrètes pour un meilleur vivre ensemble ce qui est la première tâche de toute ambition municipale, la seconde consistant à savoir dès aujourd'hui travailler ce que Montpellier sera demain.

Pour conforter cette exigence d'appel à un travail collectif, Ariane MNOUCHINE, metteur en scène et fondatrice du Théâtre du Soleil, a su trouver des mots d'une admirable justesse dans les vœux qu'elle a publiés dans Mediapart à l'occasion du nouvel an : nous ne devons pas laisser nos élus faire de la République « *un chantier interdit au public* ». En voici de larges extraits : l'intégralité peut être lue sur la site du journal Mediapart (<http://t.co/VBFd62gigw>).

Mars 2014, n°12 : Pendant ce temps-là dans le monde, l'Ukraine ...



Photo du journal « Le Monde »

L'attention que nous portons au devenir de notre ville et de notre région ne doit pas nous faire oublier ce qui se passe dans le monde. Le mois de février 2014 restera marqué par les affrontements dramatiques qui ont traversé l'Ukraine : ce voisin frappe désormais aux portes de notre Europe.

Depuis un siècle et la chute de l'empire ottoman, le peuple ukrainien se trouve partagé entre Moscou, Varsovie et Berlin. Cette position transfrontalière lui a coûté très cher. On estime à plus de trois millions le nombre de ses habitants morts directement (par répression ou déportation) ou indirectement (par une famine décidée) sous Staline. Dans certaines régions, dans une même vie, les mêmes personnes ont été successivement autrichiennes, polonaises, allemandes et russes. La politique d'extermination des juifs imposée par Hitler y a ravivé des haines civiles et a conduit à des ravages : le livre « *Les disparus* » de Daniel Mendelsohn en est un émouvant témoignage. La centrale de Tchernobyl qui a explosé en 1986 n'est qu'à une centaine de kilomètres de Kiev.

En 1989 le mur de Berlin s'est effondré. Deux ans plus tard, en 1991, l'Ukraine proclame son indépendance. En 2004, le pays se soulève contre les fraudes qui ont entaché l'élection du nouveau président, Viktor Ianoukovytch (l'actuel chef d'Etat) : c'est l'irruption de la « révolution orange ». Elle amène à la présidence Viktor Ioutchenko en 2005 malgré une tentative d'empoisonnement qui l'a laissé défiguré. L'emprise montante de la premier ministre, Ioula Tymochenko, les pressions russes qui doublent le prix du gaz et les circuits mafieux qui dirigent l'économie entraînent le pays dans une longue période de tensions. En 2010 Viktor Ioutchenko est battu dès le premier tour des présidentielles. Viktor Ianoukovytch gagne le second tour devant Ioula Tymochenko : il devient le nouveau président de l'Ukraine. Ioula Tymochenko est emprisonnée en 2011 pour abus de pouvoir dans les contrats gaziers avec la Russie : la Cour Européenne de Justice jugera « arbitraire et illégale » sa condamnation à sept ans de détention. Ioula Tymochenko a, aujourd'hui, retrouvé sa liberté et Viktor Ianoukovytch, de son côté, s'est enfui en Russie, désavoué par une partie de son peuple.

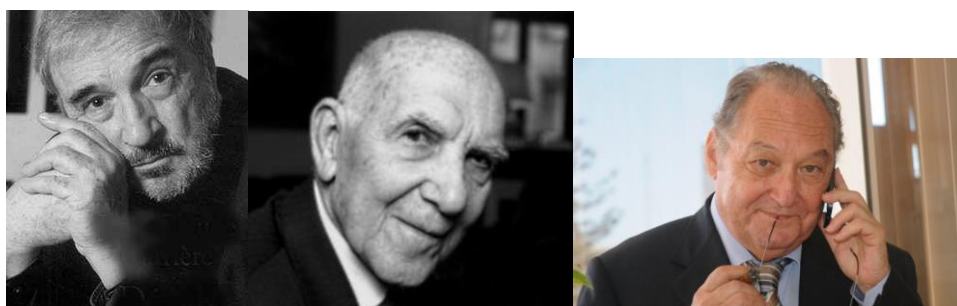
On peut penser que ce qui se joue en Ukraine va bien au-delà des enjeux de ce seul pays. Ce n'est pas pour rien que les journaux évoquent Budapest, Prague ou Varsovie. Les combats qui s'y déroulent questionnent les frontières Est-Ouest : elles ont partagé le monde en deux blocs, plus particulièrement l'Occident européen et américain avec le vaste ensemble des pays « communistes » pendant plus de 60 ans. La chute du mur de Berlin a ouvert ces frontières et fragilisé aussi bien l'empire russe sur son déclin que l'Europe en construction. La Russie présente cette particularité unique d'être une nation à cheval sur deux continents : cette position lui donne une force internationale incontournable qui se mesure notamment à la façon dont elle pèse sur les conflits du Moyen Orient. L'émiettement de l'Empire Soviétique a considérablement fragilisé sa puissance. Elle continue cependant à vouloir peser en les contrôlant sur toutes les nouvelles nations qui sont nées de l'ex-URSS. A ce titre, l'Europe présente un énorme danger pour Moscou.

L'Europe, en même temps, traverse une période de grande fragilisation. Le traité de Nice de 2001 a ouvert ses frontières. Malheureusement, cette extension du territoire européen ne s'est pas appuyée sur une volonté politique commune passant par des institutions et des lois partagées. On a donc assisté à la seule ouverture d'un « marché commun » agrandi qui, sans base politique, est devenu la proie d'un système politique « néolibéral » lui-même très fragilisé par une crise mondiale.

Les événements tragiques que traverse l'Ukraine obligent les dirigeants européens à un rapprochement pour une définition politique commune. Espérons que nous saurons nous en saisir. L'échéance électorale est proche pour le renouvellement de nos députés. Mobilisons-nous pour une Europe politique forte de ses valeurs républicaines. Ne laissons pas le champ libre aux tentations de repli nationaliste : elles font le jeu, de toute façon, des formes sauvages de la mondialisation.

- *A l'heure où paraît cet éditorial la situation est très inquiétante en Ukraine. Elle apparaît plus que jamais déchirée et replongée dans les affres de son histoire. La réaction de la Russie nous ramène à la mémoire les heures sombres de la main mise soviétique sur les démocraties pourtant appelées « populaires ». Espérons que les hommes sauront tirer les leçons d'une histoire encore proche pour éviter de la répéter dans ses aspects les plus sanglants.*

Avril-mai 2014, n°13 : « Déjà un an ! »



« Déjà un an ! »

Notre association Montpellier 2020 entame, avec ce numéro, la deuxième année de parution de sa « Lettre ». Dans notre premier éditorial de Mars 2013 nous la présentions comme « *une manière de continuer le travail (de notre premier ouvrage « Sursaut »), d'approfondir nos propositions, d'en élaborer de nouvelles et de creuser la réflexion que nous avons ouverte* ».

Nous annonçons à nos lecteurs que « *nous y partagerons avec vous l'état de nos travaux, nous vous informerons du calendrier de nos rencontres et commenterons l'actualité de la vie politique* », avant de conclure : « *nous continuons ainsi, avec vous, notre fonction de laboratoire d'idées* ».

Nous avons tenus nos promesses : nous avons organisé, durant ces douze mois, sept soirées « Controverses » animées par des conférenciers auxquels nous rendons hommage à travers cette petite galerie de portraits. Nous y avons ajouté celui de Stéphane Hessel : il fut notre premier invité en 2012, sa mort est survenue au moment même de la parution du premier numéro de notre « Lettre ». Nous avons, également, publié un deuxième ouvrage, « Sursaut 2 », autour de la gouvernance : il fut très rapidement épuisé.

Tout le monde a pu remarquer, enfin, le stand que nous avons tenu pour la seconde fois à la foire aux associations.

La difficulté d'un laboratoire d'idées comme le nôtre réside dans sa double mission paradoxale : être un acteur attentif de la vie politique locale et, en même temps, savoir se dégager de l'emprise de cette actualité pour garder la distance nécessaire à sa réflexion et à la pertinence de ses propositions. En ce sens, traverser une campagne municipale locale était une gageure, d'autant plus que certains des membres de Montpellier 2020 y étaient engagés directement soit par leur appartenance à un parti, soit

par le statut politique qu'ils représentaient. Notre travail d'élaboration et de propositions sur la gouvernance contenue dans « Sursaut 2 » a constitué, à nos yeux, notre contribution essentielle à cette mission. Son contenu et son insistance plus particulière sur les exigences éthiques dans l'action politique sont plus que jamais pertinents aussi bien pour l'exercice des mandats de nos nouveaux élus que pour ceux des candidats aux prochaines échéances électorales.

Les élections municipales sont désormais closes. Une équipe municipale nouvelle est en place. Nous lui souhaitons de tout cœur : « *bonne chance !* ». Elle peut compter sur notre soutien actif à partir des contributions déjà contenues dans nos ouvrages et de celles qui seront issues de nos futurs débats, mais aussi sur notre attentive vigilance.

Les élections européennes sont déjà là. Nous ne devons pas les lâcher : elles constituent un enjeu fondamental. L'Europe est la dimension incontournable de demain. Elle peut jouer pour le meilleur ou pour le pire. Pour le meilleur si elle se fonde sur les valeurs humanistes et démocrates pour constituer une des nouvelles dimensions de notre « humanité » politique. Pour le pire si elle se réduit à n'être rouge au service d'un système économique d'asservissement aux seuls intérêts de quelques oligarques financiers. Pour le pire, encore, si elle cède devant les efforts de nostalgiques nationalistes jouant sur la peur de l'autre et les défenses cocardières.

Les élections régionales se profilent déjà : dans un an nous y serons. Quelle Région voulons-nous ? Pour quelles ambitions ? Le redécoupage des territoires communes/départements/ régions est en cours d'élaboration. Nous devons déjà nous y atteler.

Le travail ne manque pas !

Pour cela, nous avons besoin du plus grand nombre : notre association repose sur quelques-uns. Son avenir dépend de sa capacité à s'ouvrir à tous ceux et celles qui sentent la nécessité de réfléchir à ce que représente ce beau mot de « politique », c'est-à-dire la recherche constante de ce qui construit une meilleure société humaine.

Les élections municipales ont marqué de façon évidente au niveau national et local un épuisement des institutions et de leurs représentants, ce que l'on nomme « élus » ou « partis ». Il suffit de compter le nombre de communes où les listes de « divers gauche » ou « divers droites » l'ont remporté sur les listes officielles des partis. Ces derniers constituent, pourtant, un des socles et une des garanties de notre démocratie représentative, ne l'oublions pas ! Ne tombons pas dans un manichéisme primaire du genre « tous pourris » : il ne peut qu'amener une plus grande démobilisation des citoyens et faire le jeu, ainsi, des extrêmes avides de récupérer la détresse et d'attiser les haines.

En même temps, c'est dans ces moments de crise de nos systèmes de représentation démocratique que se fonde l'urgence de petits groupes de réflexion, « think tank », laboratoires d'idées, ou autres, venant jouer un rôle complémentaire avec les structures officielles constitutionnelles. Rappelons-nous les termes des vœux d'Ariane Mnouchkine que nous évoquions en ouverture de cette année 2014 :

« Etre consultés de temps à autre ne suffit plus. Plus du tout. Déclarons-nous, tous, responsables de tout. Entrons sur ce chantier. Pas besoin de violence. De cris, de rage. Pas besoin d'hostilité. Juste besoin de confiance. De regards. D'écoute. De constance. L'Etat, en l'occurrence, c'est nous. Ouvrons des laboratoires, ou rejoignons ceux, innombrables déjà, où, à tant de questions et de problèmes, des femmes et des hommes trouvent des réponses, imaginent et proposent des solutions qui ne demandent qu'à être expérimentées et mises en pratique, avec audace et prudence, avec confiance et exigence. Ajoutons partout, à celles qui existent déjà, des petites zones libres.

Oui, de ces petits exemples courageux qui incitent au courage créatif ».

Elle ajoutait cette phrase qui peut guider beaucoup d'entre nous au lendemain de ce scrutin national et à l'aube de nouvelles échéances : « *que l'échec soit notre professeur, pas notre censeur* ».

Montpellier a su préserver une large majorité de gauche : saluons cette victoire. Ce résultat s'est, cependant, acquis dans la douleur et dans la division. Que l'échec des uns soit une source d'enseignement pour tous. Que la réussite des autres ne les enferme pas sur leur seul sentiment de

victoire : il ne peut y avoir d'avenir ambitieux pour Montpellier si le projet qui le porte s'appuie sur les compétences et les valeurs d'un plus grand nombre.

Jun 2014, n°14 : *L'indispensable sursaut !*

Les résultats des élections Européennes faisant suite à ceux des municipales et orchestrés par les « affaires » des présidentielles de l'UMP ne peuvent laisser aucun républicain indifférent.

Pouvons-nous nous résigner à ce que 25% de nos concitoyens qui se sont déplacés pour aller voter aient placé le front national en position de premier parti en France ?

Pouvons-nous nous contenter de constater passivement que 56% des électeurs aient fui les urnes ?

Pouvons-nous abdiquer de nos positions de citoyens devant la montée des idéologies de droite extrême ?

Pouvons-nous nous contenter de contempler du dehors les volontés de replis nationalistes et de rejet de l'étranger qui s'y expriment ?

Nous devons analyser lucidement ce qui a amené notre pays à une situation où la gauche au pouvoir ne recueille que 14% des suffrages et que la partie qui se veut « plus à gauche » ne parait plus représenter une véritable alternative aux yeux des Français.

Nous devons réfléchir aux liens qui unissent les partis politiques « institutionnels » et la population. Les votes de défiance à leur égard ne traduisent-ils pas leur éloignement de plus en plus grand de la réalité de la vie des français ?

A écouter leurs réactions on ne peut que se poser la question : est-ce qu'ils en ont conscience ?

Montpellier 2020 a déjà eu l'occasion d'exprimer publiquement son incompréhension devant la manifestation des élus locaux contre la réforme territoriale la veille d'une échéance électorale fondamentale : nous ne pouvons que répéter notre inquiétude voire notre colère.

Si la classe politique n'apparait tournée que vers sa propre reproduction, non seulement elle va à son suicide, mais elle entraîne toute la nation avec elle. Nos politiques ne devront pas alors se lamenter devant la montée des extrêmes et les dénoncer dans des indignations stériles. Ils ne pourront pas davantage se plaindre d'une invasion progressive d'une Europe qu'ils auront désertée au profit d'un repli frileux sur les frontières familières communales, départementales ou régionales.



Photo : www.anglet.fr

Les résultats de l'élection de Montpellier devraient pourtant servir d'exemple à tous : comment un candidat hors parti a-t-il pu gagner avec un tel score devant le leader désigné des appareils avec un budget de campagne 5 fois inférieur ?

La toile de fond que fournit l'UMP doit nous servir d'exemple : la course en avant à grands renforts de communicants et de dépassement des coûts de campagne ne garantit en rien la victoire. Elle peut, par contre, amener la justice à demander des comptes et accentuer le sentiment de dégoût des français devant la conduite de leurs politiques.

La France a besoin d'un indispensable « Sursaut » démocratique et d'un nécessaire débat d'idées sur ce qui fonde actuellement nos positions politiques et les valeurs sociétales, économiques et environnementales de nos sociétés.

C'est ce à quoi s'engage de continuer à œuvrer notre laboratoire d'idées.

Montpellier 2020 a déjà publié deux ouvrages de propositions concrètes concernant, le premier, la politique municipale, et le second la gouvernance politique.

Nous continuons notre travail sur les deux grands axes qui constituent l'urgence de l'actualité politique qui s'ouvre à l'horizon des mois qui viennent : la réforme territoriale et la démocratie participative.

Nous en publierons les propositions.

D'ores et déjà, vous trouverez deux contributions qui ouvrent le débat. Elles servent de base aux ateliers que nous mettons en place à l'intérieur de notre association. Elles sont, bien sûr, disposées à la controverse : c'est bien ce qu'espèrent leurs auteurs, Jean Pierre FOUBERT et Claude NEUSCHWANDER.

Plus nous serons nombreux à participer à cette tâche, plus notre travail sera riche : n'hésitez pas à nous rejoindre aux rendez-vous que nous vous fixons.

Juillet-août 2014, n°15 : un mois de juin ...

Avant les traditionnelles « vacances » d'été, il nous a semblé important de faire le point sur un mois de Juin très fertile en événements divers qui, tous, nécessitent à leur manière une attention particulière car ils font appel de façon différente à notre intelligence et à nos capacités d'analyse.

Certains, comme la réforme territoriale, font l'objet d'un travail interne en cours dans notre laboratoire d'idées. Nous comptons en faire un « Sursaut 3 » pour septembre prêt pour la foire aux associations où nous serons présents.

D'autres concernent la vie démocratique, objet d'un deuxième atelier de travail de Montpellier 2020, et passent par les événements qui traversent actuellement les trois grands partis actuels de la France. Ils ont trait aussi bien à leurs relations à leurs « chefs », à la discipline républicaine des adhérents, aux rapports à l'argent qu'à la coupure qui semble s'installer avec ce que l'on pourrait appeler la réalité de la vie des citoyens : les fossés qui se creusent semblent si importants que beaucoup doutent de la pérennité de ces « institutions » en prédisant, en même temps une victoire inéluctable du parti de l'extrême Droite.

La même question s'adresse aux syndicats à travers les divers mouvements de grèves qui secouent notre vie quotidienne.

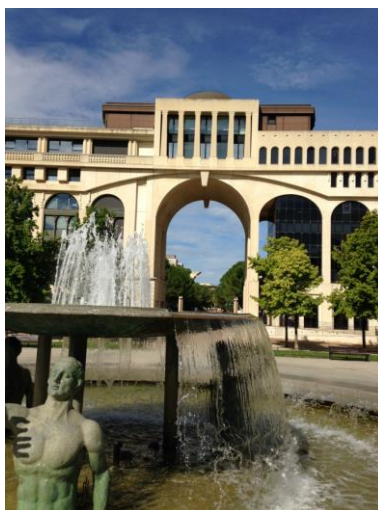
Enfin, il nous faut évoquer une autre institution qui, elle, semble avoir su puiser dans ses forces en se tournant résolument vers l'avenir, c'est l'équipe de France de Football : il y a quatre ans à Knysna en Afrique du Sud elle avait atteint sa zone d'implosion. Aujourd'hui, elle a retrouvé un allant et une popularité que pourraient méditer nombre de politiques. Gérard DORIVAL, en expert et passionné qu'il est, nous livre quelques réflexions sur les « *extravagances* » qui accompagnent ce « Mondial ».

Un texte libre sur l'école et l'égalité des chances clôt ce numéro.

Septembre 2014, n°16 : SURSAUT 3, « Vous avez dit démocratie ? »

Les dernières semaines de notre été politique français ont été principalement marquées par les débats autour des orientations des politiques économiques de notre pays : elles ont entraîné la démission surprise du gouvernement et sa recomposition, le tout orchestré bruyamment à grand renfort médiatique. La question est trop grave et a trop de retentissement dans la vie concrète de nos concitoyens pour la réduire à ces effets médiatiques et à quelques ambitions individuelles. Ces prises de position posent d'ailleurs des problèmes démocratiques sérieux et interrogent le rapport de nos élus et de nos responsables politiques à leurs mandats : quel engagement éthique collectif les tient et leur fait obligation de se situer au-delà de leurs simples réactions individuelles ? Ces questions font partie

des réflexions qu'aborde notre SURSAUT 3 sur la démocratie et dont nous vous proposerons l'intégralité à notre stand à la foire aux associations de Montpellier le dimanche 14 septembre.



L'hôtel de la Métropole de Montpellier

Durant l'été, nombre de montpelliérains sont allés écouter Thomas PIKETTY en ouverture des rencontres de Pétrarque. Ils ont pu s'enrichir de la pertinence de ses propos et de l'intelligence de ses analyses. La conclusion dans son dernier ouvrage, *La capital au XXIe siècle* (le Seuil) apporte un éclairage intéressant au débat que la démission puis la recomposition du gouvernement a ouvert dans notre pays sur les orientations politiques choisies. Le propos de Piketty permet notamment, de réarticuler les termes de « politique » et d'« économique » situés au cœur des questions soulevées : ils sont, le plus souvent clivés dans un manichéisme artificiel et stérile aboutissant aux revendications ou invectives réductrices d'être ou non « de gauche » sans que l'on prenne la précaution préalable de réfléchir au sens que recouvre actuellement ce qualificatif. Peut-il encore se résumer à celui qu'il avait pris au cours du XXème siècle jusqu'à la chute du mur de Berlin ? Là encore, nous entendons apporter notre contribution dans notre SURSAUT 3.

« Les combats bipolaires des années 1917-1989, écrit Piketty en conclusion de son énorme travail, sont maintenant nettement derrière nous. Loin de stimuler les recherches sur le capital et sur les inégalités, les affrontements autour du capitalisme et du communisme ont plutôt contribué à les stériliser ... Il est plus que temps de les dépasser, y compris dans les formes que prend la recherche historique, qui demeure me semble-t-il profondément marquée par ces affrontements passés ... Cela oblige également à étudier l'Etat, l'impôt et la dette dans ses dimensions concrètes, et à sortir des schémas simplistes et abstraits sur l'infrastructure économique et la superstructure politique » (p. 949 et 950). Ce que Piketty adresse aux historiens, économistes et philosophes, concerne tout aussi bien les acteurs politiques, les élus, les militants ou les politologues.

Nos sociétés ont pris l'habitude de démissionner devant l'économie promu comme une fatalité absolue qui soumet l'homme, aussi bien le responsable politique que le simple citoyen à ses diktats érigés comme vérités scientifiques. Son implacable autorité de l'économie naitrait de ses valeurs d'objectivité fournies principalement par ses mises en chiffre. *« En réalité, rappelle Piketty, ces méthodes (... supposées scientifiques...) sont surtout fondées sur un usage immodéré des modèles mathématiques qui ne sont souvent qu'une excuse permettant d'occuper le terrain et de masquer la vacuité du propos »* (p. 946). Arrêtons donc d'opposer en termes de soumission irréductible d'un domaine à l'autre l'économique et le politique : les deux sont aussi inextricablement chevillés l'un à l'autre que l'esprit et le corps ou la nature et la culture. Il est impossible de faire de l'un des deux termes le facteur absolu dont l'autre ne pourrait que dépendre. Ils se constituent l'un par l'autre dans leur interaction.



affiche de Mai 1968

De la même manière nous laissons nos intelligences démissionner devant un certain nombre de mots fétichisés, posés comme ayant des valeurs absolues et étant des références obligatoires. Le manichéisme qui les fonde (car ils sont souvent accompagnés du corolaire : bon/mauvais) permet de jeter des anathèmes faciles, des oukases venant censurer les esprits tout en se conférant à bon prix des brevets d'autosatisfaction. Des événements historiques sont sanctuarisés, des structures sociales et politiques fétichisées en oubliant totalement comment ils ont tous été marqués, le plus souvent par le sang, toujours par la lutte : ils correspondaient, à chaque fois, à des circonstances et des moments de l'histoire très précis. Là encore, notre travail dans SURSAUT 3 permettra de prendre le temps de passer par l'histoire pour montrer comment les choses politiques ne sont jamais données une fois pour toutes. Elles se sont constituées, elles ont évolué mais elles restent toujours fragiles. IL faut savoir en prendre soin et toujours veiller à ne pas les laisser s'endormir, se fossiliser et confisquer au seul intérêt de quelques-uns dont la simple finalité est de maintenir ce qui est pour se maintenir eux-mêmes où ils sont : *« toute société, énonce-t-on dans notre préambule, démocratique demeure une création continue, faite en permanence d'adaptations et d'inventions. Toute civilisation subit naturellement une dégénérescence contre laquelle il faut combattre sans cesse. Les maladies qui peuvent la détruire sont sans doute la guerre ou la révolution, mais aussi la démagogie, le populisme, le racisme ou bien encore, hélas, l'incapacité des dirigeants en place ».*

Saisissons donc l'occasion qui nous est donné de réfléchir et de débattre : notre livre se termine par un appel à la création d'un véritable réseau démocratique entre associations, citoyens et collectivités territoriales dans un *« projet commun pour lequel les idées politiques doivent désormais circuler de bas en haut et non plus de haut en bas, comme c'est devenu l'habitude ».*

Octobre 2014, n°17 : *Not in my name ?*



deliberoarbitrio.worldpress.com

Le mois de septembre a vu s'éclorre ce nouveau mot d'ordre qui a aussitôt rencontré un énorme écho tant au niveau national que mondial. A travers le slogan, « *not in my name* », ses créateurs anglais entendaient récuser en s'en désolidarisant l'invocation des djihadistes à l'islam pour justifier leurs actions violentes. De la même manière la fondation Active Change a envoyé ce message, « *ne tuez pas d'innocent en mon nom* ». Certains musulmans français ont prolongé cette action en créant : #PasEnMonNom. Le fondateur de l'organisation, Hanif Qadir, explique : « *ces terroristes de l'Etat islamique ne sont pas de vrais musulmans, ils ne suivent pas les vrais enseignements de l'islam comme la paix et la compassion, ce sont des ennemis de l'humanité* ».

Le recours du « nom » pour justifier une action, fut-elle de la violence la plus extrême, n'est pas chose nouvelle dans l'histoire : il n'est pas sans poser nombre de questions.



Les ordres militaires des croisés

De tous temps les hommes se sont entre-tués « au nom » de grands principes. En Occident, notre Haut Moyen Age occidental est parti en Croisade contre les infidèles au nom de Dieu. Le XIX^{ème} siècle a envoyé ses missionnaires pour convertir les « sauvages » à la religion chrétienne. C'est au nom de la démocratie et des droits de l'homme que nos nouveaux croisés contemporains n'hésitent pas à intervenir militairement pour délivrer les peuples d'autres nations de leurs dictateurs. Personne n'est dupe, en même temps, des intérêts d'extension impérialiste et économique qui se cachent derrière les « noms » invoqués.

Le « nom », originellement, rattache l'individu à un groupe. Notre « nom » d'état civil nous relie à des lignées ancestrales. Chaque personne possède cependant d'autres groupes d'appartenance : certaines lui sont imposées comme la famille ou la nation. Elles lui fournissent une identité culturelle et ethnique. D'autres adhésions groupales sont choisies : la religion et le parti politique par exemple. Les identités qui en découlent sont parfois complexes : elles peuvent mêler les origines, la race, l'appartenance religieuse et l'engagement politique. « Etre juif » transcende largement les frontières d'Israël ou la pratique du judaïsme. De la même manière, « être arabe » et « être musulman » s'amalgament dans l'esprit du plus grand nombre dans une entité qui n'a aucune base objective de réalité aussi bien religieuse que géographique.

Le slogan « *not in my name* » renvoie à la complexité l'appartenance qui y est désignée par le « nom ». Quel « nom » y est invoqué ? Son seul nom propre que l'on ne veut pas voir mélangé à des invocations collectives ? Celui « d'un collectif d'identité » musulmane ou arabe refusant la main mise par certains sur ces identités ?

L'un des fondements de la démocratie est pourtant la libre acceptation par les citoyens d'être dépossédés de leur choix et de leur contrôle personnels au profit de ceux issus d'une élection collective. L'élu choisi par le suffrage universel (direct ou indirect) n'est jamais choisi par tous : il l'est même souvent seulement par une courte majorité. Les sondages viennent d'ailleurs rappeler perversement de

façon quasi quotidienne à nos dirigeants la fragilité de la « popularité » ou de « l'indice de confiance » qui les entoure.

C'est ainsi que je pourrais avoir honte, en tant que Français, d'un discours tenu par un chef d'Etat à Dakar, ne pas être d'accord avec son intervention militaire en Libye, ou être révolté par le discours qu'il tient contre les schizophrènes à l'hôpital d'Antony. En tant que citoyen d'une république démocratique je n'ai aucun moyen de lui contester le droit de ses initiatives.

Sauf, peut-être, s'il prétend parler « au nom de tous les Français ». Malheureusement, nos gouvernants ont perdu l'habitude depuis longtemps de telles invocations oratoires. Ils n'ont pas honte d'afficher la seule référence à leur « je » : leur discours ne renvoie plus qu'à leur pauvre ambition narcissique se pliant à ce qui est supposé plaire aux citoyens réduits à une masse inerte de consommateurs grâce à l'appui de spécialistes en communication.

SENATORIALES 2014 10 candidats Héraultais au « conseil des anciens »

Philippe SAUREL : L'arbitre à gauche... Raymond COUDERC - Un caillou dans l'escarpin



Photo de l'Hérault-Tribune

Il en va de même dans le jeu des partis. En tant que militant d'un parti politique, je peux ne pas me reconnaître dans un choix de candidature, ou me sentir atterré à l'annonce de l'élection de certains sénateurs. Dois-je pour autant déchirer ma carte et abandonner toute utopie militante ?

La « fronde » des députés socialistes est de ce côté-là exemplaire et montre les limites de l'exercice : jusqu'où s'opposer aux décisions d'un gouvernement « socialiste » tout en en gardant le nom ? Le seul recours dérisoire au vu des enjeux politiques est de contester à l'autre l'usage du « nom ».

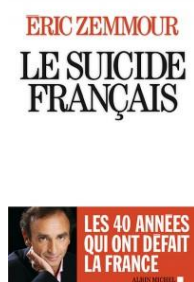
Comment conclure ?

Rappelons d'abord que la liberté du citoyen est celle, a minima, d'exprimer à un moment un désaccord de façon privée ou publique. Même si elle se limite souvent là, n'oublions pas que la démocratie est chose rare dans notre monde. Nous en donnons les chiffres dans notre « SURSAUT 3 ». Nous y rappelons également comment il est un devoir pour tout dirigeant qu'il soit chef d'Etat mais tout autant chef de parti de mettre en place des systèmes qui permettent de véritables allers et retours entre eux et leurs bases. Les progrès techniques de notre société ont amené de véritables révolutions dans les possibilités d'échanges entre les hommes. Les nouveaux réseaux sociaux, par exemple, permettent une diffusion rapide de messages et ouvrent la possibilité de mobilisations inattendues, pour le pire (cf. plus bas l'article sur Najat Vallaud-Belkacem), mais aussi pour le meilleur. C'est une des chances à saisir pour un nouvel exercice de la démocratie.

Novembre 2014, n°18 : « On va vous mentir »



La chaîne Itélé diffuse chaque soir une émission de débat intitulée : « *On ne va pas se mentir* ». Dans deux émissions successives pourtant, celles des 3 et 4 septembre, nous avons entendu et vu les débatteurs jurer unanimement qu'ils n'avaient pas lu et ne liraient jamais le dernier livre de Valérie TRIERWEILER, « *Merci pour ce moment* ». Cette envolée de dignité outragée ne les a aucunement empêchés d'en débattre longuement et complaisamment. Alors de deux choses l'une. Soit, ils témoignaient ainsi d'un manque grave de professionnalisme en ne se soumettant pas à la moindre de leurs obligations, celle de se donner les moyens de savoir ce dont ils prétendaient parler. Dans ce cas, leur devoir était de se taire. Soit, ils nous mentaient au nom d'on ne sait quelle honte il y aurait eu à avouer qu'ils aient pu se compromettre dans une pareille lecture. Cette paresse déontologique ou hypocrisie professionnelle leur permettait ainsi l'utilisation facile d'un mot ou d'une phrase sortis de tout contexte et alimentait l'entretien de la rumeur et du « buzz » plutôt que la soumission à la contrainte et à l'analyse des faits.



Le livre de l'ancienne compagne de notre Président n'a pas tenu longtemps son premier rang dans le hit-parade des librairies. Un mois après il était détrôné par le livre de Eric ZEMMOUR, « *Le suicide français* ». Nous avons assisté alors à la même hypocrisie journalistique. Ainsi David PUJADAS dans le journal de 20 h de France 2 du 14 octobre annonce dans sa rubrique « *L'œil du 20 h* » un dossier consacré à Eric ZEMMOUR. On y compare les chiffres donnés par l'écrivain/journaliste sur l'émigration en France à partir, assure-t-il, des données de l'INSEE à ceux repris officiellement par l'un des analystes de cet Institut National de Statistiques. ZEMMOUR avance le chiffre de 12 millions d'étrangers en France dont 7 millions d'enfants de moins de 4 ans. Le spécialiste de l'INSEE corrige : on compte actuellement 3,7 millions d'étrangers sur notre sol. Il rectifie également le nombre allégué d'enfants de moins de 4 ans avancé par le journaliste. Sachant que la France compte 800 000 naissances par an, le chiffre avancé par ZEMMOUR est impossible puisque si l'on multiplie le nombre de naissances annuelles par 4 (pour arriver à la tranche d'âge allant de 0 à 4 ans) on ne peut qu'aboutir au plus à 3,2 millions d'enfants qu'ils soient d'origine française ou étrangère. La manipulation des chiffres de l'Institut est la même en ce qui concerne les mariages. Zemmour avance le chiffre d'un tiers de mariages entre français et étrangers, soit 270 000 sur 900 000. L'INSEE n'en comptabilise que 13%. Le journaliste de France 2 conclut : « *c'est un « polémiste* ». Non, c'est un MENTEUR !

Il y a déjà longtemps le philosophe allemand Victor KLEMPERER avait analysé comment le IIIe Reich avait établi son influence en infiltrant insidieusement la langue : « *les mots peuvent être comme de minuscules doses d'arsenic : on les avale sans y prendre garde, ils semblent ne faire aucun effet, et voilà qu'après quelque temps l'effet toxique se fait sentir* ». Le totalitarisme du Troisième Reich, fait-il remarquer, « *n'a forgé de son propre cru, qu'un petit nombre de mots de langue, et peut-être même vraisemblablement aucun ... Il n'a fait qu'en modifier la valeur* » (« *LTI, la langue du IIIe Reich* », Albin Michel, 1996, p. 40).

Soyons donc vigilants à tous ces détournements de langage dans notre quotidien. Sinon le réveil sera rude lorsque ceux de nos managers ultra-libéraux auront rejoint ceux de nos apprentis-sorciers totalitaires.

Décembre 2014, n°19 : La pensée magique ...



Dessin emprunté à UDERZO/GOSCINNY

On nomme « *pensée magique* » en psychologie celle du petit enfant qui n'est pas encore entré dans ce que l'on appellera « l'âge de raison » atteint, normalement, vers l'âge de 7 ans. Le petit enfant est persuadé alors de la toute-puissance de sa pensée sur les objets, les personnes de son entourage et les événements. C'est lui qui les crée, les contrôle et les transforme à sa guise. On peut légitimement se demander si nos politiques n'en sont pas restés à ce stade.

« L'affaire Jouyet » en fournit un dernier exemple. Comment peut-on imaginer qu'un homme de cette intelligence et de cette envergure politique ait pu, ne serait-ce qu'un instant, penser se soustraire aux réalités d'un enregistrement qui emprisonnait sous un sceau de réalité incontournable ce qui y avait été confié ? C'est le principe du petit garçon ou de la petite fille qui imaginent qu'il leur suffit de fermer les yeux pour devenir invisible aux autres. La réalité du monde extérieure n'existe plus : seule existe celle de leur pensée.

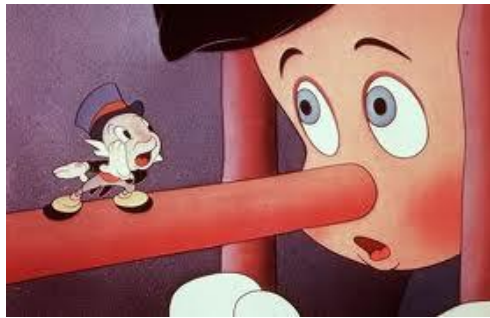
Les exemples sont foisons chez nos politiques de ces « mensonges » publics qui leur fait, dans un premier temps, nier en bloc ce dont on les accuse pour ensuite être contraints, plus ou moins piteusement, de les reconnaître. Quitte à invoquer d'autres ressorts magiques comme cette « phobie administrative » invoquée par Thomas Thévenoud !

La pensée magique peut trouver une forme plus retorse, c'est celle du : « c'est pas moi c'est l'autre ! ». L'ancien chef d'Etat en est un des spécialistes : d'accusé il a l'art de se transformer en victime. La kyrielle de mises en examen de toutes sortes où il est nommé ne peut être, nous assure-t-il, que le fait de méchants loups poursuivant le blanc et tendre agneau qu'il serait. Il a même réussi à créer un « sarkoton » pour que chacun puisse l'aider à éponger sa « peine » (aux deux sens du terme) : et ça a marché ! Chacun y est allé de son obole, même chez certains élus de gauche ! En sport on appellerait cela de la tricherie, ou du « dopage » financier, et l'auteur serait suspendu voire interdit de nouvelle compétition. En politique, on oublie et on efface comme si rien n'avait existé : chacun semble, ainsi, légitimer sans hésitation la nouvelle candidature de Nicolas Sarkozy en 2017 et les militants UMP vont le désigner massivement nous promet-on à leur tête.

Cette « opération magique » pourrait faire sourire si elle ne contaminait l'environnement et jetait un voile délétère sur la démocratie. Elle ne serait pas possible sans la complicité ou l'aveuglement de médias amnésiques et d'électeurs réalisant régulièrement leurs élus condamnés comme s'il y avait une prime au fautif ! Les politiques sans tache leur semblent probablement trop tendres. De ce côté-là, d'ailleurs, remarquons que la gauche a l'art de savoir y jouer perdante à chaque fois. Soit ses élus se font prendre immanquablement la main dans le sac avec une naïveté désarmante, soit leur application d'une éthique républicaine amène leurs ministres ou secrétaires d'Etat à démissionner dès qu'un soupçon pèse sur eux. La droite, à l'inverse, n'a pas ces scrupules : Balkany ? Dassault ? les exils fiscaux de leurs députés ? « circulez, il n'y a rien à voir ! ». Par contre elle sait perversément retourner l'exigence morale des socialistes comme preuve supplémentaire à charge contre eux.

La démocratie doit être autre chose, sinon elle est en grave menace de mort. C'est ce que nous rappelons déjà dans notre « SURSAUT 2 » sur la gouvernance, et que nous avons développé plus

amplement dans le dernier « SURSAUT 3 ». Reconnaissons à l'actif de notre Président que l'indépendance de la justice a progressé depuis 2 ans.



Pinocchio et sa conscience, Jiminy Cricket lulusorciere-archive.blogspot.com

Les revendications démocratiques de « transparence » peuvent paraître légitimes : elles ne peuvent, cependant, s'exercer sans un minimum de devoirs républicains : on ne peut tout exposer sur tout un chacun au nom d'un droit du citoyen à la vérité, surtout lorsque cette « vérité » est obtenue dans des conditions démocratiquement dangereuses.

Dans une démocratie, le contrôle de son exercice doit être exercé par le peuple et non par les médias et les politiques : c'est malheureusement à cette inversion que nous assistons. Ne nous étonnons pas dès lors de les voir occupés par le seul souci de leur maintien au pouvoir et la préservation du confort matériel qu'ils en tirent.

2015

Janvier 2015, n°20 : BONNE ANNEE 2015 !



L'équipe de Montpellier 2020 est heureuse de vous présenter ses meilleurs vœux pour l'année qui s'ouvre. Elle espère pour tous plus de bonheur, de partage et de justice. Un des enjeux de 2015 est la mise en place de la réforme territoriale. La Métropole montpellieraine naît avec cet an nouveau. Le Département va bientôt élire ses nouveaux conseillers. La Région nouvelle, enfin, devra représenter notre nouvel espace de vie démocratique.

Les membres de Montpellier 2020, dans leur majorité, considèrent que la réforme territoriale constitue une chance pour notre territoire. Nous n'ignorons pas que pour beaucoup elle cristallise des peurs d'inflation de dépenses publiques, de superposition dangereuse de nouvelles couches dans un mille feuilles territorial déjà bien indigeste. D'autres craignent un fatal déclin de Montpellier face à la toute

puissante Toulouse. Des derniers, enfin, craignent la disparition culturelle et identitaire de notre actuel Languedoc-Roussillon.

Oui, la réforme territoriale est une chance si nous savons abandonner ces positions défaitistes et démissionnaires. Elle est une chance si elle devient l'affaire de tous. Elle est une chance si elle est l'occasion d'une nouvelle dynamique démocratique et moderne face aux démons centralisateurs et bureaucratiques de l'Etat français et des décideurs européens.

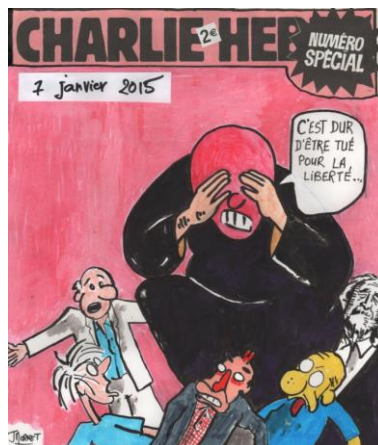
Complémentaire avec les dynamiques métropolitaines en cours (Métropoles et Pôles métropolitains), la réforme territoriale devra permettre de conjuguer les forces économiques et géographiques du Languedoc Roussillon et de Midi Pyrénées.

Pour cela nous devons tous nous y atteler.

C'est ce que font les militants de Montpellier 2020.

Ils ont réalisé un premier pas en unissant leurs forces avec celles de notre voisin gardois et futur partenaire métropolitain, TPNA (Tous pour Nîmes et son Agglomération). Cette collaboration a commencé le 20 décembre 2014 par la tenue d'un séminaire de travail à GALLARGUES le MONTUEUX, commune symbole du passage entre nos deux départements, sur le thème : « *Nouvelle Région, métropoles : pour quoi ? pour qui ?* ». 100 personnes étaient présentes. Trois autres rendez-vous sont déjà pris pour l'année 2015. Venez, nous ne serons jamais assez nombreux pour partager nos compétences et unir nos énergies.

Février 2015, n°21 : CHARLIE HEBDO



Beaucoup de médias ont repris le terme de « sursaut » pour évoquer la mobilisation sans précédent qui a suivi les assassinats du 7 et 8 janvier 2015. Rien ne justifiera jamais les lâches attaques aussi bien terroristes que militaires contre des civils. Le meurtre délibéré de journalistes constitue une blessure grave pour toute démocratie. Les 3 à 4 millions de français qui ont manifesté en silence dans les rues de nos villes le dimanche 11 a remis du baume au cœur des républicains : ce n'est pas souvent que notre nation sait transcender ses différents et sa stérile ambition de se démarquer de l'autre à tout prix. Chacun a mesuré la vanité de telles dérives pourtant bien naturelles.

Si l'on ne veut pas que ce sursaut se réduise à un happening social et émotionnel éphémère et consumériste (la précipitation des acheteurs du numéro de Charlie en est un signe d'alerte) il nous faut savoir désormais passer au temps du travail d'analyse, de la lucidité et de l'inscription dans cette période de cette mobilisation démocratique.

Les contre-réactions qui ont suivi de premier temps de recueillement ne doivent pas nous surprendre. Tout angélisme démocratique est non seulement illusoire mais il est dangereux.

Nous ne pouvons nous satisfaire de considérer ces meurtres comme quelque chose d'inacceptable venu d'ailleurs : nous devons lucidement analyser comment ce sont nos sociétés elles-mêmes qui ont

engendré ces monstruosité. Ce sont des hommes qui ont commis cela : ce n'est pas en les traitant de « salauds » ou de « fous » que l'on peut en absoudre notre humanité. Patrice PELAT a d'ailleurs souligné comment l'usage du terme de « fou » était une injure pour les personnes qui souffraient vraiment dans leur vie psychique.

Une partie est liée au passé impérialiste de l'Occident, une autre à son histoire plus contemporaine, création de l'état d'Israël » et conflits récents en Irak, Libye et Syrie notamment. Ces rapports de force se traduisent par des radicalisations religieuses. Nous devons nous demander comment l'intégrisme religieux pousse et se développe sur des terrains abandonnés par nos démocraties dans leur abandon d'une certaine culture humaniste au profit de celle déshumanisée du profit, de l'individualisme et du chiffre. Ce sont les termes mêmes de l'analyse de Régis DEBRAY dans le numéro du Nouvel Observateur du 14 janvier : « en Occident ... le remplacement des lettres par les nombres et l'idée qu'à toute expression doit correspondre une valeur chiffrée, que ce soit en taux, en score, en part de marché, c'est quelque chose de sidérant. Est-ce l'illusion économique qui a stérilisé la politique ? Ou la politique est-elle tellement stérile qu'il ne nous reste plus que l'économique ? En tout cas il ya un cercle vicieux qui fait que nos dirigeants sont devenus des comptables ».

Nos démocraties doivent rompre avec les dérives néolibérales qui, progressivement, tuent toute vie collective et imposent une anti-culture du chiffre et de l'objectivable et entretiennent une guerre planétaire qui ne dit pas son nom. Elles doivent revenir aux valeurs qui ont présidé à leur naissance sous leur forme républicaine : liberté, égalité, et fraternité.



Ces valeurs se transmettent d'abord dans les familles, c'est sûr, mais elles sont également du devoir de l'Etat et des écoles de la République. Ce sont les parents qui ouvrent les premiers leurs enfants au monde, mais c'est l'école qui les initie à la dimension sociale et citoyenne. Quelle instruction civique et morale donnent réellement nos écoles, nos collèges et nos lycées actuellement ? Comment les enseignants y sont-ils formés ?

La revalorisation de l'école maternelle et primaire ne peut se faire en termes de rentabilité directe : elle s'inscrit dans le temps. Ce n'est que dans 10 ans peut être qu'elle peut commencer à porter ses fruits. Ce délai est incontournable : toute autre attitude cherchant des effets immédiats est non seulement illusoire mais stérile.

La deuxième question sur laquelle nous devons nous concentrer de façon urgente est celle du chômage. Charles PIAGET, le leader syndical des luttes de LIP, nous a rappelés le 8 janvier dans notre soirée au cinéma UTOPIA qu'on ne pouvait appeler « démocratie » une nation qui accepte de laisser 3 millions et demi de ses travailleurs au chômage. Cette soumission à ce qui est présenté comme une fatalité économique et l'incapacité des partenaires sociaux comme des politiques d'y faire face est le meilleur terreau pour tous les actes antisociaux et les radicalisations politiques extrémistes.

Pendant ce temps-là, d'ailleurs, les riches continuent à s'engraisser sur le dos de leurs concitoyens. L'organisme confédéral international l'OXFAM annonce qu'en 2016, le patrimoine cumulé par les 1% les plus riches dépassera celui des 99% restants. Relisons Thomas PIKETTY : « l'entrepreneur tend

inévitablement à se transformer en rentier, et à dominer de plus en plus fortement ceux qui ne possèdent que leur travail. Une fois constitué, le capital se reproduit tout seul, plus vite que ne s'accroît la production. Le passé dévore l'avenir ».

Mars 2015, n°22 : De révolution en république ...



Les éditions Gallimard viennent de réunir dans leur collection Quarto une grande partie des écrits de Mona OZOUF sous le titre « *de révolution en république* ». La philosophe et historienne était invitée à France Inter à en parler le 27 février. Le journaliste Bruno DUVIC l'invite en début d'émission à commenter « *les vicissitudes* » qui ont entouré les débats et le vote de la loi MACRON. L'historienne lui répond en y voyant un trait révélateur de la politique française depuis la Révolution : celui de la radicalité. Cette radicalité, héritée de 1789, continue à rester toujours vivante dans nos esprits, selon elle, alors que nous l'avons pourtant abandonnée depuis longtemps au niveau concret. Personne ne prêche actuellement la saisie violente des biens individuels par l'Etat, et aucun citoyen ne revendique l'idée de lui confier nos bonheurs individuels. Cette radicalité continue à s'incarner, par exemple, dans des affirmations entendues lors des derniers débats parlementaires où les mêmes députés ont pu affirmer que les réformes proposées par la loi n'étaient rien mais qu'il fallait s'y opposer fermement. Ce maximalisme radical impose l'absolutisme d'un « tout ou rien » et rend ainsi, pour Mona OZOUF, les français « *très incapables de réforme* ».

L'historienne invite l'auditeur de la matinale de France Inter à se replonger dans la lecture du philosophe montpelliérain Charles RENOUVIER, un des plus grands philosophes de la république à ses yeux, lorsqu'il écrit que « *les spéculations de la philosophie sociale ont le défaut de dégoûter les esprits des choses réelles en leur faisant croire qu'ils n'ont rien s'ils n'ont pas tout : tout ce qui n'est pas idéal est misère* ».

Thomas PIKETTY dans sa leçon inaugurale d'ouverture du festival de Radio France, le 14 juillet de l'été dernier, nous avait également invités à un retour de conscience sur la façon dont l'héritage révolutionnaire modelait en les aveuglant nos pratiques politiques contemporaines. Les français, à ses yeux, fonctionnaient toujours comme si, ayant fait la révolution en 1789, ils étaient définitivement dédouanés de tout procès en démocratie et se montraient totalement aveugles à tout ce que nos fonctionnements économiques et politiques véhiculaient de valeurs contraires à la démocratie.

Nos sociétés sont, en effet, soumises au poids de l'histoire : les circonstances changent et se façonnent les unes sur les autres. Tout démocrate doit se garder de fétichiser un événement ou un modèle social sous le prétexte qu'il a été un moment fécond de l'histoire.



La prise de la Bastille

Le juriste Alain SUPIOT vient de publier chez Fayard « *La gouvernance par les nombres* » qui est une reprise de son cours au Collège de France, « *de la gouvernance par les lois à la gouvernance par les nombres* ». Il y montre comment la révolution numérique a introduit une déshumanisation tendant à penser l'homme sur le modèle de l'ordinateur et le coupe ainsi de ses capacités créatives. Il constate que les politiques n'ont pas pris la mesure de cette métamorphose et continuent à fonctionner sur un modèle qui n'existe plus. « *La gauche politique et syndicale, constate-t-il, s'est rangée dès le début de son histoire du côté du taylorisme : l'absurdité d'un travail se résumant à une succession de gestes simples et mesurables était compensée par les vacances et le salaire* ». L'organisation du travail n'est plus la même : le CDI à plein temps et à vie ne sont plus les modes actuels. « *Plutôt que de se crispier sur le statut salarial et tenter de le geler mieux vaut s'appuyer sur ce statut pour le faire évoluer* ». Alain SUPIOT propose, ainsi, des voies permettant au salarié de se libérer un certain temps « *du travail subordonné* » pour mener à bien des projets personnels ou bien avoir la possibilité de s'investir dans des activités associatives ou créatives.

Les débats qui ont entouré la loi MACRON ont démontré, une fois de plus, le jeu stérile des mécanismes de positionnements politiques désertant les véritables débats sur le fond au profit de seuls intérêts stratégiques. Certains ont dénoncé ce texte comme trop libéral et droitier tandis que d'autres l'ont rejeté comme trop à gauche et faisant fi des lois du marché, sans oublier ceux (parfois les mêmes d'ailleurs) qui en ont dénoncé la vacuité. « *Peut-être, écrivait Pierre MENDES FRANCE dans « La vérité guidait leurs pas », oublions-nous par moments que d'autres, non sans peine, ont frayé le chemin et que, grâce à eux, nous avons le droit d'être plus ambitieux* ». Assumons non seulement ce droit, mais même ce devoir d'une ambition permettant d'inventer le futur et de travailler le présent.

Avril 2015, n°23 : Le deuxième tour ...

Le verdict du premier tour est tombé, moins sévère pour certains qui s'en tenaient aux prévisions des instituts de sondage, mais implacable cependant. Sur notre territoire métropolitain la « gauche » perd du terrain certes, mais c'est surtout l'effacement de l'UMP qu'il faut souligner. Contrairement à la plupart des autres départements français, il n'a pas opéré le « rassemblement républicain » qu'appelait son secrétaire national, Nicolas Sarkozy et fond progressivement face au Front National qui arrive en tête dans 15 de nos 25 cantons héraultais et reste placé sur 7 autres. Et pourtant c'est l'UMP qui risque de faire balancer le résultat dimanche prochain ... avec, bien sûr, nous ne le répéterons jamais assez, le taux de participation et l'intelligence que sauront montrer ceux qui continuent à se revendiquer de la gauche.

Alors, de grâce ! arrêtons les chamailleries politiciennes et dépassons les querelles de prestance ou les rancœurs inutiles. Que tous les démocrates fassent union derrière ceux et celles qui seront les mieux placés pour faire vivre les valeurs humaines et sociales qui fondent nos démocraties. Ne tombons pas dans la lâcheté du refus de se prononcer dicté par un ancien Président de la République toujours prêt,

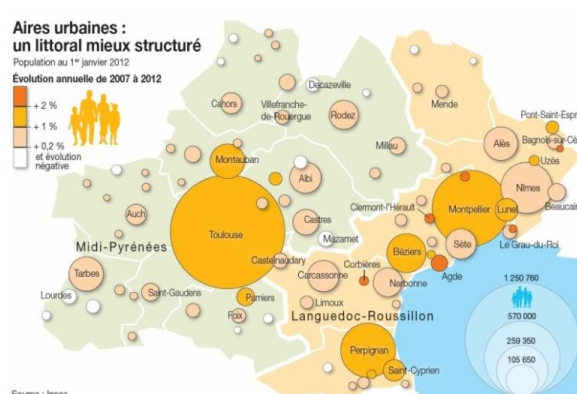
par ailleurs, à donner des leçons de courage et d'audace ! Sachons nous réunir sur ce qui nous rassemble, les valeurs de la démocratie citoyenne. On a besoin d'hommes et de femmes courageux, déterminés et intelligents pour diriger demain nos départements. N'oublions pas, ils auront en charge le redoutable et ambitieux passage vers les nouvelles dimensions territoriales : l'enjeu est capital pour le devenir des générations futures.



Cet enjeu est illustré directement par l'article qui suit : l'intervention du politologue Bernard GUETTA sur l'Europe. Nous ne pouvons plus penser le monde dans nos seules frontières géographiques et « psychiques » familières, sinon à nous réfugier dans un passéisme mortifère. C'est ce « nouveau monde » que nous sommes conviés à inventer : c'est un des principaux enjeux du deuxième tour. Quel monde voulons-nous pour nos enfants ?

Mai 2015, n°24 : *Notre future Région*

Alors que l'horizon de notre future Région se rapproche (élections du Conseil Régional en décembre 2015 et officialisation le 1 janvier 2016), des réactions de plus en plus nombreuses se font jour dans la presse. Elles sont faites d'espoirs, d'ambitions, de volontés pour certains mais également de craintes voire de colère pour d'autres. On peut raisonnablement penser que le devenir de la fusion et ses chances d'amener un supplément de dynamisme à notre nouveau territoire résidera dans la capacité de ses acteurs et de ses responsables aussi bien politiques qu'économiques de jouer de leur complémentarité en respectant un juste équilibre dans la répartition des compétences.



Aires urbaines, 2012, source INSEE

Juin 2015, n°25 : *Notre ville, notre département, notre région, notre pays, l'Europe ...*



Tag montpelliérain sur le bord du Verdanson

Notre Ville - Montpellier 2020 s'est créée, il y déjà 4 ans, pour constituer une force de réflexion, de propositions et de débats sur le présent et l'avenir de notre territoire métropolitain à l'initiative d'un groupe de citoyens partageant ensemble des valeurs démocratiques et républicaines. La réforme territoriale les a amenés, depuis, à se concentrer sur l'avenir de notre Métropole naissante. Plusieurs textes de propositions concrètes ont été élaborés par ses membres. Nous en proposons deux parmi les quatorze dans ce numéro ayant trait à deux aspects particuliers, la santé et l'industrialisation dans Montpellier Méditerranée Métropole. Les autres sont consultables sur notre site. Vos réactions sont bien sûr les bienvenues à notre adresse : montpellier.asso.2020@gmail.com.

Notre Département – Un nouveau conseil départemental vient de se mettre en place. Nous ne pouvons que regretter que sa première décision ait été d'accorder une augmentation de 8% des indemnités de ses élus. Dans le contexte d'extrême difficulté économique pour beaucoup d'habitants de notre département, de restriction budgétaire des moyens des Départements pesant lourdement sur le financement des actions de solidarité notamment et face à la perte croissante de confiance des citoyens vis-à-vis du politique, il y avait certainement d'autres « signes » à envoyer.

Notre Région – La Région en construction est au centre de nos activités actuelles. Elle sera l'objet de notre troisième rencontre de Gallargues qui se tiendra le samedi 6 juin en collaboration avec nos amis nîmois de TPNA. Nous vous y attendons nombreux. Elle sera l'objet également de la journée « inter nouvelle Région » le 3 juillet à Narbonne.

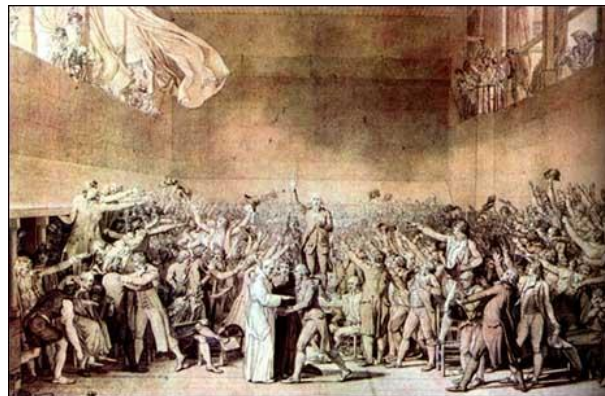
Notre pays – Notre ambition est plus large que nos seules frontières locales. Dans la journée de Narbonne le vendredi 3 juillet nous comptons inviter d'autres « Think tank » nationaux à participer à nos travaux. La réforme territoriale interroge les liens entre l'Etat et le pays.

L'Europe – L'Europe constitue désormais notre nouvel horizon politique avec ses bonheurs et ses malheurs. Après Bernard GUETTA, c'est à Jean MATOUK que nous avons demandé d'animer une soirée « Controverses » sur notre communauté européenne. La crise grecque, les élections anglaises, les durs événements qui se passent en Ukraine, autant de sujets qui requièrent notre attention vigilante et notre mobilisation.

Juillet 2015, n°26 : *De la nécessité de refonder les règles de la gouvernance*

Le voyage de notre premier ministre a fait la une de nos journaux, radios et télévisions pendant deux semaines. « *Faute politique* » pour les uns, « *faute morale* » pour les autres ... Les passions étant retombées le temps est venu de se poser la question du bien fondé d'un tel déchaînement médiatique. Son outrance peut paraître injustifiée en ce qui concerne la personne incriminée qui a su convenir de sa « bourde » et qui n'est pas coutumière de comportements de complaisance envers les règles de la

République que ce soit dans ses mandats passés d'élu ou dans sa fonction politique actuelle. Par contre, une fois que l'on a mis de côté les personnalités de ceux qui ont crié les plus forts et qui sont mal placés pour donner des exemples, on ne peut que donner raison aux voix indignées qui ont su aller au-delà du seul évènement montré du doigt. Cette histoire, en effet, est exemplaire des fragilités inhérentes à nos démocraties et qui malheureusement se retrouvent trop souvent chez ceux qui devraient en incarner l'exemplarité, les gouvernants. Tout ce qu'a fait Manuel Valls est resté, en effet, dans la limite précise des règles qu'autorise sa fonction, protocoles de sécurité d'un déplacement de premier ministre, réponse à une invitation dans le cadre d'un évènement international et accompagnement de proches. Nulle trace d'outrage de prérogatives, nul reproche possible d'illégalité. C'est donc bien le fondement même des lois démocratiques actuelles qui sont interrogées, celles que savent tisser nos politiques pour conforter leurs places et leurs privilèges.



Le serment du Jeu de Paume, Jean Louis DAVID, esquisse (quizz-biz)

Tout le monde a été témoin, encore plus récemment, du tollé soulevé par le rapport de « France Stratégies » évoquant un âge limite d'exercice des mandats, 70 ans, et une limite à trois mandats successifs. En France, nos gouvernants et nos élus ont pris l'habitude de vivre dans des confort matériels davantage hérités des royautés que des exigences d'une démocratie : regardons ce qui se passe chez nos voisins.

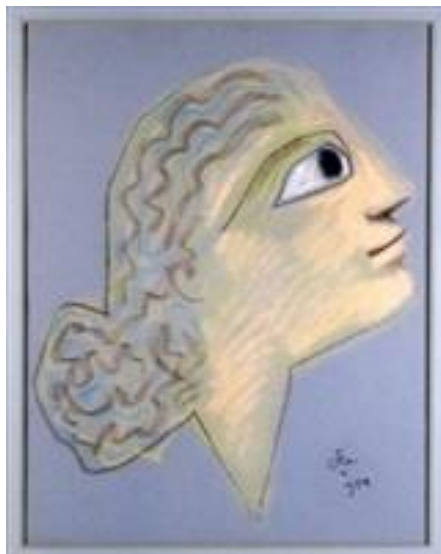
Cette fragilité est constitutive même du principe démocratique de représentation puisqu'il accorde aux élus le pouvoir de légiférer. Il est aisé de deviner que la tentation devient vite grande pour eux de se fabriquer des lois qui assurent leur confort et leur maintien en exercice. Sans être grand philosophe, ni sombre moraliste, chacun sait que l'homme peut très rapidement se constituer comme son premier ennemi. C'est ainsi que les sociétés se sont construites en protégeant la liberté et la sécurité de chacun par le sacrifice accepté d'une partie de cette liberté et de cette sécurité. Sans ces règles, il n'y a pas de société, pas de culture, pas de civilisation.

Montpellier 2020 a rappelé dans son « Sursaut 2 » quelques règles élémentaires de toute « gouvernance » qui se veut respectueuse de la démocratie et de la République. Elles sont simples : limiter à deux le nombre de mandats successifs et réduire de la même manière leur cumul dans un exercice exécutif simultané. Avec la réforme territoriale, nous avons ajouté un troisième objectif : diminuer le nombre des élus des collectivités départementales et régionales. C'est à cette seule condition que nous aurons une démocratie « aérée » faite du jeu des différences de génération, de parité entre hommes et femmes, représentative des diversités sociales économiques et culturelles garantissant l'investissement de nos élus et la continuité de leurs actions politiques.

Août 2015, n°27 : *Think tanks et politiques : quels liens ?*

Les organisateurs de la rencontre de Narbonne prévue initialement le 3 juillet ont pris une décision difficile mais nécessaire en jugeant préférable de la reporter à l'automne. Ils ne pouvaient, en effet, prendre le risque de donner corps aux soupçons naissant d'appartenance partisane à un candidat ou à

une liste pour les régionales de décembre. Il en allait de leur liberté de penser, de la crédibilité de leurs propositions et de l'indépendance des débats publics qu'ils ouvraient.



Antigone de Jean Cocteau

Il est évident que les liens entre les laboratoires d'idées et les politiques sont nécessairement complexes et s'incarnent souvent dans des choix divers. Ainsi la Compagnie Paul Riquet l'exclut d'emblée. TPNA, à l'inverse, a constitué une liste lors des dernières échéances municipales. MP2020 se situe dans une position médiane. L'association, en tant que telle, s'est toujours refusée de se mettre au service d'un parti, d'un candidat ou d'une liste. Certains de ses membres, par contre, peuvent être des élus ou engagés dans des cabinets ou commissions politiques : ils le sont toujours à titre individuel. Une démocratie nécessite la constitution de partis représentatifs de son peuple. Elle a tout autant besoin d'organisations « citoyennes » reflétant la pluralité de la société civile, faites d'hommes et de femmes engagés dans une réflexion sur le « vivre ensemble » et sur l'avenir de nos territoires, quartiers, communes, métropoles, départements, régions. Leur liberté par rapport aux ambitions individuelles ou partisans donne une autre dimension aux travaux et aux propositions qu'ils offrent aussi bien aux élus qu'aux citoyens. Leur souhait est évidemment qu'ils puissent être entendus et repris et infléchir ainsi les choix des décideurs politiques et économiques.

La nécessité de la rencontre de Narbonne se situe dans cette exigence. Elle fera une place aux Think tanks qu'ils soient régionaux, nationaux et même internationaux puisque nous comptons la participation de la Fundacio Catalunya Europa. La journée permettra un échange avec les acteurs économiques et culturels de l'ensemble de notre future grande région afin de « dessiner » notre future région. Elle pourra s'appuyer sur les propositions de notre ouvrage collectif « *Dessine-moi une région* ».

Septembre 2015, n°28 : « *Dessine-moi une Région* »

Cette phrase empruntée en clin d'œil à Saint Exupéry résonne comme une invitation lancée à tous depuis le début de l'été. C'est le titre que nous avons choisi pour la rencontre interrégionale de Narbonne. C'est également le titre de l'ouvrage que nous allons publier à cette occasion.

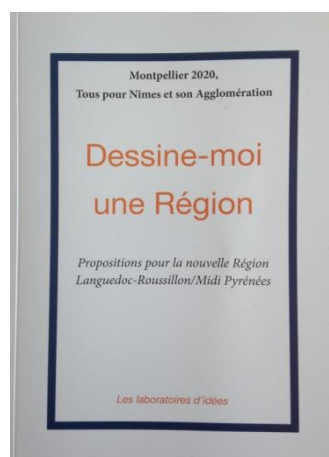
Notre collectif, La Compagnie Riquet, Montpellier 2020 et TPNA édite et fait paraître très prochainement un ouvrage de stratégie et de propositions concrètes pour notre future région. Il sera disponible à notre journée de Narbonne. Nous espérons qu'il sera source d'inspiration pour ceux qui ambitionnent d'avoir la charge et la responsabilité de notre nouveau territoire. En tant que citoyens c'est notre devoir de les y aider. Nous vous en avons présenté les chapitres dans notre précédente « Lettre de Sursaut ». Voici, en avant-première, le début de son texte d'introduction.



« Nous ne pouvons pas changer l'histoire,
mais, ensemble,
nous pouvons bâtir de notre avenir commun ».

Nous appartenons, avec nos associations, à ce qu'il est convenu d'appeler la société civile, c'est-à-dire, au fond l'ensemble des Français. Nous avons constitué ce que l'on appelle désormais Think-tank en français ou cercles de réflexion. Nos trois cercles de réflexion (Compagnie Riquet, Montpellier 2020 et TPNA), isolés au début, se sont peu à peu rapprochés, tout en gardant leur autonomie.

Et puis le pouvoir a décidé de fusionner les Régions de France et en particulier les nôtres : Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. Cela tombait bien : nous avons pour la majorité une même langue d'origine, l'Occitan ; dès que nous sommes en groupe, certains entonnent volontiers le « Se canta », l'hymne commun à tous les Occitans ; nous aimons les mêmes jeux et nous nous régalons de la même cuisine ; et pourtant alors que nos Régions étaient à peine fiancées, des élus entamaient des querelles, bien inutiles, qui soulignaient nos concurrences et nos différences, au lieu d'approfondir nos complémentarités et nos similitudes. En fait, il semble bien que ce faisant ces élus privilégiaient des intérêts individuels alors que cette réforme peut et doit être la chance d'une avancée sérieuse d'une meilleure prise en compte de l'intérêt commun.



Nos deux Régions représentent l'une le Bas Languedoc, l'autre le Haut Languedoc qui, pendant des générations, quatre siècles et demi, ont constitué le Languedoc : pays d'états, créé en 1346 qui jusqu'à la révolution conserva ses Etats du Languedoc et son intendance et comprenait deux généralités, celle de Toulouse et celle de Montpellier. Les Comtes de Toulouse agrandiront progressivement le

Languedoc « de la Garonne au Rhône de Toulouse à Saint Gilles ». Alors le Parlement siégeait à Toulouse et l'intendance à Montpellier. La Grande Province connaîtra une croisade, celle des Albigeois et une guerre civile, aussi cruelles l'une que l'autre. La Province du Languedoc rattachée à la couronne en 1271, l'influence aussitôt profondément, en équilibrant son héritage culturel germanique, par sa propre culture latine.

Considérant que la création de cette nouvelle Région pouvait constituer une chance historique à saisir, nous avons donc choisi de réunir nos compétences et nos savoirs pour réfléchir à l'essentiel de ce que devrait être le contenu d'un Projet Stratégique pour notre nouveau territoire ... »

Octobre 2015, n°29 : La rentrée ... de l'audace, du courage et de l'ambition !

On a coutume de désigner les mois de septembre et octobre comme ceux de la « rentrée », rentrée des classes, rentrée littéraire, rentrée politique ... comme si le monde se mettait en vacances durant l'été. Pourtant, les grecs n'ont guère connu cette trêve : referendum le 5 juillet suivi de la grave déconvenue d'un nouvel accord avec l'Europe faisant peser encore plus fortement sur leur économie les impositions de Bruxelles et aboutissant à la fin du mois d'août à la décision d'Alexis Tsipras d'un nouveau vote de confiance. Les migrants non plus n'ont guère connu de vacances : on a compté 20 843 migrants arrivant dans la seule Grèce en une seule semaine (du 8 au 14 août), chiffre qui constitue un nouveau malheureux record. Et toujours dans ce coin du monde, la Syrie et ses massacres quotidiens se déroulant sous nos yeux impuissants. Gérard Dorival nous propose plus bas un texte de réflexion. Cette liste « estivale » n'est malheureusement pas exhaustive.



Décombres à Douma (Syrie) le 30 août 2015 (lemonde.fr)

Notre France a ainsi pris l'habitude de s'assoupir quelques semaines. Les médias se mettent en repos désormais dès la fin du mois de juin, nos entreprises en août et nos politiques également. La réalité n'en revient que plus forte en septembre : une rentrée scolaire sans accroc majeurs, une rentrée syndicale tendue avec l'annonce de mouvements sociaux d'ampleur, une rentrée politique qui se radicalise à l'approche des régionales et des partis qui se déchirent ou font semblants de s'entendre ou de se diviser (écologie, PS, les Républicains...). De grands débats se profilent. Ils sont centraux pour notre démocratie. Les immigrations massives en provenance de la Syrie obligent l'Europe à réviser une politique de frontières nées des seuls intérêts économiques de libre échange. Les évolutions économiques et sociologiques de notre société nous obligent à ne pas nous replier frileusement sur certaines définitions de la fonction publique et du code du travail : si nous ne le faisons pas, certains le feront et le résultat sera dur. Ce serait un honneur pour la « gauche » de s'atteler à ce travail avec l'ensemble des partenaires sociaux. Nous comptons, à Montpellier 2020, contribuer à ce travail public. Enfin les élections régionales constituent un enjeu majeur aussi bien économique, politique que démocratique. Ne le laissons pas se réduire à un seul tremplin pour les ambitions de quelques uns en vue de la présidentielle de 2017.

Novembre 2015, n°30 : Les élections régionales : dessinons ensemble notre Région



france3-régions.france

La construction de notre nouvelle Région entame désormais sa phase ultime. Les listes officielles vont être déposées ; la campagne électorale officielle pourra alors débuter et nous amener au dimanche 6 décembre date du premier tour des élections. Il est indispensable que tous, candidats ou simples citoyens, nous soyons conscients des enjeux de cette élection et ambitieux pour le devenir de notre territoire. Ce n'est pas tous les jours que notre nation modifie sa carte administrative, il y a à peu près 220 ans pour les départements et un peu plus de 30 ans pour les régions. Notre dernier ouvrage, *Dessine-moi une Région*, concluait en appelant à la mobilisation sur le grand projet « dont notre Grande Région a besoin pour que ses habitants réussissent à y vivre mieux, dans un territoire auquel ils se sentent appartenir vraiment, et où il fait bon vivre ensemble. A chaque citoyen de décider s'il veut, en s'engageant, prendre sa part des choix qui conditionnent notre avenir ».

En tant que citoyens nous devons aller voter : l'abstention est le pire des maux de la démocratie et ne profite souvent qu'à ses ennemis. En tant que candidats, vous devez être conscients de la responsabilité qui vous incombe, celle de faire espérer et rêver en proposant à tous des projets et des actions qui nous grandissent. Epargnez-nous les basses promesses, les calculs mesquins et les petits jeux d'ambitions rétrécies : adressez-vous à l'intelligence et au cœur. « Pour fonder la République, il faut la faire aimer » rappelait SAINT JUST et Pierre MENDES France, dans son livre « *La vérité guidait leurs pas* », ajoutait que l'homme politique ne doit jamais oublier qu'il est d'abord un « mandataire ... au service de la vérité »

Notre Think tank a commencé depuis des mois un travail de réflexion qui a abouti à son ouvrage collectif : puissent nos propositions alimenter la campagne et inspirer les projets des candidats. Montpellier 2020 est, bien sûr, disposée à contribuer au débat durant ces deux mois et venir animer des échanges autour de son ouvrage « *Dessine-moi une Région* ».

Décembre 2015, n°31 : Après le 13 novembre ... et avant les régionales

L'histoire ne nous offre pas toujours la possibilité d'un répit. Encore sous le choc des tragiques attentats du 13 novembre à Paris, nous ne devons pas pour autant oublier les élections régionales des 6 et 13 décembre. Une réaction d'abstention fragiliserait encore plus notre démocratie. Un rassemblement improvisé à Montpellier le samedi 14 novembre a permis à près de 5000 personnes de se retrouver place de la Comédie pour un moment de recueillement et d'hommage aux victimes. Sur toute la France on a assisté à de tels regroupements unissant générations et origines sociales et culturelles. **Cette mobilisation doit de retrouver dans les urnes.**



Le rassemblement du 14 place de la Comédie à Montpellier

Nous sommes encore trop près des événements pour en tirer des analyses précises. Nous vous proposons donc des « tribunes libres » : elles dessinent des angles d'approche de notre actualité et espèrent contribuer au nécessaire débat qui remue notre société depuis 15 jours. Les événements que l'on traverse doivent faire grandir nos intelligences individuelles et collectives : notre « Lettre » entend plus que jamais en être un des ferments.

Nous publions également un texte adressé aux candidats aux élections régionales. Il prolonge notre travail entamé avec notre livre « *Dessine-moi une Région* » et notre journée de Narbonne en leur proposant 7 points qui peuvent être autant d'exigences et de défis face à la construction de notre nouvelle Région.

Fraternité contre Barbarie

Joseph MORNET

Claude NEUSCHWANDER



Les événements tragiques qui ont secoué notre capitale ont douloureusement atteint deux des racines de notre pays : sa jeunesse et sa diversité. Après le temps de sidération et de recueillement nécessaire à nos esprits et à nos cœurs, nous devons savoir mobiliser nos intelligences et nos forces collectives pour faire progresser nos idéaux de démocratie et de république.

Un premier constat : le terrorisme islamique a déclaré la guerre à l'Occident en général, à la France en particulier. Le califat n'existera qu'après avoir réussi à la gagner. Il nous appartient donc de nous mobiliser pour l'en empêcher, car il veut détruire notre façon de vivre ainsi que ce qui organise l'essentiel notre fonctionnement autour des mots de liberté, d'égalité et de fraternité et autour de celui qui les résume le mieux : celui de "démocratie".

Cette mobilisation ne peut être le fait d'une nation seule. Le terrorisme joue et profite des divisions, des lenteurs et de l'apathie de l'Europe. Ses actions, - nous savons tous que ce ne sont pas les dernières -, doivent nous pousser à l'urgence d'une communauté européenne qui ne soit pas une simple zone d'échange économique : elle doit être une communauté politique possédant sa propre force militaire.

Deuxième constat : la France paye ainsi dans le sang d'innocents son refus de lâcher les terrains de combat sur lesquels elle affirme sa présence contre la barbarie, au Moyen Orient ou en Afrique. Elle paye les positions qu'elle prend en Iran, en Syrie ou au Mali, pour stopper les assassins du Califat.

Il est urgent de réfléchir collectivement sur nos politiques occidentales « interventionnistes ». Nous avons tous mesuré comment certaines actions menées « au nom des droits de l'homme » pouvaient cacher un nouvel impérialisme guidé avant tout par des intérêts économiques. Malheureusement ce sont les peuples de ces pays-là qui en ont payé d'abord le prix fort.

Troisième constat : les manifestations de solidarité du peuple de France, et notamment celles de sa jeunesse, rejoignent celles des pays voisins. Le Jihad n'est plus une simple menace régionale. La guerre que mènent les barbares de l'Etat Islamique est désormais une guerre mondiale, dont la sauvagerie rappelle celle déployée par les fascistes au cours de la précédente guerre mondiale ou celle de certaines dictatures s'autorisant parfois du « nom du peuple ». Lorsqu'une idéologie, quelle qu'elle soit, religieuse ou politique, s'érige en dogme imposée par la contrainte elle devient dangereuse pour l'humain.



toutelaculture.com

Les Français doivent prendre conscience de la réalité des soutiens potentiels que recèlent les jeunes qui, depuis deux générations souffrent misère et précarité et constatent que leur avenir est totalement bouché. Ils doivent lutter contre les conséquences d'une crise économique qui accable les plus faibles d'entre nous et réduire les dégâts de l'inégalité croissante. Car les deux, ensemble, nourrissent l'extrémisme notamment celui d'un courant islamophobe qui s'attache, avec violence et contre toute évidence, à vouloir confondre l'islam et l'islamisme. Il n'est que le pendant de son inverse : celui qui pousse à la haine et à la destruction de tout ce qui représente l'Occident et ses valeurs.

La plupart des français musulmans ont réagi avec force contre cet islamisme. Ils ont raison. Car c'est à eux qu'il appartient de prendre l'initiative de contrer les discours insupportables d'Imams fanatisés et de se dresser contre les tentatives de radicalisation de certains des leurs. Il appartiendra ensuite aux autres français de soutenir leurs manifestations et de rendre possible le vivre ensemble souhaitable. Ce faisant ils se situeront, les uns et les autres, dans la pure tradition de la laïcité, à la française.

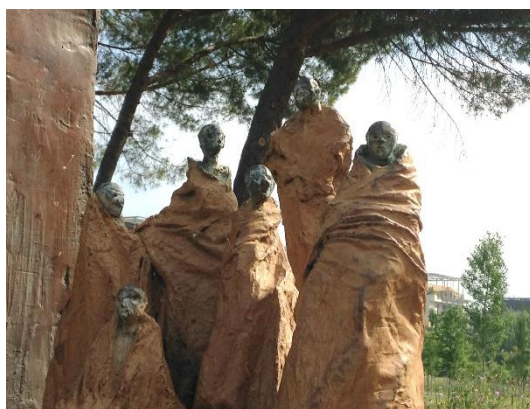
Montpellier 2020 est prêt, pour sa part, à les aider dans la mise en œuvre de cette réflexion et de ce travail.

2016

**Janvier 2016, n°32 : « L'avenir ne se prédit pas, il se travaille »
BONNE ANNEE 2016 !**

A l'aube de notre nouvelle année 2016, quels vœux pouvons-nous nous adresser les uns aux autres si ce n'est en partant des événements que nous avons partagés l'année écoulée ? 2015 restera pour le plus grand nombre l'année de deux graves attentats marquant son début et son terme : les assassinats des dessinateurs et des collaborateurs de Charlie Hebdo le 7 janvier suivis, le lendemain, de ceux des

clients du magasin caché de la porte de Vincennes, et la folie meurtrière de la sinistre nuit du 13 novembre. L'illusoire « confort » intellectuel, moral et matériel dans lequel nous nous croyions protégés par nos démocraties s'est brutalement effondré nous obligeant à de douloureuses questions sur ce qu'il nous reste de nos « vivre ensemble ».



T.O.L.E.R.A.N.C.E., sculpture de Guy FERRER à Montpellier

Claude NEUSCHWANDER, notre Président, et Gérard DORIVAL se sont chacun lancés dans l'exercice périlleux de formulations de vœux. Leur point commun est fondamental : si nous voulons que 2016 soit une « bonne année », nous devons d'abord nous persuader qu'elle ne se fera pas sans l'engagement et l'action de chacun de nous.

« *Des vœux qui nous obligent ...* » : trop longtemps sous nous sommes reposés sur une démocratie de confort faite d'une revendication infinie de droits dans l'oubli total des exigences de nos devoirs de citoyens. Les « droits de l'homme » sont tout autant des devoirs : c'est cette réciprocité qui les fonde. Sans elle il est impossible de créer et d'organiser un « vivre ensemble » harmonieux respectueux de tous. C'est la vieille leçon des philosophes : la liberté de chacun ne peut se concevoir sans la liberté de tous. C'est ce qui fonde notre humanité. Une des grandes perversions du néo-libéralisme consiste à faire croire à la possibilité de l'avènement de l'individu-roi, soucieux de son seul plaisir et mené par sa seule ambition comme si, miraculeusement, un principe harmonisateur suprême garantissait mécaniquement le bien-être de tous. L'actualité nous montre, pourtant, chaque jour l'effet inverse. Les réfugiés qui viennent frapper à la porte de nos nations, les enjeux d'équilibre écologique de la planète rappelés la COP 21 et les conséquences désastreuses de la seule logique du libre échange qui ont amené la grave crise que nous payons encore en constituent autant d'évidences.

« *Rien n'est moins sûr* », en effet, car rien n'est écrit d'avance, ni pour le meilleur qui n'est jamais une certitude sur laquelle nous pourrions nous reposer, ni pour le pire qui n'est jamais une fatalité à laquelle nous serions soumis. Sigmund FREUD nous a enseigné, il y a déjà longtemps*, comment l'homme était constitué fondamentalement par une double pulsion : l'une le pousse à la vie et à la création (Eros), l'autre à la mort et la destruction (Thanatos). Il ajoutait que les sociétés étaient construites sur une même dynamique et que rien ne pouvait laisser prévoir de la force qui triompherait. Sinon, à ce que chacun s'y attelle : l'avenir, ça ne se prédit pas, ça se travaille. Ces derniers mois ont vu cette « pulsion de mort » en actes aussi bien dans les actes meurtriers que dans la séduction sourde de certaines sirènes politiques prônant le conservatisme du repli et de la méfiance. Ils ont permis de montrer en même temps les ressorts collectifs de nos « pulsions de vie » : c'est sur ces dernières que nous devons nous appuyer en 2016.

2015 restera également l'année du grand changement politique local avec la constitution de notre nouvelle grande Région et l'élection du nouveau Conseil régional réuni autour de Carole DELGA. Félicitons cette dernière et ses colistiers de leur victoire. La nouvelle majorité a publié ses engagements de mandature : nous en avons joint les grandes lignes dans ce numéro nous réservant le temps d'une analyse et de propositions. Bonne et fructueuse année au Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées !

*dans « *Le malaise dans la culture* » (1931)

Février 2016, n°33 : *Sortir de logiques binaires et réductrices*



Le yin et le yang

Notre société est devenue une société du « pour ou contre » : pas de place entre les deux. Notre néo-culture libérale a ainsi choisi la simplification au lieu de la complexité. Elle s'est moulée dans la logique informatique où ce qui définit un signe n'est pas ce qu'il est mais ce qu'il n'est pas. Cette réduction manichéenne est à la source de dynamiques d'exclusion et rend impossible tout véritable débat démocratique. Elle favorise, de plus, la paresse de l'esprit plutôt que son intelligence.

Prenons deux exemples au cœur de notre actualité. Le premier est celui de la déchéance de nationalité : ne pas s'affirmer d'emblée « contre » vous classe automatiquement à droite, alors que la question est beaucoup plus complexe car elle fait appel aussi bien aux notions de « nation » ou de « constitution » qu'à des retours sur l'histoire de notre pays, sur sa création faite d'apports successifs et sur ses guerres mondiales ou coloniales. Le second concerne le débat sur le code du travail. À écouter les médias, les déclarations des hommes politiques et syndicaux ou les analyses « expertes » de certains politologues ou intellectuels il apparaît évident qu'ouvrir simplement une possibilité de sa révision ne peut qu'être le fait d'une pensée de droite.

Nous fonctionnons ainsi sur des « prêts à penser » politiques où la simple évocation de certains mots comme « nation », « autorité » sont délibérément abandonnés par des hommes de « gauche » au profit d'une droite qui, malheureusement, en profite pour tirer ces concepts vers leur sens le plus négatif. Le label de « gauche » est, de la même manière, accordé de façon aussi simpliste. Suffit-il d'être « frondeur » pour donner une garantie de gauche ? Est-ce que le seul fait de quitter le gouvernement introduit au titre d'homme ou de femme de gauche ?

Arrêtons de brader ainsi des pans entiers de la République à des schémas ainsi réducteurs au nom d'une droite ou d'une gauche qui seraient définis de façon sacrée sur de nouvelles tables de la loi promulguées par on ne sait quel dieu fondateur de la politique.

La pensée occidentale s'est longtemps structurée sur une référence dynamique dialectique : l'opposition entre deux termes ne se résumait pas à un combat stérile de la prééminence de l'un ou de l'autre, il accouchait d'un troisième terme qui permettait de créer une ouverture et un progrès dans le traitement de la question. Thèse et antithèse accouchaient d'une synthèse qui, elle-même, se retrouvait prise très rapidement dans une opposition dialectique à une nouvelle antithèse. En Extrême Orient, les principes contraires du « yin » et du « yang » ne constituent pas des champs radicalement séparés : ils sont, au contraire, complémentaires. Dans leur symbole (cf. illustration du dessus), la partie noire contient une partie blanche, et la partie blanche une partie noire. C'est l'interaction entre les deux qui est constitutive du vivant.

C'est un devoir pour un laboratoire d'idées que de se situer dans le champ de la complexité et de s'opposer à toutes les réductions nées aussi bien de la soumission idéologique que des aliénations consuméristes. C'est la volonté de Montpellier 2020 de continuer ainsi cette année. Nous avons choisi, notamment, de vous proposer des soirées Controverses permettant de véritables confrontations sur des

sujets au cœur de notre actualité. La première sur la réforme du Code du Travail. Une deuxième sur la transition énergétique et une troisième sur la dynamique associative comme élément fondamental de la construction sociale d'un vivre ensemble. Nous vous y attendons nombreux pour confronter nos idées.

Mars 2016, n°34 : Démocratie directe et démocratie représentative

L'actualité politique a remis au goût du jour les consultations directes qu'elles soient constitutionnelles comme les referendums, réglementaires comme les organisations de primaires pour les présidentielles ou hors de ces cadres définis comme les pétitions sur le net ou les sondages d'opinion. La réforme du code du travail introduit le referendum comme une possibilité à l'intérieur des entreprises. Le chef de l'État a annoncé le recours référendaire comme ultime étape décisive pour l'aéroport de Notre Dame des Landes. L'annonce du nouveau plan pour l'emploi a déclenché une énorme vague de signatures d'opposition au texte. Tous ces modes constituent des variations d'une même volonté : celle de faire entendre la voix des citoyens en lieu et place des représentants élus ou nommés qu'ils soient politiques ou syndicaux.



Dessin de BOSC, 1962 (j-m-bosc.com)

La coexistence de ces deux systèmes, représentatif et direct, n'est pas, cependant, sans poser de graves problèmes pour nos démocraties.

Le recours au sondage direct des opinions des français s'accompagne fatalement d'une dangereuse décrédibilisation des représentants légitimement élus. Certains diront qu'ils y prêtent bien le flanc : face à cette détérioration de nos institutions l'appel à une consultation directe est-il le meilleur remède ? Il en va comme de la poule et de l'œuf : l'affaiblissement de la confiance prêtée aux responsables politiques (ou syndicaux) entraîne une réaction de contournement de leur autorité par une expression directe ce qui ne fait qu'accentuer la faiblesse que l'on veut corriger.

Cette double référence autoritaire et décisionnelle a des conséquences directes qui ne peuvent être négligées.

Elle représente, d'abord, un coût économique considérable en cas d'annulation d'une réalisation déjà entamée de projets votés. Elle a également une conséquence indirecte de risque de stérilisation de tout projet. La France souffre déjà d'un temps de délai excessif entre celui de la décision et celui de la réalisation : à quelles calendes grecques renvoie-t-on tout projet qui ne remplit pas des critères de consensus ? Les aléas de la construction de la ligne TGV dans notre Région et de sa gare montpelliéraine dont on enregistre ces jours-ci de nouveaux rebonds en sont un exemple local direct.

Cet espace ainsi libéré entre élus et citoyens risque d'augmenter encore plus le pouvoir des technocrates et des experts seuls recours déclarés « objectifs » et des cabinets juridiques chargés de trancher les litiges. Aussi bien élus que citoyens sont alors perdants.

En essayant d'aller plus profondément, nous devons nous demander si cette appétence pour la consultation directe ne repose pas sur une croyance illusoire, celle de l'existence d'une « vérité innocente » qui naitrait naturellement d'une expression directe individuelle : tout tiers ne viendrait que la polluer.

Tout le monde reconnaît pourtant le poids des médias dans la détermination des opinions et l'influence des lobbys dans la fabrication de nos modes de pensée. Rappelons-nous la vente du « *temps de cerveau disponible* » revendiquée par le patron de TF1, Patrick Le LAY. La « pureté » du jugement du citoyen de base devient dans nos sociétés une dangereuse utopie, aussi vaine que l'existence d'un bon sauvage vierge de toute contamination sociale. L'histoire nous a suffisamment montré que le suffrage universel a amené bien des dictateurs au pouvoir et que les régimes totalitaires ont toujours pu s'enorgueillir d'un très fort taux de plébiscitation de leur leader.

Les questions soumises à referendum sont, par ailleurs, nécessairement binaires, donc réductrices : le citoyen ne dispose que du choix d'être « pour » ou « contre ». Elles se situent toutes dans la même logique qu'aiment à cultiver les tribuns démagogiques, celles du bien et du mal, eux se situant bien sûr du côté du Bien diabolisant ce qui n'est pas « leur ». Ces dynamiques manichéennes constituent toujours une voie royale aux dictatures. Imagine-t-on un seul instant que la décision de mettre fin à la peine de mort ou de légaliser l'avortement ait pu être décidée par voie référendaire ? Et pourtant tout le monde s'accorde à faire de ces deux décisions des avancées démocratiques capitales.

Ces recours directs, comme nous le disions en introduction, se veulent être des remèdes aux « maladies » de nos démocraties : elles d'en représenter un poison pire que le mal qu'ils entendent soigner en influant gravement sur les modes de gouvernance. L'une des qualités premières d'un responsable politique réside en son courage. La volonté de plaire à plus grand nombre ne fabriquera jamais que d'habiles stratèges soucieux de leur seul audimat qui ne se lanceront jamais dans un projet politique ambitieux fragilisant leur popularité. Pour affronter ce risque le dirigeant politique doit savoir déployer intelligence et pédagogie. Ces deux qualités sont à l'opposé de la soumission et ou de la tergiversation entraînées par des politiques abandonnées au vau l'eau des seuls aléas des opinions et des intérêts économiques : elles ne produisent que la stérilité de l'action politique, le désenchantement social et la tentation des sirènes démagogiques.

Deux questions encore.

Le recours aux scrutins référendaires, même s'il est inscrit dans la Constitution, est-il compatible politiquement avec les termes actuels de la Vème République ? On peut raisonnablement penser que non. Le Général de Gaulle a institué le referendum pour asseoir son autorité par-dessus les Chambres confondant ainsi le plébiscite avec la question posée : il a du même coup précipité sa chute. Actuellement, le recours référendaire cache l'inverse : un aveu d'impuissance et de manque de courage politique. Dans les deux cas il est le jouet d'un jeu stratégique qui pervertit son sens. Ce n'est pas pour autant que le referendum soit incompatible avec la démocratie : il convient seulement d'en aménager le mode. Si nous n'y attelons pas nous allons devant de graves dangers.

Dans une démocratie, il existe des alternatives entre le recours à l'individu et la démission dans les mains des représentants politiques : ce sont les groupements citoyens dont le mode associatif constitue une des formes les plus sûres. L'histoire de l'humanité a montré que l'individu seul est impuissant dans son affrontement au monde. L'individu n'acquiert sa force et ne peut développer ses capacités qu'en les liant à celles de ses frères humains. C'est le point de départ de toute société et de toute culture : ne l'oublions pas. Le néo-libéralisme promeut un retour à l'individualisme et fabrique des démocraties où chacun réclame tous les droits : qu'en est-il des exigences des devoirs qu'impose toute vie commune ?

Avril 2016, n°35 : Notre nouvelle Région en marche

Carole DELGA a présenté le 25 mars les États Généraux du rail et de l'intermodalité. Lancés le 21 avril ils doivent se terminer le 7 juillet date à laquelle CESER rendra ses conclusions. Le Conseil Régional donnera sa résolution finale en septembre. « *La mobilité est un enjeu majeur d'aménagement, d'équilibre et d'attractivité d'un nouveau territoire qui a la taille d'un pays* », avait déclaré la candidate et en avait fait l'un des grands axes de sa campagne. Plusieurs dossiers attendent les conseillers : citons la ligne LGV entre Montpellier à l'Espagne, la gare de la Mogère à Montpellier, la liaison Montpellier-Toulouse, le train jaune catalan, le TER à 1 euro et encore la ligne de nuit Paris-Toulouse-Cerbère.

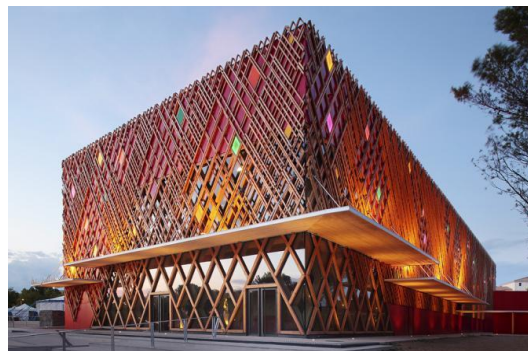
Nous avons évoqué la question dans « *Dessine-moi une région* ». Pour nous, la nouvelle dimension régionale impose une liaison plus rapide entre ses deux métropoles : il est inconcevable qu'elle mette plus de temps par le rail que par la route. De la même manière il est évident que Montpellier soit dotée d'une gare à la hauteur de la place nodale qu'elle occupe dans les échanges européens Nord/Sud et Est/Ouest. En même temps il est indispensable de garantir des échanges de proximité sur tout le maillage territorial : c'est la condition minimale pour entretenir un véritable tissu humain et géographique vivant. C'est dans cette ligne que semble se diriger Carole DELGA en déclarant vouloir s'assurer que le déplacement du trafic TGV vers la nouvelle gare de la Mogère amènera un désengorgement de la gare Saint Roch et permettra une augmentation de la navigation, restreinte aujourd'hui, des TER en gare de Montpellier Saint Roch. C'est l'ambition régionale pour les 50 ans à venir qui est ici en jeu.



FR3-régions

Le théâtre Jean Claude Carrière (domaine-do-34-eu)

Par ailleurs, la loi NOTRe n'a pas voulu trancher sur un certain nombre de compétences entre les Départements et les Métropoles. Leurs attributions sont laissées ouvertes à la négociation et doivent être décidées avant le 1 janvier 2017. Celles de la culture en font partie. Le président du Département et le président de la Métropole Montpellieraine ont tous les deux revendiqué une volonté de ne rien lâcher sur leurs prérogatives actuelles, notamment sur les équipements que le Département a installés sur le territoire de Montpellier. L'on peut comprendre le souci du premier de veiller à ne pas déposséder les communes du département d'équipements et de vie culturelle tout autant que la nécessité du second de donner une cohérence à la vie culturelle de la Métropole montpelliéraine en utilisant de façon complémentaire l'ensemble des équipements. Les deux ne doivent pas oublier que c'est l'argent des citoyens qui a permis la construction d'édifices et le développement de festivals qui leur appartiennent à eux en premier. Ils ne comprendraient pas des querelles de possession stériles pour l'avenir de la culture de tous. Nos élus doivent faire preuve d'intelligence dans un partage des attributions cohérent par rapport aux responsabilités politiques de chacun.



Théâtre Jean Claude Carrière à Montpellier

Un dernier mot enfin. Nous avons dû annuler au dernier moment notre soirée Controverses sur les « communautés d'action ». Yannick BLANC n'a pu se déplacer en raison de ses responsabilités : le ministre de l'intérieur a demandé, en effet, aux préfets de ne pas quitter leur département en raison de l'alerte créée par les attentats de Bruxelles. Nous en sommes naturellement désolés et espérons pouvoir reprogrammer la rencontre.

Mai 2016, n°36 : *Nuit debout*



La Nuit debout à Montpellier (liberation.fr)

« Sais-tu ce qui se passe là ? ».

Cette question posée au visiteur du site de la « Nuit debout » intrigue plus d'un français qu'il soit simple citoyen, responsable politique, intellectuel, journaliste ou même, syndicaliste. Les mobilisations créées par son collectif mettent en grande difficulté les responsables politiques partagés entre les nécessités du maintien de l'ordre républicain et la conscience que ce mouvement contient quelques vérités importantes pour l'avenir de notre démocratie. Né de la mobilisation contre la loi sur le travail, « Nuit debout » se revendique également des mouvements des Indignés et des manifestations espagnoles de Podemos tout en jetant un clin d'œil à Mai 68. Le collectif entend résolument tourner le dos aux organisations, partis politiques, syndicats ou autres et privilégier les débats sur la société plutôt que les stratégies politiciennes : *« ni entendues ni représentées, des personnes de tous horizons reprennent possession de la réflexion sur l'avenir de notre monde. La politique n'est pas une affaire de professionnels, c'est l'affaire de tous. L'humain devrait être au cœur des préoccupations de nos dirigeants. Les intérêts particuliers ont pris le pas sur l'intérêt général. Chaque jour, nous sommes des milliers à occuper l'espace public pour reprendre notre place dans la République. Venez nous rejoindre, et décidons ensemble de notre devenir commun »*. Telle est l'invitation lancée sur leur site.

Né à l'occasion de la loi dite El Khomri, le mouvement agrège les mouvements écologistes récents ou les mobilisations créées autour de l'immigration. Il témoigne des capacités nouvelles de mobilisation créées par les réseaux sociaux. Conscient de la fragilité de ce qu'il entend défendre face aux organisations politiques constituées ou aux centrales syndicales engagées dans des luttes très précises, il essaie de défendre sa spécificité dans le paysage politique de notre pays. Quitte à ce qu'Alain Finkielkraut essuie quelques outrages ou que Philippe Martinez soit obligé d'attendre deux heures avant de disposer du micro.

Le collectif reste fragilisé par les risques de débordements violents : c'est là que réside sans doute son talon d'Achille. Il est difficile d'endiguer la brutalité de comportements individuels ou de se prémunir contre des actions de groupes organisés. La crédibilité de son mouvement est en jeu : la sympathie qu'il suscite pourrait vite basculer dans le rejet et l'appel à l'autorité répressive gouvernementale ; certains leaders de l'opposition ne s'en privent pas empruntant déjà le vocabulaire gaulliste de 1968. La marge de manœuvre est étroite pour chacun, qu'il soit militant de la « Nuit debout », responsable politique ou syndicaliste. Cependant, quel que soit son devenir, le collectif de la « Nuit debout » constitue déjà pour

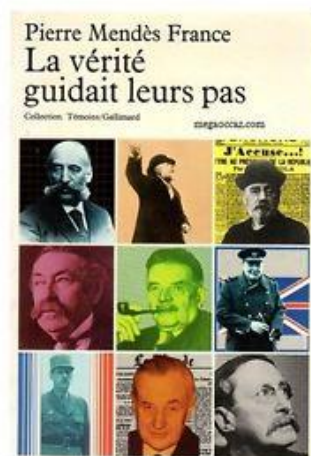
nous un rappel démocratique salutaire et indispensable en refusant le néo-libéralisme tel qu'il se déploie au plus intime de nos vies et l'individualisme sauvage qu'il entraîne.

Jun 2016, n°37 : Politique et stratégie : la stratégie peut-elle remplacer le projet politique ?

« Changez vos stratégies et tactiques, jamais vos principes » René CHAR

Montpellier 2020 a toujours eu à cœur de placer la stratégie au centre des préoccupations et des actions de notre laboratoire d'idées. C'est cette exigence qui guide nos travaux et sous-tend l'élaboration de nos propositions pour notre nouvelle Région : quelles stratégies pour quelles ambitions voire quels défis ?

Malheureusement nous assistons à une dérive politique actuelle où nos dirigeants semblent considérer que la stratégie pourrait se constituer en seule fin à elle-même. Beaucoup d'analystes condamnent à ce titre l'action de notre Président de la République, François Hollande : ils le soupçonnent d'être guidé par des seuls intérêts stratégiques et d'entraîner ainsi le pays dans les méandres obscurs des aléas de ces jeux et enjeux. De la même manière les actions menées par les appareils syndicaux qu'ils soient ouvriers ou patronaux apparaissent pour beaucoup inspirées par des mécanismes complexes de stratégie de rapports de force, de comptage mutuel des militants laissant loin en arrière-plan la finalité invoquée : la loi de travail.



Une stratégie se définit à un double niveau : celui d'une élaboration d'actions et d'opérations et celui d'une définition de but recherché. C'est cette absence de définition claire du but qui crée le malaise actuel de notre société face aux soubresauts sociaux et difficultés économiques qu'elle traverse. Lorsque les mécanismes stratégiques prennent le pas sur la finalité visée nous risquons d'aboutir à une dérive stérile. Le « stratégisme » devient alors à la politique ce que la bureaucratie est à l'organisation : une force d'inertie et de conservatisme face au changement.

Une stratégie ne peut suffire à elle seule à définir une politique : elle suppose une pédagogie qui explique et clarifie les buts que l'on se fixe. Or force est de constater la pauvreté de nos responsables actuels dans ce domaine. Expliquer la loi travail, par exemple, ne doit pas consister dans la simple énumération des mesures et des articles réglementaires : cela doit consister à également en montrer la cohérence et la finalité. Sinon il est évident que l'on se heurtera toujours à des replis de crainte par rapport au changement. Ne pas se soumettre à cet effort pédagogique ne peut qu'amener à penser que nos dirigeants nous cachent quelque chose ... ou, pire, qu'ils ne savent pas où ils vont et naviguent au gré des flots et des vents.

Pour beaucoup Pierre Mendès France incarne la figure du dirigeant politique qui a su se soumettre à cette exigence d'explication de l'action à laquelle il invitait les citoyens. Il n'en a pas toujours été

récompensé dans de son vivant mais il savait que cette exigence s'appelle aussi le courage. Il ouvre son ouvrage d'hommage à une dizaine d'hommes politiques, « *La vérité guidait leur pas* », par cette phrase de Saint Just : « *Pour fonder la République, il faut la faire aimer* ».

Peut-être est-ce à ces valeurs qu'il conviendrait de convier nos responsables. Le courage entraîne le respect. L'amour, l'adhésion dans la fraternité. N'est-ce pas ce qui manque cruellement aujourd'hui ? Le désintérêt de la chose publique ne peut qu'amener le repli vers les seuls intérêts individualistes. S'ils s'y ajoutent les attitudes de peur, l'attrait pour les discours flatteurs extrêmes est proche. Notre démocratie serait alors en grand danger.

Juillet 2016, n°38 : *Festival, culture, euro et sports*



Réunion de famille, Frédéric BAZILLE

Les mois de juin et juillet sont l'occasion annuelle du déroulement de nombreux festivals et autres manifestations : ils vont parcourir les planches de nos théâtres, les cimaises de nos musées, les pelouses de nos stades, les cours et les jardins de nos monuments, sans compter les grands rendez-vous télévisuels sportifs nationaux et internationaux. Ils nous permettent, à chaque fois, de mesurer les fossés qui séparent ces événements et leurs acteurs (professionnels ou amateurs) pourtant tous regroupés sous les mêmes rubriques médiatiques. Les comédiens amateurs du « Juin le plus long » de Montpellier permettaient ainsi de régaler les spectateurs de leur « *12 hommes en colère* » pour la somme modique de 3 euros. Les places du Printemps des Comédiens commençaient à 10 euros, voire moins, mais pouvaient atteindre 80 euros pour Zingaro à Béziers. Avignon propose ses meilleures places dans la Cour d'Honneur pour ses « *Damnés* » avec les comédiens du Français à 38 euros. C'est proche de l'échelle des tarifs du Festival de Radio France de Montpellier dont les places s'échelonnent de 10 à 45 euros. Par contre il vous en coûtera jusqu'à 150 euros pour aller écouter Eddy Mitchell à Juan les Pins et 270 pour assister au « *Così fan tutte* » d'Aix en Provence. Si nous ouvrons la porte vers le sport et ses coulisses le curseur franchit un autre saut : comptez au moins 200 euros pour aller à Marseille voir France-Allemagne et jusqu'à 800 pour la finale. Sans oublier la prime de licenciement de 22 millions d'euros qui semble promise à Laurent Blanc : elle est passée quasiment inaperçue ou « normale » en plein débat sur la réforme du code du travail !

En tous cas, ne boudons pas notre plaisir de montpelliérain : Frédéric Bazille au musée Fabre, « *Terminal P* » à la Panacée, Barthélémy Togu à Sainte Anne, Elina Brotherus au Pavillon Populaire, pour ne citer que quelques expositions (dont les trois dernières, il faut le souligner, sont gratuites). Le printemps des Comédiens cède sa place au Festival de la danse qui, lui-même, sera suivi de celui de Radio France avec ses concerts gratuits et disséminés sur le territoire de la Métropole.

Nous avons évoqué, dans notre premier « Sursaut » combien la culture « mosaïque » qui animait notre ville nous paraissait un fondement identitaire profond de notre ville. Certains prônent actuellement le regroupement de l'ensemble de ces manifestations sous un label unique de « Festival de Montpellier ». Nous n'aurions probablement pas grand-chose à y gagner mais beaucoup plus à perdre. Une image mosaïque donne une idée bien plus riche de notre vie culturelle car plus diversifiée, elle assure une

meilleure visibilité et attire un public plus divers. Une manifestation unique risquerait vite d'être une proie médiatique et économique plus facile se jouant au détriment des initiatives locales : regardons les succès inattendus du FISE ou du festival des fanfares



Nous assistons actuellement à la lutte sourde que se livrent le Département et la Métropole sur le partage des compétences en matière de culture. Espérons que c'est cet esprit « mosaïque » qui présidera à son dénouement : personne n'y gagnerait s'il s'agissait d'une inféodation d'appartenance jalousement revendiquée par les uns ou les autres. Les enjeux entraînent souvent les acteurs à jouer vers le bas dans une défense de près carrés plutôt que vers le haut dans une conjugaison de ressources et de forces. Les citoyens s'y trouveraient de toute façon pris en otage. Ils souffrent déjà suffisamment du fait qu'à l'aube d'une nouvelle saison théâtrale tant d'obscurités pèsent sur les programmations et les directions du Centre Dramatique National ou du théâtre Jean Vilar. La démocratie a d'autres exigences de clarté dans les choix culturels de programmes et de nominations surtout lorsqu'elles concernent l'utilisation de l'argent public.

Août 2016, n°39 : *Dur mois de Juillet*

Il est des moments où les mots semblent impuissants à dire : ce sont pourtant les instants de l'urgente nécessité de savoir les trouver car ils constituent pour chacun de nous dans notre humanité. A condition, bien sûr, de savoir ceux qu'il convient d'employer. C'est la leçon que nous ont laissée les témoins de la Shoah dont il est question à la fin de cette Lettre dans un hommage à Elie WIESEL.

Comment donc parler des scènes de violences effrayantes qui ont jalonné ce mois de juillet 2016, à Nice le jour de la fête nationale, mais aussi chez nos voisins allemands, en Floride ou au Japon, sans oublier Bagdad, Daka, Médine, Hassaké et les autres pays d'Afrique et du Moyen Orient ? On compte au moins 700 victimes d'attentats pour ce seul mois dans le monde.

Comment trouver les mots sans tomber dans le dévoiement indigne de la récupération dans des basses querelles politiciennes ou dans l'obscénité des surenchères médiatiques ?

De la même manière, faut-il tout dire ? Faut-il tout montrer ? Nos démocraties doivent savoir répondre à ces questions.

Enfin, comment se reconnaître dans cette complexité d'actes meurtriers mêlant militants actifs de la cause djihadiste, « convertis » de la dernière heure, personnalités complexes aux motivations souvent purement individuelles ?

Le psychiatre et anthropologue Richard RECHTMAN essaie de répondre à ces questions dans un entretien sans concession proposé par l'hebdomadaire TELERAMA de cette semaine (n° 3472). Nous devons d'abord, selon lui, savoir inverser la façon même de nous interroger. Plutôt que de chercher à « *savoir pourquoi ces gens sont capables de commettre ces actes* » il convient de se demander « *pourquoi ils s'imaginent obtenir, grâce à leur forfait, une célébrité que rien ni personne ne peut leur offrir si ce n'est nous-mêmes, et surtout les politiques et les médias* ». Cette « *jouissance narcissique post mortem* » est centrale dans la motivation de beaucoup de ces actes de meurtriers individuels. Elle

rejoint exactement la stratégie de Daesh qui cherche, grâce à l'utilisation de toutes les chaînes de fonctionnement médiatique, à donner une ampleur démesurée à ces actes qu'elle commande directement ou indirectement. L'organisation islamique se donne ainsi une force et une aura qu'elle n'a pas dans la réalité. Elle réussit en même temps son objectif premier, celui de mettre en morceaux le lien collectif et les valeurs qui font la force de nos démocraties.



Plantu : leinevie.fr

Cette analyse amène RECHTMAN à suggérer que « *les responsables politiques décrètent l'anonymat obligatoire de tout auteur d'atrocités, l'interdiction de diffuser ses images, ou tout renseignement sur son identité ... bref de classer secret-défense tout ce qui concerne les personnes commettant ces attentats* ». La démocratie exige un libre accès à l'information, notamment sur le déroulement et les conséquences de ces crimes : il doit être protégé. Mais la démocratie impose tout autant l'interdiction de la divulgation d'informations susceptibles de mettre en danger la population. Or, cette médiatisation outrancière et inutile (à quoi sert de connaître le détail de la vie de ces personnes à qui on offre la une de nos moyens d'information ?) encourage d'autres mises en acte en créant « *le terreau nécessaire à la naissance de dizaines d'autres candidats à la gloire* ». Elle donne, en prime, victoire à ceux qui cherchent à travers ce climat terroriste de mettre à bas nos sociétés en installant méfiance, peur et haine.

Une réponse plus lointaine réside dans l'analyse lucide de nos sociétés. La barbarie de ce terrorisme renvoie, en miroir, celle de la violence de nos sociétés néo-libérales. Ce sont elles qui, inexorablement depuis des années, ont lentement désagrégé le tissu de nos liens collectifs au profit du seul individu et de sa réussite. Elles ont livré ainsi des sociétés poreuses et fragiles face aux coups de boutoir répétés de ceux qui ont décidé de détruire nos cultures et nos « vivre-ensemble ». Nos représentants institués par les jeux démocratiques de nos institutions ne remplissent malheureusement pas leur fonction de rempart contre ces attaques et de garantie de valeurs républicaines. Là où l'on attendrait de la grandeur dans leurs interventions on ne trouve malheureusement que mesquinerie et défenses peureuses de petits prés carrés dont la seule ambition semble se mesurer à l'échéance présidentielle. La population montre souvent dans le temps qui suit l'accomplissement de ces actes barbares une solidarité spontanée et une dignité dont on aimerait bien que nos responsables politiques s'inspirent. C'est le sens de l'appel lancé par nos amis nîmois de TPNA : nous l'avons relayé dans nos colonnes.

Septembre 2016, n°40 : La République des sondages

Apprêtons-nous à l'approche des échéances présidentielles à être envahis par des pluies de sondages se déversant sur nos têtes républicaines aussi sûrement que les ondées orageuses de nos épisodes cévenols. Le dernier en date est celui de l'Ifop publié dans le dernier « Journal du dimanche ».

Il nous annonce que 85% de français ne souhaiteraient pas que François Hollande se représente : 59% chez les sympathisants PS, 81% chez ceux d'EELV et 86% au Front de Gauche. Ce chiffre rejoint celui

de 1974 après une légère embellie à 78% en 2015 et un nouveau glissement à 80% l'an dernier. En même temps 74 % des personnes interrogées pensent que François Hollande sera quand même candidat à sa propre succession. Ils n'oublient probablement pas que les 8% dont il était crédité à quelques mois des échéances de la dernière présidentielle ne l'avait nullement empêché de candidater aux primaires pour la suite que l'on connaît.



leilamarchand.word

A la question « Seriez-vous prêt à voter pour telle personnalité si elle était candidate à l'élection présidentielle ? » les sympathisants de gauche plébiscitent Jean-Luc Mélenchon (41 %) devant François Hollande (36 %), Manuel Valls (34 %), Arnaud Montebourg (32 %), Emmanuel Macron (28 %), Benoît Hamon (25 %) et Cécile Duflot (21 %). Malgré tout, c'est François Hollande qui arrive en tête (46 %) du classement de la personnalité que l'ensemble des Français souhaiterait voir désignée comme candidate du PS à la présidentielle.

Du côté des Républicains, Alain Juppé arrive toujours en tête avec 37 % en tête du classement des personnalités de droite et du centre que les Français souhaiteraient voir remporter la primaire de droite. Le maire de Bordeaux devance Nicolas Sarkozy (31 %), Bruno Le Maire (13 %), François Fillon (10 %), Nathalie Kosciusko-Morizet (5%) et Jean-François Copé (1 %).

Conclusion : un sondage doit toujours se lire en termes de relativité. D'une part, une réponse à un item est souvent corrigée par une autre. D'autre part, un sondage ne constitue qu'une photo à un moment donné de la même manière que nos iPhone ou autres téléphones mobiles fixent nos selfies à un instant précis.

Il n'en reste pas moins que les sondages sont des façonneurs d'opinion ; il faut bien être conscient. C'est là qu'ils peuvent jouer de façon dangereuse avec la marge de nos règles démocratiques. Ils peuvent ainsi encourager par incidence la désertion des électeurs au nom d'un « à quoi bon se déplacer si les jeux sont faits ! ».

Journaux, télévisions et radios, toujours à l'affût du scoop, mesurent à travers les sondages le plus souvent les seuls effets « miroir » des fluctuations d'opinion qu'ils engendrent eux-mêmes à travers leurs choix d'orchestration de telle petite phrase ou de telle anecdote. Sans compter les réseaux sociaux et la résonance à l'infini que peut créer un simple tweet maladroit (ou au contraire le plus souvent, très adroit). En football on appelle cela le « marquage à la culotte » : cette stratégie aboutit à des jeux le plus souvent stériles, ennuyeux et destructeurs. Les citoyens sont en droit d'exiger plus de grandeur, d'inventivité et d'ambition.

Octobre 2016, n°41 : Faire vivre un laboratoire d'idées, un projet ambitieux mais difficile

retrouver pour mettre en commun leurs compétences afin d'être acteur de la vie de leurs territoires. Ils ne se situent pas contre les politiques : ils sont à côté. Ils ne leur servent pas davantage de réservoirs

d'idées : ils constituent des forces de propositions. Ils jouent ainsi de leurs positions différentes par rapport à celle des élus dans la vie politique et sociale.

La forme associative de leur regroupement garantit la transversalité et l'égalité des liens entre les membres et transcende les écarts d'origine sociale, de situation économique et de positions générationnelles. Elle garantit également la transparence et l'indépendance financières. C'est ainsi que Montpellier 2020 est né en juillet 2011 (date de sa déclaration officielle) à Montpellier à l'initiative de quelques citoyens et y poursuit son action locale à travers des manifestations publiques et des publications. Outre sa Lettre mensuelle qui atteint désormais son 40^e numéro, MP2020 a également rédigé quatre ouvrages autour de propositions concrètes pour notre Métropole, pour la Région et pour la vie politique.



Stand de Montpellier 2020 à l'Antigone des associations

Il est évident qu'il n'est pas facile de faire vivre de tels laboratoires d'idée. Ils sont portés par une éthique de totale neutralité et donc de refus d'inféodation à une appartenance partisane. Ils « détonnent » ainsi dans un paysage national préférant les simplifications binaires à la complexité des choses, renforcées par un monde médiatique avide d'informations susceptibles de faire le « buzz » et donc d'assurer leur audience. Nous avons pu le mesurer à nouveau à la dernière Antigone des associations. Comme chaque année, de très nombreuses personnes viennent nous y rencontrer. Elles sont souvent avides de discussion ou simplement curieuses de notre action. Invariablement survient à un moment ou un autre la question de notre appartenance politique comme si un engagement associatif comme le nôtre ne pouvait qu'être inféodé à une appartenance politique partisane. Depuis sa naissance, d'ailleurs, MP2020 est attribué à telle ou telle personnalité politique et ainsi prise dans le piège du « si tu es pour un tel, tu es contre moi ». Ce constat car il témoigne de l'incapacité de nos concitoyens à imaginer les choses en dehors des réductions d'appartenance et d'aliénations de pensée partisane. Le refus de répondre à cette assignation entraîne un lourd tribut, celui du désintérêt pour notre action.

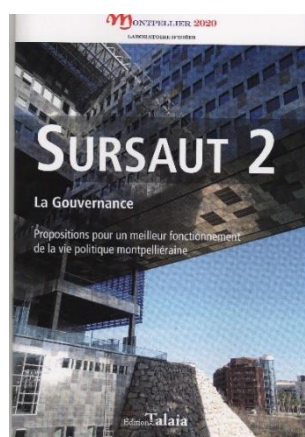
C'est ce mal qui, précisément, menace très dangereusement notre vie politique. Nous sommes tous les jours pris à témoin des dynamiques autodestructrices de nos partis politiques démocratiques à coups de querelles intestines rendues publiques et de déferlements de tweets assassins. L'institution d'élections primaires, initiative louable à son origine, devient un piège dangereux pour l'exercice du pouvoir politique car il mine dangereusement la crédibilité du candidat avant même qu'il ne soit élu. Force est de constater que François Hollande aura été poursuivi pendant tout l'exercice de son mandat par les griefs forgés par ses « frères » pendant la primaire, les « frondeurs » ne semblant pas avoir saisi que la primaire était finie. L'opposition, de son côté, n'a eu qu'à bondir sur l'aubaine et reprendre à son compte les critiques prononcées par son propre camp. Elle n'a cependant peut-être pas conscience qu'elle est entraînée dans le même piège : quel que soit son candidat retenu en final, il trainera la casserole de toutes les attaques qui lui auront été destinées durant la primaire. Les partis se sabordent eux-mêmes ainsi en n'assumant plus eux-mêmes le choix d'un candidat. La constitution de notre République y perd dans le même temps sa crédibilité : les primaires constituent un pré-vote enlevant toute son importance au vote final et démobilisent le citoyen qui a l'impression que les choses sont déjà

jouées. Les primaires entreprises au nom de la démocratie font finalement le lit des candidats qui la méprise : ils n'ont plus qu'à jouer de toutes les ficelles de la démagogie et du cynisme politique. Ce désintérêt croissant des citoyens pour la classe politique et leur méfiance envers leurs élus et les institutions républicaines touche par ricochet l'action que mènent les laboratoires d'idée. On ne peut les imaginer indépendants des jeux politiques et donc, comme eux, ils n'ont plus de fiabilité. Pourtant ils constituent une des meilleures sources de redynamisation de la vie politique.

Novembre 2016, n°42 : Exigences éthiques et vie politique, une salubre initiative de deux de nos parlementaires

La campagne des présidentielles est d'ores et déjà lancée et relance avec insistance la question de la confiance des citoyens envers leurs représentants politiques. Seuls Marine Le Pen et Alain Juppé dépassent régulièrement les 20% d'intention de vote, les autres candidats stagnent autour des plus ou moins 10%.

Pour justifier le désamour qui se glissent entre eux et la population les politiques invoquent facilement leur impuissance face aux crises économiques ou aux contraintes européennes : elles désenchanteraient les citoyens et mineraient la confiance qu'ils pourraient leur porter. Au lieu d'insister sur leurs zones d'impuissance ils feraient mieux de s'atteler à celles où ils ont toute possibilité et liberté d'intervenir : il s'agit de celles concernant les règles de gouvernance. Ce serait le plus sûr moyen de réparer cette méfiance qui se creuse entre les citoyens et eux et de se donner ainsi une meilleure efficacité dans leur action politique aussi bien nationale qu'internationale.



C'est pour cette raison qu'il faut saluer l'initiative de la députée Fanny DOMBRE-COSTE et du sénateur Henri CABANEL de présenter deux propositions de lois pour obliger tous les candidats à une élection, présidentielle comprise, à avoir un casier judiciaire vierge. Ils ont défendu leur texte au club de la presse de Montpellier le 24 octobre. Cette obligation concerne aussi bien les élections locales que les législatives, sénatoriales et présidentielles.

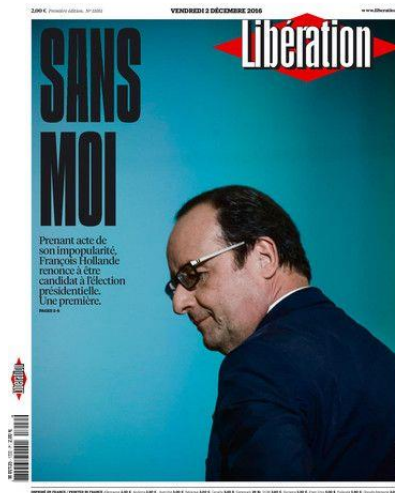
Cette proposition rejoint celle que nous demandions déjà dans « Sursaut 2 », notre ouvrage sur la gouvernance : « *toute personne mise en examen ou, pire, écrivions-nous, condamnée est mise de facto hors de toute vie politique et de toute responsabilité, qu'il soit élu, responsable politique, premier secrétaire de parti, etc.* ». Rappelons, à l'occasion, qu'Henri Cabanel s'était imposé de lui-même la règle de non-cumul des mandats, dès novembre 2014, en démissionnant de son poste de conseiller général lorsqu'il est devenu sénateur.

Nos propositions de « Sursaut 2 » étaient simples : elles concernaient le nombre de mandats successifs et de leur cumul ainsi que les exigences d'éthique, d'efficacité et de transparence qui devaient accompagner leur exercice. Elles ont d'ailleurs été fréquemment évoquées dans notre dernière journée de Narbonne dont vous trouverez un compte-rendu ci-dessous. Leur mise en place ramènerait à coup sûr la confiance envers notre vie démocratique. Leur décision n'incombe qu'à nos élus puisque ce sont

eux qui ont la charge de faire les lois. S'ils ne le font pas, ils ne peuvent le justifier au nom de contraintes venues du dehors. C'est seulement une question de courage et de dépassement des seules visées de protection et maintien des intérêts individuels. Surtout qu'ils n'ont pas toujours montré la même absence de zèle dans le sens inverse. Le nouveau Conseil Départemental de l'Hérault s'est empressé de voter une augmentation de 8% des indemnités de ses conseillers dès le lendemain de leur élection et l'Assemblée Nationale est revenue sur l'intention première de la loi de limiter le nombre de Conseillers des nouvelles Régions à 150 (l'Occitanie en a ainsi 158).

Ces questions de gouvernance sont étrangement absentes des engagements des candidats à la présidentielle ... sauf chez Nicolas Sarkozy qui entend revenir sur une première interdiction de cumul des mandats décidée en janvier 2014 et devant se mettre en place en janvier 2017 ! Toutes les enquêtes montrent pourtant que les français y sont favorables dans des proportions allant de 75 à 91% !

Décembre 2016, n°43 : Novembre 2016, *le mois de toutes les surprises*



Au moment de clore ce numéro, le Président François Hollande a annoncé qu'il ne briguerait pas un second mandat. L'information est tombée comme l'apothéose d'un mois de novembre qui a donné le tournis à tous les prévisionnistes et experts en politique.

Donald Trump a remporté les élections américaines. Les médias se sont beaucoup attardés sur l'homme, son atypie et ses outrances. Considérons surtout qu'il s'est trouvé une majorité d'américains pour voter pour lui et se reconnaître dans les promesses de son programme. Qu'ils déchantent demain est une autre chose : prenons en compte les attentes révélées.

On a souvent tendance à considérer que les votes de nos démocraties seraient des votes de rejet avant d'être des votes d'approbation. Lourde erreur qu'a sans doute payé cash notamment François Hollande dans l'exercice de son mandat. Son élection n'était pas due au seul rejet de Nicolas Sarkozy. Elle contenait des attentes qui ont sans aucun doute été sous-estimées. Des changements politiques au contact de la réalité économique et politique ne sont pas déshonorants : il est, par contre, indispensable de les expliquer. Malheureusement la communication tient trop souvent lieu de pédagogie. Un président doit être un guide et un éclairer.

C'est pour cette raison que le vote en faveur de Fillon aux primaires de la droite doit être considéré comme un vote d'approbation. Nicolas Sarkozy a, il est vrai, été rejeté par sa propre famille dans des proportions humiliantes pour un ancien président de la République et secrétaire de son propre parti, mais le second tour a confirmé le premier avec l'adoption par les 2/3 des votants du programme qui leur était présenté.

Les républicains se sont félicités du succès de leur primaire : 4 millions et demi de votants ! ... Ils oublient qu'il y a 5 ans le même éloge était adressé à la gauche. A tel point qu'ils ont voulu reprendre le modèle : mais n'ont-ils pas remarqué que les ennuis commencent après ? Réussir une primaire est une chose : réussir un mandat présidentiel en est une autre. Les animosités réveillées lors des primaires ne s'éteignent pas si vite : la fronde veille. Les argumentaires négatifs déployés entre eux par les candidats ressurgissent dès que les premières difficultés apparaissent dans l'exercice du pouvoir.

On peut penser que les primaires contiennent en leur sein les ferments de la mort des partis. A quoi servent les militants s'ils sont dépossédés de leur voix pour les choix les plus importants ? A quoi servent leur intelligence si elle est mise au service d'argumentaires d'écuries présidentielles au lieu d'enrichir un programme élaboré collectivement ? Le choix de laisser des primaires ouvertes décider d'un candidat aux présidentielles est un choix de faibles.

Dernière leçon qui peut être tirée dans ce rapprochement entre les élections américaines et les nôtres : les « institués » des appareils n'ont pas le vent en poupe. Ils se voient préférer des nouvelles figures, parfois très atypiques. Hillary Clinton, femme d'appareil par excellence et donnée unanimement favorite : out au profit d'un homme d'affaire populiste ! Nicolas Sarkozy, ancien président, premier secrétaire de son parti : sorti au premier tour avec à peine 20% des suffrages de son propre camp au profit de son discret et soumis ancien premier ministre ! François Hollande, président en exercice : conscient qu'il n'arrive pas à réunir sa propre famille politique, il préfère se retirer plutôt que d'être un agent de clivage supplémentaire. Au profit de qui ? Il est bien hasardeux de le dire. Finalement, la seule « vieille figure » à se maintenir malgré ces avertissements, c'est Marine le Pen.

Avouons-le, l'horizon est triste. D'un côté nous trouvons deux candidats d'une droite avec un grand « D », l'une extrême qui adoucit son programme, l'autre, à l'inverse, qui l'extrémise. De l'autre nous assistons, effarés, à l'émiettement d'une gauche en voie d'atomisation entre les nostalgiques d'une référence qui n'existe plus et ceux qui essaient désespérément de marier la modernité aux valeurs qui ont fondé leurs choix premiers.

Qui aura le courage de rappeler haut et fort que les ambitions individuelles doivent, à un moment, céder devant les exigences du « bien commun », la « res publica », c'est-à-dire, la République ?

2017

Janvier 2017, n°44 : *Allumons chacun notre bougie*

L'année 2017 qui s'ouvre sera, sans conteste, une année capitale pour notre pays et pour le monde. Elle verra d'importants changements dans la gouvernance de multiples pays qui résonnent comme autant d'interrogations. Que réservent les USA de Trump ? L'Allemagne reconduira-t-elle sa chancelière à la tête de son gouvernement ? Quels effets aura le brexit anglais s'il est entériné ? Qui pour succéder, en France, à François Hollande ? Avec quelle Chambre gouvernera-t-il ?



Si les occupants de certains sièges bougent, d'autres continueront à être bien assis sur le leur, ce n'est pas sans poser quelques problèmes. Où s'arrêtera la volonté d'influence de la Russie de Poutine ? Quel avenir pour la Syrie si Bachar-el-Assad reste à sa tête ? Quelle stratégie intérieure et extérieure continuera de poursuivre la Turquie d'Erdogan ?

Face aux inquiétantes volontés des nouveaux maîtres du monde, que va peser l'ONU et son nouveau Président ? Comment arriver à convaincre que le droit de veto constitue le principal frein à l'instauration d'une véritable autorité internationale ?



L'année 2017 verra notre pays renouveler sa présidence, son gouvernement et son assemblée nationale.

Cette échéance entraîne, elle aussi, une multitude de questions. Les primaires de la gauche réussiront-elles à mobiliser au mieux un million de français ? Peut-on imaginer sérieusement que le candidat qui en sortira vainqueur arrivera à rallier ses adversaires s'ils continuent à s'opposer de façon aussi radicale et manichéenne ? Quel avenir pour un parti socialiste devenu totalement ingouvernable et illisible ? A quelle réalité politique correspond la fétichisation actuelle des références « gauche/droite » ? Ne sont-elles pas des modèles totalement dépassés ne servant qu'à renforcer les conservatismes des politiques en place ?

Les réponses que nos démocraties sauront apporter à ces questions seront capitales si l'on ne veut pas que notre monde continue à ne profiter qu'aux cyniques et aux nantis. Sinon l'on risque de voir la pauvreté et la précarité s'étendre encore plus entraînant leurs lots de violence, de migrations sauvages et de désespoir.



Comment faire concrètement pour que 2017 déjoue ces sombres prévisions ? Faisons nôtre le conseil de Lao Tseu : « *Mieux vaut allumer une bougie que maudire l'obscurité* ». Beaucoup d'entre nous maudissent l'état de notre monde et la dégénérescence de nos structures sociales et politiques. Ils restent cependant dans la position stérile du désespoir individuel, de la récrimination impuissante voire de la violence aveugle. Et si l'on décidait d'allumer nos bougies et de les mettre ensemble ? Si nous arrêtons.

de subir et décidions d'agir chacun à notre humble niveau ? Alors nous retrouverons, c'est certain, la force et la fraternité pour aider nos sociétés à retrouver leur humanité.

Allumons chacun notre bougie et mettons-les ensemble !

Bonne année 2017 !

Février 2017, n°45 : Attention danger !



Notre dernier éditorial s'ouvrait sur un certain nombre d'inquiétudes à l'aube de 2017. Le moins que l'on puisse dire c'est que le mois de Janvier n'a rien fait pour les atténuer. Le président des Etats Unis,

Donald Trump a pris, dès son entrée au pouvoir, des mesures constituant une injure à nos démocraties tant par la forme que par le fond. Le Président de la Turquie entend faire adopter à son pays une réforme constitutionnelle remettant gravement en question la séparation des pouvoirs. L'hyperprésidentialisation qu'elle autorise rejoint celle déjà mise en place par son voisin, Vladimir Poutine. Elle constitue le refrain fredonné en sourdine par tous les leaders extrémistes : la nécessité d'un pouvoir fort pour protéger les faibles citoyens. Cette tentation autoritariste et de recours aux extrêmes s'accompagne de la montée des replis nationalistes et pousse à l'édification de « murs » de protection contre toutes les « invasions étrangères ». Chacun sait, pourtant, que ce sont des politiques illusoires et stériles dont le siècle dernier a payé chèrement le prix.



Face à ces tensions nouvelles, il est urgent que les pays d'aspiration démocratique s'entendent sur l'urgence et la nécessité de s'accorder et de s'unir. Les nations d'Amérique du Sud l'ont compris : elles appellent le Mexique à renforcer leurs liens plutôt que de rester dans une ALENA qui les aliène aux USA. La force des pays européens réside dans leur union durement mise à mal ces derniers temps par l'élargissement de leurs membres et la crise économique. Nous fêterons en mars les 60 ans du traité de Rome : cet anniversaire doit être l'occasion de consolider l'union entreprise alors. Nous ne pouvons plus nous contenter de la constitution d'un simple marché d'échange économique dont nous mesurons chaque jour les fragilités et les limites. Nos dirigeants doivent désormais porter une ambition d'harmonisation sociale, d'équilibre fiscal et de force militaire. C'est la seule réponse aux tentatives de déstabilisation encore réitérées par Donald Trump récemment tentant de récupérer les bénéfices du BREXIT avec la complicité de la nouvelle chef du gouvernement anglais et aux volontés expansionnistes de Vladimir Poutine.



La réponse réside également dans le fonctionnement interne de nos démocraties. Notre République française a un besoin urgent de se redonner de nouvelles règles de gouvernance, ne serait-ce que pour retrouver une crédibilité. Les « affaires Fillon » en constituent une dernière illustration. Nous devons redéfinir les règles de la mandature de nos élus : cumul, nombre de mandats successifs, statut. Il nous faut stopper l'opacité entourant certains aspects de l'exercice de leurs mandats. Le gouvernement sous la présidence de François Hollande a commencé ce travail : transparence des avoirs des élus et non cumul de mandat. La volonté aveugle de certains à mettre tout le bilan du quinquennat au négatif ne doit pas renforcer ces résistances car, ne nous leurrions pas, ces mesures n'enchantent pas les politiques ; il suffit de voir la pression d'un grand nombre pour les annuler. Les primaires se sont bien gardées d'ailleurs, aussi bien à gauche qu'à droite, d'aborder ces questions avec les candidats. Elles reviennent sous forme de « boules puantes » médiatiques : une démocratie mérite mieux que ça.

Mars 2017, n°46 : *Qu'est-ce que se revendiquer de gauche ?*

A l'approche de la dernière étape de la présidentielle, il serait urgent que les divers candidats se réclamant « de gauche » puissent nous aider à répondre à cette question qui alimente les débats politiques et envahit les espaces médiatiques. Cette revendication d'appartenance qui devrait constituer la valeur commune la plus sûre pour cimenter l'union de tous ceux qui s'en revendiquent semble au contraire les diviser de façon irrémédiable. Ils se révèlent incapables de nouer l'union qu'avaient réussie à réaliser en 1981 les différents partis d'alors autour de la candidature de François Mitterrand. Aujourd'hui, c'est en son nom que les candidats se divisent et nous prennent à parti dans un jeu stérile de savoir qui « lave plus à gauche que la gauche » pour paraphraser Coluche. Ils nous laissent ainsi l'amère impression que la valeur suprême dont ils se font les apôtres ne vient qu'au second plan derrière la réussite de leur croisade individuelle.



C'est pourtant cette union qui avait permis à la gauche de prendre le pouvoir à une droite qui avait régné sans partage sur la cinquième République. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer aujourd'hui, sa réalisation fut très loin d'être simple. Les circonstances historiques qui l'avaient entourée, les traditions et la force des partis en présence et le poids des personnalités de leurs leaders rendaient la chose plus qu'improbable aux yeux de tous. Il a fallu aux hommes de cette époque l'intelligence et le courage de dépasser les rancœurs accumulées dans les luttes sociales et politiques, les rivalités partisans et militantes, et les ambitions individuelles au nom d'un bien commun républicain.

Aujourd'hui, les problèmes que rencontre la droite pour se réunir autour de leur candidat mis à mal par des comportements qui, même s'ils sont légaux, rendent sa crédibilité durablement invalidée sur le plan de l'éthique politique que l'on est en droit d'exiger d'un candidat à l'investiture suprême. La « gauche » a ainsi une opportunité inouïe : il serait gravement coupable de ne pas la saisir face à une extrême-droite qui, se nourrissant de la décomposition interne des Républicains et des jeux stériles politiques, devient une menace réelle car crédible d'accès au pouvoir.

On assiste, malheureusement à gauche, à une perspective inverse : celle d'un fossé qui se creuse de plus en plus profond entre des personnes qui, pourtant, sont nées dans la même famille, le parti socialiste, qui leur a permis d'obtenir leurs divers mandats et (ou) postes ministériels et qui se réclament des mêmes « ancêtres », Mitterrand ou Rocard. Leur seul point commun semble résider dans une critique commune de l'action d'un quinquennat qu'ils ont contribué, eux-mêmes pour une large part, à rendre illisible et impuissante.

A ce jeu-là, nous ne saurons probablement plus demain ce que pourrait être la « gauche ». Par contre nous avons de fortes chances que la droite, la « vraie » nous renseigne clairement sur ce qu'elle est. Il sera alors trop tard pour pleurer et s'abriter derrière une responsabilité qui viendrait des autres.

Dernières infos : alors que nous bouclions ce numéro, de nouvelles actualités sont arrivées. D'abord des dynamiques d'alliance voient le jour comme si la prise de conscience de la nécessité de l'union préférée aux ambitions individuelles portait enfin ses fruits. Yannick Jadot s'est rallié à Benoit Hamon et un rendez-vous est fixé avec Jean Luc Mélenchon pour le début du mois de mars. François Bayrou, de son côté, a rejoint Emmanuel Macron, ainsi que François de Rugy. Le premier engagement de leur

alliance porte sur les règles de moralisation de la vie publique. Réjouissons-nous que la gouvernance politique soit la priorité de leur programme politique.



Du côté de la droite, l'immoralité assumée continue sa route. François Fillon fait fi désormais de son engagement à se retirer en cas de mise en examen : il récusé toute dépendance à la justice en revendiquant de ne se sentir « responsable que devant les français ». Marine le Pen, de son côté, refuse de se rendre à la convocation de la police judiciaire de Nanterre au prétexte que la campagne présidentielle ne devait pas être « perturbée par la justice » : elle n'y voyait aucun inconvénient, bien au contraire, lorsque cela concernait le candidat républicain. Comment prétendre accéder à la fonction suprême de chef d'Etat, c'est à dire de garant des institutions, lorsque l'on bafoue ainsi l'un des fondements de la République, c'est-à-dire la Justice, en lui dictant ses lois et en lui imposant ses calendriers. Elle prétexte également de son immunité parlementaire : preuve est que la candidate « antisystème » sait utiliser le système quand ça l'arrange.

Avril 2017, n°47 : Ne pas accepter l'inacceptable

La France s'honore d'être le pays des droits de l'homme : encore faut-il que ses citoyens n'oublient pas que l'invocation à ces droits ne peut se faire sans la soumission à l'obligation des devoirs. C'est pourtant le triste exemple que nous offrent les candidats aux présidentiels de deux des premières forces politiques de notre pays. En décidant à eux seuls de se faire justice et de fixer le calendrier judiciaire qui les concerne, ils bafouent purement et simplement l'institution dont ils aspirent à être demain les garants. Le premier n'hésite pas à se prévaloir de l'exemple de Jeanne d'Arc pour « passer outre » devant la justice et affirmer ne reconnaître que le peuple comme seul juge. La seconde, qui se revendique de la position de candidate « antisystème », ne craint pas d'invoquer l'argument de son immunité de parlementaire pour se soustraire à la convocation de la justice montrant ainsi son total cynisme politique. A un mois de la date des élections présidentielles, les français se retrouvent ainsi face à une situation sans précédent : deux des principaux candidats sont sous le coup de poursuites judiciaires et tous deux revendiquent le droit de s'y soustraire ! Ne nous étonnons pas si nos voisins démocrates regardent notre pays d'un œil consterné.

Face à cette situation, le silence des médias et des voix qui pourraient faire autorité morale ou intellectuelle est devenu effrayant. Les premiers se cantonnent le plus souvent à des commentaires tièdes noyés dans un tel flux d'informations contradictoires qu'il leur sert à relativiser et abraser la portée de tels comportements. Quant aux seconds ils devraient aller puiser dans le souffle des indignations d'un Stéphane Hessel ou dans le courage d'un Emile Zola.

Notre République et notre démocratie se trouvent en grave danger lorsqu'elles acceptent de voir leur justice ainsi piétinée et leurs institutions ainsi détournées par ceux même qui veulent en incarner la garantie. L'invocation de régimes spéciaux auxquels certains citoyens ont droit du fait de leur mandat devient profondément immorale quand elle est détournée à des seules fins de sauvegarde individuelle. Le recours au peuple contre les juges constitue non seulement une injure faite à ce même peuple qui ne jouit pas, lui, de tels privilèges mais il constitue une porte ouverte à tous les totalitarismes : l'histoire nous l'a montré dans le passé, elle le montre encore tous les jours.

Nous ne pouvons accepter de nous habituer à une telle dérive démocratique : elle ne peut qu'engendrer des monstres. Nous devons exiger de nos politiques qu'ils soient dignes des mandats auxquels ils aspirent et qu'ils soient les premiers garants de l'éthique républicaine.



© Can Stock Photo

Reconnaissons aux gouvernements de François Hollande d'en avoir imposé les premiers fondements de cette éthique. Même s'ils apparaissent encore fragiles et prudents, ils existent. De la même manière, reconnaissons à la gauche le mérite d'avoir toujours respecté l'obligation du retrait de ses mandats ou de ses fonctions politiques pour toute personne sous le coup d'une mise en examen ou d'une simple démonstration de comportement en porte à faux face aux exigences morales de la fonction qu'elle occupe : la démission de Bruno Le Roux en est une des dernières illustrations.

Nous savons tous qu'il n'existe pas de république angélique menée par des hommes et des femmes « immaculés ». La nature de l'homme comme celle de ses institutions, ne les mettra jamais à l'abri de la tentation de comportements détournés ou du simple glissement délétaire qu'opère le temps. C'est pour cette simple raison que tout Etat se dote de règles et de lois. Celles qui concernent la gouvernance en constituent le premier fondement en structurant aussi bien le cumul des mandats, que leur succession, ou encore la transparence financière et la soumission des élus à un régime social commun. Ne constituent-elles pas le préalable de toute démocratie ?

Mai 2017, n°48 : La nécessité de voter pour Emmanuel Macron

En 2002, l'arrivée de Jean Marie Le Pen au second tour avait provoqué une réflexe républicain immédiat amenant 81% de français à voter pour Jacques Chirac. Au soir de ce premier tour on ne peut être que surpris et inquiet de voir les frilosités entourant le même choix républicain. Assez étrangement, la droite traditionnellement hostile à la notion de « front républicain » face à l'extrême droite appelle au vote actif pour Emmanuel Macron à travers nombre de ses leaders, François Fillon dès dimanche soir, Nicolas Sarkozy plus récemment. La gauche, traditionnellement convaincue de la nécessité de cette éthique démocratique, fait preuve de dangereux états d'âme. Le nom d'Emmanuel Macron semble même imprononçable dans la bouche de certains de ses leaders. Bertrand Delanoë a tenu publiquement à rappeler à Martine Aubry que « *le bulletin macron ne sent pas mauvais. Il faut le prendre pour battre Marine Le Pen* » et éviter ainsi « *la peste brune* ».

En 2002, Jean Luc Mélenchon avait immédiatement appelé à faire barrage au Front National et à voter Jacques Chirac. Comment comprendre son repli orgueilleux, sa parole équivoque et sa sortie brusque du terrain de la campagne présidentielle ? Il encourage, même s'il s'en défend, la cohorte de tous ceux qui établissent une scandaleuse équivalence entre les deux candidats prônant un lâche « ni, ni » que les mêmes étaient si prompts à dénoncer lorsque la droite en faisait un mot d'ordre. Comme tous les abstentionnistes, ils prennent une dangereuse responsabilité face à l'histoire. En quoi le FN national de Marine Le Pen est-il plus républicain et démocratique que celui de son père ? En quoi Emmanuel Macron est-il moins digne d'un vote républicain que Jacques Chirac ?

Écoutons Robert Badinter. « *Non, l'élection présidentielle n'est pas "pliée", prévient-il dans un entretien accordé au JDD le 30 avril, et la défaite de Mme Le Pen n'est pas acquise ... Il suffit qu'une proportion*

élevée des électeurs s'abstienne de voter pour M. Macron, et Mme Le Pen peut l'emporter ». Ne nous illusionnons-pas, le Front National « a seulement changé de look. Mme Le Pen a compris qu'il lui fallait d'abord mettre son père et ses discours au placard - un parricide politique conduit avec habileté. Mais elle a repris, pour l'essentiel, son inspiration. Or par son histoire, sa philosophie et son projet, le FN est en rupture manifeste avec les principes de notre République, liberté, égalité, fraternité ». Il s'adresse, en finale, à Jean Luc Mélenchon : « s'abstenir aujourd'hui, c'est favoriser l'élection de Mme Le Pen. Si c'est un choix tactique, c'est une erreur politique. Si c'est l'expression d'une conviction, c'est plus grave encore ».



Au lendemain des résultats du premier tour de 2002, des centaines de milliers de français s'étaient spontanément retrouvés dans la rue pour affirmer leur attachement aux valeurs de notre république et de notre démocratie. 15 ans après les regroupements qui s'opèrent contestent, à l'inverse, ces valeurs, en essayant de remettre en cause les résultats d'un suffrage électoral.

Localement *La Gazette* du 27 avril recensait le choix des maires des 31 communes de la Métropole. 12 vont voter Macron (dont 9 appellent à ce vote). 14 ne donnent pas de consigne et n'indiquent pas leur choix. 3 n'ont pas été joignables. 2 attendent les consignes de vote de leur mouvement. C'est vraiment très timide : espérons que leurs électeurs sauront les remuer davantage pour qu'ils assument une position digne de leur fonction.

A Montpellier, Michaël Delafosse, dont chacun sait la proximité avec Benoit Hamon et la fidélité au Parti Socialiste, a, dès le résultat, su dépasser son amertume légitime et se positionner non seulement en politique mais aussi en historien : « *Le risque n'est pas nul, a-t-il déclaré, de voir Marine Le Pen devenir présidente de la République. Face à cet enjeu, il ne faut jamais oublier que l'on sait toujours comment l'extrême-droite prend le pouvoir, mais on ne sait jamais comment elle le rend. C'est pourquoi je voterai Emmanuel Macron le 7 mai* ».

L'aveyronnais José Bové a été interrogé par le quotidien *Libération* : « *j'appelle sans ambiguïté et sans aucune retenue à voter pour Emmanuel Macron au second tour de l'élection présidentielle ... Depuis dimanche soir, ajoute-t-il, un vent mauvais souffle sur nos têtes* ».

Sachons dépasser les états d'âme, les scrupules ou les basses stratégies : leur enjeu pèse si peu devant celui de l'avenir de notre démocratie !

Ne nous réfugions pas dans une abstention : elle accorderait une illusion de toute puissance aux démons de l'extrême. Au pire, elle ouvrirait la porte au FN. Dans un scrutin qui ne prend pas en compte les votes blancs sachons que ne pas choisir un candidat revient à voter pour l'autre.

Aucune voix républicaine ne doit manquer dimanche à Emmanuel Macron !

Juin 2017, n°49 : APRES LES PRESIDENTIELLES ... LES LEGISLATIVES

Le 7 mai 2017, 20 743,128 de français ont élu Emmanuel Macron huitième Président de la République Française au bout de la campagne présidentielle probablement la plus atypique depuis sa création sous

la cinquième République. Les deux partis traditionnellement maîtres des enjeux électoraux ont disparu dès le premier tour. Le Parti Républicain, donné largement favori au démarrage, s'est progressivement effondré face aux effets délétères des révélations concernant son candidat François Fillon. Le Parti Socialiste incapable d'établir une alliance et un projet commun autour de son leader victorieux des primaires, Benoit Hamon, a connu son score le plus bas depuis 1969, soit 6,36%. La prime, en revanche, a été accordée aux candidats qui ne se sont pas soumis à des primaires, soit par désignation interne à un parti déjà existant comme Marine Le Pen avec le Front National, soit par adoption dans le cadre d'un parti conçu spécialement pour l'échéance présidentielle comme Jean Luc Mélenchon avec la France insoumise, soit, enfin, par la constitution d'un regroupement autour de son nom et de son projet comme l'a fait Emmanuel Macron et son mouvement En Marche.



**Statue au Père Lachaise : un jeune enfant tient entre les mains un livre symbolisant la République.
Il instruit la démocratie représentée par une jeune femme drapée**

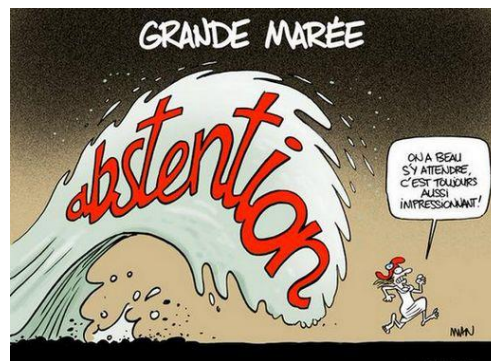
La première analyse que l'on peut en faire concerne donc les primaires. Elles opposent des candidats d'un même camp, forcés de maximaliser leurs différences dans une joute concernant la seule victoire aux primaires. Force est de constater, au vu des résultats, que les qualités requises pour gagner une primaire ne sont pas celles exigées pour une présidentielle. L'exacerbation des rivalités lors des primaires rend, par ailleurs, quasiment impossible le rassemblement des candidats autour d'un projet partagé. Même en 2012, le ralliement apparent à François Hollande a masqué des rancœurs souterraines : elles ont rapidement ressurgi sous la forme de « fronde » dont les acteurs n'ont sans doute pas saisi que les primaires étaient closes.

Une seconde analyse concerne celle des résultats. Plus de 50% des suffrages sont allés vers des candidats plaidant pour une démocratie « directe » de type essentiellement référendaire allant jusqu'à proposer des possibilités de destitution populaire de personnes légitimement élues y compris le chef de l'Etat. Ce point, paradoxalement peu repris par les experts et observateurs politiques, remet en cause très gravement notre vie démocratique qui repose depuis ses origines sur des bases représentatives. Elle part d'un constat simple, celui de l'impossibilité de réunir le peuple pour chaque décision. Les citoyens acceptent donc de déléguer leur pouvoir auprès de représentants qu'ils élisent pour des mandats de durée déterminée. La Cinquième République a consacré ces instances en les tempérant, cependant, par l'introduction de l'élection du Chef de l'Etat au suffrage universel. Il est, aujourd'hui, beaucoup plus urgent de redonner à notre démocratie des règles de gouvernance claires et justes pour éviter les inévitables dérives liées à la pratique du pouvoir que de vouloir ajouter de nouvelles sphères de décisions court-circuitant le pouvoir des personnes démocratiquement élues. Cet appel à un peuple qui serait naturellement sain et souverain contre des élus inévitablement corrompus ou impuissants constitue une porte ouverte à toutes les ambitions dictatoriales. Cette vision « rousseauiste » oublie, par ailleurs, la force de persuasion insidieuse de médias et de leur capacité à

infiltrer le soi-disant bon sens populaire. Les dictateurs ont toujours sur avoir recours suffrage direct pour étendre leur pouvoir personnel.

C'est pour cette raison que l'ouverture de la campagne législative revêt, dans ce contexte, une importance exceptionnelle. Le mouvement « En Marche » a ouvert une porte vers un dépassement des clivages stériles opposant des droites et des gauches figées dans des définitions fétichisées. Il vise une redynamisation de notre vie représentative tant au niveau des élus, que des partis ou de la vie syndicale dans les entreprises. Certains essaient de rameuter les électeurs en agitant le spectre du surgissement d'un « parti unique » mettant en péril notre vie démocratique : nous sommes plutôt menacés de l'inverse, un éparpillement des forces représentatives souvent guidées, de plus, par un esprit de revanche face à un échec mal digéré aux présidentielles. Fédérons-nous autour de ce qui nous unit au lieu de nous diviser dans ce qui nous oppose et donnons au Président à qui nous avons fait confiance le 7 mai les conditions lui permettant de mettre en place son projet. Aux partis « traditionnels » de savoir retrouver en eux la force et la lucidité qui les mettra à la hauteur des enjeux sociaux et économiques de notre pays et des attentes de ses citoyens. La plupart annoncent un désir de recomposition : c'est tant mieux ! Nous avons besoin de partis forts : ils constituent également les fondements de toute démocratie représentative.

Juillet 2017, n°50 : S'abstenir ... de quoi ?



allermonde-sans-frontiere.com

La France a élu son nouveau Président et une nouvelle Chambre des députés après une campagne électorale très singulière dans l'histoire de la Ve République. Nous avons vu les leaders politiques historiques disparaître les uns après les autres, les politologues désorientés et les sondeurs échaudés avancer de plus en plus prudemment. Une fois les échéances passées, c'est l'abstention massive qui a cristallisé les analyses et les critiques poussant même certains politiques à demander l'invalidation des résultats. Un certain discrédit est ainsi jeté sur les nouveaux élus alors que le scrutin s'est déroulé dans la stricte discipline des règles démocratiques. Chaque citoyen a disposé de sa liberté de conduite électorale et l'a accomplie en conformité républicaine. Pourquoi donc certains responsables politiques, dont des députés à peine élus, ont-ils mis en doute la validité du suffrage et laissé ouvertement entendre que la voix des abstentionnistes devrait, en conséquence, s'exercer dans la rue ? Cette crainte a d'ailleurs été largement relayée par maints analystes politiques dans les médias. Plutôt que de jouer les cartomanciens politiques ou les prophètes du malheur, essayons plutôt de réfléchir avec recul sur cette conduite électorale.

Il est tout à fait normal qu'une abstention dépassant les 50% pose problème à tout démocrate en droit de s'interroger sur ce qui peut pousser une majorité de citoyens à se dérober à ce que l'on a coutume de nommer leur « devoir électoral » ? Le terme évoque déjà une première piste d'analyse : l'acte de voter est-il aujourd'hui perçu comme un « devoir » ? On a plutôt l'impression qu'il est situé dans le registre de l'envie et non dans celui de l'obligation citoyenne. Le comportement électoral est à l'image d'une société où le citoyen est conduit à consommer la politique comme la culture à la manière dont il

fait ses courses ou choisit sa chaîne de télévision. Il est, en même temps, poussé à la revendication de ses droits d'usager mais très peu à la soumission du corollaire, c'est-à-dire de ses « devoirs » : la démocratie, fière héritière des « droits de l'homme », oublie de rappeler la nécessité des devoirs du citoyen. Voter en constitue un des premiers. La candidate Ségolène Royal l'avait mis inscrite dans son programme de 2007. Beaucoup l'avaient alors ironisée : pourtant une telle contrainte situerait l'importance de l'enjeu électoral à l'opposé d'un « laisser-faire » renvoyant à la relativité subjective de la participation citoyenne. L'Etat afficherait de la même manière cette importance en inscrivant automatiquement les citoyens sur les listes électorales à l'avènement de leur majorité plutôt que de les laisser libres de s'inscrire ou non.

Nombre d'experts qualifient d'historique l'abstention de ces derniers scrutins. Ils oublient que le record a été atteint lors des élections européennes de 2009 : elles n'ont déplacé que 40,63% de français. Les députés européens ne se sont pas vu contester pour autant la légitimité de leur mandat. Jean Luc Mélenchon n'a pas renoncé à son mandat sous prétexte que les 8,16% des voix qu'il avait obtenues ne représentaient, en fait, pas plus de 4% de français. Luttons contre l'abstention, certes, mais respectons les suffrages lorsqu'ils se déroulent suivant les règles que notre République s'est donnée. Le taux de syndicalisation en France est évalué à 8% (cf. l'article de Jean Matouk). La participation aux élections professionnelles est de l'ordre de 43%. L'autorité des représentants syndicaux est-elle pour autant remise en question ? Leur poids dans les décisions sociales et économique pèse, pourtant, d'un poids central. Tous ceux qui entendent maintenir une vigilance inquiète sur l'abstention pourraient se préoccuper d'une telle situation.

Les Français ne vont plus voter



queuedesardine.20minute

Pour beaucoup, enfin, l'abstention est entendue comme un vote d'opposition. On peut, tout aussi bien, la considérer comme inverse : c'est un vote de « laisser faire », c'est-à-dire le contraire d'un vote qui dit refuse un candidat ou à un programme. On pourrait même avancer que c'est un vote de démission citoyenne consistant à laisser les autres choisir à sa place. C'est pour cette raison que nombre d'analystes voient à juste titre dans cette abstention une attitude de démobilisation. Elle est repérable, d'ailleurs, dans beaucoup d'autres secteurs de la société : une mobilisation peut être massive ponctuellement mais très difficile à maintenir dans la durée. Certains y voient un lien avec le développement des réseaux sociaux. Ils sont capables de provoquer des sensibilisations rapides en réaction souvent à des événements touchant le tissu social mais ne créent pas de liens durables. Ces nouveaux liens entretiennent, en effet, une relation particulière au monde souvent faite d'illusions de rencontres ou d'accès à des savoirs. Immédiatement disponibles grâce aux téléphones, tablettes ou ordinateurs, les informations recueillies ne pousseront plus leurs propriétaires au besoin de participer aux choses de façon concrète. Une seconde origine de la démobilisation pourrait résider dans un « à-quoi-bonnisme » né du nivellement par le bas des discours et projets politiques : leur réduction à des choix binaires entraînerait l'inverse, c'est-à-dire à un « tous pareils » très démobilisateur à l'heure de l'échéance du choix (cf. l'article de Gérard Dorival). Pourtant, paradoxalement, tout le monde a constaté une affluence d'intérêt pour les débats et pour les informations politiques, malgré une campagne qui ne

s'était jamais déroulée sur un temps aussi long. De la même manière le nombre des jeunes qui se sont inscrits pour la première fois sur les listes électorales a atteint un score très élevé. L'augmentation de la démobilisation électorale ne s'accompagne donc pas nécessairement de celle du désintérêt pour la chose politique.

Retenons donc que l'abstention est une chose complexe. Les dictatures se prévalent de participations frisant les 100% se reportant massivement sur un seul candidat. En face, les républiques semblent souffrir de leurs scores beaucoup plus maigres et ne peuvent se réjouir du retrait des pratiques électorales actives de leurs citoyens. Beaucoup y craignent l'avènement de démocraties d'opinion au détriment des participatives. C'est pour cette raison qu'il est extrêmement dangereux serait de réduire l'analyse des conduites abstentionnistes à ses seuls intérêts partisans ou à sa seule paresse intellectuelle.

Août 2017, n°51 : Un mois de juillet « politique »



Site de l'assemblée nationale

Emmanuel Macron avait promis de mettre immédiatement au travail son gouvernement et les élus des Chambres. C'est effectivement ce qu'il a fait rompant ainsi avec une certaine relâche politique à laquelle nous avions habitués nos précédents présidents de la République. Dans cet exercice il s'est vite trouvé confronté à l'inévitable dure réalité révélée, notamment, par l'audit commandé sur l'état réel des finances du pays. Le constat l'a obligé à revoir à la baisse certains de ses engagements électoraux ou à en étaler le calendrier. La situation a entraîné nombre de tensions, celle avec l'armée en a été la plus exemplaire. De la même manière, une fois le principe des ordonnances voté (sans surprise), l'ensemble des réformes projetées pour ce début de quinquennat doit (et devra) tenir compte des négociations avec les partenaires politiques et sociaux. Les textes sur le travail doivent être finalisés à l'automne. L'arrêt de l'état d'urgence avec l'inscription dans la loi de certaines dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme se décidera à la fin de l'année.

On a pu constater que l'essentiel des premières tensions s'est concentré, dans ce premier mois de législature, avec les politiques. L'exonération promise de la taxe d'habitation pour 80% des français a inquiété nombre d'élus communaux. Même s'ils reconnaissent une inégalité réelle devant cet impôt, ils acceptent mal la perte du contrôle de ce qui constitue l'essentiel de leur apport budgétaire et l'obligation de faire confiance en la parole d'un Etat redistributeur pour laquelle l'expérience les a amenés à n'accorder une confiance que très limitée. Le retour d'un Etat centralisateur s'accorde mal, par ailleurs, avec les récentes dynamiques décentralisatrices promettant davantage d'autonomie et de responsabilité aux territoires. Plus profondément, on est en droit de s'interroger sur le bien-fondé des pratiques d'exonération : acquitter un impôt ne constitue-t-il la racine de l'identité citoyenne ? Les pratiques d'exonération engendrent régulièrement des sentiments d'inégalité, des vécus de sous-citoyenneté sans parler des recherches impudiques « d'optimisation fiscale ». C'est ce qu'évoque avec pertinence Gérard Dorival ci-dessous.

Les élus se sont également émus de la volonté présidentielle de diminuer leur nombre aux échelons aussi bien nationaux que territoriaux. Beaucoup en contestent l'efficacité économique tout en agitant le drapeau de la défense de leurs territoires. Pourtant deux exemples régionaux récents devraient leur

donner à réfléchir. Pourquoi la constitution de notre nouvelle Région Occitanie s'est-elle accompagnée de l'augmentation du nombre de ses conseillers ? Cette situation est d'autant plus inexplicable que l'on a, dans le même temps, maintenu les conseils départementaux. Elle devient carrément problématique lorsque l'on sait que ces derniers se sont empressés de s'accorder une augmentation de 8% de leurs indemnités dès leur mandat acquis tout en annonçant aux citoyens des restrictions budgétaires. La confiance des citoyens envers les élus passe fatalement par leur exemplarité et la capacité de s'appliquer à eux-mêmes les rigueurs qu'ils imposent à tous.

Cette disposition s'insère plus globalement dans la loi de moralisation de la vie politique (« *restauration de la confiance dans la vie publique* ») votée en cette fin juillet à une large majorité, même si les allers-retours avec le Sénat s'avèrent plus compliqués. Quelques députés ont préféré s'abstenir, certains s'en disant même « navrés ». Ce sont plutôt les citoyens qui leur ont fait confiance qui pourraient être « navrés » devant cette nouvelle fuite. Bien sûr, on peut être déçu de la disparition de certaines dispositions annoncées durant la campagne présidentielle comme celle de l'exigence de casier judiciaire vierge ou la décision de faire sauter le « verrou de Bercy » pour les poursuites pour fraude fiscale. Mais il faut d'abord saluer et conforter une volonté politique déjà amorcée sous François Hollande de ramener plus de clarté et de morale dans notre vie démocratique ? Le recours à l'éthique individuelle ne peut suffire : c'est à l'Etat de définir un cadre législatif auquel chacun doit être tenu de se soumettre.



On a pu mesurer localement les aléas des dynamiques politiques des assemblées d'élus. Ceux de la Métropole montpelliéraine ont été invités à rejoindre la bannière du nouveau groupe « Montpellier, la République en Marche » : le refus de 7 vice-présidents a amené leur exclusion de leur fonction. Notre Métropole était jusqu'alors exemplaire d'un partage des responsabilités au-delà des appartenances partisans ? Son président se glorifiait encore récemment d'une position « hors-parti » : aurait-il cédé aux sirènes des inféodations ? A moins que ce soit un premier signe de la mise en ordre en vue des futures municipales.

Septembre 2017, n°52 : Deux numéros pour la rentrée

Exceptionnellement nous vous proposons un double envoi pour cette « rentrée 2017 ».

Le premier est celui de notre Lettre habituelle avec ses articles : d'abord le billet politique de notre ami Gérard Dorival ; ensuite une réflexion « pédagogique » dense et vivante de Gilbert Gurfinkel sur l'économie ; enfin une pétition opportune de l'association Sportculture 2020 adressée par Jean Pierre Faye.

Le second envoi vous permettra de retrouver les 50 éditoriaux de notre Lettre de Sursaut depuis son origine. Il vous fera jeter un regard sur ces 4 dernières années et sur le flot des événements que nous avons traversés. Les frontières de notre territoire montpelliérain sont la plupart du temps dépassées car nous appartenons tous à une humanité beaucoup plus vaste que notre seule métropole. A vous de juger, avec le recul du temps, de la pertinence ou non de nos analyses : dans tous les cas vous nous accorderez au moins le mérite d'avoir chaque mois essayé de trouver un éclairage invitant à la réflexion et au débat.

Si vous voulez nous retrouver pour échanger directement, nous tiendrons notre stand comme chaque année à l'Antigone des associations le dimanche 10 septembre : nous vous y attendons.

Octobre 2017, n°53 : Jouer avec les mots ... jouer avec les faits

Les propos adressés au Président de la République par le leader de la France insoumise lors de la manifestation du 23 septembre ont immédiatement suscité de vives réactions. « Monsieur le président, il vous reste à consulter l'histoire de France pour apprendre que c'est la rue qui a abattu les rois, c'est la rue qui a abattu les nazis, ... c'est la rue qui a abattu le plan Juppé, ... c'est la rue toujours qui porte les aspirations du peuple français lorsqu'il ne peut les faire entendre autrement ». Le raccourci ainsi réalisé entre la politique nazie et les plans d'Alain Juppé a, en effet, quelque chose de profondément choquant. Il est, de plus, historiquement discutable. La rue a plutôt contribué à installer Hitler et à conforter le régime nazi. C'est au sacrifice et au courage de résistants et de militaires que nous devons leur défaite. Jean Luc Mélenchon, licencié en philosophie et ancien professeur de lettres, ne peut, bien sûr l'ignorer. Alors pourquoi a-t-il choisi de jouer sur ces graves ambiguïtés ?



Pierre DESPROGES (fr.wikipedia.org)

Il arrivait à Pierre Desproges de franchir des frontières dangereuses dans ses sketches, y compris avec le nazisme. Il a cependant toujours revendiqué le droit, voire la nécessité, de pouvoir « rire de tout ». « On doit rire de tout. De la guerre, de la misère et de la mort ». « Au reste, ajoutait-il, est-ce qu'elle se gêne, elle, la mort, pour se rire de nous ? ». Il ajoutait une seule précaution : « pas avec n'importe qui ». C'est la fonction de l'humoriste, comme de l'ancien « fou du roi », de jouer ainsi des frontières de la bien-pensance ou de la bien-disance car « rire » est le meilleur antidote contre les affirmations ou les soumissions. L'humour se situe dans la non-prise au sérieux des choses : il aide ainsi chacun à supporter les duretés de la condition humaine. L'humour séparera toujours des pensées intégristes et dictatoriales comme l'ont dramatiquement prouvé les assassinats des dessinateurs de Charlie Hebdo. L'affirmation d'une phrase comme une sentence ou comme un mot d'ordre est à l'opposé de l'humour. Elle est du domaine du dogme d'une vérité assénée.

Alors, Jean Luc Mélenchon faisait-il de l'humour ?

Beaucoup de manifestants des années 68 se souviennent avoir défilé aux cris de « CRS SS ! ». Y avait-il une quelconque ambiguïté pour eux entre les agents de maintien de l'ordre républicain et les exécutants nazis ? Consciemment, certainement pas, tout juste une conjuration d'un ordre policier à l'aide d'un jeu de mots plaisant.

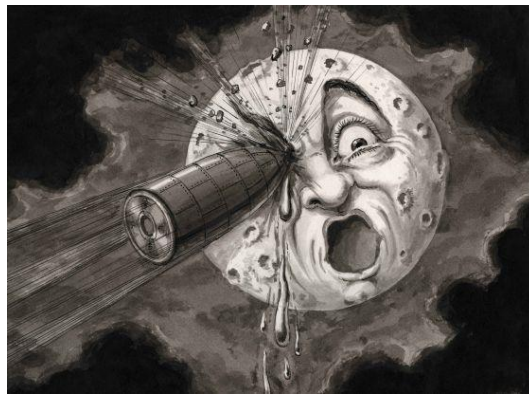


René Magritte : « ceci n'est pas une pipe »

Quand le mot perd cette ambiguïté, il se confond avec la chose et devient dogme ou vérité absolue. Nos hommes politiques l'oublient parfois notamment lorsqu'ils utilisent certains moments de l'histoire dont l'effroi qu'ils maintiennent dans nos mémoires ne permet guère de place au « jeu ». La référence au régime nazi et à la Shoah demeure un de ces instants qui ne supportent ni jeux de mots, ni récupérations, ni associations avec d'autres faits qui y sont étrangers : ces glissements ouvrent tous à de dangereuses relativisations de l'atroce réalité qu'ils nomment.

Notre société perd de plus en plus la richesse polysémique (plusieurs sens) des mots. Elle les assigne de plus en plus à des sens uniques au gré de l'utilisation que l'on veut en faire. Nos responsables politiques doivent se faire un devoir de préserver ce « pouvoir » des mots au lieu de les asservir à leur bon plaisir, sinon c'est notre démocratie même qui est en danger.

Novembre 2017, n°54 : La dictature de la petite phrase



Le voyage dans la lune de Georges MELIES

De nombreux commentateurs politiques ont mesuré le temps accordé par les journalistes dans leurs questions au Président de la République sur TF1 le 15 octobre au seul commentaire de la pertinence de l'usage du mot « bordel » prononcé en aparté lors d'un déplacement à l'usine GM&S d'Egletons en Corrèze. 20mn auraient ainsi été consacrées à ce terme. Ce faisant, ils ont surtout démontré la pertinence du vieux proverbe chinois : « *lorsque le sage désigne la lune, l'idiot regarde le doigt* ». En se focalisant sur le seul usage du mot « bordel », ils ont laissé de côté le reste de la phrase qui invitait les salariés d'Egletons menacés de licenciement à « *aller regarder s'ils peuvent avoir des postes* » dans une usine voisine située à Ussel. Les questions posées par cette invitation sont pourtant au cœur des réformes du code du travail entreprises par le gouvernement, de celles de la formation professionnelle, du chômage et de l'emploi. Quelles peuvent être, par exemple, les limites d'intervention d'un Etat invoqué comme « Providence » lors d'une faillite d'entreprise ? Dans quelle mesure les contraintes imposées pour un retour à l'emploi doivent-elles tenir compte de l'environnement familial du demandeur d'emploi ? Quelles sont les frontières entre le droit de manifester et celui de « foutre bordel » ? Plus profondément, comment lier la légitimité de la revendication de ses droits de citoyen avec l'exigence de ses devoirs ?

Notre vie politique prend rarement le temps de travailler ses questions. Elle préfère se laisser saturer par les petites phrases de responsables politiques, par les commentaires de leurs derniers twittes faisant le « buzze » ou par des photos secrètes dérobées dans leur vie actuelle ou dénichées dans leur histoire passée. Cette soumission à la séduction du « scoop » au détriment de l'exigence de la profondeur et du temps d'une réflexion fait peser une grave menace sur notre vie démocratique et contribue à conforter la décrédibilisation de ses représentants.

Nos hommes politiques ne doivent pas être dédouanés de leur devoir d'exemplarité et de la nécessité de pouvoir répondre de leurs actes et de leurs propos. Comme tout citoyen, ils ont également le droit de ne pas être continuellement épiés ou harcelés dans leur moindre pas ou à la moindre parole. On s'habitue dangereusement à l'usage d'enregistrements effectués à l'insu des personnes, de caméras

cachées ou de photos dérobées. Nous encourageons la diffusion dans la presse ou sur nos écrans d'informations issues de piratages divers. Même s'ils revendiquent une intention noble de devoir d'information ils contiennent néanmoins des germes profondément antidémocratiques.

Les hommes politiques se posent souvent en victimes de ces agissements. Ils en sont souvent, plus ou moins volontairement, de grands complices. Il est tout à fait important qu'ils sachent utiliser les réseaux sociaux pour leur communication politique. Par contre leur format n'est pas qualifié pour tout ce qu'ils ont le devoir de diffuser. L'utilisation faite par le Président Trump de son compte twitter pour annoncer l'ouverture de dossiers secrets concernant l'assassinat de J. F. Kennedy est-elle à la hauteur de sa décision ? L'information politique a besoin de temps pour son explication et d'un média à la mesure de son importance. Le choix fait par Lionel Jospin du format impersonnel d'un fax envoyé à l'AFP était-il le plus adéquat pour annoncer sa candidature aux présidentielles de 2002 alors que chacun sait que l'enjeu d'une telle échéance est la rencontre entre un peuple et un homme ? L'excès de personnalisation des twittes pose également problème. Outre la relativisation subjective qu'ils induisent par rapport à l'information qu'ils transmettent, ils ne protègent pas de l'irruption de réactivités affectives ravageuses comme ceux de l'ancienne compagne de François Hollande mélangent politique et rancœurs.

La réduction de la politique à des jeux de petits mots ou de petites phrases ne se contente pas de pervertir le débat, elle contribue à appauvrir les cerveaux des citoyens et à les rendre ainsi beaucoup plus perméables et fragiles devant les différentes formes de tentatives de leur prise de contrôle. Les discours politiques résumés par les 140 caractères des twittes deviennent vite propagande. Réduits à des formats de 90 secondes lors de prestations télévisées ils se muent en messages publicitaires. N'est-ce pas une des sources principales de l'échec des primaires ? Les qualités permettant de gagner à l'audimat ne peuvent se confondre avec celles nécessaires à l'exercice d'un mandat présidentiel.

Les formulations brèves conviennent tout à fait à la transmission rapide d'informations ponctuelles. Par contre elles sont infirmes pour traduire la complexité des choses. Les « haïkus » japonais, à travers la contrainte qu'ils imposent à leurs auteurs, veulent traduire la vanité des choses et des êtres. Les twittes, le plus souvent, étalent au contraire la vérité primaire d'égos réactifs.

Les laboratoires d'idée naissent de la prise en compte de la nécessaire complexité du débat politique. Ils pensent, également, que les prises de position individualistes ne suffisent pas : l'action politique nécessite un collectif. Ils se situent, par le fait même, aux antipodes de la facilité des « petites phrases ». C'est probablement pour cela qu'ils n'intéressent que médiocrement les médias qui leur préfèrent le « scoop » immédiat ou le « buzz » vendeur. Cela n'empêche pas MP2020 de continuer sa route en vous proposant une prochaine soirée Controverses le 21 novembre à la Gazette Café.

Décembre 2017, n°55 : Les centres-villes en risque de dévitalisation ?

Montpellier 2020 a repris ses soirées Controverses en invitant le député héraultais, Patrick VIGNAL, à débattre sur le devenir de nos Centres-Villes. L'architecte François FONTES n'a pu malheureusement le rejoindre. Patrick VIGNAL est également président de *Centre-Ville en mouvement*, association qui demande que les Centres-Villes soient déclarés « grande cause nationale 2018 ».

Les choix politiques des années 1960-1970 (étalement urbain, zones pavillonnaires et choix du « tout voiture ») ont affaibli nos cœurs de ville puis vidés de leur substance. On y constate la perte progressive de leurs commerces et de leurs habitants. Pourtant 59% des français y sont attachés et 90% pensent que leur modernisation doit être une priorité municipale. Si l'on n'y prend pas garde, ils deviendront bientôt des mouirois.

Alors que le taux de vacances des petits commerces est en progression constante au cœur des villes (10% en 2015), les centres commerciaux périphériques n'en finissent pas de croître : les autorisations ont progressé de 22% en 2016 ce qui a amené *Centre-Ville en mouvement* à demander un moratoire d'un an de leur autorisation d'implantation. Les deux, cependant, connaissent une même crise face au

développement du e-commerce qui prend, malgré tout, beaucoup plus au dépourvu les petits professionnels car ils disposent de beaucoup moins de moyens pour y faire face.



La vie d'un centre-ville naît d'une étrange alchimie. Il s'y mêle commerces, lieux dédiés aux rencontres, à la culture, à la fête, circulation aisée pour les différents modes de transport, environnement architectural, mélange de générations, lieux d'habitation et lieux professionnels, identité historique, etc. C'est pour cette raison que les choix politiques qui le concernent touchent de multiples paramètres.

Un des vecteurs de la vitalité des centres villes repose, par exemple, sur la présence de professions libérales (avocats, médecins ...), d'ateliers d'artisans et d'établissements publics (Préfecture, Mairie, administrations ...). Elle amène un afflux de personnes qui, malheureusement, disparaît au fur et à mesure de leur implantation vers la périphérie. Tous les montpelliérains ont pu constater, ainsi, le vide créé par le départ de l'ancienne mairie. Cet état de déréliction est, de plus, aggravé par l'absence d'un projet d'occupation à la hauteur du site ainsi abandonné.

Les centres villes, par ailleurs, sont souvent constitués de demeures et de bâtiments chargés d'histoire. Les Bâtiments de France ont la charge d'en préserver la beauté et d'en assurer la protection. Cette contrainte peut avoir un effet dissuasif pour des nouveaux acquéreurs tant elle peut augmenter le coût des acquisitions et des aménagements. Maints grands appartements du centre-ville, par ailleurs, sont vendus pour être ensuite parcellisés et loués en r b and b. Cela chasse irrémédiablement les jeunes couples et les étudiants qui constituent pourtant une population précieuse en raison de leur dynamisme. Les travaux à accomplir dissuadent également les jeunes couples qui représentent également une chance inouïe de maintien de vitalité. Un centre-ville animé doit être composé de familles qui y vivent.

Comment peut-on trouver des mesures attractives pour corriger ces dynamiques ? Création de zones franches ? Accompagnement fiscal particulier ? Création d'une ANRU des centres-villes ? Formation des commerçants et autres professionnels à l'outil internet ? Etablir des horaires d'ouverture plus près des besoins des habitants ?

La vitalité des centres-villes concerne également la circulation. On les a piétonnisés un peu partout, mais est-ce toujours à bon escient ? Beaucoup se plaignent du désert inquiétant des rues une fois la nuit tombée créant un sentiment d'insécurité qui dissuade de sortir de chez soi. De nouveaux modes de circulation automobiles sont sans doute aujourd'hui imaginables avec les mini-véhicules électriques comme cela se fait dans certaines agglomérations anciennes ou insulaires.

La circulation des centres-villes subit, également, durement les contraintes et les méfaits du « *dernier kilomètre* », c'est à dire celui qui amène les livraisons à destination et représente à lui seul 32% de leur circulation. Certaines municipalités ont imaginé des systèmes ingénieux associant les trams à cette livraison.

En conclusion, on pourrait dire qu'une politique de centre-ville est d'abord une politique lisible et prévisible affichant clairement son ambition comme l'a su faire la municipalité de Bordeaux. On doit ajouter que chaque cité a sa singularité et son identité propre : il lui revient donc de savoir inventer son centre-ville. Le centre-ville renvoie toujours au passé, aux racines des agglomérations. Ceci ne doit pas les replier de façon passéiste mais au contraire leur permettre de s'appuyer sur les inventions technologiques et nouveaux moyens de communication. Le centre-ville, enfin, ne peut vivre que dans

l'harmonie et la complémentarité avec l'ensemble du tissu urbain et métropolitain. On ne doit pas jouer centre-ville contre périphérie et inversement. On ne doit pas davantage créer des tissus urbains constitués de « quartiers » auto-suffisants : ce n'est qu'en jouant de la complémentarité entre ce qu'apporte un quartier par rapport à un autre que l'on pourra inciter les gens à aller voir ailleurs ce qui se passe. Une ville ne peut être nourrie que par le flux qu'elle alimente entre ses propres habitants et dans ses échanges avec le dehors.



Le politologue, Emmanuel NEGRIER, a fait remarquer que l'on a noté une coïncidence entre le vote front national et l'absence de lieux publics dans les lieux de résidence des électeurs. Les centres-villes, à ce niveau, ont représenté des territoires de résistance aux votes extrêmes. Sachons donc y maintenir ces espaces publics, places, marchés et autres et soyons soucieux de les développer sur l'étendue des territoires métropolitains.

2018

Janvier 2018, n°56, 2018 : « *Un combat au service de notre prochain ...* »

Le 14 juillet 2017, Raphaël Pitti, médecin militaire urgentiste travaillant dans l'humanitaire, a reçu la Légion d'honneur des mains du Président de la République. Cinq mois après, constatant l'impossibilité pour l'administration de définir « *les éléments d'une politique migratoire et celle d'une politique d'asile en lien avec la société dite civile* », il décide de renoncer à cette promotion et de la restituer au Chef de l'Etat « *pour conserver ma liberté de vous accompagner de mes critiques et de mes propositions dans un combat au service de notre prochain* ». Il ajoute : « *pour un bon Noël, je vous demande de décider durant cette période de grand froid de suspendre toute mesure coercitive et de prendre les mesures urgentes de mise à l'abri de toutes les personnes en situation de fragilité. Il s'agit d'honneur, monsieur le Président* ».



Le camp d'accueil de Rivesaltes (memorialcamp rivesaltes.eu)

Noël, dans la tradition chrétienne, célèbre une histoire de réfugiés, celle d'une famille réduite à l'exil pour fuir les décisions sanguinaires d'un monarque. Pourquoi ne pas ambitionner, au-delà de la seule

date du 25 décembre, d'étendre les vœux de Raphaël Pitti à l'ensemble de 2018 pour en faire une année de « *combat au service du prochain* » ? Nous savons que la question de l'accueil des réfugiés est complexe et ne peut se résoudre dans des prises de positions simplistes. Notre terre occitane en sait quelque chose puisque, comme beaucoup de régions frontalières, elle fut de tout temps une terre de passage et d'accueil. Notre population est constituée de ces multitudes apports. Ils sont souvent dus à l'exil économique ou politique comme celui auquel furent contraints nos voisins espagnols. Une magnifique architecture porte la mémoire du camp de Rivesaltes où furent accueillis à partir de 1939 les réfugiés civils et militaires de la *Retirada* avant d'être utilisé, sous le régime de Vichy, comme camp d'internement par les allemands ou d'étape vers des destinations plus funestes.

Notre pays semble, aux yeux de beaucoup, bien frileux face à l'afflux des réfugiés fuyant la violence des guerres ou de la misère économique de leurs pays d'Afrique ou du Moyen Orient. Mais cette situation doit nous interroger bien au-delà de la seule question de l'accueil. Elle doit nous amener à nous poser les questions en amont et questionner nos politiques étrangères occidentales ou nord-américaines. Nous envahissons ces pays, depuis plus d'une décennie, au nom d'un néo-colonialisme baptisé « défense des droits de l'homme ». Les gouvernements qui les mènent ne visent en fait le plus souvent, comme nous le savons, que des intérêts pétroliers, des ressources minières quand ce n'est de fructueux commerces comme ceux de la drogue. Constatons, aujourd'hui, le désordre et les ruines dans lequel elles laissent ces mêmes pays : ils sont peut-être débarrassés d'un tyran mais leur population est surtout abandonnée à sa misère.

Jetons également un œil sur les montées nationalistes de beaucoup de nos partenaires européens et sur le succès des poussées indépendantistes : comment ne pas y voir une dangereuse tentation de repli sur soi qu'elles contiennent et de fermeture à l'autre vécu comme source de tous nos maux. Regardons notre monde et constatons que les plus riches y deviennent chaque année plus riches et les pauvres (de plus en plus nombreux) plus pauvres. Arrêtons-nous enfin sur le quotidien de nos villes et de nos campagnes et interrogeons nos capacités d'accueil au quotidien du simple "différent" de nous. Alors oui, nous pouvons nous dire que le travail qui nous attend est immense et saluons l'appel de Raphaël Pitti. Il est un réveilleur de conscience (ou surtout de mauvaise conscience).



Keith Harring

Au-delà de la noblesse de cet appel au Président de la République, nous devons rappeler que la solution ne peut résider dans des seules attitudes nationales. L'Italie et la Grèce paient depuis des années un lourd tribut face aux autres nations européennes qui montrent bien peu de solidarité avec elles. L'Angleterre, à l'opposé, a choisi le repli nationaliste de son Brexit. Elle témoigne ainsi du même égoïsme absolu que celui qui l'a amené à obliger la France à faire la police de ses frontières sur son propre sol à Calais ou à Douvres au nom des accords du Touquet signés en 2003. C'est cet accord qui constitue la principale source de l'embolisation du flux des réfugiés sur cette seule zone y créant une situation humainement intenable aussi bien pour les émigrés que pour les autochtones. Seule l'Europe peut définir une politique migratoire contraignante et harmonieuse entre ses Etats. Laisser chaque nation décider selon son bon vouloir ne peut être satisfaisant aussi bien à court terme qu'à moyen terme. Seule l'Europe peut également définir une politique économique étrangère de grande ampleur à

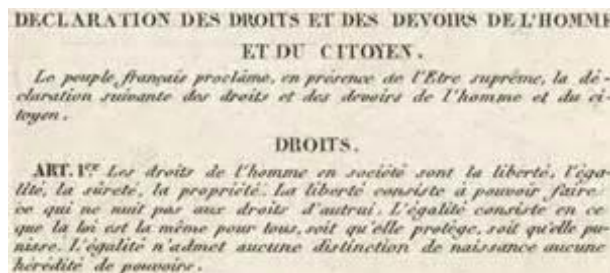
l'égard de l'Afrique notamment permettant aux personnes de ne plus être contraintes de quitter leurs pays grâce aux aides au développement qui pourraient leur être apportées.

En attendant, oui, immédiatement exigeons des conditions d'accueil décentes et ne les laissons pas supporter par les seules communes contraintes d'accueillir ces réfugiés.

Que 2018 soit une année de « *combat au service du prochain* », qu'il soit réfugié, bien sûr, mais aussi toute personne en détresse économique ou affective. Nous le savons, la tâche est immense : elle concerne chacun de nous dans notre vie personnelle mais aussi nous tous dans nos constructions collectives aussi bien associatives qu'institutionnelles.

Montpellier 2020 vous souhaite une « bonne année 2018 ! »

Février 2018, n°57 : *Droit et devoir en démocratie*



Nos états démocratiques se sont développés sur les principes des droits de l'homme. La « *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* » est rappelée, en France, en préambule de la constitution de la cinquième République. Une « *Déclaration des droits* » ouvre également la constitution des USA depuis ses origines en 1791. La revendication des droits est, de nos jours, une invocation sacrée. C'est en son nom que nos sociétés en ont ainsi multiplié le nombre : droit d'ingérence, droit de l'usager, droit de vote, droit de grève, droit de culte, droit à la liberté de parole, d'opinion, de presse ... Ces droits constituent, cependant, une aubaine pour le néo-libéralisme qui y trouve une justification pour ses ambitions de liberté de marché et d'entreprendre.

Très rapidement, un certain nombre de penseurs avaient pourtant perçu le danger d'un système basé uniquement sur des revendications de droit sans contrepartie de contraintes. Dès 1795, la « *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* » est devenue celle des « *droits et devoirs de l'homme et du citoyen* ». En déclarant que « *la liberté de chacun s'arrêtant là où commence celle des autres* » Jean Paul Sartre ne faisait que rappeler les termes de la Déclaration de 1789. Le plein exercice des droits ne peut, en effet, être garanti sans une soumission à des devoirs liés aux exigences de l'exercice des droits des autres.



Dessin de WIMGZ

Trois événements récents illustrent, à leur manière, la dangerosité de l'invocation absolue du droit de l'individu dans la méconnaissance des autres.

Les deux premiers nous viennent d'Amérique du Nord. Le Président des USA revendique, depuis le début de son exercice, un droit à une totale liberté d'expression à laquelle il recourait déjà volontiers durant sa campagne électorale. Il multiplie, ainsi, impunément dérapages verbaux et « fake news ». Le Washington Post nous a relaté les propos qu'il a tenus le 11 janvier devant un groupe de sénateurs qu'il recevait dans son bureau ovale de la Maison Blanche : « *pourquoi est-ce que toutes ces personnes venues de pays de merde viennent ici ?* ». Nul homme ne peut prétendre ne pas être soumis à des devoirs fût-il le dirigeant de la plus grande puissance mondiale.

Le producteur hollywoodien Harvey Weinstein se trouve accusé de viols et d'agression sexuelle. De nombreux témoignages tendent à montrer que le producteur de cinéma s'autorisait de sa position toute puissante dans l'industrie du film pour se donner le droit d'assouvir ses pulsions sexuelles à sa guise. L'affaire a fait grand bruit et a entraîné une multitude grandissante de témoignages des violences sexuelles auxquelles sont soumises les femmes dans le quotidien de leurs vies. Le site « *balance ton porc* » invite les femmes à témoigner sur le net des agressions elles ont été victimes. Un « manifeste des 100 femmes » publié dans le journal *Le Monde* s'est dressé contre le retour de puritanisme que peuvent contenir ces réactions. Elles défendent, à l'inverse, « *une liberté d'importuner, indispensable à la liberté sexuelle* ». Ce manifeste, à son tour, a suscité de fortes réactions contre ses signataires. Droit d'exercice de sa sexualité ? Droit d'importuner ? Droit de dénoncer ? ... La réponse à l'exercice de ces droits ne peut résider que dans la reconnaissance d'une soumission à des devoirs.

Albert Camus rappelait que « *la démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité mais la protection de la minorité* ». Un troisième événement récent vient préciser que la majorité et minorité ne doivent pas s'entendre au seul niveau quantitatif. Le 15 janvier de cette année, l'ONG britannique OXFAM a publié son étude sur la répartition des richesses dans le monde. En 2016, les 8 personnes les plus riches ont gagné autant que les 3,700 milliards qui constituent les 50% les plus pauvres. En France, les 21 personnes les plus riches possèdent autant que les 27 millions correspondant aux 40% les plus pauvres. A ce rythme, la moitié de la terre appartiendra bientôt aux 1% les plus riches : leur patrimoine s'est enrichi en 2015 davantage que celui des 99% restants. Ces personnes ne font qu'exercer leur libre droit d'entreprendre et, tant qu'elles ne contreviennent pas aux lois économiques, au nom de quoi peut-on les accuser de s'enrichir ? Le néo-libéralisme a ainsi créé une dynamique où les inégalités entre riches et pauvres atteignent de tels écarts qu'elles apparaissent obscènes pour beaucoup et dangereuses pour l'équilibre du monde. Comment les nations peuvent-elles s'accorder pour fixer des devoirs permettant de réguler cette course au profit ?



Dessin de GdB

Tous ces événements posent une question essentielle à nos démocraties : jusqu'où peut-on invoquer le droit de liberté individuelle ? Nos démocraties ont, entre autres comme le rappelait Albert Camus, un devoir particulier de protection des droits des plus faibles par rapport aux volontés de puissance des

plus forts : « *la démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité mais la protection de la minorité* », en précisant bien que la majorité n'est pas forcément quantitative

Mars 2018, n°58 : Au fil de l'actualité ...

Le mois de février, malgré ses 28 jours, a été traversé d'événements qui ne doivent pas nous laisser indifférents.

Le conflit de Syrie montre, à nouveau, l'implacable déroulement de ses monstruosité quotidiennes nous laissant l'amer sentiment de notre impuissance à y changer quoi que ce soit. Le monde s'est réjoui du fait que la Russie de Poutine n'ait pas opposé une douzième fois son veto à la résolution d'une trêve d'un mois adoptée le 24 février par le Conseil de Sécurité. Malheureusement nous avons vite réalisé que cet accord n'avait été possible qu'en raison d'une telle extension des limites des interdictions d'interventions qu'elle autorise, de fait, toutes les actions à partir du moment où elles font référence à certains groupes terroristes, les djihadistes de l'Etat islamique et Al-Qaïda notamment. C'est ce qui a autorisé Bachar el-Assad à reprendre ses raids dès le lendemain de la décision et poursuivre ses bombardements sur la Ghouta qui ont fait déjà plus de 500 morts civiles sans compter les victimes des gaz chimiques qui, selon les observateurs, y ont été employés.



media1.ledevoir.com

Les Jeux Olympiques d'hiver de P'yŏngch'ang ont vu la réapparition de la Corée du Nord comme partenaire respectable du reste du monde. Beaucoup s'en sont félicités. La chaîne Arte a diffusé, à cette occasion, quelques remarquables reportages sur la naissance et le développement de cette « République populaire démocratique » et l'avènement de son leader actuel Kim Jong-il. Le développement d'un armement nucléaire en Corée du Nord a débuté, en fait, dès le lendemain de la dernière guerre mondiale avec l'aide directe de l'URSS dans un contexte de guerre froide. Son but actuel semble désormais avant tout d'obliger les autres nations du monde à tenir compte de leur pays. Cette stratégie a déjà payé puisque les coréens du Nord occupent désormais une place première de partenaire incontournable dans l'équilibre du monde. Les reportages allaient plus loin. Ils montraient comment la menace que faisait peser la Corée du Nord n'était pas celle de l'usage direct de l'arme nucléaire mais bien plus celle de leur capacité d'en faire commerce avec d'autres pays voire avec des mouvements terroristes. C'est ce que vient de révéler un rapport de l'ONU informant de la saisie au mois d'août d'armements chimiques et de missiles en provenance de la Corée du Nord en destination de la Syrie.



img.20mn.fr

L'arrivée d'une vague de froid a rappelé à nos consciences l'existence des sans-abris aux portes de nos maisons. On dénombre 143 000 personnes sans domicile fixe actuellement en France. Un quart des moins de 65 ans possède pourtant un travail. Une étude menée en 2012 auprès de 14 000 d'entre eux montrait que 10% avait un diplôme de l'enseignement supérieur. On estime, enfin, que 2000 sans-abris meurent chaque année en France. Comme ses prédécesseurs, Emmanuel Macron avait promis de mettre fin à cette situation en offrant une possibilité « de loger tout le monde dignement » d'ici la fin de l'année 2017. Qu'en est-il aujourd'hui ? Les associations qui viennent au secours des sans-abri, ont salué la décision de la Ville de Paris d'ouvrir 1000 places supplémentaires par rapport aux 11 000 existantes mais ils rappellent, en même temps, que 100 000 logements y sont actuellement vacants. Il est curieux, par ailleurs, que notre société, toujours avide de mettre chaque citoyen en fiche, ne puisse entreprendre un recensement, au moins approximatif, des sans-abris. Cela éviterait des déclarations hasardeuses de certains responsables politiques et montrerait une réelle volonté d'affronter cette face honteuse de nos sociétés.

La dernière actualité du mois concerne la réforme de la SNCF. Emmanuel Macron s'était fait le chantre du « en même temps » lors de sa campagne électorale. Nous pourrions dire que « en même temps » la situation de la SNCF est très préoccupante, nécessite une réforme radicale, voire un recours aux ordonnances mais que, « en même temps », les cheminots ont raison de se mobiliser jusqu'à la menace de grèves dures face à une réforme qui menace leur statut et mettrait en péril la qualité du transport ferroviaire français. Nous déplorons, en France, 15 ans de gouvernances politiques velléitaires qui n'ont jamais eu le courage d'entreprendre des réformes véritablement structurelles. Emmanuel Macron s'est fait élire sur un programme clairement annoncé sur des réformes non plus de surface mais de fond. On ne peut lui reprocher de mettre en œuvre ces engagements. En même temps, la vocation des syndicats est de défendre les intérêts des travailleurs en sachant, à chaque fois, dépasser les seuls intérêts de branches particulières au nom d'un intérêt plus général de l'ensemble du monde du travail. C'est pour cette raison que la façon dont se négociera la réforme de la SNCF constituera un moment très important de notre avenir politique et social.

Avril 2018, n°59 : *Ne laissons pas terroriser nos valeurs républicaines*



Image : voltaire.net

Il est triste de constater, une fois de plus, le caractère malsain avec lequel nombre d'acteurs politiques bondissent sur chaque acte terroriste pour déployer leurs avidités de hyènes. Guillaume Pelletier n'a pas hésité, sur Europe 1 le 27 mars, à demander l'internement des fichiers S à l'image de ceux qui sont autorisés en psychiatrie au nom du « *devoir de protéger le peuple français* » et de l'incarnation de « *l'esprit de résistance* ». Sur les mêmes ondes, son collègue Geoffroy Didier a épinglé « *la naïveté* » du Président de la République, Emmanuel Macron, en déclarant sans ambages que l'attaque terroriste de Trèbes était « *évitable* ». Laurent Wauquier avait auparavant ajouté le grief « *d'irresponsabilité* » à celui de naïveté. Marine Le Pen a repris les mêmes dénonciations en ajoutant la demande de démission immédiate du ministre de l'intérieur. Florian Philippot, enfin, avait déclaré : « *étranger il aurait dû être expulsé, binational déchu de sa nationalité française puis expulsé* ». A cela il ne faut pas oublier les ignobles tweets : celui de l'ex-candidat de la France Insoumise, Stéphane Poussier et l'autre d'une soi-disant militante vegan se réjouissant du meurtre d'un boucher.

Manuel Valls, tout en se disant ouvert à la détention administrative de certains fichiers S, a pris la défense du Président de la République et de Gérard Collomb en récusant fermement que l'on puisse les accuser de naïveté. Il prône le rassemblement mais « *sans faire taire le débat* ». Quel peut être ce débat ?

La première réponse est de souligner la dangerosité qu'il y aurait à lier le calendrier de nos règles démocratiques à celui que dicteraient les terroristes et leurs actes : nous ne pouvons accepter que ce soient eux qui dictent nos vies politiques. Entretenir, par ailleurs, l'illusion d'un Etat qui pourrait préserver ses citoyens de façon absolue des risques terroristes résulte soit d'une manipulation démagogique, soit d'une ambition politique dangereuse. Penser que l'on puisse mettre un policier derrière chaque fichier S est non seulement une aberration mais une totale illusion. Chacun peut le constater, les attentats terroristes les plus meurtriers se font dans les régimes les plus policiers. Lorsqu'Éric Ciotti déclare que « *la France est sans doute la première cible au monde* », il oublie que le nombre d'attentats que connaît le sol européen est sans commune mesure avec celui d'Asie et d'Afrique où les premières victimes sont d'abord des musulmans. On estimait en 2015, année de Charlie Hebdo, que la France était classée au 26^e rang.

Ne nous laissons pas bercer par la promesse d'une société du « *risque zéro* ». Le pays du risque zéro serait celui du « *zéro liberté* ». Les citoyens y accepteraient une telle ingérence de surveillance du quotidien de leurs comportements que leur moindre pas serait épié et leur moindre pensée captée. Boris

Vian nous raconte dans « *L'arrache-cœur* » l'histoire de Clémentine, mère tellement soucieuse de protéger ses enfants de tout événement nuisible qu'elle finit par leur construire des cages pour les enfermer. Contentée d'elle, Clémentine se dit : « *je suis une bonne mère. Tous les accidents qu'ils risquent, j'y pense d'avance* ». Nos sociétés veulent-elles devenir de nouvelles Clémentine à force de ne vouloir accepter les dérapages et les incertitudes de la vie et de la liberté de l'humain ? La liberté est constitutive de nos démocraties mais, n'oublions pas, nos législateurs lui ont ajouté « *égalité* » et « *fraternité* » pour contenir une liberté sans limite. Son exercice absolu pourrait être le privilège d'être parfaits, habités par des seuls soucis altruistes : l'histoire humaine nous montre tous les jours l'inverse. C'est ce que Hannah Arendt appelait « *la banalité du mal* », à propos des acteurs de la Shoah : les pires bourreaux sont des hommes de tous les jours.



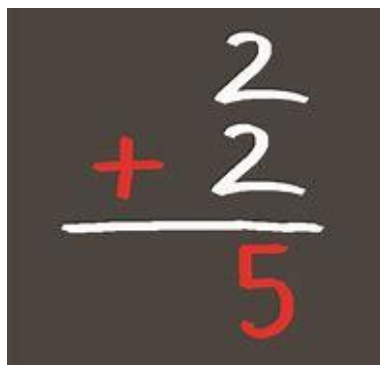
C'est ce à quoi devraient réfléchir les Chefs d'Etat avant de se défaire lâchement sur la psychiatrie pour expliquer les actes de telles violences meurtrières, comme si ces atrocités ne pouvaient résulter que d'esprits fous. C'est ainsi que Donald Trump évoque à chaque fois la malade mentale lors des meurtres de masse commis aux USA. Il évite, bien sûr, toute remise en cause de la libre circulation des armes. Il est regrettable qu'Emmanuel Macron ait glissé de telles allusions dans sa première déclaration après les meurtres de Trèbes : *« vous avez beaucoup d'individus qui se sont radicalisés eux-mêmes, qui ont des profils psychiatriques variés, certains qui relèvent de pathologies, d'autres non »*.

Les réponses apportées aux actes terroristes djihadistes ne peuvent être que structurelles et non de simples effets d'annonces. Notre ami Jean Matouk en propose 3 dans son blog du *Nouvel Obs* du 25 mars. Eradiquer le mal dès l'école car c'est dans l'école que s'acquièrent les valeurs de base républicaines. Mieux entraver le trafic d'armes : nous ne pouvons nous résigner à la détention d'armes et devons donc être beaucoup plus sévère sur tous les trafics qui permettent d'en obtenir. Inciter, enfin, les musulmans républicains à manifester clairement leur condamnation. Nous pouvons en ajouter une autre : en finir avec le communautarisme. Certains politiques ont pu le favoriser à un certain moment par souci de tranquillité sociale ou par simple stratégie électorale. Il faut rappeler que les valeurs premières auxquelles tout citoyen a le devoir de se soumettre sont les valeurs de son pays : elles seules peuvent fédérer un peuple au-delà des choix et des origines de ceux qui le constituent. N'oublions pas, enfin, que ces actes nous amènent souvent à la population des banlieues ou des zones populaires de nos grandes comme de nos petites villes. Nous devons tous entendre l'alerte de Stéphane Gatignon qui vient de démissionner de sa charge de maire de Sevrans.

Mai 2018, n° 60 : Le pragmatisme est une idéologie

Le Midi libre a rapporté, dans son édition du 12 avril, l'échange très vif qui a opposé Jacques Toubon, à la députée LREM de l'Hérault, Coralie Dubost. Alors que le Défenseur des Droits était interrogé par la commission des lois sur le projet de loi asile et immigration, la parlementaire s'est dite surprise de le voir mettre *« en opposition le principe de réalité avec la défense et la réalisation des droits fondamentaux. Je trouve dommage, a-t-elle poursuivi, d'opposer ce principe de réalité, et d'en faire un obstacle aux droits fondamentaux alors qu'il est là précisément pour les orienter et permettre de les atteindre et de les réaliser concrètement »*. Le défenseur des droits lui a immédiatement répondu : *« il faut opposer droits fondamentaux et principe de réalité. Les droits fondamentaux ne peuvent pas être relatifs. Ils prévoient une obligation de résultat (...) Si on commence à dire "je ne peux pas alors je ne fais pas", petit à petit, on grignotera ces droits »*.

Cet échange pose la question des relations complexes entre la réalité et le droit. Les nécessités de l'action sont-elles compatibles avec l'impérieuse soumission à des valeurs inscrites dans la loi ou reconnues comme universelles ? Ces questions partagent la France depuis les dernières présidentielles. Nos gouvernants actuels revendiquent clairement une ligne pragmatique qui dépasserait les clivages idéologiques droite/gauche. La gauche y voit la marque d'une dérive droitiste qui ne dit pas son nom. La droite y dénonce un renoncement aux valeurs qui la fondent la nation.



taringa.net

La question n'est pas simple. Emmanuel Macron s'est fait élire sur une sortie des oppositions droite/gauche. Il entend établir son action politique dans une volonté pragmatique en se libérant des œillères idéologiques. Le pragmatisme, cependant, ne se situe jamais sur un terrain vierge. Il constitue lui-même un choix idéologique. Ses racines ont accompagné le développement industriel de la fin du XIXe siècle. Ses fondateurs furent Charles Sanders Peirce et William James en Amérique du Nord et son principal penseur en France, Jean Wahl. Cette philosophie a la volonté de partir de la réalité concrète et s'oppose, par-là, aux courants classiques se fondant, eux, sur les idées et les abstractions, même si d'autres mouvements contemporains comme l'existentialisme s'en sont démarqués. Pour le pragmatiste, c'est l'efficacité pratique de son action qui justifie sa valeur. Dans son récent débat télévisé Emmanuel Macron a, ainsi, maintes fois précisé qu'il était prêt à réexaminer certaines nouvelles dispositions législatives au bout de deux ans pour en mesurer le bilan. La journaliste Nathalie Saint-Cricq, a fait remarquer, à l'issue du passage très réussi du ministre de l'Education Nationale dans « *l'Emission politique* » de France 2 du 15 février dernier, que Jean-Michel Blanquer, « *fait partie d'une nouvelle génération même pas d'hommes politiques mais de gouvernants pour qui le pragmatisme est l'alpha et l'oméga de tout* ».

Le pragmatisme permettrait-il d'échapper au clivage droite/gauche ? Si on laisse de côté la question épineuse de la définition de ce que sont gauche et droite aujourd'hui, on doit bien convenir que ce n'est pas possible. On peut trouver des pragmatismes de droite et des pragmatismes de gauche. Notre relation à la réalité est toujours chargée d'une part subjective où l'idéologie tient une grande place. Il n'existe donc pas de regard épuré sur le concret. On le constate chaque jour en voyant les affrontements opposant deux personnes sur un même fait. Le pragmatisme d'un cheminot CGT en grève ne peut évidemment pas être le même que celui d'un initiateur de la réforme de la SNCF. Celui de l'utilisateur va différer également suivant sa dépendance ou son intérêt au bon fonctionnement des transports ferroviaires. De façon plus générale, le pragmatisme peut difficilement se séparer de son appartenance de « classe » sociale.

Existerait-il une valeur absolue qui pourrait transcender ces pragmatismes ? Le droit devrait constituer, en principe, la référence devant laquelle tout citoyen doit se soumettre. Les droits de l'homme y occupent une place singulière puisqu'universellement reconnue. Mais n'oublions pas que c'est sur leur invocation que les révolutionnaires ont fait régner la Terreur. C'est en leur nom également que les nations puissantes du monde occidental se sont autorisées à envahir militairement des pays comme l'Irak ou la Lybie. Si le droit constitue une valeur absolue, on ne peut constater que leur invocation est souvent beaucoup plus relative.



La sagesse devrait constituer dans le rappel que tout découpage entre l'idéologie et la pratique est éminemment dangereuse. La pertinence et la vitalité de l'action politique ne peuvent se préserver que par le va-et-vient constant entre une pensée qui guide l'action et une action qui protège la pensée de s'ériger en dogme. Il n'existe pas plus de pensée pure que d'action neutre.

JUIN 2018, n° 61 : Juin 1973 – juin 2018, les 45 ans des Lip



Après l'anniversaire de Mai 1968, le mois de Juin nous plonge dans un second : celui des 45 ans de l'appropriation par « les Lip » à Besançon de leur entreprise menacée de démantèlement et de dépôt de bilan. Le 12 juin 1973, suite à l'annonce de la fermeture, les ouvriers de l'usine de Palente séquestrent les dirigeants et occupent leur bâtiment. Par précaution, ils mettent ensuite à l'abri le stock des 250 000 montres et décident, le 18 juin, en assemblée générale la remise en route de la production désormais assurée par eux-mêmes. Le 15 août les gardes mobiles investissent les locaux et chassent les ouvriers qui l'occupaient. Ces derniers arrivent néanmoins à maintenir une production et une vente grâce à la mise à leur disposition de locaux paroissiaux et municipaux. Ils peuvent ainsi continuer et s'assurer un salaire. En septembre 100 000 personnes viennent à Besançon soutenir leur lutte. Malgré la volonté affichée du premier ministre, Pierre Messmer, d'en « finir avec Lip », des négociations s'ouvrent à la mi-octobre et aboutissent à la nomination d'un nouveau dirigeant, Claude Neuschwander. En 1974, l'entreprise reprend ses activités. Ses salariés sont peu à peu réintégrés. L'usine amorce un nouveau développement jusqu'à ce que, brutalement, Claude Neuschwander soit révoqué le 8 février 1975. Le ministre de l'industrie de l'époque, Jean Charbonnel, déclarera, : « *ils ont assassiné Lip* ». Il apparaît bien rétrospectivement, en effet, qu'il y a eu une décision délibérée du gouvernement de mettre fin au redressement d'une entreprise au symbolisme social trop dérangeant. L'usine sera définitivement liquidée le 28 novembre 1977. Les ouvriers maintiendront une production par une création de SCOP. Le jeudi 20 juin – cf. la fin de cette Lettre - nous invitons tous ceux et celles qui ont envie de replonger plus dans l'histoire des Lip à la rencontre que nous organisons avec le Pacte Civique et la Fondation Roosevelt à l'amphi de Pierres Vives à Montpellier : « **Lip, une histoire actuelle** ». La soirée est

organisée à l'occasion de la sortie du livre « *Pourquoi ont-ils tué Lip ?* » écrit par Guillaume Gourgues, chercheur en sciences politique et Claude Neuschwander. Le débat se déroulera à partir de la projection du film de Christian Rouaud, « *Les Lip, l'imagination au pouvoir* ». Elle sera l'occasion de rencontrer, non seulement ces personnes, mais également le leader syndical de la lutte, Charles Piaget.



En quoi l'histoire des Lip est une histoire actuelle ?

Donnons au moins trois raisons principales.

D'abord parce qu'elle marque une bascule historique du capitalisme. Elle est celle dont nous mesurons les effets délétères aujourd'hui. Christian Rouaud l'énonce clairement dans son film : « *Jusqu'à Lip, nous étions dans un capitalisme où l'entreprise était au cœur de l'économie. Après, nous nous sommes trouvés dans un capitalisme où la finance et l'intérêt de l'argent ont remplacé l'entreprise* ». Une étude récente de l'ONG Oxfam, parue le 14 mai, a montré que, depuis, 2009, les entreprises du CAC 40, ont versé 67,5 % de leurs bénéfices aux seuls actionnaires. 27,5 vont aux investissements et seulement 5% aux salariés. Le président Sarkozy avait pourtant préconisé la même année 2009 une règle des trois tiers : « *Sur 100 de bénéfices, il devrait y en avoir 33 qui reviennent aux salariés, 33 qui vont directement dans la poche de l'actionnaire et 33 qui servent à être réinvestis dans l'entreprise* ».

L'histoire des Lip, ensuite, reste un des paradigmes les plus forts de la réappropriation, par les salariés, de leur entreprise. Le film de Stéphane Brizé, « *En guerre* », en montre l'actualité. Projeté au dernier festival de Cannes, il met en scène une multinationale qui décide, malgré son bilan financier très florissant, de licencier une partie de ses salariés avant de se délocaliser. Cette lutte avec réappropriation n'est possible que par l'alliance entre ses acteurs et la population qui les entoure. Le point le plus fort de l'histoire de Lip réside sans doute dans leur capacité de faire lien, avec l'ensemble des salariés de l'usine d'abord, avec la population de Besançon ensuite, puis avec l'ensemble du territoire national. Comment s'y sont-ils pris ? En sachant trouver les termes d'un discours de rassemblement et non de haine. C'est une belle leçon pour notre époque où il semble impossible de d'affirmer en dehors de discours d'exclusion et de clivage binaire.

Troisième actualité de Lip : les relations avec les organisations instituées, syndicats et partis. Les leaders des militants de Lip sont des salariés syndiqués. Pourtant, très tôt, l'on s'aperçoit que leur mode de lutte vient surprendre les organisations professionnelles et politiques instituées : elles ont peur de se voir débordées. La CGT approuve un plan gouvernemental de reprise, le « plan Giraud », en septembre 1973, elle est désavouée. Tout au long de leur lutte, les Lip mettront en place des structures leur permettant un engagement de tous et une liberté par rapport aux inféodations des hiérarchies syndicales : ce seront des comités d'action, des commissions et des assemblées générales.

La France est traversée régulièrement de larges mouvements sociaux : SNCF, Air France, Notre Dame des Landes, Fonction publique, Coca Cola, Tupperware, Whirlpool ... Ils mettent tous en scène les mêmes protagonistes que Lip : le pouvoir politique, les représentations instituées, syndicats et partis, l'ensemble de la population. Les temps ont changé depuis 45 ans : les mêmes questions demeurent :

- Comment lutter contre la forme perversie et suicidaire du capitalisme actuel dont le seul souci est de produire de l'argent pour quelques seuls bénéficiaires ?

- Comment, dans l'action, construire ensemble un socle qui, au lieu de séparer, unisse un plus grand nombre et contribue ainsi à la fabrication d'une réelle fraternité sociale ?
- Quelle capacité, enfin, ont les organisations instituées (syndicats et partis) d'accepter, à un moment, une perte de maîtrise de leurs repères idéologiques et stratégiques pour s'ouvrir tout simplement à ce qui se passe ?

De la réponse que nous serons en mesure d'apporter à ces trois questions dépend l'avenir de nos démocraties.

Juillet 2018, n° 62 : *Qu'est-ce qu'une politique sociale ?*



Dessin de Keith Haring

Le mois de juin a vu se réveiller la question de la politique sociale en France en direction de nos concitoyens les plus pauvres, les plus démunis ou en situation de grande fragilité. Des conseillers proches du Président de la République s'en seraient même émus et l'auraient alerté.

La veille de son déplacement pour le congrès de la Mutualité à Montpellier, Emmanuel Macron a évoqué en sa part une politique d'aide sociale mal gérée où a mis un « *pognon de dingue ... dans les minima sociaux* » centrés sur le « *curatif* » plutôt que sur le « *préventif* » *. Le lendemain, le mercredi 13 juin, il a tracé au Corum les grands axes de sa politique sociale : « *la solution n'est pas de dépenser toujours plus d'argent* » mais « *d'avoir une justice sociale effective plutôt que des incantations* ». Déplorant un système qui, in fine, installe davantage les personnes dans la précarité plutôt que les aider à s'en sortir, il a conclu : « *nous avons un système qui prévient mal, qui stigmatise encore et est trop complexe, qui est peu humain et qui ne permet pas à celles et ceux qui tombent dans ces situations d'exclusion ou de pauvreté, de s'en sortir au plus vite et de retrouver toute leur place dans la société* ».

Les dernières élections présidentielles avaient vu s'affronter deux conceptions de politique totalement aux antipodes l'une de l'autre. La première partait de la nécessité de versement d'aides financières aux personnes en situation de pauvreté ou de précarité. Elle allait jusqu'à l'instauration d'un « *revenu universel d'existence* » dès l'âge de 18 ans pouvant équivaloir 1,9 le smig : c'était la proposition de Benoit Hamon. A l'inverse, d'autres candidats étaient opposés aux allocations versées sans limite dans le temps et sans contrepartie. Paradoxalement un des leaders de la droite, Guillaume Peltier a prôné le 17 juin une augmentation de 15 à 20% du SMIC ; il l'a assortie cependant « *d'une baisse des charges drastiques pour les entreprises* ».

Les remarques de notre Président se situent dans la logique de son choix de favoriser la reprise économique : il estime, à juste titre, qu'elle seule peut être garante d'une meilleure justice sociale en procurant des emplois, en permettant un juste système de formation permanente, en structurant un modèle équilibré de compensations et en ouvrant à tous l'accès aux soins. Mais cet objectif ne peut être qu'à moyen voire à long terme. Il lui faut, immédiatement, savoir gérer l'entre-deux car cette embellie économique ne peut apparaître brusquement et chasser la dureté vécue actuellement par un trop grand nombre de nos concitoyens.

Il lui faut se rappeler la sagesse de son « en même temps ». Les choix politiques ne peuvent s'exercer dans une bipolarité où une option ne pourrait se prendre que dans l'exclusion de l'autre. Le chômage de masse continue à exister, la pénurie de logements et la difficulté à leur accès est une réalité française, l'accès à l'emploi pour les personnes en situation de handicap continue à représenter une double peine pour eux. C'est à l'Etat de savoir intervenir. Il doit assumer sa position de « Providence » pour tous. Sinon sa politique apparaîtra comme mise au service d'une seule partie de la population : celle qui, de plus, n'est pas la plus démunie.

* Jean MATOUK titre son blog du 24 juin dans le Nouvelobs : « Trop de « pognons » ? Oui ! Par rapport aux ressources ! ». Après avoir repris les chiffres consacrés par les français aux minimums sociaux, l'économiste rappelle qu'ils sont puisés dans la dette publique et constate que « c'est vis-à-vis de nos capacités financières qu'on peut estimer que nous dépensons un « pognon de dingue », car nous n'avons pas su organiser et réorganiser notre Etat et nos Collectivités locales pour économiser de quoi financer notre assistance si appréciée ». Il ajoute que si l'on considère plus particulièrement l'assurance maladie, « il est encore plus exact qu'on est beaucoup trop dans le curatif et pas assez dans le préventif. Formation bien meilleure à la physiologie humaine des adolescents dans l'enseignement obligatoire, entraînement au secourisme, lutte tous azimut contre toutes les addictions, réorganisation de la médecine de ville pour décharger les urgences... passage du paiement à l'acte à la capitation. Plus de prévention, c'est évidemment une meilleure santé en général et moins de dépenses de soins. Là encore notre « excellent » système de santé pourrait être, de beaucoup, amélioré sans plus de « pognon ».

Août 2018, n° 63 : Jusqu'à la nausée



actu.fr

Il arrive à toute démocratie de traverser des périodes troubles dont chacun, à moins d'être apprenti sorcier, aimerait bien se passer. Il est important qu'elle sache alors s'en sortir au plus vite et trouve la sagesse d'en tirer les leçons. Pour les français qui se sont absentés entre le dimanche de la victoire des bleus au mondial de foot et le WE suivant, le choc au retour sur leur sol a été rude. Alors qu'ils avaient quitté un pays en liesse fier de son identité, ils l'ont retrouvé au bord de l'éclatement et du précipice politique. Aux ondes et écrans saturés par la coupe de monde a succédé le déferlement d'informations mises en continu comme lors de grandes catastrophes ou à l'occasion des attentats terroristes. Deux commissions d'enquête issues de chacune des deux Chambres avaient convoqué les plus hauts responsables de l'Etat. Certains y espéraient déjà une première étape vers la destitution du chef de l'Etat par une Haute Cour du Parlement. Les ombres de l'emprise des « barbouzes » ont ressurgi dans l'entourage de la gouvernance de la France. Deux motions de censure simultanées ont été proposées, chacune issue d'une opposition différente, ce qui constitue un fait très exceptionnel dans notre République.

L'origine de cet emballement politico-médiatique apparait bien ténue. Une violence commise par un garde du corps du Président de la République lors de la manifestation du 1 mai, enregistrée sur un téléphone portable et publiée par le journal « Le Monde » du 18 juillet. Dès la connaissance des faits une enquête préliminaire est ouverte par le parquet. La procédure en cours n'empêche pas certains commentateurs politiques de traiter déjà l'homme incriminé de « voyou » ou de « nervi ».

On peut se demander pourquoi une telle affaire a pris, 2 mois et demi après les faits, une ampleur telle qu'elle a suspendu immédiatement tous les travaux en cours des assemblées et mobilisé un état d'urgence nationale ?

Au départ nous avons un fait qui semble incontestable, révélé par des images, montrant un comportement justifiant la mise en garde à vue immédiate, l'ouverture d'une enquête préliminaire par le parquet et la sanction de ses employeurs. C'est ce qui a, d'ailleurs, été fait : mise à pieds immédiate et engagement d'une procédure de licenciement.

De la même manière, il apparait normal que la fonction de chargé de mission responsable de la sécurité au cabinet du Président de la République de la personne mise en cause ait entraîné un effet ricochet auprès de son employeur à qui il est légitime de demander des comptes.

Ce qui est plus difficile à comprendre est le tsunami politique et médiatique qui s'est déclenché aussitôt après l'article du « Monde » transformant une affaire « d'usurpation de fonction et de signes réservés à l'autorité publique » en une affaire menaçant directement l'Etat. De la mise en cause d'une personne on est passé à celle d'un autre homme, le Président de la République et à celle d'un système politique mis en place depuis un an.



Dessin de PLANTU

Plutôt que de reprendre les diverses analyses qui ont pu être faites, essayons de dégager les principaux points qui font problème et dont on peut tirer leçons.

Pas de privatisation de la sécurité du Chef de l'Etat - Le(s) service(s) de sécurité entourant le Président de la République doivent être confiés aux seuls services publics compétents.

Une parole présidentielle forte – Lors de telles crises, on attend du Chef de l'Etat une intervention qui se situe « au-dessus de la mêlée ». Elle doit être concise et s'adresser à l'ensemble des français.

Savoir utiliser les vidéos – De plus en plus, des vidéos enregistrées par téléphone et à l'insu des acteurs circulent sur les réseaux sociaux et servent de point d'appui à des jugements expéditifs. Si la transparence est une exigence citoyenne, l'utilisation et la divulgation sans discernement de documents anonymes et pris à la dérobée peuvent représenter un grave danger pour la démocratie.

L'amnésie politique – Les oppositions politiques perdent beaucoup de leur crédibilité lorsqu'elles s'appuient sur des procès adressés aux gouvernants en place alors que les mêmes opposants ont été loin de montrer, dans leurs pratiques passées, une même exemplarité.

Les récupérations politiques – La crédibilité des oppositions politiques s'effondre également lorsque les citoyens ont l'impression que tout événement est utilisé dans une seule stratégie de déstabilisation et de blocage.

Une exigence éthique des médias – Les médias donnent trop souvent l'impression d'être dans une seule préoccupation de culture de ce qui « fait le buzz » et permet la vente. Oubliant ainsi que leur

première exigence est celle de l'information, ils ne proposent plus à leur lecteur ou spectateur qu'une surenchère d'informations clonées.

La conclusion est, finalement, simple : ne pas gouverner ni informer par le bas. Se prêter à de telles complaisances ne peut que pervertir dangereusement le socle de nos vies démocratiques et ouvrir la voie aux populismes cyniques et autoritaires.

Septembre 2018, n° 64 : Août 2018 : pendant ce temps-là dans le monde ...

Le mois d'août est traditionnellement un mois de « vacance » politique, économique et médiatique pour beaucoup de français. Pourquoi ne pas en profiter pour jeter un œil sur quelques faits qui ont marqué le monde en cette fin d'été ? Nous en avons retenu trois dans cet éditorial : ils concernent l'actualité de ces derniers 10 jours. Ils ont pu échapper à beaucoup et ne sont pourtant pas sans importance.

Sortie du purgatoire pour la Grèce ?



Aléxis TSIPRAS (la-croix.com)

Le troisième plan d'aide à la Grèce s'est clôt le 20 août. Il doit mettre fin à 8 années de dramatique austérité pour le pays. Les conditions de remboursement de son énorme dette publique, 178 % de son produit intérieur brut, devraient être allégées. Il reste que la Grèce vient de traverser 8 années de terrible récession : son PIB a chuté de 25% et son taux de chômage a culminé à 28%. Les fonctionnaires ont perdu 40% de leurs salaires, et les retraités 50% de leurs pensions. Des centaines de milliers de jeunes ont émigré pour trouver du travail. Le Parti socialiste grec, le PASOK, s'est effondré. Malgré sa volonté de s'opposer à la « troïka » (Commission de Bruxelles, Banque Centrale Européenne et FMI), Tsipras a été obligé de voter le troisième plan pour éviter que son pays soit éjecté de la zone euro.

Le pays désormais va mieux : croissance de 2,3% au premier trimestre, chômage descendu sous la barre des 20%, budget excédentaire (hors charge de la dette). Est-ce pour autant fini de la crise ? Difficile à imaginer. La période d'étalement de la dette prend fin en 2032 : comment le pays y fera face à ce moment ? Tsipras et son mouvement risquent de faire les frais de leur politique aux législatives de 2019. Le pays reste « sous surveillance renforcée ».

Le drame des vénézuéliens

On apprenait le 25 août que certains pays voisins du Venezuela comme le Pérou mettaient en place des restrictions d'accès à leurs territoires. On chiffre, en effet, à plus de 1,5 millions le nombre de vénézuéliens qui ont pris la route de l'exil depuis le début de la crise en 2015. 3000 arrivent chaque jour à la frontière du Pérou. Dans son blog du 20 août pour le Nouvel Observateur, Jean Matouk est revenu sur la situation du Venezuela. « *Le rythme annuel d'inflation y a atteint un million de pourcent, un caddie à moitié plein dans un supermarché vaut 40 millions de bolivars, et, dans un restaurant, un convive ayant commandé une assiette de soupe pour 250.000 bolivars se voit prié de la boire plus vite, faute de quoi le restaurateur le menace de lui appliquer le nouveau prix de 340.000 bolivars ! Plus aucun soin*

possible. Plus de compresses dans les hôpitaux. Plus de médicaments. A fortiori aucune « chimio » possible, ni aucune intervention cardiaque ».



Nicolas MADURO (liberation.fr)

La situation politique, en même temps, est de plus en plus tendue. Depuis l'attentat du 4 août perpétré par un drone les arrestations se multiplient alors qu'on en ignore toujours l'origine. La pratique de la torture sur les prisonniers politiques est régulièrement dénoncée depuis longtemps. Laurent Joffrin interpellait déjà au leader de la Gauche Insoumise dans le « Libération », du 27 août de l'an dernier : « Mélenchon et le Venezuela : l'inquiétant déni ». Pour l'éditorialiste, la rhétorique anti-impérialiste développée aussi bien par Maduro que par Mélenchon ne peut justifier les graves dérives politiques et économiques que subit le Venezuela.

L'accueil des migrants en Sicile



Leocula ORLANDO (cefaluweb.com)

Antenne 2 a diffusé un reportage très intéressant (et très réconfortant) sur l'accueil des migrants en Sicile le vendredi 24 août. Alors que les médias nous inondent de reportages sur leur rejet par les divers pays européens et, particulièrement par l'Italie depuis l'arrivée de ses nouveaux dirigeants politiques, il convient de souligner, à l'inverse, les témoignages d'ouverture et d'accueil qui se mettent en place, notamment en Sicile. Palerme est une des principales portes d'entrée des migrants africains en Europe. Son maire, Leocula Orlando, déjà connu pour son engagement dans la lutte contre la mafia, n'hésite pas à parler de « génocide » face au rejet des migrants et sa « honte d'être européen ». Il a mis en place une politique active d'accueil et d'intégration des migrants dans sa ville. « J'estime et j'affirme, disait-il en octobre dernier dans un interview dans Le Monde, que tous les résidents de la ville de Palerme sont Palermitains. Il n'y a pas de différence entre les Palermitains qui sont nés à Palerme et ceux qui y arrivent, et c'est pour ça qu'il faudrait abolir le permis de séjour. Ce permis de séjour est la peine de mort de notre temps, c'est une nouvelle forme d'esclavage pour les gens qui arrivent. Je suis convaincu que la mobilité internationale est un droit humain. Une personne ne peut pas mourir car un pays refuse de l'accueillir ». Rappelons que sa ville n'a donné que 1% de suffrage à la Ligue du Nord aux dernières élections municipales. Même si la vigilance est de mise chez les habitants de Palerme

face aux dangers de montée des discours de rejet, ils restent, dans leur majorité, façonnés par une culture d'hospitalité qui, pour eux, est naturelle.

Octobre 2018, n° 65 : *La liberté d'expression : jusqu'où ?*



Dessin du bord du Lez, Cécé

On retiendra de cette fin du mois de septembre le choc créé par la diffusion de certains propos tenus par divers personnages du monde médiatico-intellectuel ou politique. Le 16 septembre, Éric Zemmour n'hésite pas à faire remarquer lors de « Salut les Terriens » à une consœur chroniqueuse de l'émission, Hapsadou Sy, qu'il était regrettable que sa mère de l'ait pas appelée « Corinne ». L'ensemble de l'échange, coupé au montage par la chaîne C8 par peur du CSA, a cependant été diffusé ensuite. On y voit le chroniqueur ajouter que son prénom, Hapsadou, était « *une insulte à la France* ». Éric Zemmour n'a certainement pas été sensible au salut donné par Obama à une équipe de France de football « *où tous ne ressemblent pas à des gaulois* ».

La semaine suivante, dans la même émission, c'est au tour de Yann Moix de s'en prendre violemment à la police disant sans ambages qu'ils « *ch... dans leurs frocs* » et « *n'ont pas les c... d'aller dans les endroits dangereux* ». Les excuses qu'il a pu prononcer par la suite sont encore plus désolantes : assumer ses propos est aussi une question de courage.

Le même week end, « Le journal du dimanche » publie une vidéo de Marcel Campion, entrepreneur de fêtes foraines. Il y prend à partie publiquement les responsables de la mairie de Paris : « *toute la ville est désormais gouvernée par des homos* », ajoutant « *D'habitude, je dis les "pédés. Mais on m'a dit hier qu'il fallait plus que je dise ça. Donc je ne dis plus les pédés, je dis les "homos". J'ai rien contre eux, sauf qu'ils sont un peu pervers* ».

Les étrangers, la police et les homosexuels sont ainsi livrés publiquement à la vindicte publique. Nous savons tous depuis Freud, Reich ou Canetti comment les masses sont gouvernées par de telles pulsions simplificatrices primaires. Le public de tout stade de football entonnera volontiers le son de « *arbitre on t'enc...* ». En mai 68, combien ont défilé aux cris de « *CRS SS* ». Les masses adorent qu'on leur désigne un méchant porteur de tous leurs maux. Elles se laissent flatter par tous les découpages binaires les mettant dans le camp des « bons » par rapport à d'odieux « mauvais ». C'est ce qui fait le lit de tous les populistes. C'est ce qui constitue le ciment des dictatures.

La dignité de l'humain réside en sa capacité de s'extraire de cette primarité grâce au langage et à la culture. Chacun mesure combien il est différent de reprendre un slogan « *CRS SS* » et de dire calmement sur une antenne : « *les CRS sont des SS* » : il saute immédiatement aux yeux qu'un tel raccourci constitue une injure à ceux qui ont souffert des actions de l'organisation nazie.

Comment, donc, un individu, dont la fonction devrait garantir intelligence et compétence, peut-il profiter de la puissance de son temps d'antenne et de l'assurance de son écoute médiatique, pour jouer sur ces dangereux ressorts ? Certains essaieront de leur trouver des excuses ou des explications : les propos

restent néanmoins là dans leur brutalité. D'autres diront encore c'est pour « faire le buzz », ou pour activer la promotion d'un livre : nous tombons alors dans la perversion la plus totale.

Une démocratie ne peut pas tolérer de telles complaisances. Elle ne peut pas accepter qu'au nom de la liberté de parole certains s'autorisent à jouer sur de tels ressorts de primarité des foules fussent-elles réduites à l'abstraction d'audimats.

Concrètement, les médias devraient arrêter de jouer avec leurs spectateurs en les manipulant avec des émissions montées de toutes pièces. La télévision française a écrit ses plus belles pages avec des émissions en direct. Elle savait alors faire preuve de courage et d'audace. Elle préfère aujourd'hui se complaire dans des fausses télé-réalités donnant l'illusion du direct lors qu'elles ne sont que le fruit de manipulations jouant savamment du scandale et de la pensée propre, de l'émotion calculée et du cynisme gratuit.

Les responsables politiques ont également leur responsabilité. Ils recourent trop souvent à la binarité bon/mauvais pour se défaire des responsabilités de leur décision (ou de leur inertie) sur le dos d'une autre source de tous les maux : Europe, autre strate territoriale, administrations ... Beaucoup, par ailleurs, se laissent aller sur le ton de la confiance ou de l'aparté dans des propos primaires : ils ne semblent pas avoir encore pris la mesure de l'avancée des médias qui épie leur moindre propos ou geste. A moins qu'au contraire, ils ne les utilisent de façon perverse.

Les élections européennes approchent. Beaucoup considèrent avec crainte la montée des nationalismes. Les discours populistes et primaires ne sont pas le seul fait de leurs leaders. Sachons les repérer dans notre quotidien médiatique et affirmer clairement qu'ils sont inacceptables.

Novembre 2018, n° 66 : Ouvrir grand la porte à l'extrême droite ...



Anselm KIEFER : « Pour Paul Celan : Fleur de Cendre »

L'image de notre démocratie représentative est décidément bien malmenée durant ce mois d'Octobre. Nous avons vu un député, leader d'un grand parti d'opposition, s'opposer physiquement à une action de justice, arguant d'une immunité « sacrée » en raison de sa charge et tenant des propos très violents à l'encontre des institutions politiques.

Le responsable d'un des principaux syndicats de notre pays s'est trouvé, par ailleurs, contraint à la démission à la suite de la publication de fichages internes aux tonalités difficilement acceptables.

Peu de temps auparavant le ministre d'Etat chargé de l'intérieur avait préféré délaissé sa charge au profit d'ambitions municipales pourtant à l'échéance assez lointaine.

Trois des anciens candidats aux dernières élections présidentielles, leaders des trois partis arrivés en tête après la REM d'Emmanuel Macron, se trouvent actuellement objets d'enquêtes et de poursuites judiciaires pour des faits directement liés à leur pratique politique.

Un ancien président de la République, quant à lui, semble toujours essayer, depuis 6 ans, de se dérober à la justice. Renvoyé devant le tribunal correctionnel par la Cour d'appel du tribunal de Paris pour « *financement illégal* » de sa campagne de 2012, il a décidé de faire appel.

Sans parler de l'interminable affaire Benalla où se mélangent comportements délictueux et affaire d'Etat, enquêtes parlementaires et procédures de justice.

En arrière-fond de toutes ces affaires nous retrouvons invariablement des sources issues de divulgation de secrets d'investigations en cours et images prises à l'insu des individus : elles sont pourtant largement et complaisamment relayées sur les réseaux sociaux et médiatiques. Nous nous habituons ainsi de façon dangereuse à la jouissance de révélations destinées à faire le « buzz » et oublions certaines limites que se fixe normalement toute démocratie à savoir, le respect du secret de l'instruction, celui de la vie privée de chaque citoyen et la vérification de l'authenticité des sources. L'incitation à la transparence de « la vie des autres » peut amener à de très douloureux cauchemars. L'histoire récente nous l'a montré.



Notre pays nous donne l'impression d'avoir décidé, avec le renfort soutenu de ses représentants, élus politiques et syndicaux, d'ouvrir grand la porte aux poussées des extrêmes droites en donnant généreusement matière à leurs discours de défaitisme démocratique. Les français semblent s'entendre pour démontrer publiquement et avec vigueur répétée combien il est vrai que tout le monde (individus et institutions) est « pourri » ... A l'exception bien sûr de soi-même dont la vertu est toujours victime d'honteux complots ou de malheureux manque de vigilance.

Nous jouons ainsi de façon insensée et irresponsable avec la montée des idéologies de repli, de rejet de l'autre et de régression économique et culturelle. Nous sommes aveugles à ce qui se passe dans l'Amérique de Trump, le Brésil de Bolsonaro, la Hongrie de Orban, l'Autriche de Strache ou l'Italie de Salvini.

Nos responsables politiques ont choisi depuis longtemps la lâcheté plutôt que le courage. Plutôt que de s'attaquer à leurs propres dérives, ils préfèrent attribuer invariablement à l'autre les décadences qui traversent leurs organisations. Ceux-là mêmes qui viennent de quitter le pouvoir après l'avoir exercé durant des décennies deviennent procureurs de toute action de nouveaux gouvernants. Ils découvrent brusquement toutes les actions politiques à mettre en place alors qu'ils s'étaient montrés incapables de leurs mises en œuvre lorsqu'ils étaient au pouvoir. A la cécité sur la décadence de leurs propres organisations ils ajoutent l'amnésie sur leur propre passé, préférant les discours négativistes ou haineux à ceux de rassemblement et d'espérance. « *Pour fonder la République il faut la faire aimer* » disait Saint Just.

On appelle « démocrature » les régimes qui utilisent la démocratie pour faire des politiques plus proches de la dictature. Le terme est flatteur et dangereux car il peut faire penser qu'il ne s'agit que d'une simple déclinaison de la démocratie, alors qu'il s'agit de son envers. N'oublions jamais que Ilse Reich s'autorisait du terme « socialiste » en se baptisant « national-socialisme ». Soyons lucides : la démocrature n'est qu'un détournement pervers de l'exercice de la démocratie en profitant de ses faiblesses *. Leurs leaders savent intelligemment utiliser les rouages de l'appel au peuple pour mieux parier sur la paresse des intelligences et des volontés individuelles et jouer avec les peurs primaires des masses.

Qu'est donc, à l'inverse, la démocratie ? Cherchons une réponse chez Pierre Mendès France : « *La démocratie, c'est beaucoup plus que la pratique des élections et le gouvernement de la majorité : c'est un type de mœurs, de vertu, de scrupule, de sens civique, de respect de l'adversaire ; c'est un code moral* ».

*Jean Matouk, dans son blog du NouvelObs du 18 octobre, adresse cet avertissement aux démocrates au sujet de la « faiblesse » de la démocratie : « *une faiblesse d'autant plus préoccupante que cette même démocratie fait face, dans le monde entier (Brésil, Philippines...), et en Europe même (Hongrie, Pologne, Salvini à 40% en Italie), à des démocraties illibérales qui veulent sa destruction. Il faut regretter que nos oppositions soient incapables, pour la faire vivre pleinement, de formuler de vraies propositions* ».

Décembre 2018, n°67 : Augmenter le « pouvoir d'achat » un piège néo-libéral

Et si le slogan entamé depuis plusieurs décennies comme exigence politique et syndicale n'exprimait, finalement, que le vœu le plus cher des néo-libéraux ? Faire de chaque citoyen un consommateur de plus en plus gourmand et lui donner comme idéal de vie l'accumulation d'objets avidement achetés : quel meilleur rêve, en effet, peuvent nourrir les nouveaux maîtres du monde économique mondial ?



Dessin de René CANELLA

L'appel à « augmenter le pouvoir d'achat » est apparu insidieusement dans le discours politique depuis deux décennies. D'économique et statistique la notion s'est transformée en mot d'ordre social revendiqué sans état d'âme par les responsables de gauche tous confondus. L'intersyndicale CGT, FO, Solidaires, Unef, Fidl et UNL a ainsi appelé à une manifestation le 9 octobre dernier pour « *une augmentation des salaires, des pensions, des minima sociaux pour gagner du pouvoir d'achat* ».

Le calcul du pouvoir d'achat est simple : il résulte de la différence entre la hausse des revenus et celle des prix. Il augmente mathématiquement dès que les revenus progressent davantage que les prix, et s'inverse lorsque les prix remontent ou que les revenus stagnent. Doit-on s'en réjouir ? Immédiatement sans doute mais on peut en douter en ce qui concerne le moyen et long terme. Il y a déjà longtemps que Karl Marx nous a montré que, dans le système capitaliste, les revenus donnés aux salariés ne sont pas généreusement destinés à leur accorder une plus grande richesse. Ils doivent permettre d'entretenir suffisamment leur force de travail pour être de bons ouvriers et les transformer en agents économiques consommateurs des produits fabriqués et garantissant ainsi plus-values et bénéfices des patrons et actionnaires.

Il est donc nécessaire de prendre du recul par rapport à cette exigence de « *gagner du pouvoir d'achat* » en se posant la question : « pour acheter quoi et en faire quoi ? ». Les français vivent aujourd'hui dans un confort d'objets jamais égalé. Dans les années 60 leurs aînés vivaient avec une seule pièce chauffée, ne possédaient ni frigo, ni lave-vaisselle, ni lave-linge. Ils n'avaient pas de télé, de

téléphone, souvent pas de voiture, changeaient rarement d'habits, voyageaient peu et fréquentaient rarement restaurants et cinémas. Étaient-ils pour autant moins heureux que nous le sommes aujourd'hui ? Les débats suscités, par ailleurs, autour de la taxe carbone et du mouvement des « gilets jaunes » montrent que la consommation effrénée de biens de consommation se fait au détriment de l'équilibre de la planète et menacent directement les vies de chacun.



libremercado.com

Les sciences humaines nous apprennent à distinguer le besoin de la demande. Le besoin s'inscrit dans une nécessité vitale : si l'entourage n'y répond pas, il y a risque de mort à l'image du bébé laissé sans nourriture ou sans attention physique. Le devoir des politiques est d'instaurer un système social garantissant ce minimum vital de subvenir aux besoins de tous ses citoyens. C'est ce qui fonde la revendication d'accompagnement d'aides financières pour les plus pauvres lors de nouvelles taxes écologiques.

Par contre, l'achat du dernier smartphone à 800 euros, de la plus récente paire de Nike Air, d'une Rolex quand on 50 ans procèdent-ils d'un besoin vital ? Non. Nous sommes dans le registre de la demande (ou du désir), c'est-à-dire d'une aspiration à la dépense et à la possession qui n'a rien qui menace directement nos vies. Sauf, bien entendu, si nos habiles maîtres de l'économie arrivent à éduquer nos cortex cérébraux pour nous convaincre de l'inverse. Nos écrans et nos médias viennent de nous étouffer avec les invitations du « black Friday ». Les américains des USA y avaient consacré 50 milliards de dollars l'an dernier, et cette année on a prévu plus de 5 M d'euros en France. Dans 3 semaines ce sera Noël et sa surenchère d'achats dont une partie se retrouvera dès le lendemain sur les sites de revente, une autre sommeillera après-demain dans des fonds de placards ou terminera dans le fond de nos poubelles. La jouissance de l'objet tend à se réduire, aujourd'hui, à sa possession éphémère et à la courte excitation qu'il nous donne.

Un sondage publié par le Journal du dimanche du 17 novembre nous affirmait que 62 % des français mettaient l'augmentation du pouvoir d'achat comme priorité gouvernementale, devant la transition écologique (33%, 5% ne se prononçant pas). Mais pourquoi opposer les deux termes comme s'ils devaient être exclusifs l'un de l'autre ? En acceptant ces choix binaires on tombe dans les simplifications « trumpistes » et acceptons les conséquences qu'il en tire. Le magazine *Diacritik*, dans son numéro du 15 novembre, posait très pertinemment la question : « *Quelles que soient nos priorités ou difficultés individuelles – et elles peuvent être immenses, on le sait – est-il bien décent, dans un monde à l'agonie, de se mobiliser pour le prix du carburant ? Ne se trompe-t-on pas radicalement de combat ? L'avenir sera possible s'il est écologique et social. Déjouons le piège des groupes pétroliers et des leaders populistes qui veulent opposer ces aspirations à la vie* ».

L'annonce du chiffre des revenus de Carlos Ghosn, le PDG de Renault-Nissan, nous montre à l'évidence que la question du pouvoir d'achat est réservée aux pauvres et aux classes moyennes et leur est adressée comme un mépris. On annonce le patron de Renault-Nissan dispose de 45000 euros par jour (y compris le samedi et le dimanche) : avec de telles sommes, la notion du « pouvoir d'achat » lui est certainement depuis longtemps devenue étrangère. C'est ce que soulignait Thomas Piketti dans *Le capital au XXIe siècle* : les fortunes les plus riches (il donnait l'exemple de Liliane Bettencourt)

accumulent de telles sommes qu'il leur est impossible de les dépenser, même dans des achats somptuaires. Et pourtant, cyniquement, ils continuent à essayer d'échapper au fisc !

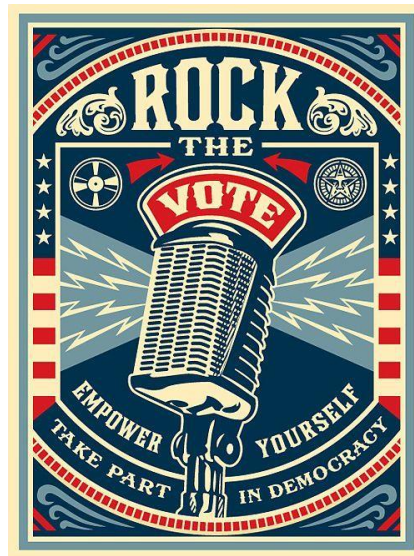


Dessin de BOX

La construction de nos sociétés humaines ne peut se baser sur la promotion du « pouvoir d'achat », sauf si elles se résignent à être celles de l'accumulation individuelle et de la destruction du bien commun. Il est du devoir de nos responsables politiques de donner d'autres aspirations à tous leurs citoyens : une fois garantie la satisfaction des besoins premiers, les initier à la jouissance dans la durée et au partage des biens, au lieu de les entrainer dans à la quête effrénée du « toujours plus » destructeur à terme de notre Planète Terre.

2019

Janvier 2019, n° 68 : *Quels vœux pour 2019 ?*



dessin de OBEY

Le paysage politique que nous lègue 2018 laisse beaucoup d'inquiétude chez de nombreux démocrates : Trump poursuit ses attitudes autoritaires sur fond de mépris et de vulgarité, Bolsonaro a conquis le Brésil, Orban a été reconduit en Hongrie, Strache est toujours vice-chancelier de l'Autriche et Salvini est devenu ministre de l'intérieur et vice-premier ministre en Italie. Chacun s'appuie sur des

idéologies nationalistes en cultivant le vécu persécutif de protection contre des ennemis menaçants ou nocifs : les étrangers et l'Europe. Nos voisins britanniques ont choisi de quitter la communauté européenne tout en voulant en garder certains avantages comme le Traité du Touquet qui contraint la France à faire le travail des frontières à leur place. Ces montées autoritaristes s'appuient sur les mêmes ingrédients : la peur face aux phénomènes migratoires et le mépris des représentations démocratiques. Elles illusionnent leurs électeurs en leur faisant croire que, seuls, ils seront plus forts, et qu'il faut supprimer tous les corps intermédiaires.

Dans le même temps, la politique se confond de plus en plus avec le fait divers. Les français ne semblent y trouver de l'intérêt que dans les rubriques « people » ou de presse à scandale. La vie politique est devenue une affaire de « communicants » et ses responsables préfèrent la gouvernance par « tweet » et autres réseaux sociaux plutôt que par les instances républicaines constitutionnelles.

Les unions « spontanées » naissent en miroir de ces nouveaux comportements des politiques. Ils prennent au dépourvu gouvernants et « experts » car ils n'obéissent plus aux règles instituées. Malgré un référendum qui avait donné en 2016 une large majorité au projet de l'aéroport de Notre Dame des Landes, la pression des zadistes contraint le gouvernement suivant à prendre la décision inverse en janvier 2018. En novembre un regroupement de « gilets jaunes » s'élève contre la taxe sur les carburants. Le mouvement agrège rapidement de nombreuses autres revendications. Il rencontre un fort soutien populaire et met en échec les formes institutionnelles de négociation. Ces mouvements s'enracinent dans des profondes modifications démographiques et sociales et s'appuie sur le développement de nouveaux réseaux numériques. Ils se caractérisent par un refus des modes organisationnels et représentatifs ; ils choisissent la spontanéité de l'action plutôt que les systèmes de délégation et de négociation. En face, les responsables politiques se trouvent placés dans des positions d'impuissance et réduits à des nécessités de fonction sécuritaire. Le suffrage universel par voie majoritaire se trouve remis en cause au profit de processus de contrôles directs de destitution d'élus et de recours référendaire.



cnews.fr

Face à toutes ces brèches ouvertes dans le tissu politique, quels vœux peut-on formuler pour 2019 pour nos concitoyens, nos pays et notre univers ?

Sachons d'abord donner en 2019 le « sursaut » dont a besoin notre démocratie représentative. Nous assistons à une dangereuse dérive de méfiance entre les citoyens et ses représentants. Les partis politiques donnent la dangereuse image d'organisations tournées vers la seule préoccupation passéiste de la survie de ce qui a fait leur gloire. En face, les électeurs se comportent de plus en plus comme des consommateurs toujours avides de plus de droit mais réticents à tout devoir. De nouveaux leaders surgissent en invoquant le recours sacré au « peuple » : malheureusement ils le confondent le plus souvent avec la « masse ». Le premier se définit par la singularité et la diversité d'individus. La seconde n'est qu'un agglomérat composé d'êtres anonymes et grégaires. Le premier est le support de toute action collective. La seconde n'est qu'une proie suggestible et aisément formable. Le premier a fait naître la république et la démocratie. La seconde est toujours susceptible de servir de marchepieds aux dérives autoritaires.

2019 doit être également l'année d'une nouvelle ambition pour l'Europe. Alors qu'elle est mise en doute, elle est pourtant de plus en plus indispensable. Le traité de Nice lui a porté un rude coup en l'élargissant de façon brutale et inconsidérée et l'a réduit aux seules dimensions de marché économique et de main d'œuvre. Les dangers pour la paix et l'équilibre mondial nées des montées de grandes puissances politiques et économiques et la nécessité d'un changement radical de nos politiques de développement face à la fragilisation « écologique » de notre planète Il serait irresponsable de confier la parlement européen de demain à une majorité hostile à l'Union : elle nous entrainerait tous dans des régressions nationalistes impuissantes à s'opposer aux volontés de ceux qui rêvent de devenir les nouveaux maîtres du monde.

Février 2019, n° 69 : *Savoir nommer l'inacceptable*



Dessin de Geluck

L'OXFAM (Oxford Committee for famine relief) est une confédération internationale qui regroupe 19 ONG qui agissent « contre les injustices et la pauvreté » dans le monde. Dans un communiqué publié le 21 janvier, sa directrice a dénoncé une situation où « le fossé qui s'agrandit entre les riches et les pauvres pénalise la lutte contre la pauvreté, fait du tort à l'économie et alimente la colère dans le monde ». Les chiffres de l'OXFAM se basent sur les données publiées par la revue Forbes et la banque Crédit Suisse. Elles montrent que les 26 personnes les plus riches possèdent à elles seules autant d'argent que les 3,8 milliards d'humains les plus pauvres. D'une manière générale, la fortune des milliardaires dans le monde a augmenté de 900 milliards de dollars en 2018, soit au rythme de 2,5 milliards par jour, alors que celle de la moitié la plus pauvre de la population de la planète a chuté de 11 %.

Dans son rapport, l'OXFAM souligne que « les riches bénéficient non seulement d'une fortune en pleine expansion, mais aussi des niveaux d'imposition les moins élevés depuis des décennies ». Dans certains pays comme le Brésil ou le Royaume-Uni, « les 10 % les plus pauvres paient désormais des impôts plus élevés en proportion de leurs revenus que les plus riches ». En même temps, la masse globale des dividendes distribués dans le monde a augmenté de 30 % en 7 ans. Ce sont les entreprises des Etats Unis qui mènent la danse des dividendes. En Europe ce sont celles du Royaume Uni.

La France n'est pas de reste. « Après les Etats-Unis, la France est le pays qui a connu la plus forte progression de millionnaires en 2018, a rappelé Pauline Leclère, porte-parole d'Oxfam France. Aujourd'hui, en France, 8 milliardaires français possèdent autant que les 30% les plus pauvres, suivant une tendance qu'a empruntée nombre de pays riches avant nous. La responsabilité des gouvernements est sans équivoque : loin de s'attaquer aux inégalités, ils les aggravent d'un côté en allégeant allègrement la taxation des entreprises et des plus fortunés, et en renonçant à combattre l'évasion fiscale tandis que de l'autre, ils sous-financent les services publics, au détriment des plus pauvres et des femmes notamment. »

Dans ses vœux à la presse le 14 janvier, le ministre de l'économie et des finances a dénoncé les écarts de salaires trop importants dans les entreprises : « le capitalisme auquel nous croyons doit réduire les

inégalités et pas les renforcer, il doit les réduire à l'intérieur des nations, et il doit les réduire entre les nations. Le capitalisme auquel nous croyons accepte d'avoir des salaires élevés et des salaires plus modestes. Mais il refuse catégoriquement que dans une même entreprise, le chef d'entreprise ait un salaire 200, 250 ou 300 fois supérieur à celui du salaire le plus modeste ». Dans le JDD du dimanche 20 janvier, Bruno Lemaire a annoncé un projet de loi spécifique visant « dès cette année » les entreprises proposant des services numériques en France. Une taxe applicable à compter du 1er janvier 2019 sera imposée aux géants du numérique tels que Google, Apple, Facebook et Amazon. La France espère convaincre l'Europe d'étendre l'application de cette taxe à tous les pays de la communauté.

Les annonces gouvernementales ne doivent pas rester un vœu pieux. Elles doivent créer une mobilisation de tous, que l'on soit simple citoyen, élu politique ou dirigeant économique. La révolte des « gilets jaunes » suscite sans aucun doute des divergences d'opinion sur ses mots d'ordre et ses modes d'action. Elle est cependant un des symptômes de l'exigence urgente et vitale devant laquelle nous sommes à jeter un regard lucide sur l'état de notre monde et sur la nécessité de savoir nommer l'inacceptable de son organisation économique et politique. Sinon, à accepter de continuer à ainsi marcher sur nos têtes, déjà préalablement fermement enfouies dans des sacs, nous allons vers de terribles catastrophes sociales et humanitaires.

Mars 2019, n° 70 : Les « gilets jaunes » et les politiques : la fin du miroir aux alouettes ?



Dessin de HERGE dans « Le crabe aux pinces d'or »

Les désignations de listes qu'opèrent les partis politiques montrent bien le malaise que le mouvement des gilets jaunes a créé en leur sein. Plutôt que de prendre des risques, les leaders historiques préfèrent envoyer des jeunes. Le LR a choisi François Xavier Bellamy, 34 ans, le FN Jordan Bardella, 23 ans, et la FI, Manon Aubry, 29 ans. Ils évitent ainsi d'avoir à assumer l'échec éventuel de leur liste avec l'argument facile de plaider pour la jeunesse et l'inexpérience de leur candidat. Ils peuvent, en revanche, en récupérer la gloire en cas de réussite en se vantant d'avoir fait confiance aux nouvelles générations.

Pour les partis politiques traditionnels, le mouvement des gilets jaunes a créé un miroir aux alouettes dont ils commencent à prendre la mesure sans pour autant en tirer les conséquences. Il a pu leur donner l'impression qu'une majorité de français réunis dans une dénonciation du gouvernement actuel était prête à tomber dans leurs bras. La réalité s'avère bien plus complexe. Une unanimité factice s'est faite sur un slogan « anti-Macron » auquel, plus ou moins directement, les partis d'opposition politique ont prêté leurs voix. Pourtant, on aurait pu vite s'apercevoir que, dès que l'on interrogeait les partisans ou acteurs des gilets jaunes sur le projet politique dont ils rêvaient, leurs propositions ne présentaient

plus rien de commun. Elles s'opposaient même souvent radicalement. Sous une homogénéité d'appellation se cachait une forte hétérogénéité de volonté politique. On s'en est aperçu dès qu'il a été nécessaire de formuler des projets concrets et communs car, s'il est relativement facile de se mettre d'accord sur la dénonciation de la dureté de la vie des français des classes moyennes, sur les inégalités économiques inacceptables ou sur la pression fiscale, il est autrement plus ardu de formuler des choix politiques positifs et partagés.



larochesurion.maville.com

Si l'on se réfère aux appartenances politiques partisans, les études ont montré qu'une bonne partie des gilets jaunes et de leur soutien reflétait surtout des affinités avec les idéologies extrêmes (gauche ou droite). Pour que cette convergence puisse constituer une réelle alternative politique à la Présidence actuelle et à son gouvernement, il faudrait réaliser un ralliement partisan et une entente entre l'ancien Front National et la France insoumise. Qui peut croire en une telle hypothèse tant les programmes des partis de Marine Le Pen et de Jean Luc Mélenchon s'opposent radicalement ?

Les partis politiques sont, en fait, rattrapés par la même limite que celle qu'a rencontrée Emmanuel Macron en accédant aux contraintes de l'exercice du pouvoir. Il avait su bâtir son succès sur l'effondrement de la crédibilité des partis traditionnels et sur l'effacement de la binarité droite/gauche qui les fondait. Il a gagné l'élection présidentielle en proposant un « en même temps » pouvant faire imaginer à tous les lassés de la vie politique qu'il existait une troisième voie où chacun trouverait son compte. La pratique concrète gouvernementale est venue vite désillusionner ces utopies. « *Gouverner, c'est choisir* » aimait rappeler un vieux proverbe. Nul ne gouverne durablement par des promesses : elles ouvrent seulement l'accès au pouvoir en créant des champs d'espérance. Les choix que le gouvernement d'Emmanuel Macron a été contraints de faire une fois arrivé à la présidence ont rapidement fabriqué leurs lots de mécontents. La volonté politique du « en même temps » n'a fait qu'étendre leur sphère puisque, par définition, ce que l'on donne à l'un vient inévitablement mécontenter l'autre.

Les partis politiques d'opposition se trouvent enveloppés dans le même nuage d'illusionnement. Ils ont tous espéré retrouver une nouvelle popularité en surfant sur la vague de protestation née des révoltes des gilets jaunes. Or, c'est bien sûr impossible. Se revendiquer unis dans une position d'opposition et de dénonciation est une chose, élaborer des propositions concrètes en constitue une autre. L'impossibilité de plaire en même temps à tout le monde amènera inéluctablement le temps de la désillusion.

Les gilets jaunes eux-mêmes se trouvent désormais confrontés à la même réalité. Le temps de l'euphorie de la camaraderie retrouvée dans un sentiment de force collective face aux duretés de leurs vies au quotidien et à l'exaspération face aux injustices économiques grandissantes ne peut être éternel. S'il ne veut pas rester éphémère, il doit naturellement s'ouvrir sur une nouvelle étape : celle du « qu'est-ce qu'on fait maintenant ? ». Cette étape, nécessaire pour l'inscription de leur mouvement dans la durée et dans la transformation des choses, les amène à faire des propositions concrètes et donc à affronter leurs différences. Ils doivent, qui plus est, accepter les renoncements qu'impose toute organisation :

chacun doit accepter de déléguer un moment sa voix à un représentant. Le mouvement devra différencier et hiérarchiser les fonctions nécessaires à structuration.

La possibilité de l'exercice démocratique est actuellement fondée par l'acceptation du scrutin majoritaire : chacun accepte que son vote soit soumis à la victoire de la majorité des votes exprimés. La démocratie n'a pas trouvé mieux que ce gouvernement à partir de choix obtenus par une majorité. Ce mode électoral constitue un juste milieu entre le risque anarchique de décisions non contraignantes pour les citoyens et celui d'une imposition dictatoriale d'un chef ou d'une oligarchie autoproclamée.

C'est cette acceptation démocratique qui a cristallisé dès le soir de l'élection présidentielle la contestation du résultat des urnes au nom d'un soi-disant trop faible pourcentage accordé au vainqueur. Cette soumission majoritaire semble soigneusement occultée par les tenants des référendums d'initiative citoyenne. Le devenir de la consultation référendaire sur Notre Dame des Champs devrait pourtant rester en mémoire de chacun.

Les débats organisés en France depuis janvier seront soumis à la même contrainte. Chacun peut rêver de faire aboutir sa revendication. Mais chacun devra accepter qu'au final, les décisions prises ne les satisferont pas toutes. Chaque citoyen a un devoir de retrait, lors de la phase décisionnelle, de son bon vouloir individuel au profit de son collectif d'appartenance. En revanche, il ne doit jamais oublier que l'exercice de l'expression de sa volonté passe par le vote. Le fait que les gilets jaunes soient majoritairement issus, au moins lors du début de leur mouvement, de français abstentionnistes constitue un problème qu'il est urgent de saisir.

Avril 2019, n° 71 : Le grand débat : sortir de la verticalité des pouvoirs



Dessin de GOTLIB

Le Grand Débat est à peine clos que déjà se manifestent les multiples réactions venant témoigner de l'intérêt qu'il a suscité et des attentes qu'il a fait naître. Certaines sont teintées de scepticisme, d'autres de rejet plus radical. Elles ne surprennent pas de la part de ceux qui ont, dès le départ, l'initiative proposée. Cette attitude n'en reste pas moins paradoxale quand elle vient des mêmes personnes qui réclament à cor et à cri qu'on les écoute. D'autres français semblent davantage résignés ou « blasés » doutant que chacun puisse retrouver son compte dans le flot des demandes qui vont arriver dans les mains des politiques. Une grande majorité de français et de commentateurs reconnaît cependant l'ambition du projet et la réussite de sa réalisation. Nous avons assisté à un exercice rare dans la vie démocratique. Lorsque l'on voit nos voisins anglais s'affronter face à la décision et aux conditions de sortie de l'Europe, nous ne pouvons que nous en féliciter. Le chanteur anglais, Damon Albarn, a confié dans le dernier numéro de *Télérama* sa réaction après le vote du Brexit : « *la démocratie vient de nous trahir* ».

La mise en route du débat n'avait pas été simple puisque la Présidente de la Commission Nationale du Débat Public, Chantale Jouanno, s'était retirée du pilotage à la suite des remous provoqués par la parution de son salaire. Notons, cependant, qu'elle n'en avait pas pour autant démissionné de sa charge. Une fois les premiers aléas traversés, les débats se sont tenus dans grande diversité de lieux et

sous de multiples formes : rencontres publiques, cahiers ouverts en mairie et propositions individuelles sur site. A l'arrivée on a totalisé, en deux mois, plus de 10 000 débats publics, 16 000 cahiers citoyens et près de 2 millions contributions sur le site correspondant à environ 500 000 contributeurs, chacun y ayant contribué en moyenne 4 fois. Une première analyse laisse apparaître que les français se seraient d'abord exprimés sur la fiscalité, le pouvoir d'achat, la retraite, la CSG, la baisse des taxes et la transition écologique. Les premières tendances qui se dessinent seraient en faveur de la reconnaissance du vote blanc, de l'indexation des retraites sur l'inflation, du rétablissement de l'ISF, de la lutte contre les inégalités sociales et la fin des déserts médicaux. Aucun bilan officiel n'a été réalisé sur notre Métropole. Pour notre part nous avons participé à l'organisation de trois débats en partenariat avec d'autres associations montpelliéraines, le Faubourg (qui hébergeait les rencontres), le Pacte Civique, et quelques autres collectifs citoyens.



Dessin de AUREL

Ces débats vont-ils se réduire à de simples moments d'échanges éphémères ou pourront-ils inscrire quelque chose de durable dans notre pays et dans notre vie politique ? La tâche qui attend le gouvernement est énorme. Le dépouillement de l'ensemble des propositions, leur classement et leur synthèse constituent une première étape ardue. La seconde ne sera pas moindre : elle consistera à transformer ces propositions en décisions concrètes et à les faire accepter par la population. Cette étape ne pourra se faire sans un relais avec les représentants constitutionnellement élus, députés, sénateurs et responsables syndicaux.

L'annonce de décisions sera, fatalement, un temps de désillusion. La concrétisation dans la réalité n'est jamais à la hauteur des rêves. Elle est pourtant nécessaire si l'on ne veut pas rester au niveau de l'incantation. L'exercice de la démocratie directe ne pourra, ensuite, éviter l'instant où chacun devra se ranger derrière le principe de voie majoritaire, même si certains points se négocient de façon référendaire. Aucun des pays qui inscrivent la souveraineté du peuple au fondement de leur Constitution n'échappe à la précision que cette souveraineté doit s'exercer à travers des représentants du peuple et des voies de décisions majoritaires.

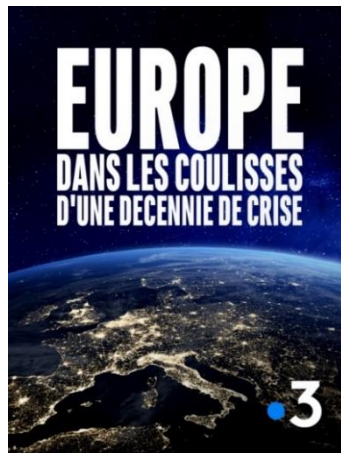
Nos élus devront, de leur côté, laisser de côté leurs stériles rivalités ou les vaines ambitions des « egos » de leurs leaders. On ne peut que s'inquiéter d'entendre des responsables politiques clamer haut et fort leur volonté de transformer les élections européennes en « *referendum anti-Macron* » comme l'a déclaré le leader de la France Insoumise le 23 mars dans *La Provence*. Il n'est malheureusement pas le seul à faire de tels appels. Transformer un enjeu aussi majeur que la désignation de députés européens en basse revanche personnalisée est un détournement pervers de notre vie démocratique. Les espérances qu'ont suscité les mouvements des Gilets Jaunes méritent une autre attention.

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a donné un entretien dans *Le Parisien* du 22 mars dernier. « *La CFDT, dit-il, s'est investie dans le Grand débat. Nous avons été conviés aux quatre conférences, nous y avons porté nos idées. Nous avons joué le jeu, maintenant nous attendons de voir ce qu'il en ressortira* ». Il s'adresse directement au Chef de l'Etat : saurez-vous entendre ce qui a été dit ? Si « non », ajoute-t-il, le risque de déception sera énorme. Pour cela, il doit renoncer à la seule

verticalité du pouvoir et à jouer du seul axe « le peuple et moi ». Il doit redonner leurs places aux divers corps intermédiaires de la République constitués des représentants politiques, syndicaux et associatifs. Laurent Berger souhaite, pour sa part, la réussite du quinquennat du Président actuel car « *si son gouvernement républicain échoue, vers quoi irons-nous ? Les populistes sont à nos portes, il faut faire attention* ». La CFDT, pour sa part, a élaboré un certain nombre de propositions avec 18 autres organisations (dont le Pacte Civique) intitulé *Le Pacte écologique et social*.

Quelles leçons tirer du grand Débat ? Le point commun des revendications semble être le refus de toute verticalité dans l'exercice du pouvoir et la demande d'une réelle transversalité. C'est le seul mode qui permet une véritable vie des démocraties. Sinon chacun s'enferme derrière les œillères de la seule binarité stérile et dangereuse opposant un Président souverain à un individu roi. L'histoire nous a toujours montré que, tôt ou tard, elle fait le lit de toutes les aventures monarchistes ou totalitaires.

Mai 2019, n° 72 : L'Europe comme une évidence



L'Europe comme une évidence. Ce n'est pourtant pas comme cela qu'elle apparaît à nombre de nos concitoyens tentés par la facilité de lui attribuer la responsabilité de tous leurs maux. Cette inclination est souvent facilitée par la complicité de nombreux responsables politiques, même si certains d'entre eux, comme l'ex-Front National, ont désormais quitté leurs positions extrêmes de sortie de l'euro et de l'Europe. D'autres, dans ce même temps, continuent de vouloir récupérer l'enjeu européen pour leur propre stratégie électorale : ils n'hésitent pas à prêcher un détournement pervers du scrutin en invitant à le transformer en vote anti-Macron. Les mêmes étant les hérauts du recours continu aux RIC (Référendums d'initiative Citoyenne) amènent à interroger les valeurs républicaines qui peuvent les porter si la seule finalité qu'ils y trouvent est une remise en question permanente des décisions obtenues démocratiquement.

Il y a quelques mois, le philosophe Michel Serres faisait remarquer l'évolution démographique des européens : une majorité d'entre eux est désormais née après la fin de la guerre 39-45 et n'a donc pas connu les conflits traversés par l'Europe jusqu'à cette date. Ils n'ont vécu que « l'évidence » d'une Europe unie autour de frontières pacifiées. Il est nécessaire, concluait-il, de rappeler à ces nouvelles générations que c'était la volonté de mettre fin à ces « apocalypses » programmées qui avait poussé quelques hommes courageux à créer l'Union Européenne.

Le mois d'Avril restera marqué dans les mémoires par l'incendie qui a ravagé une partie de Notre Dame de Paris et menacé l'ensemble de son bâtiment et des trésors artistiques qu'il abritait. Beaucoup ont alors évoqué les différents édifices qui constituaient le patrimoine de nos nations européennes et que les ravages occasionnés par les deux guerres qui ont déchiré notre continent durant la première moitié du XXe siècle ont totalement anéantis ou durement mis à mal. Ces « désastres », pour reprendre le terme de Goya, ne constituent pourtant que l'infime partie symbolique des destructions de maisons, de paysages et de ressources subies par nos pays. Rappelons-nous le film, *Allemagne année zéro*, de

Roberto Rossellini. Ces images ne disent surtout que peu de choses sur les 90 millions de morts totalisées par ces deux guerres sans compter le cortège des blessés et de traumatisés à vie occasionnés par ces luttes fratricides.

Lors d'une de nos soirées Controverses, le journaliste Bernard Guetta avait expliqué le désintérêt des populations vis-à-vis de l'Europe en grande partie par sa référence trop abstraite. Elle est trop volontiers présentée comme une entité administrative et mécanique lointaine que l'on diabolise en la nommant « Bruxelles » lorsque l'on veut la charger de tous les maux. Il faut, au contraire, la personnaliser en utilisant des repères identitaires propres, « Communauté européenne » pour permettre une réelle identification et créer un sentiment d'appartenance. C'est ce qu'ont réalisé les deux remarquables épisodes du documentaire de France 3, « Europe, dans les coulisses d'une décennie de crise », de Norma Percy, Tania Rakhmanova et Tim Stirzaker. Ils nous ont permis de voir une Europe au quotidien, faite d'hommes et de femmes bien concrets face à des événements concrets graves aux conséquences potentiellement très lourdes. Le premier épisode, consacré à la crise grecque et au Brexit, monté un peu comme un thriller politique, opposait les responsables européens dans des liens de apports de force souvent âpres mais toujours humains. Le second avait une tonalité plus dramatique. Il traitait de la crise migratoire et nous montrait une unité européenne en menace d'effritement en raison de la dissonance entre les pays sur fond d'images tragiques des migrants sur les routes de l'Europe. Elle se fermait sur une interrogation inquiète : l'Europe avait su, certes, éviter une crise très grave, mais n'avait-elle pas, en même temps, ouvert dangereusement une porte aux surenchères populistes et nationalistes ?

L'Europe a besoin d'être racontée de cette façon concrète si l'on veut que tous les citoyens puissent s'y identifier et se l'approprier. Si les responsables politiques et médiatiques ne le font pas, elle continuera à apparaître comme une froide machine gestionnaire soupçonnée d'être livrée aux seuls intérêts économiques. L'abstention sera, à nouveau, la grande gagnante du suffrage, ce qui, paradoxalement, ne fera qu'augmenter le risque dénoncé par ces déserteurs des urnes.

L'Europe ne pourra apparaître comme une évidence qu'à la seule condition que cette « évidence » ne soit pas passive ou démissionnaire. Elle doit être celle du travail continu à sa fabrication collective et celle d'une vigilance constante à son incarnation démocratique. Le premier impératif est d'appeler chaque français et chaque européen à voter.

**Mai 2019, n°73 : spéciales européennes, un premier impératif : voter ...
un second : voter pour des candidats qui soutiennent l'Europe**



LEVE TOI ET VOTE !

Cahierslibres.fr

A l'approche du scrutin nous ne pouvons que nous étonner du peu de médiatisation qui est faite de l'échéance électorale, et de la discrétion des campagnes menées par les listes. Leur nombre, 34, rend quasiment impossible leur visibilité sur les médias puisque l'obligation du partage égal de leur temps de parole constitue un casse-tête ingérable. On l'a vu avec la première émission politique de France 2. La

contrainte d'aligner sagement les candidats différentes listes derrière des pupitres a rendu rapidement leurs interventions totalement inintéressantes. Comment rendre attractive l'élection à des électeurs en mal de motivation avec de telles dispositions ? La situation se complique pour l'émission prévue la semaine prochaine puisque certains candidats se trouvent vexés d'être relégués en seconde zone et menacent de ne pas participer.

Les abstentionnistes arguent souvent leur choix par le fait qu'ils ne trouvent pas de candidat correspondant à leurs valeurs. On pourrait penser que leur multiplication devrait favoriser le vote. On constate le contraire : la multiplication des candidatures, loin de favoriser la participation, ne fait que détourner plus amplement des urnes.

On est bien obligé d'accepter que la démocratie ne puisse s'opposer aux dépôts de candidature. Elle ne peut pas davantage établir des temps de parole différents suivant des hiérarchies de résultats à des élections antérieures auxquelles tous n'ont pas forcément participé. En revanche on n'est bien obligé de se demander, en ces périodes d'inflation narcissique où chacun cherche son heure de gloire médiatique, si c'est une réelle motivation de programme politique qui porte ces nombreuses candidatures. On a plutôt l'impression d'un jeu d'intérêts d'individus ou de petits groupes voulant à tout prix faire briller leur singularité. Résultat : on a atteint le chiffre surréaliste de 34 listes pour un scrutin réputé comme le plus abstentionniste ! Si abstention il y a, il ne faut pas la chercher du côté de l'appât d'une médiation éphémère.

Lorsque nous examinons ces listes de plus près, on est frappé par certains noms étranges, *Parti de l'innocence et Souveraineté*, *Parti Pirate*, *Parti animaliste*. D'autres renvoient à des fins dont on n'est pas sûr, même si elles ont leur légitimité, que l'Europe ne soit pas qu'un alibi pour se faire entendre : *A voix égale* revendique l'égalité homme-femme. Une *Union des démocrates musulmans français* présente une liste intitulée *Une Europe au service des peuples*. Les Gilets Jaunes proposent, de leur côté, deux listes. D'autres, enfin, annoncent clairement leur ambition d'entrer dans l'Europe pour la détruite : *Sortons de l'union européenne* et *Ensemble pour le frexit*.



Dessin de MAN

Certaines listes, enfin, (réputées pour leur solide méfiance vis-à-vis de l'Union Européenne) n'affichent, qu'un seul mot d'ordre qui n'a rien à voir avec l'enjeu proposé : transformer le vote européen en referendum anti-macron. Ce détournement est scandaleux, surtout lorsqu'il vient de courants politiques se revendiquant comme les seuls et vrais démocrates et donnant des leçons à tout le monde sur ce chapitre. On y retrouve bizarrement réunis dans un même cœur le Rassemblement national et la France Insoumise. Lorsque l'on considère les estimations des sondages, on ne peut que conclure que la mise en avant de ce seul impératif constitue un appel direct à voter pour la liste de l'ex-Front National. C'est le pas qu'a franchi d'ailleurs le conseiller régional de la France Insoumise, Andrea Kotarac, en déclarant : « je constate que les élections européennes sont l'occasion unique de faire un choix : soit conforter Macron et sa politique de casse sociale qui prépare l'avènement d'une Europe fédérale ; soit voter utile pour la seule liste capable de le battre au soir du 26 mai. ... Ainsi, mon choix est fait : je voterai pour la liste menée par Jordan Bardella et Marine le Pen ».

La volonté des listes anti-européennes, une fois leurs sièges acquis, est clairement de faire alliance avec tous les partis européens portés par la seule ambition d'un retour nationaliste et xénophobe. Si l'on y ajoute l'arrivée totalement incompréhensible de députés anglais arque boutés sur leur volonté d'un Brexit destructeur de la Communauté Européenne, on ne peut que faire tout son possible pour leur faire barrage.

Comment y arriver ?

La réponse est simple. D'abord en allant voter car, seule, la mobilisation massive peut contrebalancer le poids des listes nationalistes et antidémocrates. Ensuite en ne votant que pour des listes soutenant positivement un projet européen.

Ce projet n'est pas simple. Il demande effort et volonté commune. C'est ce que raconte Jean COTTAVE dans la longue reprise historique qu'il nous propose. Il nous montre que la lucidité du regard est le plus sûr moyen de donner confiance en une Europe qui, au fond, « ne se porte pas si mal ». Elle constitue le meilleur remède face aux tentations de lâches défaitismes ou de régression sociale et politique.

Juin 2019, n° 74 : Européennes : fin de « partis » ?



elections.interieur.gouv.fr

Les journalistes et les experts politologues ont pris l'habitude d'analyser les résultats des élections en termes de scores de « partis ». Depuis dimanche soir ils continuent à la faire. On peut pourtant penser qu'un des premiers enseignements du scrutin du week-end signe la disparition des « partis » au profit de celui de « rassemblement ». C'est d'ailleurs le nom qu'affiche celui qui est arrivé en tête : le *Rassemblement National*. Le deuxième et le troisième, la *République En Marche* et *Europe Ecologie Les Verts* entendent se situer hors des partis traditionnels et de leurs références droite/gauche. On peut donc considérer que lorsque les médias et les spécialistes continuent à parler en termes de « partis », ils se réfèrent à un terme qui ne correspond plus à la réalité politique de notre pays.

Le deuxième constat rejoint le premier. Lorsque l'on continue à comptabiliser les 30% qu'auraient réussi les « voix de gauche » au scrutin des européennes s'ils avaient été unis, comme l'a fait notamment Olivier Faure, on se situe dans une même utopie. Yannick Jadot, tête de liste d'EELV, a clairement dit qu'il ne se situait pas dans le clivage droite-gauche qui, à ses yeux, a disparu. Il n'est donc pas possible de les inclure dans un tel « rassemblement » post-scrutin. Il est tout autant impossible d'y regrouper les autres partis se réclamant de la gauche ou de l'extrême-gauche. Leurs programmes n'ont rien de commun. Ils s'opposent même radicalement sur certains points comme l'Europe. La seule chance d'une « renaissance » des « partis » résiderait dans l'instauration d'une proportionnelle intégrale dans le paysage politique français. Ou alors de se souvenir comment la gauche avait réussi à prendre le pouvoir en 1981 à partir d'un « programme commun ».

Un même aveuglement touche également la gauche lorsqu'elle continue à se revendiquer comme la représentante du peuple. Certains leaders sont même allés jusqu'à justifier leur faible score au motif que le peuple ne se serait pas déplacé. Ils ne font que se complaire dans une position d'autruche pour échapper à une dure réalité. Le « peuple » s'est déplacé. Il a voté mais il a choisi l'ex-Front National.

Il est donc urgent d'abandonner les références passées à une gauche représentante des exploités opposée à une droite inféodée aux possédants. Cette distinction a eu toute sa pertinence théorique et politique. C'est la « gauche » qui a su dénoncer l'exploitation capitaliste et porter courageusement les grandes avancées sociales du XXe siècle. En revanche ce même siècle a montré les limites d'une sacralisation absolue d'un peuple vierge d'aliénations et porteur de toute révolution sociale. Lorsqu'il devient masse, il devient extrêmement fragile face aux habiles manipulations des sirènes sachant jouer de la peur et du repli identitaire pour mieux le jeter dans les bras d'un führer ou autre « bon père des peuples ». La montée actuelle des nationalistes en fournit une inquiétante illustration.

Le scrutin de dimanche, par contre, montre des signes réjouissants. Le premier concerne la participation. Les médias et autres prophètes avaient annoncé une nouvelle progression de l'abstention. Les faits leur ont donné largement tort. Le chiffre atteint, 50,61%, n'avait jamais été aussi fort depuis 1994. Il dépasse de 9 points celui de 2014. En revanche, il révèle qu'il est toujours difficile de mobiliser les jeunes. Ce constat, au passage, permet de s'interroger sur la pertinence des projets répétitifs d'abaissement de l'âge du vote à 16 ans ?

Le second signe encourageant des résultats de dimanche est la persistance d'une large majorité de vote pro-européen (au moins 60%). Contrairement, là aussi, aux idées que l'on se complait à répandre, l'idée européenne fait son chemin. Il faut s'appuyer là-dessus plutôt que sur les discours de dénigrement. On peut d'ailleurs penser que l'identité européenne est beaucoup plus ancrée chez les plus jeunes, même s'ils sont plus abstentionnistes. Ils sont nés dans cet espace.

Dans notre dernier numéro nous avons appelé à voter, et à voter pour des listes pro-européennes. Nous ne pouvons que nous réjouir de ces deux résultats.

Juillet 2019, n°75 : Hommage à Michel SERRES

*« Aujourd'hui, on prend un parapluie parce que la télé a dit qu'il allait pleuvoir.
Autrefois on aurait regardé le ciel »*



blog. Soceducation.org

Dans le film de « *Le cercle des poètes disparus* » de Peter Weir, le professeur de lettres anglaises, John Keating, monte debout sur son bureau et demande alors à ses élèves d'en faire autant. Il leur fait constater ainsi comment le monde apparait alors différemment suivant le point de vue du regard. Michel Serre, qui nous a quittés le 1 juin à l'âge de 89 ans, a toujours été un « ouvreur de regard ». Il nous a sans cesse invités à changer le regard que nous portions sur le monde et sur les choses, notamment sur les évolutions de nos sociétés. Au lieu de les interroger de façon dubitative, voire dépressive ou nostalgique, il a toujours choisi de se situer dans le « *non, ce n'était pas mieux avant* ». Peu avant de mourir, il rappelait ainsi à la télévision que l'on avait calculé que depuis la naissance de l'humanité (du moins, celle qui a laissé des traces écrites, soit 3000 ans av. JC) les sociétés humaines n'avaient connu en moyenne que des phases de 6 ans de paix entre les guerres : nous vivons, aujourd'hui dans notre Occident européen, plus de 70 ans sans grand conflit guerrier (57 si nous décomptons nos guerres

coloniales françaises). Or, paradoxalement, nous vivons dans une atmosphère de sentiment de violence toujours grandissante.

De la même manière, beaucoup contemplent d'un œil dramatique la montée des nouveaux outils informatiques et en redoutent les effets auprès des jeunes générations. Michel Serres a choisi une position résolument optimiste : le numérique introduit une révolution aussi nouvelle que celle qui est apparue après l'invention de l'écriture ou de l'imprimerie. C'est ce qu'il a développé, entre autres, dans son discours de réception à l'Académie française en 2011 dans un texte intitulé : *Petite Poucette*. Ce terme affectueux désigne les nouvelles générations : « *il ou elle écrit autrement. Pour l'observer, avec admiration, envoyer, plus rapidement que je ne saurai jamais le faire de mes doigts gourds, envoyer, dis-je, des SMS avec les deux pouces, je les ai baptisés, avec la plus grande tendresse que puisse exprimer un grand-père, Petite Poucette et Petit Poucet* ». « *Je voudrais, confessait-il, avoir dix-huit ans, l'âge de Petite Poucette et de Petit Poucet, puisque tout est à refaire, non, puisque tout est à faire* ». Ces nouvelles générations vivent dans un nouvel espace-temps. Elles n'ont plus la même manière de vivre, de voir, d'entendre et de comprendre le monde. Il leur revient la passionnante charge de le « fabriquer ».

Le « *tout reste à faire* » constituait son credo fondamental. A ceux qui lui reprochaient un optimisme illusoire, il répondait qu'au contraire il « *était né avec le gène du réalisme* ». Qu'est-ce à dire ? Simplement que « *le monde n'est pas celui que l'on croit* ». N'oublions pas que Michel Serres avait d'abord été un philosophe des sciences après avoir été officier de marine de guerre. De son passage à Navale, il avait gardé une solide formation en mathématiques et en sciences. Il s'était frotté ensuite à la discipline rigoureuse des universités californiennes. C'est ce qui l'autorisait à s'affirmer comme un philosophe du réel et non de la croyance. Cette attitude était à l'opposé pour lui de toute attitude austère ou dogmatique. Elles sont engendrées, au contraire, par la croyance et non par le regard posé sur la réalité des choses et des êtres. Si « penser » était pour lui un devoir, il devait toujours être également un plaisir.

Cette croyance nous amène à ne plus voir la réalité qui nous entoure. C'est le sens de la phrase que nous avons choisi de mettre en exergue : nous ne regardons plus le ciel, mais nous nous contentons de la météo. Nous démissionnons de nos sens au profit de machines qui « formatent » un regard univoque au réel et nous en éloigne à tout jamais. Si Michel Serres se voulait être un philosophe du réel, c'est également parce qu'il revendiquait une position d'esprit libre : « *seul l'esprit libre pense et fabrique* ». Cette liberté lui permettait d'équilibrer son optimisme volontaire par une lucidité sans faille sur nos sociétés dont il condamnait durement les déviations. Dans *Le contrat social* paru en 1990, il proposait de faire de la nature un sujet de droit de façon à empêcher l'homme d'en être un parasite de plus en plus dévastateur condamnant « *à mort celui qu'il pille et qu'il habite sans prendre conscience qu'à terme il se condamne lui-même à disparaître* ». « *Polluer, ajoutait-il, c'est d'abord s'approprier. Pour ne plus polluer, il faut apprendre à ne plus s'approprier les choses* ».

Il jetait le même regard sans concession sur nos régimes politiques et nos institutions : « *dans les sociétés autoritaires, la réunion de trois personnes est interdite. Dans les sociétés capitalistes, la réunion avec soi est interdite. C'est peut-être plus pervers* ». Il ajoutait dans un autre texte : « *beaucoup de nos institutions se trouvent comme ces étoiles dont nous recevons la lumière et dont les astrophysiciens nous disent qu'elles sont mortes depuis longtemps* ».

L'optimisme, au final, constituait pour lui un choix pragmatique. Seul, il permet de faire avec ce qui arrive. Seul il permet d'affronter et de « fabriquer » l'avenir. Le pessimisme est toujours stérile car il est démissionnaire et passif. Il ouvre la porte, de plus, à toutes les emprises sur la pensée et la liberté. La revue Beaux-Arts de ce mois de juillet titrait avec bonheur : « *disparition d'un utopiste du réel* » (Daphné Bétard). Nous aurions pu faire nôtre ce beau qualificatif.

Michel Serres a été un homme de « ponts ». Il a sans cesse été porté par le souci d'établir des liens, de créer des correspondances pour unir les hommes entre eux, et les humains avec la nature qui l'entoure. « *Je n'ai jamais rêvé que de ponts, pensé que sur et sous eux* » écrivait-il en début de son ouvrage *L'art des ponts*.

Août 2019, n°76 : *Transparence et moralité politiques*



François de Rugy (valeursactuelles.com)

Le mois de juillet a amené, comme de tradition, son lot de « d'affaires » politiques. La plus importante a amené la démission du ministre de l'écologie de François de Rugy et a remis sur le devant de la scène la question de l'exemplarité des politiques. La succession des informations données par Médiapart ont eu raison de l'ancien président de l'Assemblée Nationale qui a choisi de se retirer de sa charge ministérielle. Certains ont pu y voir un acharnement exagéré puisque la révélation de faits ne peut constituer à elle seule une preuve et que la présomption d'innocence doit toujours être respectée. Les enquêtes réalisées pour l'instant ne semblent, d'ailleurs, ne révéler aucune transgression de ce qui est autorisé mais seulement un reproche possible dans l'utilisation abusive de fonds publics.

Rappelons que l'existence de médias disposant de la liberté d'enquêter et diffuser de telles informations ne peut être que saluée car elle est fondamentalement saine pour l'exercice d'une démocratie. Ceci ne doit pas pour autant nous faire oublier un devoir de vigilance en vertu des mêmes exigences démocratiques, lorsque les informations prennent une ampleur démesurée aussi bien dans les réseaux sociaux que dans les récupérations partisans. L'un des principaux risques consiste, à chaque fois, dans l'abrasement de l'importance des faits amenant à mettre dangereusement sur un même pied d'égalité des faits de gravité très divers. Nous avons vu ainsi à nouveau ressortir les fantômes de Jérôme Cahuzac et celui, plus récent, de François Fillon. Qu'y a-t-il de commun entre ces histoires ? Dans le premier cas, nous avons assisté à un mensonge face à un délit grave avéré. François de Rugy n'a jamais nié ce qui lui était reproché mais en a contesté seulement le caractère délictuel. Le second a maintenu contre vents et marées sa candidature dans la campagne présidentielle entraînant ainsi son propre parti dans une débâcle politique totale. François de Rugy a choisi de quitter immédiatement ses responsabilités pour ne pas nuire au gouvernement et garder sa liberté de défense.

On peut, d'ailleurs, constater que la gauche a toujours appliqué la règle de retrait de ses responsables politiques dès lors qu'ils étaient impliqués dans un risque de poursuite juridique. La droite s'y est toujours refusée. Les affaires concernant les époux Balkany en constituent un récent exemple, tout comme les poursuites toujours en cours contre Nicolas Sarkozy ou les soupçons concernant Edouard Balladur. En ce sens, la REM et Emmanuel Macron se situent dans ce respect de moralité de tradition dans la gauche. Quant aux extrêmes, aussi bien de l'ex-Front National que de la France Insoumise, ils se montrent toujours très prompts à crier au scandale et à l'acharnement dès qu'ils sont confrontés à des procédures de justice, alors qu'ils se montrent, au contraire, sans pitié lorsque les mêmes accusations concernent les autres politiques.

Si une première leçon peut être tirée de tout cela, elle concerne la prise de conscience des risques de délitement moral inhérents à tout exercice de pouvoir. On s'est longtemps plu à répéter la phrase de l'évangéliste Marc, « *l'esprit est fort mais la chair est faible* ». Elle a renforcé un manichéisme accordant à l'intelligence une supériorité sur les pulsions que la réalité est bien loin de confirmer. Le pouvoir grise et aveugle tout autant les têtes que les corps et l'homme s'habitue facilement aux fastes et aux passe-

droits au point qu'ils lui deviennent vite naturels. C'est pour s'en protéger que les sociétés se sont données, depuis les origines, des règles donnant un cadre à l'accès aux mandats, à leurs conditions d'exercice et à leur durée. A cet égard, la France présente une exception dont on peut interroger l'utilité par rapport à beaucoup d'autres démocraties. Elle loge ses élus dans des demeures souvent somptueuses héritées davantage de la royauté plus que de la république ? Ne constituent-elles pas, à elles seules, des anachronismes douteux, sources de débordements dispendieux et de confusion dans l'exercice des pouvoirs ?



monnaies-en-or.fr

Les journalistes revendiquent, de leur côté, un droit absolu à ne pas avoir à rendre compte de leurs sources d'information. Cet impératif ne doit pas les placer, eux non plus, dans des positions les situant au-dessus des devoirs éthiques sur la manière dont ils obtiennent et diffusent leurs informations. L'homme visé par une information devient, aujourd'hui, condamné avant même tout examen des faits allégués. S'il se défend on y voit un aveu. S'il ne dit rien, c'est une confirmation de ce qui lui est reproché. On accepte désormais sans s'étonner des diffusions publiques dans les médias d'éléments d'enquête qui devraient être protégés par le secret de l'instruction. On ne s'inquiète plus de l'utilisation de documents volés à l'intimité des personnes par enregistrement visuel ou audio pris à leur insu. Les réseaux sociaux, grâce à l'anonymat, autorisent enfin toute attaque ou diffamation en toute impunité. Soyons vigilants devant un affaiblissement des principes de nos démocraties dans de nouvelles « servitudes volontaires » qui nous rendent complices « affamés » d'un toujours plus de consommations médiatiques risquant de se refermer demain comme autant de pièges sur nos droits et devoirs de citoyens.

Septembre 2019, n°77 : Droits et devoirs : nos démocraties en errance ...



Information.tv5monde.com

Le dernier G7 qui s'est tenu à Biarritz avait fait l'objet de sombres prédictions et d'alerte maximale face à des risques invoqués d'affrontements violents entre manifestants et forces de l'ordre. Une armada de juristes (on a parlé de 200) s'étaient déjà préinstallés sur site à l'affût des "dérapages" pouvant survenir. On a pu craindre, un instant, que leur accompagnement médiatique reléguerait en second plan le travail

politique entre les chefs d'Etat réunis à cette occasion. Dans la réalité, il n'en a rien été, nous ne pouvons que nous en réjouir.

Quelques jours auparavant, Vladimir Poutine avait été reçu au fort de Brégançon par Emmanuel Macron. Rappelons que la Russie est exclue du G8 depuis son annexion de la Crimée et que Moscou connaît des manifestations régulières depuis la mi-juillet. L'un de ses leaders a connu une mystérieuse hospitalisation lors de son emprisonnement. Sans état d'âme, le président russe n'a pas craint de retourner la situation face à son homologue français lui faisant remarquer que « *les manifestations ne se passaient pas qu'en Russie* », se permettant même d'ajouter qu'il « *ne souhaitait pas de situation similaire aux gilets jaunes* ». Par cette pirouette, il le dédouanait à peu de frais des questions de police intérieure et extérieure qui pouvaient lui être reprochées. Ces "récupérations" politiques venant de dirigeants faisant si peu de cas de la démocratie ne font que renforcer le constat que les valeurs qui la fondent sont actuellement bien fragilisées.



Ici.fr

Les nouvelles formes d'affrontements civils qui progressent de façon inquiétante dans notre pays depuis quelques années témoignent, elles aussi, des crises qui traversent nos repères de valeurs qui fondaient jusqu'alors notre équilibre républicain. Elles opposent des citoyens revendiquant une totale liberté d'expression de leurs droits face à des forces de police exerçant la mission de maintien de l'ordre qui leur est confiée. Une revendication toujours plus absolue de libertés des modes d'expression et d'action accompagne régulièrement une dénonciation des pratiques policières qui leur sont adressées. La mort de Steve Maia Caniço lors de la dernière fête de la musique à Nantes en a constitué un tragique exemple : Gérard Dorival le développe ci-dessous.

Le citoyen est ainsi pris régulièrement à témoin de scènes où droits des citoyens et droits des forces de l'ordre s'opposent dans de stériles affrontements en miroir, chacun revendiquant la propre légitimité de ses actes. Ces manifestations font fi le plus souvent des réglementations et regroupent des « gilets jaunes » et des « black blocs », chacun ne revendiquant ni les mêmes motivations, ni les mêmes intérêts. Ces rassemblements s'accompagnent quasi invariablement de destruction de mobiliers urbains privés ou publics et de jets de projectiles divers jetés sur les forces de l'ordre. En retour, les fonctionnaires utilisent les divers moyens dont ils disposent pour l'exercice de leur fonction, ce qui entraîne parfois de graves dommages physiques. L'impunité de leurs actes des manifestants est souvent revendiquée comme un droit naturel. Le procès d'illégalité est systématiquement adressé aux seconds en cas de débordements. Les médias diffusent, à cette occasion, des cortèges d'images et de témoignages laissant le citoyen totalement impuissant et perplexe. Ils lui renvoient l'impression anxiogène d'un pays au bord de la guerre civile gouverné par des dirigeants incapables de faire respecter la tranquillité sociale et le respect des biens communs, voire mus par des forces totalitaires. Aux violences diffusées en boucle se superposent des commentaires journalistiques et politiques souvent timorés, sinon complaisants, sur fond de récupérations grossières ou irresponsables.

La voie de la sagesse paraît pourtant simple. Elle consisterait à se référer aux simples valeurs basiques de notre « contrat social » républicain, constitué de lois et de réglementations fixées dans le cadre du jeu démocratique de nos institutions représentatives. Tout citoyen est tenu de s'y soumettre tant qu'elles ne sont pas modifiées. S'il les transgresse, il doit en assumer la responsabilité. Ces devoirs

incombent, de la même façon, aux forces de police dans l'exercice de leurs fonctions et dans l'usage, notamment, de leurs « armes » de dissuasion. Ces principes de base de toute vie collective semblent malheureusement plongés dans un dangereux oubli. Chacun se souvient du drame du barrage de Sivens où l'on a vu se superposer les images d'un CRS aux vêtements enflammés par un cocktail molotov qui lui avait été adressé et celui, tragique, d'un manifestant, Denis Fraisse, piégé mortellement par la chute d'une grenade offensive entre son dos et son sac. Depuis l'usage d'une telle arme a été interdite et la construction de la retenue d'eau annulée (même si elle a été remise à l'ordre du jour en juillet).

Pour sortir des effets délétères de cette relation miroir mettant chaque protagoniste dans une totale interchangeabilité, il faut d'abord rappeler qu'il n'est pas possible de mettre sur un même pied d'égalité l'individu-citoyen dans la revendication de ses libertés d'agissement et le policier ou l'autorité agissant dans le cadre de maintien l'ordre républicain. Cette dernière obéit à une mission publique alors que les premiers sont portés par des choix de mode d'actions qui leur appartiennent. Le dicton populaire, « *la liberté de chacun s'arrête où commence celle des autres* » reprend un écho les termes de l'article 4 de la Constitution de 1789 : « *La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres Membres de la Société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la Loi* ».



agoravox.fr

La difficulté à laquelle nous sommes confrontés, et qui explique la stérilité de nos débats, tient à l'impossibilité de sortir d'un discours qui ne soit pas fait de réduction binaire. Nous sommes, à chaque fois, sommés de nous situer soit du côté de la défense absolue des libertés entraînant la condamnation automatique de tout acte de répression policière, soit dans un soutien sans faille des forces de maintien de l'ordre, nous taxant vite de complicité face à un dangereux glissement de notre pays vers des modèles fascistes.

La seule voie qui reste possible à un « démocrate » reste de rappeler chacun à ses devoirs de vigilance face à la fragilisation « idéologique » des rapports entre « droit » et « devoir » qui mine notre contrat social. Si nous élargissons notre regard aux démocraties qui nous entourent et, de façon plus large, aux divers gouvernements mondiaux qui règnent sur notre planète nous devons constater que les valeurs démocratiques qui fondent le contrat social sont aujourd'hui menacées. Dans un monde marqué par les effets d'une mondialisation aux mains des tenants des intérêts du seul ultra-libéralisme et par les tentations de replis nationalistes, les voies des systèmes représentatifs semblent ne plus suffire à garantir la solidité de nos institutions et des valeurs qui les fondent. L'analyse du livre de Jérôme Fourquet proposé en fin de Lettre est, à ce titre, instructive.

Pour mieux défendre l'humanité de nos liens, sachons cultiver nos intelligences plutôt que nos instincts. Sachons nous préserver de toute complaisance ou facilité primaire dans l'analyse des événements. Apprenons à lire les images plutôt qu'à les subir. Chacun, qu'il soit dans son exercice citoyen, dans sa fonction de responsable politique ou d'agent républicain, doit toujours garder en esprit que la vie en

commun de tout groupe humain est faite de droits et de devoirs. Lorsque l'une des deux obligations s'exerce au détriment de l'autre, c'est l'humanité même qui est en danger.

Octobre 2019, n°78 : Les urgences en crise : 40 années de dérive des politiques de santé



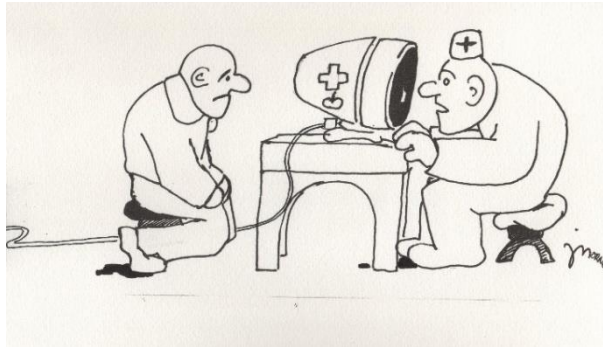
Ladepeche.fr

Les services d'urgences hospitalières manifestent depuis 5 mois. Plus de 200 sont en grève. Le ministre de la santé, Agnès Buzyn, a promis le 9 septembre de débloquer 750 millions d'euros d'ici 2022 pour « la refondation des services d'urgence ». Ils s'ajoutent aux primes accordées aux professionnels. Ne nous leurrons pas, ils ne serviront à rien car la crise que connaissent les services d'urgence n'a pas son origine dans leur organisation : elle est d'abord le symptôme de la dérive de notre système de santé suite aux choix politiques faits depuis 40 ans. C'est toute la politique de santé qu'il faut revoir.

Jusqu'aux années 1970, la santé, ainsi que l'éducation, étaient considérées comme des domaines préservés des impératifs de rentabilité économique directe. Leur fonction étant d'éduquer et de soigner les citoyens, leur coût ne rentrait pas dans des logiques de dépense/rentée. Elle concernait le développement et le bien-être du citoyen et pouvait être considérée comme un investissement. C'est ce que rappelait il y a déjà fort longtemps d'Abraham Lincoln : « si vous trouvez que l'éducation coûte cher, essayez l'ignorance ! ». « Si vous trouvez que la santé coûte cher, pourrait-on dire aux gestionnaires actuels de la santé, essayez la maladie ! ». A cette époque-là on comptabilisait un ratio de 2 professionnels du soin pour 1 administratif/technique dans les établissements de santé. Aujourd'hui la proportion s'est inversée. Comment en est-on arrivé là ?

A la fin des années 1970, les décideurs économiques et politiques ont renversé la proposition. La santé devait devenir un produit économique comme les autres. Elle devait être gérée comme n'importe quel autre objet marchand et soumise aux mêmes encadrements protocolaires. Elle devait engendrer des bénéfices. Le développement de l'informatique est devenu l'outil royal de cette révolution. On est allé chercher les nouveaux modèles du côté du Nord Amérique, Canada et USA. Les sigles ont commencé à envahir les pratiques : DSM (durée moyenne de séjour ... ou dispositifs médicaux stériles), PMSI (programme de médicalisation des systèmes d'informatique), T2A (tarification par activité) ... sous le contrôle de la HAS (Haute autorité de santé) et des ARS (Agence régionale de santé). Les établissements sont désormais soumis à des inspections régulières obligatoires pour l'accord d'accréditation. Leurs pratiques sont contrôlées et jugées à partir de la soumission à des grilles de plus en plus complexes et affinées de protocoles et de procédures. Les professionnels doivent consacrer une partie de leur temps devant leurs écrans pour rendre compte de leurs pratiques : ce sont autant d'heures enlevées au soin du malade. On va jusqu'à chronométrer certaines tâches infirmières et à considérer que le temps consacré à la relation au patient est du temps perdu. L'on comprend l'origine du basculement du ratio évoqué plus haut de 2 administratifs/techniques pour 1 soignant. Ce pourcentage n'inclut pas, de plus, l'obligation pour tout soignant de consacrer une part de sa pratique à

un travail administratif, sans parler de ceux qui sont extraits de leur travail de soin pour n'accomplir que des tâches de management.



Dessin J. MORNET

Pour être plus facilement gérables et rentables, les soins sont basés sur un seul modèle : celui de la maladie organique ramenée elle-même au modèle mécanique d'agencement de pièces. La pathologie devient ainsi facilement objectivable et donc prévisible quant à son traitement et à sa durée. Les formations des professionnels se sont transformées pour adapter les qualités à ces nouveaux objectifs de performance. Le recrutement des futurs médecins s'est basé sur leurs compétences en matières scientifiques et mathématiques. Leur numerus clausus a été diminué dans l'illusion, sans doute, qu'une médecine performante permettra un recul des maladies (de la même manière que l'on a cru que la suppression des lits allait entraîner une diminution du nombre des malades). L'accès aux professions paramédicales a connu la même inflexion et a privilégié les profils scientifiques. La formation des professionnels dont la pratique était avantagée axée sur l'aspect relationnel du soin (infirmières, travailleurs sociaux, psychologues), s'est structurée autour des abords comportementaux et cognitifs au détriment des « sciences humaines » classiques. La psychanalyse et la psychothérapie institutionnelle sont désormais interdites dans la prise en charge des troubles autistiques.

Le constat est sans appel : on a évacué l'humain du soin, aussi bien dans les pratiques que dans les formations. La subjectivité de la personne et du lien de soin sont devenus des facteurs de gêne et d'imprévisibilité pour une bonne gestion de la santé. En langage d'accréditation, ils sont devenus des « événements indésirables ». C'est ce refoulé de l'humain qui revient à la charge dans les services d'urgence. C'est cette « maladie » (organique et sociale) qui n'a plus de place dans les nouveaux dispositifs de soin qui y surgit dans l'urgence de la détresse. Tant que l'on n'aura pas compris que le soin, c'est d'abord de l'humain, on pourra toujours multiplier les plans santé et les replâtrages financiers : cela ne servira à rien. Sinon à enfoncer encore plus la souffrance des professionnels bien obligés d'accueillir et de faire face à celle qui envahit les couloirs et les halls de leurs services.



Dessin J. MORNET

Les professionnels n'en peuvent plus de ne pas pouvoir répondre convenablement aux demandes qui leur sont adressées. Lors des Etats généraux de la psychiatrie qui s'étaient tenus au Corum de Montpellier en 2003, l'un d'eux avait dit : « *j'aime toujours mon travail, mais je n'aime pas la manière dont on me le fait faire* ». C'est ce même constat que l'on entend chez ceux qui manifestent aujourd'hui. Quand quelqu'un n'a plus une bonne image de lui-même et du travail qu'il fait, comment peut-il « soigner » la personne qui s'adresse à lui ? Il est urgent de « soigner » l'hôpital.

Novembre 2019, n°79 : « Montpellier la surdouée » : les paradoxes de la situation économique et sociale de notre Métropole



La mairie de Montpellier (Photo J. MORNET)

Montpellier 3M est une métropole paradoxale. Ses indicateurs socioéconomiques (pauvreté, emploi, revenu médian, taux d'activité) sont dégradés en comparaison avec les autres métropoles de notre territoire national. Il existe également des signes visibles de paupérisation de certains secteurs urbains comme le centre-ville par exemple. En même temps M3M possède un fort dynamisme économique, notamment dans les secteurs liés aux nouvelles technologies, permettant de la distinguer dans de nombreux classements de performances ou d'équipements. Elle est une métropole attractive, particulièrement auprès d'une population jeune et qualifiée : cependant elle n'arrive pas toujours à les garder en son sein. Son dynamisme économique, malheureusement, ne suffit pas à combler son déficit d'emploi en raison même du flux migratoire. On a souvent l'impression, enfin, que l'on ne sait pas suffisamment mettre en valeur nos atouts économiques et que l'on jette en même temps une voile pudique sur notre situation sociale. Comment s'appuyer sur les premiers tout en restant lucides sur la seconde ? C'est l'un des grands enjeux que nous évoquons dans notre ouvrage *Sursaut 5 : dessine-moi une métropole*.

Notre métropole reste une des plus attractives de France. Son taux de croissance annuel est de 1,85%, ce qui correspond à un apport d'environ 8000 habitants. Il est le fait d'étudiants, de jeunes actifs mais aussi de demandeurs d'emploi et personnes éligibles aux minima sociaux, ou encore de retraités. Sa population globale, malgré une part des « 3ème et 4ème âge » en progression, demeure la plus jeune parmi les autres métropoles comparables. La moitié de ses habitants a moins de 35 ans.

La croissance de M3M est centrifuge. Son « ruissellement » va bien au-delà de sa seule aire métropolitaine et bénéficie aux intercommunalités voisines. Cette dynamique amène une tendance au vieillissement de la population de l'aire urbaine montpelliéraine, les jeunes ménages d'actifs préférant des logements plus spacieux et moins coûteux. La réponse qui pourra être donnée pour remédier à ce mouvement constitue un défi majeur pour la vitalité aussi bien sociale qu'économique de notre cœur de ville.

Les indices socioéconomiques constituent le principal point noir de notre territoire. Le revenu médian des foyers fiscaux de Montpellier est inférieur de 19% à celui de l'ensemble des français. Le taux de pauvreté y est supérieur au taux national. Pourtant le montant moyen de l'ISF (avant sa réforme) était supérieur à la moyenne nationale. Le taux d'actifs ayant un emploi est inférieur à la moyenne nationale

(56,8% contre 66,1%). En toute logique, le taux de chômage y est supérieur à la moyenne nationale : 12.3% selon l'Insee.



Tag d'un mur montpelliérain (photo J. MORNET)

La structure de l'emploi métropolitain est d'abord basée sur l'économie présentielle : 72% des emplois (contre 67% dans les autres métropoles). En contrepartie, l'économie de production y est sous représentée, cette situation s'expliquant aisément par l'histoire de Montpellier. La métropole concentre une population active de cadres et de professions intellectuelles supérieures (26,1%), de professions intermédiaires (définition INSEE) pour 29,1% et d'employés pour 26,6%. Artisans et commerçants sont moins de 6%, les ouvriers plafonnant à 12,3%.

Le dynamisme de l'emploi constitue le versant paradoxal du constat que nous venons d'évoquer, même s'il ne suffit pas à le corriger. Notre métropole possède un des plus forts taux de sa progression sur le territoire national : +30% de croissance sur 10 ans. En 2017 l'emploi salarié a progressé de +3.2%. M3M connaît également une croissance continue du nombre de ses créations d'entreprises : + 7160 entreprises en 2017 soit + 14 % par rapport à 2016. Elles se situent, pour beaucoup, dans la nouvelle économie numérique (1 300 entreprises, 10 000 emplois) et dans la santé (plus de 120 laboratoires, quelques 2 000 chercheurs).

Historiquement le développement économique de Montpellier a eu besoin d'un fort appui de la puissance publique faute d'un enracinement entrepreneurial suffisant. Cette stratégie a été mise en place dès 1985 sous l'impulsion de Georges Frêche sous le nom de Montpellier Méditerranée Technopole. La Métropole actuelle s'établit dans cette continuité tout en ayant su parfaitement s'adapter aux nouvelles évolutions. Elle sait s'appuyer des coopérations, collaborations entre l'ensemble des acteurs engagés dans les créations métropolitaines, ce que l'on nomme aujourd'hui « écosystèmes ».

La qualité dynamique mise en place dans notre « écosystème montpelliérain » est attestée par le nombre de distinctions obtenues. Nous pouvons en dresser un bref récapitulatif.

Obtention du label « French Tech » pour M3M en 2014.

4^{ème} université de France pour les sciences du vivant et la médecine, 2^{ème}, après Paris, pour le classement des « villes intelligentes » (smart cities), 2^{ème}, après Paris, pour le nombre de créations d'emplois dans les startups, 2^{ème} incubateur mondial pour son BIC (Business Innovation Center), 2^{ème} métropole après Paris en nombre de Pass French Tech, 7^{ème} place mondiale pour l'ESMA dans la formation à la 3D.

La Métropole a également fait le choix de mobiliser ses moyens et son assistance sur 6 domaines d'excellence : la santé, l'agronomie et l'alimentation, les technologies de l'information et de la communication (TIC), l'environnement et les énergies alternatives, l'eau, et plus récemment les industries culturelles et créatives (ICC). L'implantation des studios de France Télévision à Vendargues et l'ouverture du nouvel immeuble Ubisoft à Castelnau en constitue de récents témoignages.

La Métropole a su attribuer des moyens spécifiques pour le développement de ces stratégies : la création de la Cité Créative sur l'ancienne EAI, le lancement sur la ZAC Cambacérès, près de la gare Sud de France, et sa Halle de Haute Technologie et la démarche, « Montpellier, l'Industrie Positive ».



L'ancienne mairie de Montpellier (Photo Midi Libre)

Le défi qui se présente à Montpellier et à sa Métropole et à la future équipe d'élus qui les dirigera peut se résumer en une simple question : comment consolider et parfaire ces ambitions pour leur permettre de répondre aux paradoxes des forces et des faiblesses de notre tissu territorial ? Dans notre ouvrage, *Dessine-moi une métropole*, nous avançons trois premiers axes de réponses.

1 - La mise en place de coopérations avec les intercommunalités proches : elles sont indispensables pour raisonner les projets à des échelles de territoire pertinentes.

2 - L'amplification et l'amélioration des liens avec la Région et le Département : ils sont nécessaires pour se projeter à une dimension nationale et internationale et pour accueillir les entreprises stratégiques de demain.

3 - La recherche avec l'Etat des réponses aux problèmes posés par le chômage de masse qui atteint notre population et qui est, pour une part importante, d'origine exogène.

Décembre 2019, n°80 : Ne pas confondre la peur et la haine ...

« Non, vraiment, le terme islamophobie est mal choisi s'il doit désigner la haine que certains tarés ont des musulmans. Il n'a pas seulement mal choisi, il est dangereux »

(CHARB, *Lettre ouverte aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes*, 2015).



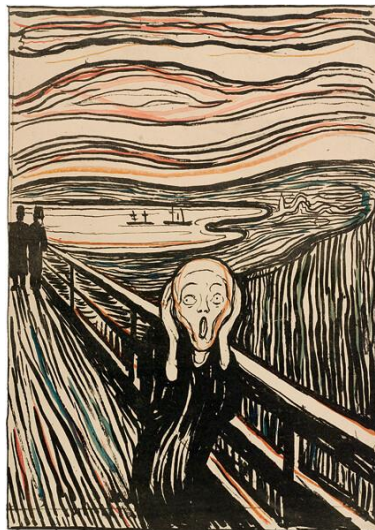
CHARB, graphe (lphinfo.com)

Les violentes divisions qui sont nées autour de la manifestation du 10 novembre contre l'islamophobie donnent tristement raison à CHARB qui, dans un livre paru 3 mois après son assassinat avec ses amis de Charlie Hebdo, rappelait que *« les militants communautaristes qui essaient d'imposer aux autorités judiciaires et politiques la notion d'islamophobie n'ont pas d'autre but que de pousser les victimes de racisme à s'affirmer musulmanes »*. 13 500 personnes ont, néanmoins, défilé laissant un goût amer dans la gorge de beaucoup.

Le terme phobie a envahi notre sphère sociale : islamophobe, homophobe, xénophobe, europhobe ... Son extension l'a fait passer du domaine de la psychopathologie à celui du politique. Elle nous fait oublier les racines du mot. Dérivé du grec φοβος, la phobie désigne une peur intense. D'où la question légitime qui doit être posée : peut-on interdire aux gens d'avoir peur ? La peur est une réaction naturelle du vivant face à ce qui lui est étranger. Il en va tout à fait différemment de la haine qui, elle, pousse à la destruction de l'autre. Le langage courant distingue d'ailleurs très bien les deux dans l'emploi, par

exemple, du terme « antisémitisme » qui renvoie, lui, à une volonté affichée d'élimination d'un peuple. Un dangereux glissement nous amène malheureusement à confondre la peur et la haine. Outre ses effets délétères, ce glissement risque de culpabiliser voire de contraindre au refoulement un élément pourtant fondamental de toute vie humaine qu'elle soit individuelle ou collective.

Les "phobies" sont constitutives du développement de l'être humain. Elles se repèrent très tôt chez le bébé, dans ce que les psys appellent "*la peur de l'étranger*". Cette peur est repérable dès 6/9 mois, et se manifeste par des réactions brutales de pleurs ou de retrait angoissé chez un petit enfant qui, jusqu'alors, "*allait avec tout le monde*". Ce stade est fondamental pour sa maturité car il signe la première perception de son identité propre. C'est en percevant du différent de lui qu'il a accès à sa singularité c'est-à-dire à sa constitution d'individu possédant une identité propre. Auparavant le petit enfant vivait dans un monde « symbiotique », avec un sentiment confus de continuité d'existence indifférenciée entre lui et les autres. Son monde était celui de la continuation de son existence foetale faisant corps avec l'organisme maternel. Lorsque le bébé réagit négativement à la présence d'autrui, il manifeste une première perception de lui comme différent de l'autre. Le petit humain poursuivra sa conquête identitaire avec "*le stade du miroir*" où le reflet qu'il perçoit dans le miroir va lui donner une perception de son propre corps. Il réalise alors une première image de lui.



Le cri, Edward MUNCH

L'autre - *l'étranger*" - ne peut donc que constituer un danger dans un premier temps, car il signifie l'irruption brutale d'une menace d'effraction dans un univers maternel tellement rassurant. Il plonge le bébé, encore très immature, dans une fragile nudité au monde avec un sentiment profond de perte de repères. Tout ce qui fait "non-moi" (on pourrait dire « non-mère ») plonge dans le désarroi et ne peut être que non rassurant.

La phobie n'est donc pas, au départ, une exclusion ou un rejet. Elle est une réaction identitaire salutaire face à la perception d'une différence entre soi et les autres. Sans ces différences, on le sait bien, il n'y a pas de vie. C'est pour cette raison que toutes les sociétés humaines se sont construites en contraignant ses membres à l'exogamie. Tout homme et toute femme doit chercher son (ou sa) partenaire hors du cercle familial. Tout repli vers des liens endogamique ne peut être que mortifère au même titre que l'inceste. Freud nommait « pulsion de mort » cette inclination qui pousse l'homme à la répétition du même. Il l'opposait à la « pulsion de vie » qui pousse à la rencontre et à la création.

Ce n'est qu'à partir du moment où l'entourage renforce la notion de dangerosité de l'autre que la phobie devient exclusion ou stigmatisation. Boris Vian a su magnifiquement l'illustrer dans *L'arrache-cœur* à travers le personnage de Clémentine. Elle est une maman tellement aimante et désireuse de protéger à tout prix ses enfants de tous les dangers qui peuvent les guetter qu'elle finit par leur construire une belle

cage dorée pour les y enfermer : « ça devait être merveilleux de rester tous ensemble, comme ça, avec quelqu'un pour vous dorloter, dans une petite cage bien chaude et pleine d'amour. »

La responsabilité des politiques n'est donc pas de dénoncer les réactions de phobie mais de les éduquer en distinguant toujours la peur et la haine, la méfiance et le rejet, les précautions d'accueil et les volontés d'élimination. Les partisans des replis nationalistes font le contraire : ils exploitent le sentiment naturel de peur pour mieux asseoir leur pouvoir sur des attitudes de haine. Lorsque Jean Marie le Pen dit " je préfère ma fille à ma cousine et ma cousine à ma voisine", il parle comme Clémentine. Il part d'une évidence qui ne peut être niée sous prétexte qu'elle est dite par lui. En revanche, nous devons dénoncer le prolongement du discours politique qu'il en tire en sous-entendant qu'il n'y a pas de place pour les trois. Cousine et voisine deviennent de dangereuses ennemies. Une société doit être constituée de tous.

Les allergies sont décrites physiologiquement comme une réponse inadéquate du corps face aux corps étrangers (les allergènes). Il y réagit par une exagération pathologique de ses défenses immunitaires. Notre société fabrique des allergies sociales. Elle renforce nos arsenaux de protection en voulant nous faire croire que c'est dans la fuite du contact avec l'autre, voire dans son élimination, que nous allons nous renforcer. C'est tout à fait faux : nous ne pouvons que nous y affaiblir encore plus.

2020

Janvier 2020, n°81 : 2220 : arrêtons le mépris !



Image Cécé

*« Toute forme de mépris, si elle s'exerce en politique, prépare ou instaure le fascisme »
Albert Camus, L'homme révolté*

Le mépris est devenu, de nos jours, un nouveau principe mondial de régulation des rapports humains. Le Président des Etats Unis d'Amérique, Donald Trump, en représente sans conteste la figure emblématique tant le mépris injurieux semble être son principal outil de communication politique. C'est en le traitant de « *raclure* » qu'il limoge le directeur du FBI et de « *chienne* », de « *foldingue* » et de « *ratée pleurnicheuse* » qu'il vire sa collaboratrice à la Maison Blanche. Ses opposants politiques ne sont pas mieux servis. Hillary Clinton devient « *Hillary la crapule* ». Les joueurs de football américain ayant osé poser un genou à terre pendant l'hymne national sont des « *fils de pute* » et le démocrate Joe Biden « *un lèche-cul d'Obama* ». Son exemple fait, bien sûr, des émules chez d'autres chefs d'Etats. Le nouveau président brésilien, Jair Bolsonaro, s'est amusé à comparer le physique de sa femme à celui du physique de l'épouse du Président français pour expliquer « *pourquoi il s'en prend à*

Bolsonaro ! ». Son ministre de l'Education n'avait pas hésité, de son côté, à traiter Emmanuel Macron de « *crétin opportuniste* ». Chez nous, heureusement, un certain respect reste de mise dans les échanges sauf chez le leader de la France Insoumise Jean Luc Mélenchon qui n'a pas hésité à qualifier d'« *abrutis* » et de « *menteurs* » les journalistes de la radio publique et de « *sales cons* » et de « *hyènes* » ceux de *C à vous*.

Il ne faut pas, cependant, confondre outrances verbales et mépris. Les couvertures de *Charlie Hebdo*, ou les propos des humoristes flirtent souvent avec la violence sans être pourtant du même ordre. La caricature a ses lois : en exagérant le trait, elles ouvrent une certaine lucidité au regard. Le mépris est tout autre. Il est fondamentalement du ressort de la haine de l'autre et de la volonté d'anéantissement de sa dignité humaine. L'injure en constitue la forme la plus primaire grandement facilitée, à l'heure actuelle, par les formats langagiers primesautiers et « irresponsables » des tweets. Le mépris sait s'exercer la plus souvent sur des modes beaucoup plus sophistiqués cachés et se cacher sous d'habiles justifications. Il met en jeu des mécanismes psychiques complexes où le mépriseur peut dénier une telle intention et le méprisé atteint sans qu'il y ait volonté directe d'une telle agression.



Dessin de GELUCK

L'année 2019 a été traversés par de très nombreuses manifestations. Un court recensement non exhaustif de son dernier trimestre en donne la mesure : l'Algérie, la Bolivie, la Catalogne, l'Equateur, l'Ethiopie, la Guinée, Hong-Kong, l'Iran, l'Irak, le Liban, le Mexique ... et, bien sûr, la France. Leurs points de départ peuvent être directement politiques à l'occasion de votes, face à la corruption ou en réaction à de nouvelles législations ou réglementations. Ils paraissent, cependant, souvent anecdotiques : augmentation du ticket de métro, taxe sur les appels WhatsApp, hausse des prix du carburant, taxes sur des produits courants. Ces décisions constituent « la goutte qui fait déborder une coupe » qui n'en peut plus du sentiment de mépris de leurs conditions de vie quotidienne dont témoigne l'exercice de pouvoir de leurs dirigeants. L'année 2019 en France a été entièrement rythmée par des mouvements de rue, gilets jaunes d'abord, opposition à la réforme des retraites ensuite. La simple décision d'instauration d'une nouvelle taxe sur le carburant au nom de l'écologie a entraîné une fronde d'une ampleur sans précédent. Elle est née dans des milieux sociaux et géographiques inattendus, non encadrés par les partis et syndicats traditionnels, représentant « les oubliés de la nation », de ses représentants et des politiques de développement du territoire. Leurs actions ont été rapidement accompagnées de violences destructrices d'espaces et d'objets publics et privés : nombre de citoyens s'y sont sentis à leur tour méprisés par de telles agressions et abandonnés par un pouvoir politique impuissant. Les manifestations contre la retraite sont nées également d'un fort sentiment de mépris venant d'un gouvernement sourd à tout dialogue social. Les conséquences au quotidien des actions de grève ont généré, à leur tour, un même sentiment de mépris sourd pour des usagers touchés au cœur de leurs vies professionnelles et familiales par la confiscation partisane des moyens de services publics. Nous constatons ainsi un dangereux effet de miroir où les attitudes de mépris engendrent un retour des mêmes comportements gangrénant ainsi dangereusement le tissu social. Il est donc nécessaire

d'interroger ce qui, dans nos sociétés du XXI^e siècle, conforte ces dynamiques. Un premier regard nous fait rapidement découvrir que leurs ressorts sont profondément déshumanisants : ils coupent l'humain du collectif, ils l'assignent à des impératifs de réussite individuelle et, in fine, ils le réduisent à une fonction de simple « pièce » d'un mécanisme global de productivité et de profit. Nos sociétés sont désormais réglementées par de nouvelles bureaucraties aux pouvoirs tentaculaires s'appuyant sur les progrès toujours croissants des technologies informatiques. Il suffit de reprendre l'exemple de la santé que nous avons déjà évoqué dans un précédent éditorial (n° 78, octobre 2019). On y a multiplié par deux en 40 ans les agents administratifs et techniques et divisé d'autant celui des soignants. Ces derniers restent malgré tout contraints de consacrer un tiers de leur temps à remplir des tâches administratives pour alimenter les machines de contrôle gestionnaire. Leurs pratiques sont automatisées dans des formatages protocolaires les réduisant à des fonctions de simples pièces anonymes et remplaçables d'exécutants. Nous retrouvons la même souffrance chez les enseignants et les policiers.



Charlie Chaplin, *Les temps modernes*

Les politiques, malheureusement, donnent le plus souvent l'impression d'orchestrer cette déshumanisation sociale et d'accepter d'en être les dociles exécutants. Comment le citoyen ne peut-il pas s'y sentir à bon droit méprisé ? Les partis politiques, y compris ceux de gauche, ont totalement échoué à s'atteler aux nouvelles dimensions de nos sociétés : ils préfèrent se réfugier derrière des repères idéologiques passés devenus complètement obsolètes. Ce faisant ils se coupent de plus en plus des citoyens qui ne peuvent que s'y sentir encore plus incompris et non représentés. La phrase d'Albert Camus prend ici tout son sens d'avertissement.

Une urgence donc pour 2020 : stop au mépris ! et une formulation de vœux : n'arrêtons jamais d'espérer en l'homme ! *Les membres de Montpellier 2020 vous souhaitent à tous et à toutes une belle et chaleureuse année nouvelle !*

Février 2020, n°82 : *Dessine-moi une métropole*

Dans un mois et demi les montpelliérains iront voter. Comme il y a 6 ans, Montpellier 2020 a mis en marche ses ateliers dès l'automne 2018 et a publié leurs résultats dans un ouvrage présenté en septembre 2019 : *Sursaut 5 : dessine-moi une Métropole*. Nous vous proposons d'en reprendre les grands axes dans cet éditorial.

Notre travail part de la nécessité de la prise en compte d'un territoire élargi. Tout programme municipal ne peut être que métropolitain et, au-delà même, savoir inclure un périmètre plus large : Pays de l'Or et Pic Saint Loup principalement. A terme Montpellier3M doit s'ouvrir sur des axes plus larges : Sète à l'Ouest, Clermont/Lodève au Nord et Lunel/Nîmes/Alès à l'Est. En même temps, il est indispensable que Montpellier3M sache s'entendre et coopérer avec les autres échelons territoriaux, Département et surtout Région. L'équipe municipale a su faire reconnaître Montpellier comme Métropole. Toutes les déclarations intempestives ne peuvent que nuire à son rayonnement et à sa reconnaissance.

La crédibilité et la réussite de tout projet territorial reposent d'abord sur un choix de mode de gouvernance. Elle doit s'appuyer sur les « collectifs » institués par suffrage universel (élus), par désignation ou par engagement militant (CODEV, associations, conseils de quartier, bassins de vie ...). La gouvernance ne peut, en aucun cas, reposer sur les épaules d'un seul homme. Elle ne peut pas, non plus, enjamber les structures représentatives instituées démocratiquement avec de trop faciles recours référendaires invoqués au nom d'une supposée « vox populi, vox dei ». Ces consultations populaires ne font, de toutes manières, que retarder la confrontation avec l'obligation, pour chaque citoyen, d'accepter la discipline républicaine de soumission au scrutin majoritaire. Les égarements de Notre Dame des Landes en ont constitué un triste exemple.



L'école André Malraux, Montpellier (photo J. MORNET)

Sursaut 5 consacre 2 de ses 11 chapitres à la gestion et au développement économique de Montpellier. Il est impossible d'en retranscrire ici le détail. Nos réflexions et propositions partent de la situation paradoxale dans laquelle se situe notre Métropole. Elle obtient de mauvais scores sur beaucoup d'indices sociaux-économiques, le chômage y est important, les revenus moyens de ses habitants sont faibles et des signes évidents de paupérisation subsistent. En même temps Montpellier3M est une métropole qui attire. Elle témoigne d'une très grande force dynamique économique s'appuyant, notamment, sur les nouvelles technologies et les compétences de ses laboratoires de recherche. Montpellier est une ville jeune, en constante croissance démographique et créatrice d'emplois. Comment faire ? Nous faisons 11 propositions concrètes que vous pourrez lire en détail dans notre ouvrage.

La sécurité et la propreté constituent invariablement les premières préoccupations de la population. Les deux vont de pair. Une ville propre inspire un vécu de sécurité car elle reflète un respect des uns envers les autres. Une ville sale donne un sentiment d'abandon. La beauté des constructions et des sites est un facteur essentiel pour donner un sentiment de tranquillité. Outre la satisfaction qu'elle donne aux sens, elle pousse à l'envie de prendre soin de son environnement. Enfin la sécurité, comme la propreté, sont des questions d'éducation citoyenne pour que chacun ne soit pas uniquement attaché à la revendication et à la satisfaction de ses droits mais se sente tout autant contraint aux exigences des devoirs que lui imposent la vie collective et le souci de l'autre.

L'urbanisme constitue l'élément de base de la création du cadre du « vivre ensemble ». Il n'est plus possible, au XXI^e siècle, de poursuivre des politiques d'extension pavillonnaire horizontale dévoreuses d'espaces, d'énergie et facteurs d'isolement social. L'urbanisme de demain doit donc être pensé de façon de plus en plus verticale en sachant allier un meilleur équilibre entre le végétal et le béton : des constructions plus hautes doivent permettre des étendues d'espaces plus vastes. Nous devons créer des quartiers équilibrés entre habitations, équipements commerçants, sportifs et culturels et aménagement d'espaces de rencontres et de déambulation. Ce choix est la seule façon de lutter contre les cloisonnements communautaristes et ségrégatifs. Une volonté politique, enfin, doit permettre une redynamisation du Centre-Ville de Montpellier grâce, entre autres, à des choix immobiliers permettant l'accueil de populations transgénérationnelles.

Le tissu urbain est constitué également par le maillage de grands équipements tournés vers l'avenir. Le MO.CO. et son lien avec la Panacée et l'ESBA constituent une belle réalisation mais pourquoi avoir renoncé à certains projets ambitieux comme Les Folies, le Musée de la présence française outre-mer ou la Cité du corps humain ? Comment penser un nouveau stade de football sans imaginer un projet tout aussi audacieux pour le remplacer sur son site de la Paillade ?



Quartier Port Marianne, Montpellier (photo J. MORNET)

Une ville doit être pensée comme un tissu organique avec ses réseaux de circulation. La question de la gratuité des transports en commun pour les usagers de la Métropole s'est invitée au débat. Elle sonne comme un rappel de la nécessité de prise en compte de « l'écologie » urbaine : lutte contre les émissions de carbone, contre les asphyxies de temps et d'espace créées par les embouteillages, contre l'usage envahissant des voitures (souvent occupées par une seule personne) et contre la bétonisation du sol par les parkings. Aucun changement de comportement n'est possible si le prix des transports en commun n'est pas incitatif par rapport à celui de la voiture. Les retards pris par la ligne 5 du tram et l'incurie de gestion prévisionnelle qui a présidé à l'ouverture de la gare Sud de France montrent la nécessité d'une gouvernance soucieuse de concertation avec la population sachant prévoir et préparer l'avenir.

Une ville où il fait bon vivre est également celle qui sait prendre soin de ses habitants en étant particulièrement attentive aux plus précaires. Montpellier a su constituer et préserver un réseau de dispositifs sanitaires, sociaux et éducatifs intéressant et riche. Plus que d'en créer de nouveaux, le besoin est de savoir les faire travailler ensemble. Parmi les dispositifs à développer les « Maisons médicales » sont une priorité. Elles constituent le seul remède pour compenser les manques de disponibilité des médecins et pour lutter contre les recours systématiques et inadaptés aux urgences. Elles doivent s'ouvrir à un plus large éventail de professionnels de la santé et d'aide social que les seuls médecins pour pouvoir remplir une fonction d'accueil, de soin et de conseil. L'action auprès des précaires et des marginaux doit s'appuyer sur les associations luttant contre la précarité et la pauvreté et leur apporter aide et d'attention.

Montpellier a réussi à se construire une belle image de métropole de culture et de sport. Son rayonnement est national et international. Cette réussite est liée à des événements « phares » et aux performances de ses clubs sportifs. Elle l'est également grâce à un maillage d'équipements mis à la disposition de la population et des collectifs associatifs. Sa politique est guidée par un choix que nous soutenons : un éventail « mosaïque » est préféré à l'exclusivité accordée à un seul événement ou à une seule discipline sportive. Notre Métropole a ainsi su maintenir une alliance féconde entre le haut niveau culturel et sportif et l'accès populaire grâce, entre autres, aux réseaux de Maisons pour Tous, de Médiathèques, d'équipements, d'espaces publics et d'événements comme les ZAT. Pour maintenir cette qualité, il est indispensable, là encore, que la gouvernance se fasse dans la concertation des divers acteurs afin de décider et prévoir des investissements à réaliser. Les entreprises économiques et culturelles ont besoin de lisibilité dans le temps pour asseoir leurs projets. Elles ont besoin de concertation pour les choix d'orientations.

Un projet municipal ne peut pas faire abstraction des développements des outils informatiques. Les entreprises montpelliéraines sont particulièrement dynamiques et innovantes dans ce domaine. Les technologies informatiques imprègnent désormais la vie de chacun et chacune aussi bien à l'école, qu'au travail, dans les loisirs et la santé. Comment peuvent-ils être utilisés pour dynamiser la vie démocratique au lieu de se développer au détriment du lien social ? Ils peuvent être utilisés, par exemple, à l'information des citoyens sur la vie et les décisions municipales, à la communication en temps réel de données sur l'état de circulation ou sur la qualité de l'air, ou au dialogue entre citoyens et élus.



Place de la Comédie de Montpellier, Noël 2019 (photo J. MORNET)

Dessine-moi une Métropole se clôt sur « la transversalité verte ». Montpellier3M doit impérativement penser aux défis écologiques actuels et futurs. On peut lutter, ainsi, contre les atteintes à la biodiversité par un équilibre entre les espaces construits et les espaces laissés à la « nature » et au vivant à l'image de la réalisation des Jardins de la Lironde conçus par Christian de Portzamparc et Michel Desvigne. Notre situation géographique nous place, par ailleurs, en premier front face aux menaces climatiques d'accroissement de la violence des phénomènes météorologiques et des risques de submersion du littoral. Elles obligent à une politique d'urbanisme responsable tenant compte de ces facteurs. Une politique écologique municipale se joue, enfin, dans la vie quotidienne des citoyens par leur éducation et par l'incitation aidée par la mise à disposition des équipements nécessaires.

****Notre livre *Dessine-moi une Métropole* peut être commandé en remplissant le formulaire joint en fin de cette Lettre.**

Mars 2020, n°83 : Le corona virus et la tentation du « biopouvoir »

Au début du mois de décembre 2019 une épidémie de pneumonie est apparue dans la ville de Wuhan en Chine. Elle est rapidement attribuée à une nouvelle forme de *Coronavirus*, virus affectant principalement les mammifères mais pouvant être transmis à l'homme. Les symptômes rappelant ceux du SRAS, le gouvernement chinois met en place des dispositifs spectaculaires avec la mise en quarantaine des habitants dès le 28 janvier. 56 millions d'habitants sont ainsi isolés dans la seule province de Hubei. L'OMS décrète un *état d'urgence sanitaire mondiale* le 30 janvier. Le pays est coupé du monde et les pays étrangers rapatrient leurs ressortissants en les plaçant systématiquement en quarantaine à l'arrivée sur leur sol. Le 25 février on dénombrait 2663 morts en Chine et on estimait à 77 000 le nombre de personnes contaminées (80 000 dans le monde). Le 27 février, le virus a atteint une trentaine de pays. En Europe l'Italie est le pays le plus touché avec 12 morts et 374 contaminés. En France, après un premier mort chinois en début d'épidémie, un enseignant de 60 ans est décédé (18 cas de contamination). Chaque pays s'organise pour y faire face mais les frontières entre pays européens restent ouvertes. Le match de Champions League entre l'Olympique Lyonnais et la Juventus de Turin est maintenu.

A l'heure où nous bouclons cette Lettre il est impossible de prédire l'extension que prendra ce virus. Allons-nous assister à une dangereuse extension ? Sa morbidité, actuellement évaluée à 2,5 %, s'aggravera-t-elle ? Ou bien, à l'inverse, l'activité du virus va-t-elle doucement s'effacer et laisser aux chercheurs le temps de mettre au point traitement ou vaccin ? Personne ne peut répondre aujourd'hui à ces réponses. Par contre nous avons tous pu constater les dispositifs de contrôle et de restriction des libertés immédiatement mis en place en Chine avec un assentiment total, semble-t-il, total des populations. En Italie ce sont plutôt des phénomènes de « psychose » qui ont accompagné les premières annonces précipitant les habitants dans les magasins afin de stocker les produits de première nécessité. En France nous assistons, pour l'instant, à des commentaires essentiellement politiques. Les autorités médicales tiennent des discours plutôt rassurants sur les conduites à tenir.



Birdsdessines.fr

De façon plus générale, il est difficile de faire la différence aujourd'hui entre ce qui est fondé sur une nécessaire précaution sanitaire et ce qui appartient à un domaine plus politique. Les deux domaines ne peuvent, de toutes façons, qu'être très intriqués. En Chine, le gouvernement a d'abord fait emprisonner les 8 médecins qui avaient jeté l'alarme avant de changer aussi brutalement de position et d'opter pour le total isolement des habitants concernés décision qui a eu un retentissement immédiat sur l'ensemble de l'ordre économique et politique de la planète. Si le renforcement du pouvoir étatique semble inévitable en cas de dangers épidémiques graves puisqu'il est garant de la santé de sa population, diverses questions restent en suspens. Où commence l'outrepassement de son autorité ? Peut-il contraindre le citoyen à des dispositifs de contrôles et de limitation drastique des libertés ? La préservation de la santé doit-elle prendre le pas sur les règles démocratiques habituelles ?

L'origine de la transmission reste encore mystérieuse. Les experts penchent vers une transmission de l'animal à l'homme : chauve-souris ou pangolin sont évoqués. L'épidémie a longtemps été confinée en Extrême- Orient. Son apparition dans d'autres pays pose la question de son mode de processus de contamination (direct ou indirect ?). Pour l'instant le virus ne semble pas atteindre les enfants et les jeunes. Les victimes sont essentiellement des personnes âgées, surtout masculines, ou présentant déjà des fragilités.

Dès les années 1970, le philosophe Michel Foucault s'était intéressé aux dangers de la montée de nouveaux dispositifs de pouvoir dans nos sociétés qu'il avait nommés « biopouvoir » car ils s'exercent au nom de la protection de la santé et de l'environnement de vie des citoyens. Ils sont corollaires de nouvelles formes que prend l'idéologie libérale qui, en même temps qu'elle promeut les libertés des individus, exerce un contrôle de plus en plus strict de leur exercice au nom même de leur protection : « c'est pour te protéger que je te contrôle et que j'ai besoin de la transparence de ta vie ». Cette forme de pouvoir présente la particularité de ne pas s'imposer de façon directe et brutale. Elle passe par le biais de dispositifs, souvent technologiques, qui entendent protéger la liberté et la sécurité de chacun et obtiennent, ainsi, l'assentiment immédiat des citoyens. Actuellement tout le monde se plie devant les fouilles systématiques à l'entrée des bâtiments publics, des zones de transit ou d'entrée des stades, des musées ou des salles de spectacle. Il est apparu normal, au nom de ma protection contre le risque de coronavirus, d'enfermer des groupes entiers de passagers dans leurs navires de croisière ou de les

mettre en quarantaine dans des clubs de vacances réquisitionnés. Les temps d'attente pour les processus de contrôle d'arrivée aux USA atteignent facilement les 90 mn. S'appuyant sur la sensibilité de chacun à tout ce qui touche ou menace sa santé, sa sécurité ou celles de ses proches, cette contrainte de fouilles, y compris corporelles, obtient spontanément l'assentiment de chacun. Il y a un peu moins de 500 ans, la Boétie avait écrit un remarquable *Discours sur la servitude volontaire*. N'est-ce pas elle que l'on voit à l'œuvre dans ce système où l'homme devient complice voire demandeur d'un pouvoir qui s'exerce contre lui ?



Note affichée dans les hôpitaux français

Le biopouvoir en marche ne concerne pas uniquement les dispositifs de contrôle. Il légifère également dans tout ce qui touche les domaines de la vitalité, de la morbidité et de la mortalité de l'espèce humaine, espaces davantage réservés autrefois aux autorités religieuses. Il s'appuie sur les progrès constants des techniques et des sciences qui, repoussant toujours plus loin les possibilités humaines d'intervenir sur les processus physiques et organiques, sont susceptibles, par le fait même, de bouleverser l'ordre social. Ce domaine est recouvert par le terme de « bioéthique. Il a fait l'objet de débats et de décisions au Sénat français en début février afin de légiférer sur divers aspects des avancées de la génétique : la gestation, la filiation, l'accès à l'identité des géniteurs et le traitement des embryons.

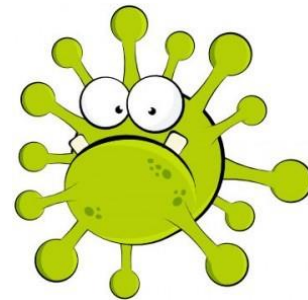
Dans le domaine sanitaire et sécuritaire, le biopouvoir aime s'exercer au nom de la prévention. Nous en avons un exemple actuel devant le risque pandémique. A chaque fois le souci ne se limite pas à celui de soigner, il s'étend à celui de prévenir pour protéger la population d'un mal pouvant survenir. Dans les établissements de santé on demande ainsi aux professionnels de se soumettre à des protocoles et procédures de prévention contre « les événements indésirables ». Le risque devient alors de vouloir guérir les maux avant même qu'ils n'apparaissent. On essaie, actuellement, de dépister le plus tôt possible tout ce qui est susceptible de menacer le développement de la vie de l'enfant quitte à l'équiper très tôt de systèmes de prothèse ou d'implants ou à soigner par médicament le moindre trouble des comportements. L'idéal apparait même pour certains dans l'accès à la capacité de pouvoir maîtriser ces aléas de la génétique humaine et d'arriver à la possibilité du choix du sexe, de la couleur des yeux, de la taille et autres données physiques de l'enfant à venir.



Dessin de Enki BILAL

C'est sur ces « rêves » d'organismes humains protégés de toute faille et indéfiniment réparables que se développent les idéologies transhumanistes. Grâce aux progrès technologiques et au développement des intelligences artificielles tous les défauts du corps seront corrigés demain par implants organiques ou informatiques. Plus elles se développent, plus nos sociétés sont obnubilées par la mort. Elles n'en acceptent tellement plus les signes de fatalité qu'elles en oublient de prendre soin de la vie. Elles promettent l'éternité à un homme devenu invulnérable mais au prix de quelle organisation sociale ? Ces systèmes de biopouvoirs nous font passer dangereusement de la prévention à la prévision puis à la prédiction. La chose passe du domaine d'un prévisible possible à celui de la certitude de sa réalisation et donc à la nécessité de s'en protéger. Ce dangereux glissement justifie les mises en place de dispositifs de plus en plus invasifs pouvant donner naissance à de nouvelles organisations sociales basées sur le contrôle et la classification de ses membres. Chaque citoyen pourra y être assigné à une place bien déterminée en fonction des capacités qui lui seront reconnues ou allouées : le corps social fonctionnant alors comme une mécanique aux pièces bien huilées à l'image de la *Metropolis* imaginée par Fritz Lang il y aura bientôt un siècle (1927). Il est d'ailleurs remarquable de constater les univers d'organisation sociale promis par les auteurs de science-fiction inclinent tous vers ce même mode étatique que ce soient le *Blade Runner* de Ridley Scott, *l'I.A. Intelligence artificielle* de Steven Spielberg ou le *Matrix* de Lilly et Lana Wachowski. L'homme bionique et robotisé serait-il devenu l'avenir de l'homme voulant échapper aux limites de sa condition de mortel ?

Avril 2020, n°84 : *Sisyphé face au coronavirus* :



Sisyphé est un héros de la mythologie grecque. Ayant offensé Zeus, il est livré au dieu de la mort, Thanatos. Mais Sisyphé réussit détourner son attention et à l'enchaîner à des menottes qu'il avait lui-même fabriquées. Ivre de colère, le maître de l'Olympe le condamne à rouler un énorme bloc de rocher jusqu'en haut d'une montagne. Mais, systématiquement, la pierre échappe à ses mains dès qu'il atteint le sommet. Sisyphé est devenu ainsi l'un des symboles mythiques du combat éternel de l'homme contre la mort et contre les puissances divines. Camus lui consacra un livre en 1942, *Le mythe de Sisyphé*. Il y interroge les chances qu'il peut rester à l'homme enchaîné à un tel destin face à l'absurdité du monde. L'arrivée du coronavirus replonge l'homme dans l'amer constat de sa fragilité lorsque des forces venant de la nature le menacent de toutes parts. Il doit renouer avec la force de Sisyphé s'il ne veut pas disparaître dans cet affrontement. Lucide cependant sur sa précarité de mortel, l'homme a-t-il, comme le héros grec, déjà perdu le combat ?

Les pandémies ont constitué, historiquement, l'une des figures répétitives des menaces vitales que la nature fait peser sur l'homme. Depuis l'Antiquité la peste et le typhus en ont représenté les principales manifestations. La grippe espagnole, survenue il y a tout juste un siècle, leur a succédé dans nos mémoires collectives contemporaines. Pendant longtemps l'homme s'est tourné vers les divinités pour chercher secours avant de confier progressivement son destin aux mains de la science médicale. D'abord balbutiante, cette dernière a désormais atteint un tel développement qu'elle semble parfois permettre à l'homme de nourrir l'illusion d'avoir acquis une protection corporelle absolue contre toutes

les formes d'agression et de déchéance. L'irruption du coronavirus est venue brutalement rompre le charme de ces certitudes. Elle a fait glisser des mains de l'homme le beau rocher de tranquillité qu'ils pensaient avoir réussi à hisser au sommet de la montagne de maîtrise du monde. Les effets du covid 19 ont placé aujourd'hui la planète entière au bord de l'abîme. Médecins, chercheurs, politiques et économistes paraissent totalement dépassés et se réfugient derrière l'empirisme de seuls premiers réflexes de défenses immédiates. Ils décident de dresser à la hâte des barrages, seuls outils immédiats de prévention contre les flots de ce tsunami viral.

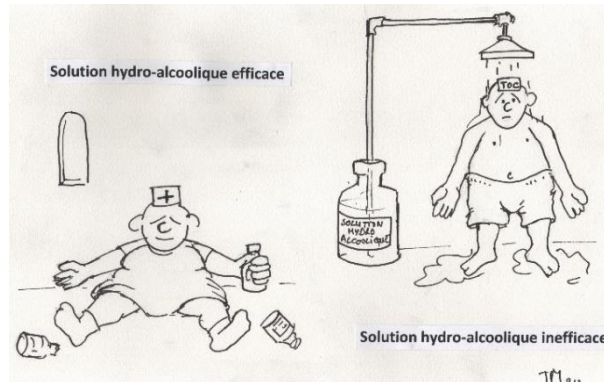


Illustration d'un item de l'accréditation – dessin J. MORNET

Dans cette conjoncture, le politique a aussitôt noué alliance avec les experts sanitaires pour appuyer ses décisions. Médecins et chercheurs se trouvent, du fait même, promus à une fonction première de référence politique. Leurs déclarations rythment nos vies 24 heures sur 24 par médias interposés. Politiques et experts de santé ordonnent des dispositifs de restriction de liberté inimaginables hier encore et imposent des comportements de protection très contraignants. L'armée a été récemment jointe à cet attelage. Faute de disposer de médicaments et de vaccins qui permettraient de porter remède, nos décideurs se contentent d'étaler dans le temps la propagation du virus afin de le contenir dans les limites actuelles de nos équipements hospitaliers en lits de réanimation. La seule solution consiste donc dans le confinement des populations, l'imposition de distances physiques et l'usage d'équipements de protection (masques, gants et solutions hydroalcooliques). Nous en avons mesuré rapidement les limites aussi bien en termes d'intendance (manque de stocks et difficultés de fabrication et d'approvisionnement) que d'efficacité thérapeutique immédiate et à moyen terme. Les difficultés de recueil des données statistiques y ajoutent un nouveau et troublant flou.

Cette confrontation aux limites de l'organisation de notre système de santé a très vite engendré des querelles en France. Les tenants des « y'a qu'à » ou « y'a qu'avait » montrant, pour la plupart, une facile et hypocrite propension à trouver chez l'autre la responsabilité de la situation. Ne nous leurrions pas, c'est l'ensemble des acteurs politiques et sanitaires en charge de notre pays depuis 40 ans qui doivent s'interroger car c'est l'ensemble des choix de la politique de santé menée depuis ces dernières décennies qui se trouvent aujourd'hui mis en cause. Nous l'avons déjà souligné dans notre éditorial d'octobre 2019 consacré aux urgences hospitalières. A l'aube des années 1980, il a été décidé de soumettre les politiques hospitalières aux mêmes impératifs de gestion que n'importe quel autre produit économique. On a transformé la santé en produit marchand avec ses logiques de gestion et de profit. On a embauché, à ces fins, des kyrielles d'administrateurs gestionnaires en lieu et place des soignants. On a soumis les pratiques de soins à des cortèges de procédures et de protocoles et amputé d'1/3 de temps les activités des professionnels pour des tâches de comptes-rendus administratifs. Les finances des établissements ont été suspendues aux résultats de visites tri-annuelles d'inspecteurs accréditeurs. En 1981, l'une des 110 propositions de l'Union de la Gauche demandait la création d'un grand service de santé redéfinissant les liens entre le public et le privé, la tarification des établissements, la création de grands pôles nationalisés d'industrie et de recherche du médicament et la suppression de l'ordre des médecins. C'est malheureusement l'inverse qui a vu le jour.

Le débordement qu'invoquent les équipes de soin depuis plusieurs mois est donc multifactoriel : choix budgétaires s'exerçant à leur détriment, baisse de leurs effectifs, changement de nature et dévalorisation de leur fonction. Nombre de chefs de service qui se plaignent aujourd'hui de l'état actuel de leurs conditions d'exercice oublient leur contribution à la mise en place de ce nouvel ordre sanitaire. Lorsque l'on se rappelle de l'autorité absolue dont ils jouissaient jusqu'à la fin des années 1970, on peut légitimement penser que ces réformes hospitalières n'auraient jamais pu être adoptées sans leur aval. Il en est de même pour les politiques : les divers ministres de la santé qui se sont succédés depuis 1983 se sont tous contentés d'accompagner, à leur manière, la mise en place de ces dispositifs de santé. Nous en payons le prix aujourd'hui. On a déshabillé les effectifs soignants au profit des gestionnaires et des techniciens. On a abandonné une politique sectorielle d'implantation des services de soin. Nous mesurons actuellement non seulement l'inefficacité de cet exercice mais également son imprévoyance et son coût budgétaire.



Le hussard sur le toit (film de Jean Paul Rappeneau)

« Le choléra est un révélateur, un réacteur chimique qui met à nu les tempéraments les plus vils ou les plus nobles » Jean GIONO

Pendant le même temps, on a entretenu la population dans l'illusion d'avancées scientifiques et techniques qui allaient demain la rendre invincible voire immortelle. La réalité nous rattrape aujourd'hui. « *L'anatomie, c'est le destin* » rappelait Sigmund Freud : l'homme trimballe la finitude de son corps comme Sisyphe son rocher. Les différentes prises de paroles des experts continuent, pour la plupart, de se tenir sur fond de discours technocratique et gestionnaire. On argumente, certes, d'un devoir de protection des faibles et des fragiles mais sous le seul aspect organisationnel de logistiques d'équipements techniques et de maîtrise de flux. Nous ne faisons ainsi que repousser l'échéance de la confrontation à la question finale : l'extension de la pandémie le confrontera inévitablement à un moment ou à un autre aux limites de ses possibilités de contenir la mort. Les discours posés en seuls termes de chiffres ne peuvent pas suffire, pas plus que les discours guerriers. Le déroulement de nos vies ne se réglera jamais à coups de machines qu'elles soient gestionnaires ou techniques. Nous devons renouer avec les dimensions philosophiques de nos existences et des fraternités sociales qui nous lient. Pour prévenir la mort, il faut soigner nos vies.

Pour cela nous devons saisir les bouleversements que connaissent actuellement nos vies pour stimuler nos esprits et nos intelligences. Ne nous laissons pas écraser par des soumissions dépressives et confiner nos vies dans des replis individualistes entretenus par un gavage d'informations diffusées en boucle. Nous découvrons les richesses qu'offrent les réseaux informatiques : télé travail, école à distance, maintien des contacts familiaux et amicaux. Ils constituent une chance d'inventer de nouveaux liens sociaux. Les médias le peuvent également s'ils savent renouer avec leur véritable fonction culturelle. L'émission hebdomadaire *C politique* du dimanche soir sur la 5 a su se donner un nouveau format adapté aux contraintes actuelles. Elle nous a proposé le 22 mars une intervention remarquable d'Edgar Morin à propos du coronavirus. Le désordre qu'il amène nous montre, à ses yeux, l'évidence du faux monde social façonné par la mondialisation : il a créé des interdépendances mais pas de solidarité. La crise actuelle peut nous permettre de renouer, au quotidien, avec l'essentiel de nos existences individuelles et sociales. Elle peut constituer un début de possibilité de désintoxication de nos vies.



doodlesof.com

Nos gouvernances actuelles nous ont endormi dans le confort illusoire d'une fausse tranquillité d'un « ventre » maternel prenant soin de tous les aléas de nos vies. Elles nous entraînent dans l'acceptation de plus en plus nombreuses « *servitudes volontaires* » pour notre confort et notre sécurité. Nous rêvons tous de systèmes de santé disponibles pour nos moindres maux, de productions économiques prêtes à satisfaire chacun de nos besoins et de protections sociales nous protégeant de tout aléa de la vie. Nous acceptons, au nom des promesses des « principes de précaution », de sacrifier une part de plus en plus importante de nos libres arbitres et de nos intimités. Le coronavirus vient mettre à plat la fonction de ces illusoires « lignes Maginot ». Tels Sisyphe, il nous met face à nos destins d'humain, partagés entre un fatalisme défaitiste et la poursuite de rêves prométhéens. Suivons la route ouverte par Camus dans la conclusion de son ouvrage : « *il faut imaginer Sisyphe heureux* ». L'écrivain a écrit *Le mythe de Sisyphe* en 1942 alors que toute la France était confinée par l'occupation allemande et le régime de Vichy. L'impuissance que l'homme peut ressentir face à l'apparente absurdité de son destin ne le condamne pas pour autant à la privation de bonheur. Il n'a pas besoin pour exister d'un sens qui viendrait transcender sa vie : « *s'il veut être quelque chose, c'est dans cette vie* ». Le bonheur est lié à cette lucidité et à l'engagement dans le temps présent. Le coronavirus doit, pour nous, constituer un vaccin de rappel de ce qui constitue la force de nos destins d'hommes et de femmes et nous permettre de nous désintoxiquer de tout ce qui nous en éloigne.

Avril (bis) 2020, n°85 : Spécial confinement



Dessin de Pierre MORNET

Les contraintes de confinement ont introduit, pour chacun de nous, une nouvelle relation à nous-même et aux autres. Elles ont, en même temps, totalement modifié notre rapport au temps et à l'espace. Le dehors ne vient plus rythmer nos journées nous obligeant à trouver en nous-mêmes ce qui vient les scander. Notre espace se trouve désormais réduit à celui des murs de nos domiciles, des haies de nos jardins ou des clôtures de nos résidences. Le seul « plus loin » autorisé est mesuré par le rayon de nos

compas fixé à la seule distance d'1 kilomètre. Le quotidien de nos vies se déroule dans la solitude ou dans le contact restreint, mais obligé, de quelque(s) proche(s). Nous ne faisons que croiser les autres humains lors de nos rares sorties, mètre de précaution oblige. Les écrans de nos ordinateurs et les touches de nos smartphones, par contre, nous laissent tout loisir d'échanges, très souvent prolongés. Ils constituent, la seule extension possible de nos liens sociaux.

Le confinement nous contraint à une rencontre avec nous-mêmes. Il nous oblige à réinterroger nos modes de vie et le jeu des besoins qui les remplissaient jusqu'alors. Il nous donne le temps alors qu'hier encore nous avons souvent le sentiment d'en manquer. Il nous permet une réappropriation des dedans de nos demeures trop souvent désinvestis par manque de temps jusqu'alors.

Cette situation de contrainte physique est l'occasion de (re)nouer contact avec les dimensions « métaphysiques » de nos vies : le simple remplissage de leur quotidienneté par des gestes répétés d'accomplissement d'obligations ou de besoins n'est plus possible. Pour certains c'est l'opportunité de s'occuper d'une autre façon de son corps et de son esprit par exercices physiques, détente, méditation ou autre mode de travail psychique. Nous pouvons consacrer du temps à la lecture, au cinéma, à la musique ou à la création artistique. Certains partagent leurs créations sur le net. D'autres, enfin, y trouvent l'opportunité de réfléchir aux valeurs et au sens de leurs existences ou à la façon dont s'agencent nos collectifs humains.

Nous avons volontiers envie de partager nos temps personnels. Grâce à internet, nous échangeons des articles, des vidéos et des réflexions : nous créons ainsi une nouvelle manière d'être ensemble dans la distance et l'éloignement. Ce numéro spécial « confinement » de la Lettre s'inscrit dans ce mouvement. Il réunit un certain nombre d'envois que nous nous sommes adressés entre membres de Montpellier 2020, et plus largement entre nos cercles proches. Le recueil n'est pas, bien sûr, exhaustif. La retranscription aurait été trop longue. Nous avons choisi certains passages de textes ou d'articles en les précédant d'un court résumé d'ensemble pour permettre de mieux en saisir la teneur.

Cette « chaîne » d'échanges ne demande qu'à être poursuivie !

Bonne lecture ...

Mai 2020, n°86 : « *Le virus nous oblige à reconsidérer notre condition humaine* »



Adam et Eve, Lucas CRANACH

« *Le virus nous oblige à reconsidérer notre condition humaine* » : c'est l'invitation faite par l'écrivain algérien, Kamel Daoud, dans l'émission *La grande librairie* du 22 avril. Elle rejoint celle du neuropsychiatre, Boris Cyrulnik, dans le journal du *Midi Libre* le 19 avril : « *ce n'est pas une crise, mais une catastrophe, un tournant de la condition humaine* ». Les enjeux du déconfinement ne peuvent être réduits aux simples enjeux d'un combat médical ou scientifique ou d'une remise en route d'un système socio-économique. En stoppant brutalement les échanges entre humains au quotidien à un niveau

planétaire le Covid 19 est venu déconstruire en profondeur nos structures sociales. Edgar Morin en a clairement dessiné les contours dans un entretien donné au journal *Le Monde* le 20 avril : « *l'après-épidémie sera une aventure incertaine où se développeront les forces du pire et celles du meilleur, ces dernières étant encore faibles et dispersées. Sachons enfin que le pire n'est pas sûr, que l'improbable peut advenir, et que, dans le titanesque et inextinguible combat entre les ennemis inséparables que sont Eros et Thanatos, il est sain et tonique de prendre le parti d'Eros* ». Le sociologue reprenait à son compte les termes employés par Freud dans son *Malaise dans la culture*. Les sociétés comme les individus sont prises par le jeu dialectique entre deux pulsions contraires : l'une les pousse à la destruction et à l'anéantissement (pulsions de mort ou *Thanatos*), l'autre les amène, à l'inverse, au lien et à la création (pulsion de vie, *Eros*). Le livre a été écrit en 1929 en plein effondrement de Wall Street. Il se conclut par ce constat : « *les hommes sont maintenant parvenus si loin dans la domination des forces de la nature qu'avec l'aide de ces dernières il leur est facile de s'exterminer les uns les autres jusqu'au dernier... et maintenant, il faut s'attendre à ce que l'autre des deux puissances célestes, l'Eros éternel, fasse un effort pour s'affirmer dans le combat contre son adversaire tout aussi immortel* ». Au moment de la deuxième édition, deux ans après, la crise économique a fait son œuvre, et les nazis sont aux portes du Reichstag. Freud ajoute en conclusion cette interrogation inquiète : « *mais qui peut présumer du succès et de l'issue ?* ».

90 ans plus tard, les faits pourraient sembler donner torts aux prévisions de Freud puisque ce sont les forces de la nature qui viennent menacer la domination que semblait avoir acquis l'homme sur elle. Les deux sont, en fait, liées. C'est sans doute l'illusion de l'homme d'avoir dominé la nature qui l'amène à son désarroi actuel. Il pensait l'avoir pleinement maîtrisée grâce à ses technologies et à l'exploitation irréflective et insensée de ses ressources. Il s'était tranquillement endormi dans cette certitude d'où est venu brutalement le déloger le Covid 19. La crise sanitaire est venue « *porter atteinte au confort douillet dans lequel les pays économiquement développés se sont progressivement lovés* » (Dominique Strauss Kahn, *Le Monde* le 13 avril).

L'homme croyait avoir tout prévu. Il pensait maîtriser, entre autres, la survenue de tout « *événement indésirable* » grâce à ses protocoles sanitaires. Les alertes répétées des professionnels ne dérangent ni ses certitudes ni ses ambitions. Dans une célèbre conférence en avril 2012, Bill Gates avait même dessiné la figure du danger sanitaire qui nous guettait sous la forme d'un virus ressemblant étrangement à notre Covid 19. Il avait détaillé les mesures de prévention nécessaires, notamment un équipement hospitalier adéquat. Mais « *le confort intellectuel et l'habitude ont horreur des messages qui les dérangent* » (Edgar Morin, *ibid.*).



L'armée des 12 singes de Terry GILLIAM

L'homme sait s'effrayer de nombre de choses, mais pas forcément les bonnes. La littérature et le cinéma de science-fiction ont de tout temps cherché à imaginer le futur et à décrire des sociétés post-catastrophes, dans des scénarios parfois proches de ce que nous vivons. Ainsi, dans la littérature le romancier sud-africain Deon Meyer a récemment raconté dans *L'année du lion* (2017) l'histoire d'une humanité décimée à 95% au niveau planétaire par un « *viruscorona* ». Ils n'ont cependant jamais proposé le scénario d'une infiltration aussi insidieuse et insaisissable que celle que nous vivons. A

l'échelle des chiffres, la mortalité due au coronavirus reste relativement humble. Nous en reprenons les données statistiques en fin de Lettre. Sur le plan économique, par contre, le Covid 19 a amené l'arrêt brutal des économies mondiales et le confinement de la moitié de la population de la planète. Sur le plan imaginaire, enfin, il fait planer les plus extrêmes menaces d'extermination. « *Notre cerveau a lentement basculé comme a sombré le Titanic, commente Patrick Boucheron dans Médiapart, avec des caissons étanches qui ont sauté les uns après les autres, ennoyant progressivement notre compréhension et nous faisant finalement chavirer* ». « *Où a-t-on vu, ajoute-t-il, l'angoisse d'une destruction de l'urbanité, de la vie sociale – l'horreur lente et sournoise de vivre dans une ville qui ne vit pas ?* ».

Chaque nation a essayé de se réfugier derrière ses équipements sanitaires (lits de réanimation, masques et solution hydroalcoolique). Malgré leurs disparités de départ, elles ont quasiment toutes été contraintes de prendre des mesures de confinement du fait de l'absence d'alternative thérapeutique. Nous en mesurons aujourd'hui la limite dans le temps. Si le confinement a pu permettre dans un premier temps d'endiguer la propagation du virus et d'éviter des centaines de milliers de morts, il a eu de graves conséquences sur la vie économique et sur l'équilibre social et individuel. Nos sociétés ne peuvent se réfugier éternellement derrière des caissons étanches. Elles sont obligées, à un moment ou à un autre, de mettre en place d'autres stratégies que celles de l'évitement, et d'espérer que les travaux de nos chercheurs permettront de trouver, dans l'immédiat, un remède symptomatique et, demain, un vaccin.



Gaston Lagaffe dessin d'André FRANQUIN

Le virus est venu rappeler à nos sociétés qu'elles étaient, comme les humains, mortelles et provisoires. Nos systèmes capitalistes néo-libéraux se sont construits sur l'inverse, sur une croyance en un « produire toujours plus » illimité engendrant des profits aussi illimités. Ils se sont édifiés sur un déni de la mort en s'efforçant d'en retarder l'échéance car elle signifierait l'échec de leurs ambitions. Bernard Maris écrivait que « *le capitalisme retardait la mort par allongement du chemin* ». Mais « *si nous pouvons retarder la mort par vieillissement, rappelle Edgar Morin (ibid.), nous ne pourrions jamais éliminer les accidents mortels où nos corps seront écrabouillés, nous ne pourrions jamais nous défaire des bactéries et des virus qui sans cesse s'automodifient pour résister aux remèdes, antibiotiques, antiviraux, vaccins* ».

La mort a pris, du fait même, un nouveau statut. En 1969 le million de morts occasionné dans le monde par la grippe de Hong Kong et les 40 000 dans le seul territoire français n'avaient pas occasionné un tel émoi mondial. Il a même disparu de nos mémoires. Aujourd'hui la mort d'un seul est devenue intolérable. « *La mort, fait remarquer Dominique Strauss-Kahn (ibid.), n'était pas seulement devenue lointaine en raison de l'augmentation de l'espérance de vie, elle était aussi devenue intolérable comme en témoignent les réticences à engager des troupes au sol dans la plupart des conflits récents. La « valeur » de la vie humaine a considérablement augmenté dans l'inconscient collectif des pays les plus riches. Or aujourd'hui, nous reprenons conscience de la précarité de l'être* ». La mort des personnes âgées est devenue particulièrement inacceptable. Patrick Boucheron fait justement remarquer que si « *tous les gouvernements sont soumis à l'impératif catégorique de sauver les vies humaines, toutes les vies, « quoi qu'il en coûte* », alors il faudra en tirer les conséquences, toutes les conséquences, que ce

soit à propos de l'urgence climatique ou des drames humanitaires liés aux déplacements de réfugiés » (ibid.).

La question que nous devons ouvrir est bien là : quelles leçons en tirerons-nous pour aménager une nouvelle « condition humaine » pour chacun en lien avec toute la planète ? Nous en connaissons déjà quelques-unes : la « désintoxication » de nos modes de vie, le respect de la biodiversité et un bon usage de la mondialisation pour qu'elle soit respectueuse des peuples et des continents. Et si nous nous mettions au travail ?

Mai-bis 2020, n°87 : Le besoin de donner du sens à la vie



Oiseau retournant au nid, Georges BRAQUE

Notre numéro double d'Avril a connu un retour très positif de nos lecteurs. Nous avons donc décidé de doubler à nouveau notre Lettre en Mai à partir des nombreux textes, reportages ou articles que nous avons continué à échanger pendant cette première quinzaine du mois. Nous vous en proposons quelques extraits ou commentaires.

Après une première période occupée médiatiquement essentiellement par les professionnels de la santé et les experts scientifiques, a succédé une seconde laissant beaucoup plus de place à des réflexions plus distancées des préoccupations pandémiques immédiates. Elles s'avèrent d'autant plus nécessaires que chacun a bien conscience que la mise entre parenthèses de nos vies devait être obligatoirement limitée pour éviter une asphyxie économique et sociale qui serait encore plus mortelle que la Covid 19. Nous ne pouvons rester confinés éternellement : il nous faut impérativement retrouver le dehors et inventer de nouveaux modes, au moins provisoires, de vivre ensemble. A l'approche de cette échéance, les critiques réabondent sur ce qui a été fait ou pas fait en même temps que les invocations de ce qui aurait pu se faire, ou de ce qui se fait ailleurs, fatalement toujours mieux. En arrière-fond nous retrouvons, finalement, le bon vieux réflexe humain qui consiste à rechercher une cause à tout ce qui arrive et ainsi conjurer la confrontation nue au destin fatal de l'homme qui le met face à une impuissance fondamentale. Nous devons trouver à tout prix un responsable au mal sournois et invisible que représente le coronavirus. Nous pourrions ainsi décharger sur lui tous les malheurs qui nous accablent à l'image de la fonction de l'antique bouc émissaire. En contrepartie on nous propose quelques figures de héros incarnés successivement par des soignants magnifiés en héros, par quelques figures médiatiques éphémères et surtout par le graal absolu que constitueraient le médicament et, à plus forte raison, le vaccin nous procurant une innocuité retrouvée. Tout cela, finalement, a quelque chose de profondément humain.

L'homme, depuis ses origines, a toujours essayé de donner un sens à ce qui lui arrivait. C'est probablement ce qui le distingue des autres êtres ou organismes vivants, ce que les philosophes ont appelé « la conscience ». La confrontation aux catastrophes naturelles et aux deuils l'a amené à chercher un principe premier qui serait acteur du monde et de ses aléas. Tout phénomène naturel se trouvait personnifié. Lorsqu'il y avait de l'orage, les grecs disaient : « Zeus tonne ». Le confinement a pu

permettre à certains de relire *l'Odyssée* (œuvre à laquelle la 5 a consacré de remarquables documentaires de Sylvain Tesson). On s'aperçoit que tous les malheurs qui accablent Ulysse sont dus aux querelles qui agitent les habitants du Panthéon grec.



Ulysse et les sirènes, Bernard BUFFET

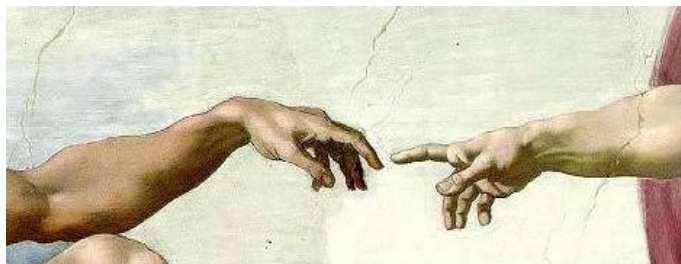
L'homme a ainsi créé des dieux, multiples d'abord puis progressivement uniques. Il leur a opposé des principes complémentaires à leur toute-puissance, nécessaires pour expliquer les imperfections du monde et des hommes. Ils peuvent s'appeler : diable et bon dieu, « hate » et « love », « yin » et « yang », etc. L'homme s'est ainsi construit des croyances et des idéologies car tout lui paraissait préférable au non-sens d'un univers qui serait totalement absurde. Aujourd'hui encore, dans un Occident pourtant devenu largement agnostique, nous essayons de nous réassurer en nous persuadant qu'il y a une puissance cachée derrière ce qui nous arrive avec le coronavirus : laboratoire chinois malveillant ou défectueux, complot du grand Capital, ou même simple « patient zéro ». Imaginer une force malfaisante reste, pour nous, préférable à l'affrontement nu à un événement fatal tombant sur nous aussi implacablement que les cataclysmes, ouragans, cyclones, tempêtes, séismes, éruptions volcaniques.

Nos sociétés, en fait, se sont terriblement fragilisées en se privant de la possibilité d'un recours à des puissances supérieures. Les religions ont perdu leur emprise dans nos démocraties occidentales. L'humanisme qui les prolongeait s'est irrémédiablement effondré avec la découverte des camps d'extermination nazis. Les idéologies qui en avaient pris le relais se sont effondrées avec le mur de Berlin et la découverte de la réalité des démocraties dites « socialistes ». Nos sociétés ont été abandonnées à l'emprise d'un nouveau capitalisme désormais appelé néo-libéral. Son impuissance face au surgissement du coronavirus nous montre ses limites et son incapacité à fournir une quelconque substitution aux croyances anciennes. Elles avaient toutes une fonction de lien (c'est le sens étymologique que l'on accorde le plus généralement au mot « religion »). Le capitalisme néo-libéral se fonde à l'inverse sur la promotion d'un individu coupé des autres.

Avec la disparition des religions, l'homme a également perdu le sens de la mort. Elle est devenue un fait inacceptable pour nos sociétés attirées par la production infinie de biens et hantées par les hécatombes des guerres mondiales, des génocides des camps et des conflits civils. Les progrès techniques permettent d'entretenir la promesse illusoire de vies, libérées de toute pathologie, ouvertes à une quasi éternité. Du même coup, la mort nous est devenue haïssable et indigne. Nous avons perdu le contact avec elle comme fidèle et inséparable compagne de notre vie. A chaque fois qu'il y a un mort nous cherchons un meurtrier.

Privés de la possibilité à recourir à des explications par des systèmes supérieurs (religion, philosophie, sagesse ...), nous nous trouvons contraints, à chaque confrontation à la mort ou au risque de mort, à nous inventer des complots cachés. Nous préférons nous persécuter que de nous déprimer. Ne pouvant plus désormais donner sens, nous nous contentons de rechercher des causes. C'est ainsi que nous succombons facilement à la dangereuse paresse de les chercher chez l'autre, de préférence proche. Les français aiment bien, paraît-il, cultiver cet art, leurs responsables politiques constituant la cible favorite de leurs plaintes. Plus gravement, ils peuvent être également nos proches. Le confinement

a amené un doublement des plaintes pour violences familiales. Les appels au 119 pour enfance en danger avaient bondi de 89% lors de la troisième semaine de ce même mois.



MICHEL-ANGE, *Chapelle Sixtine*

Les croyances construites par l'homme avaient une double fonction. D'une part elles donnaient un sens à la vie de l'homme sur la planète. D'autres part elles créaient un collectif de lien entre les humains et entre les humains et la nature. L'homme a toujours tiré sa vie de l'exploitation de ce qui l'entoure. Pendant longtemps, ne serait-ce qu'en raison de son faible poids démographique, il a su préserver un équilibre entre lui et la nature. La naissance et le développement des sociétés industrielles puis technocratiques ont amené une très forte progression démographique et l'homme a cru qu'il pouvait tuer et piller sans limite les autres principes vivants ou matériels.

Le coronavirus nous confronte à une évidence : notre vie ne doit pas et ne peut pas se faire contre les autres. Elle ne peut se développer qu'avec les autres, fussent-ils microscopiques. Toutes les vies sont fragiles et se soutiennent les unes par les autres. Elles demandent donc respect.

Le coronavirus nous apprend également qu'une vie ne peut se réduire à ses aspects biologiques. Elle est tout autant affective et sociale. Nous avons réuni dans ce numéro des textes variés. Ils éclairent tous un au-delà de la simple gestion politique ou médicale de la pandémie. Le philosophe italien, Giorgio Agamben nous rappelle que « **celui qui appartient véritablement à son temps, le vrai contemporain, est celui qui ne coïncide pas parfaitement avec lui** ». C'est ce décalage qui fait de nous des êtres pensants, agissants et aimants.

Juin 2020, n°88 : **Second tour des municipales : droit de vote et devoir de voter**



ÉCOLE À LA MAISON

Dessin de YELCH

Le 28 juin près de 5 000 communes organiseront le second tour de leurs élections municipales sauf si, bien sûr, la situation sanitaire connaît une brutale aggravation. Les compteurs sont plutôt au beau fixe actuellement comme le confirmait Edouard Philippe dans sa conférence de presse de jeudi. Les communes de grand nombre d'habitants étant davantage représentées dans les situations de ballottage, ce sont environ 1/3 des électeurs qui seront appelés à revenir voter, soit 16 millions de français. Les quelques 30 000 communes ayant élu leur nouveau conseil municipal dès le premier tour ont élu, le 23 mai, leur nouveau maire sont d'ores et déjà officiellement en ordre de marche.

Cette décision semble être la meilleure pour plusieurs raisons. D'une part la période de trouble économique et social causée par l'irruption de la pandémie nécessite des exécutifs forts et dotés de la plénitude de leurs pouvoirs aussi bien au niveau central que territorial. Les villes ont besoin d'équipes municipales dotées de leurs pleines capacités de gestion et d'autorité. D'autre part, rien ne garantit aujourd'hui que l'automne ou l'hiver n'offrent davantage de garanties face à un virus toujours potentiellement actif. Enfin le report au-delà de juin nécessiterait une remise à zéro des compteurs électoraux. Il faudrait donc entamer une nouvelle campagne complète avec la constitution de nouvelles listes candidates. Ce choix, outre les problèmes de légitimité par rapport aux scores obtenus en mars, engendrerait une remise en route électorale beaucoup plus lourde, qui plus est à 2 mois des prochaines élections régionales et départementales prévues pour le printemps 2021. Le climat d'instabilité de l'ensemble des strates territoriales ainsi engendré ne pourrait que nuire à la mobilisation politique urgente nécessaire à la gestion économique et sociale de l'après-Covid 19 et à la réparation des dégâts faits par la pandémie.

Les opposants à la tenue du second tour le 28 juin argumentent de la difficulté pour un déroulement satisfaisant de la campagne électorale. Toute campagne se définit traditionnellement en grande partie par le contact direct entre les candidats et leurs électeurs, porte à porte, distribution de tracts et réunions publiques. Même si les réseaux sociaux ont une emprise beaucoup plus grande, cette constatation reste vraie. Soulignons cependant que les levées de déconfinement décidées par le gouvernement à partir du 2 juin lèvent déjà une partie de ces craintes. Il convient, par ailleurs, de faire remarquer qu'il ne s'agit pas de démarrer une nouvelle campagne mais de terminer celle qui a pu se dérouler pleinement en début d'année. Les candidats ont eu tout loisir de développer leurs projets auprès de la population et de multiplier les rencontres et leurs communications. Soulignons même que les listes ressorties vainqueurs du premier tour récupèrent un bonus inespéré puisqu'au lieu de la seule semaine habituelle entre les 2 tours, elles vont disposer de 5 semaines pleines (dont 2 de campagne officielle). Dernier point important : les maires sortants bénéficient d'une prime encore plus grande puisqu'ils ont pu se montrer au quotidien dans la vie de leurs concitoyens durant ces mois de confinement et se faire du même coup une belle présence médiatique.



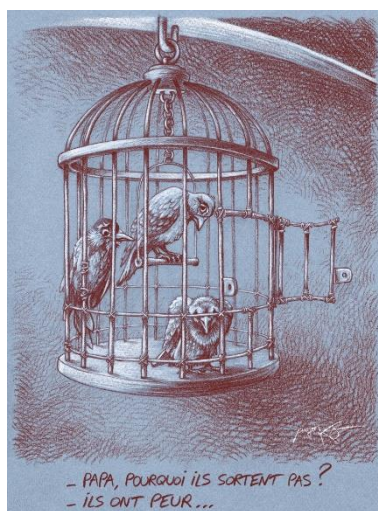
Manifestation de femmes en France en 1944 pour obtenir le droit de vote : photo publiée par un journal américain

Les opposants au second tour avancent un autre argument. Ce serait celui du climat d'insécurité et de peur de contamination créé par le coronavirus. Quand on voit les difficultés rencontrées actuellement pour faire respecter les protocoles de distanciation et quand on entend se multiplier les plaintes devant le maintien de la fermeture d'accès de nombreux lieux publics, on peut légitimement juger que l'argument paraît bien léger. On craint, de même, une contamination de ceux qui vont tenir les bureaux de vote. Mais est-on habité par le même scrupule pour les boulangers, épiciers, bouchers, marchands de journaux et autres qui, depuis le début de la pandémie, nous accueillent tous les jours ? N'oublions pas que toutes les enquêtes ont montré qu'il n'a pas été possible de repérer des effets particuliers de poussée pandémique suite à la tenue du premier tour des élections du 15 mars.

Plutôt que de plaindre les pauvres abstentionnistes que l'on mettrait dans une situation de choix cornélien tragique entre leur santé et leur convocation électorale, plaçons chacun devant ses responsabilités et ses devoirs de citoyens : voter est un droit mais c'est également un devoir. Ceux et celles qui nous ont permis après de longues luttes d'acquiescer le droit de vote pour tous et la constitution d'un suffrage universel se retourneraient probablement dans leurs tombes si on leur disait que leurs actions avaient accouché désormais d'une situation laissée aux mains du bon vouloir de citoyens tellement choyés qu'au gré de leurs humeurs ils ont la possibilité de s'offrir le luxe d'aller ou non voter. Nous avons assisté, paraît-il, à une pluie de recours contre les résultats du premier tour au motif que l'abstention due aux peurs de contamination aurait faussé les résultats. Mais de qui se moque-t-on ? On a entendu la même antienne pour les européennes alors qu'il n'y avait pas, que l'on sache, de Covid dans l'air ! On entend sans arrêt le même refrain à l'adresse du Président de la République : le pourcentage réel de participation enlèverait qui l'a porté au pouvoir enlèverait toute légitimité à son mandat. Quel virus avait atteint tous ceux qui étaient restés chez eux ?

S'il y a une prime à donner, elle est à ceux qui vont voter (y compris, bien sûr, les votes blancs) et non à ceux qui désertent les urnes. Les premiers, outre leur acte citoyen, font l'effort de prononcer un choix politique assumé et clair. Les seconds ne constituent qu'une masse grégaire définie par le seul dénominateur négatif de ne pas s'être déplacé pour aller voter. Tout effort pour leur accorder une place qui pourrait invalider un processus électoral ne peut que constituer une manière de tirer une balle dans le pied de notre démocratie. Il est du devoir des politiques et des médias de le rappeler. Quant aux citoyens, s'ils ne sont pas contents de leurs élus, ce n'est certainement pas en désertant les urnes qu'ils vont en améliorer la qualité. Il serait plus intelligent de se dire que nos élus, même si le constat peut être déplaisant, ne font pas que constituer un miroir de nous-même.

Juillet 2020, n°89 - Le déconfinement ... et après



Osons le déconfinement ! (Projet KO) médias-presse.info

Beaucoup l'avaient prédit : la sortie du confinement ne serait pas aisée. L'entrée avait été brutale mais, paradoxalement, bien acceptée par la population malgré des restrictions jamais atteintes de ses libertés en temps de paix. Faute de médicaments sûrement efficaces, de vaccin achevé ou de test disponible à grande échelle, la sortie du confinement ne pouvait être que progressive. Chacun peut mesurer désormais que deux mois de réclusion ne laissent pas indemnes, ce qui est, sommes toutes, très naturel. Les espagnols ont inventé le terme de « syndrome de la cabane » pour désigner la peur de sortie de chez soi et d'affronter le dehors. Elle habite aujourd'hui encore nombre de personnes.

Le maintien forcé dans son domicile n'a pourtant pas été un épisode doré. L'augmentation des chiffres de violences intra-familiales en témoigne. La tension qui s'y est accumulée, sur fond d'angoisse de

contamination et de méfiance de l'autre, ajoutée aux inquiétudes réelles face aux conséquences économiques et sociales n'est sans doute pas étrangère aux violences sociales que nous voyons éclater à un niveau planétaire. Le meurtre de Georges Floyd par un policier du Minnesota a engendré de considérables manifestations bien au-delà des seuls Etats-Unis pour dénoncer le racisme de nos sociétés. S'y est greffée une attaque contre les forces de l'ordre comme si elles cristallisaient à elles seules la rancœur accumulée dans la contention de nos vies. A Dijon, des combats d'une rare violence ont ravagé la Cité des Grésilles. A Paris, une manifestation des professionnels hospitaliers a été détournée de sa volonté non-violente par des milliers de « gilets jaunes » et de « black-blocs ». Ce sont désormais les statues de personnages incarnant historiquement l'esclavagisme que l'on déboulonne. On aurait pu espérer que la pandémie fédère l'humanité dans une lutte et une prise de conscience partagée : c'est l'inverse que l'on constate, la naissance d'une société de plus en plus « séparatiste » et « racisée ».



Dessin de Patrick CHAPATTE

S'y ajoute aujourd'hui une situation économique très préoccupante : chômage, faillites d'entreprise, augmentation du coût de la vie se dressent comme autant de menaces nous empêchant de profiter de nos libertés retrouvées. Certains secteurs économiques sont plus affectés que d'autres et les petites et moyennes entreprises sont plus durement touchées que les grosses, même si certaines d'entre elles annoncent des plans sociaux dont l'opportunité peut paraître étrange. Prenons l'exemple de Sanofi. L'entreprise est née, il y a 50 ans (1973) d'Elf Aquitaine. Elle s'est progressivement développée par fusion ou acquisition d'autres entreprises françaises notamment (Clin-Midi, Aventis et Synthélabo, le français l'Oréal est son principal actionnaire) pour devenir aujourd'hui la troisième entreprise de santé mondiale. Sanofi a annoncé le 26 juin la suppression de 1700 emplois en Europe (dont 1000 en France) alors qu'elle a connu une progression de son chiffre d'affaires sur le premier trimestre de l'année et a décidé une distribution de dividendes de 4 milliards d'euros à ses actionnaires. N'oublions pas non plus que l'Etat vient de lui accorder 200 millions d'euros pour financer sa recherche sur le vaccin de la Covid 19. L'entreprise a annoncé en même temps la fin de ses recherches sur le diabète et les maladies cardio-vasculaires et une réduction de sa production de médicaments de 300 à 100 : « *on a l'impression que le groupe ne veut conserver que ce qui est le plus rentable* » déclare Florence Faure, coordinatrice de la CFDT. Qui avait dit que le coronavirus amènerait la France à une moins grande dépendance internationale et à un renforcement de la recherche ?

La France a besoin de grands plans de relance et de vraies réformes structurelles. Les saupoudrages de mesures « pansements » ne peuvent suffire. L'enjeu du Ségur de la santé est là : c'est toute l'organisation du soin qui doit être réformée afin qu'il soit recentré sur sa fonction première et non sur des impératifs de productivité économique et de gestion bureaucratique. Certains ont évoqué la nécessité d'un nouveau plan Marshall pour relancer certains secteurs de notre économie nationale, pour « *assurer le devenir de l'Europe* » comme le demande sa présidente de Commission, Ursula von der Leyen, ou pour aider les pays les plus fragiles comme le souhaite l'ONG Oxfam dans son appel à « *un ambitieux plan mondial de santé publique* ».



Dessin de PONY WAVE

La mise en place d'une telle ambition nationale nécessite un temps de réconciliation politique. Sans cette entente, il est impossible d'envisager une quelconque ambition d'une action d'avenir et d'une véritable réforme structurelle. Prenons le simple exemple des transports : nous ne pouvons plus réfléchir à un niveau minimaliste et local de tronçons de quelques kilomètres de voies ferrées ou de contournement routier et de traiter séparément les questions de fret, d'opposition entre réseaux à grande vitesse et réseaux secondaires, de transports individuels, de concurrence avec l'aviation, de taxe carbone et de péages. Seule une planification sur le moyen terme peut donner une cohérence à cet équilibre et avoir force de contrainte d'intérêt général face aux petits intérêts territoriaux trop souvent égocentriques. Le dernier tronçon de la ligne TGV vers l'Espagne, jugé pourtant nécessaire par le plus grand nombre et déjà en grande partie financé, constitue un malheureux exemple de la stérilité des gestions actuelles. Son retard ne fait qu'aggraver les dangereuses saturations de nos autoroutes et, par conséquence, de nos voies secondaires de contournement des villes ou départementales au détriment de nos santés et de nos sécurités.

Malheureusement, nous constatons que la pandémie n'a rien créé de nouveau : les vieux réflexes imbéciles partisans et lobbyistes sont sortis intacts du confinement. Tous les espoirs d'entente autour de réorientations structurelles administratives, économiques et sociales semblent déjà envolés : chacun retrouve la défense de ses petits prés carrés. C'est le « syndrome de la cabane » porté à l'échelle politicienne nationale. En juin 1968, Claude Nougaro avait chanté l'amer enterrement des rêves du mois de Mai par cette phrase : « et chacun est rentré dans son automobile ». Elargissons les œillères de nos petits intérêts à une dimension collective et au-delà du seul instant immédiat.

Août 2020, n°90 - Un mois de juillet plein de promesses



Michaël DELAFOSSÉ, nouveau maire et président de la Métropole Montpellier 3M (photo Midi Libre)
et Jean CASTEX, nouveau premier ministre (photo bfmtv.com)

Comme souvent ces dernières années, le mois de Juillet n'est pas un temps de vacances politique. Le mois écoulé a été marqué par deux événements majeurs. D'abord celui du second tour des municipales, retardé à ce début d'été en raison du confinement. Ensuite le changement de gouvernement. Michaël

Delafosse est désormais le nouveau maire de Montpellier et président de la Métropole Montpellier 3M. Jean Castex, de son côté, porte la lourde charge de réussir la sortie économique et sociale du déconfinement. Deux hommes d'Occitanie, comme un symbole de la vitalité et de la qualité de notre Région. Au-delà de leurs appartenances politiques, le premier fidèle porteur des valeurs socialistes, le second attaché à une tradition de droite humaniste, nous ne pouvons que leur souhaiter la pleine réussite de leurs missions. La France est actuellement un pays divisé, menacé par ses cloisonnements en archipels communautarisme, sociaux ou culturels (cf. le livre de Jérôme Fouquet, *Lettre de Sursaut n°77, septembre 2019*). La référence commune à nos valeurs républicaines est actuellement quotidiennement attaquée. Les garants de l'ordre républicain, de l'action de sa justice et de son exercice politique sont constamment remis en cause. Leurs moindres faux pas sont guettés par des médias toujours plus attirés par l'événement ponctuel susceptible de faire la une que guidés par le nécessaire recul face aux événements factuels.

Le politique, comme l'économique, nécessitent un rapport au temps. Nous ne vivons plus désormais que dans l'immédiateté d'instantanés découpés les uns des autres. Cette absence conjuguée de transversalité et de verticalité tue toute possibilité d'intelligence et d'action. Nous ne distinguons plus le futile du nécessaire. Nous voulons des élus possédant une vertu toute-puissance, immaculée et protectrice quasi divine. Mais, en même temps, nous nous complaisons à épier les détails de leurs intimités et nous traquons le moindre écart de leur comportement ou de leur langage. Nous adorons renverser nos idoles des piédestaux sur lesquels nous les avons-nous-mêmes hissées. A l'image du proverbe chinois nous préférons nous intéresser au doigt plutôt qu'à ce qu'il nous montre.



Dessin de CHEREAU pour Urtikan

La Ségur de la santé a permis de réunir un grand nombre d'acteurs du soin et d'aboutir à un accord. Nous ne pouvons que nous en réjouir. Cet accord, cependant, ne sera rien s'il ne provoque pas un changement structurel des politiques de soin aussi bien dans son quotidien hospitalier que dans son administration. Le traitement du coronavirus a montré à l'évidence combien la multiplication des diverses strates ayant des autorités malheureusement parallèles (ARS, Préfets, Conseil scientifique, etc.) étouffe notre pays par une inflation bureaucratique qui rend impossible toute prise de décision et stérilisant toute action. Il faudra sérieusement analyser le fonctionnement des ARS tant le bilan de leur gestion de la pandémie est catastrophique. Non seulement elles doublent les autorités préfectorales locales, mais elles sont incapables de donner des directives cohérentes aussi bien auprès des établissements, que des praticiens ou de la population. Elles sont expertes, par contre, à multiplier les protocoles et les procédures freinant toute initiative et prise de responsabilité, et nuisant finalement au travail du soin.

Un haut-commissaire au plan a été annoncé par le premier ministre. Nous approuvons pleinement la décision à la seule condition qu'elle ne vienne pas ajouter une nouvelle strate d'autorité à celles existantes. La crise économique que nous vivons nécessite, en effet, des mesures immédiates

destinées à l'urgence des situations, mais tout autant une logique à long terme de choix d'orientations engageant l'action politique. Ce n'est que dans cette perspective qu'une vraie et ambitieuse réforme est possible. En ce sens, sachons saisir la Covid 19 comme une chance pour orienter les décennies qui viennent et corriger les différents encrassages qui étouffent nos fonctionnements actuels.

Les élections municipales, par exemple, ont montré une réelle préoccupation écologique pour le devenir de notre planète. Nous savons tous qu'un réel renversement des pratiques ne peut se faire du jour au lendemain. Nous devons nous donner des objectifs et des moyens dans le temps. Toute recherche exclusive de l'effet immédiat est stérile et dispendieuse. C'est ainsi que nous devons aborder la question des transports. Notre Région et notre Ville sont bien placées pour savoir l'incohérence totale qui préside à leur gestion : nouvelle gare de Montpellier, contournement de la ville, trajet SNCF Montpellier/Toulouse, ligne à grande vitesse vers l'Espagne, dessertes dans les territoires éloignés, équilibre ferroviaire/aérien. A ce titre-là les annonces de développement du fret ferroviaire par le premier ministre vont dans le bon sens. Elles re-ouvrent la ligne Perpignan-Rungis et créent une ligne Sète-Calais.

La mise en place et la réalisation de projets planifiés locaux nécessite la collaboration de l'ensemble de nos communautés territoriales, Métropole, communautés de communes, Département et Région. C'est sur ce fond que Montpellier 2020 abordera dès septembre son nouveau travail de réflexions et propositions dans la perspective des prochaines échéances départementales et régionales.

